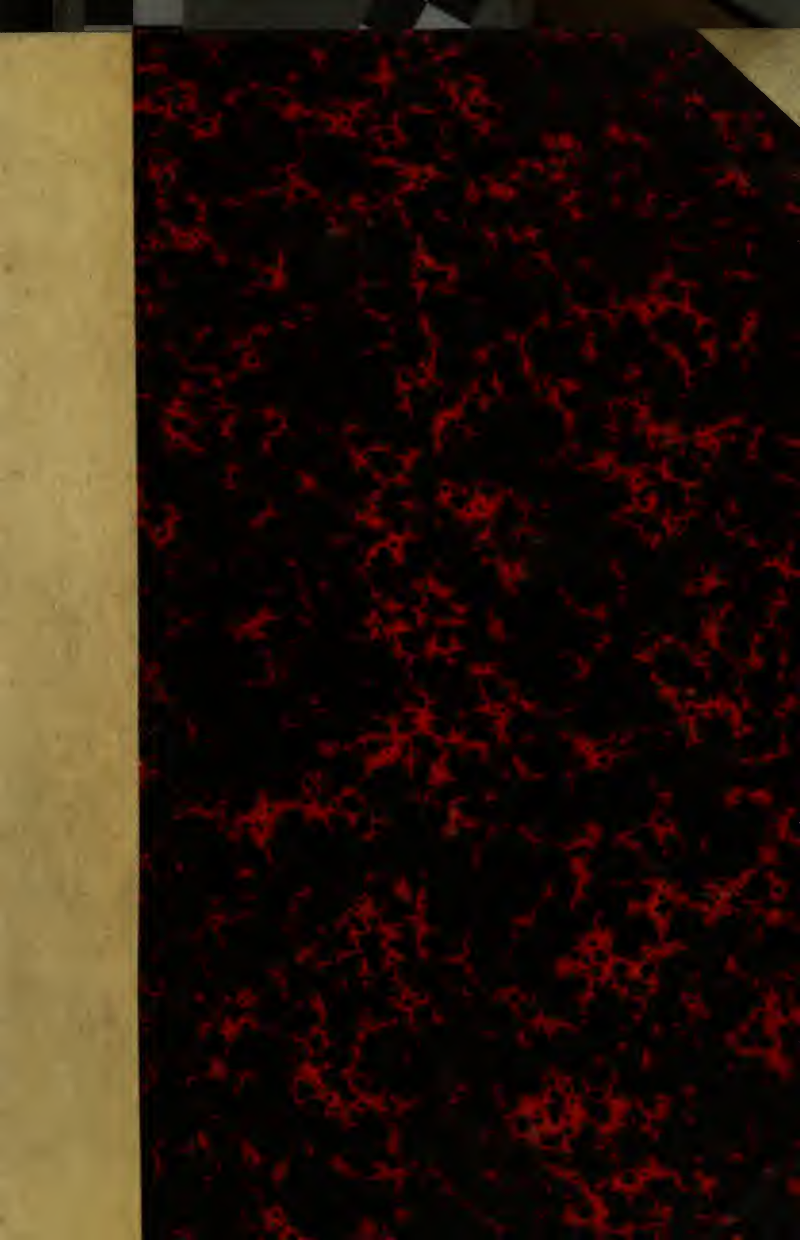
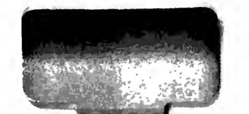



201
34 G
7



Digitized by Google

COMMISSION
DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX (2me SECTION)

DE L'ORIGINE

ET DES PREMIERS DÉVELOPPEMENTS

DES

LIBERTÉS COMMUNALES

EN BELGIQUE, DANS LE NORD DE LA FRANCE, ETC.

(Études sur les progrès de la civilisation, depuis le dixième jusqu'au treizième siècle)

PAR

ALPHONSE WAUTERS

ARCHIVISTE DE LA VILLE DE BRUXELLES, MEMBRE DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

Præclara etiam laus omnium confessione ipsis (scilicet Belgis) debetur, quod civitates suas æquissimis legibus et honestis institutis stabiliverunt.
DINOTHUS, *de Bello Belgico*, l. I, c. 1.

PREUVES

BRUXELLES
FR. GOBBAERTS, IMPRIMEUR DU ROI, SUCCESSEUR D'EM. DEVROYE
40, RUE DE LOUVAIN

1869

DE L'ORIGINE

ET DES PREMIERS DÉVELOPPEMENTS

DES

LIBERTÉS COMMUNALES

EN BELGIQUE

TOUS DROITS RÉSERVÉS.

Digitized by Google

DE L'ORIGINE

ET DES PREMIERS DÉVELOPPEMENTS

DES

LIBERTÉS COMMUNALES

EN BELGIQUE, DANS LE NORD DE LA FRANCE, ETC.

(Études sur les progrès de la civilisation, depuis le dixième jusqu'au treizième siècle)

PAR

ALPHONSE WAUTERS

ARCHIVISTE DE LA VILLE DE BRUXELLES, MEMBRE DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

> Præclara etiam laus omnium confessione ipsis (scilicet Belgis) debetur, quod civitates suas æquissimis legibus et honestis institutis stabilierunt.
>
> Dinothus, *de Bello Belgico*, l. I, c. I.



PREUVES

BRUXELLES

FR. GOBBAERTS IMPRIMEUR DU ROI, SUCCESSEUR D'EM. DEVROYE

40, RUE DE LOUVAIN

1869

AVANT-PROPOS.

Il n'existe pas, à notre connaissance, d'ouvrage où l'on ait essayé d'exposer comment naquirent et grandirent en Belgique ces libertés communales dont le pays se montre si fier. Quelques auteurs ont tracé le tableau de ce qu'elles étaient devenues dans les derniers temps de l'ancien régime ; d'autres ont consacré leurs veilles à l'étude des institutions communales d'une province, d'une localité. Aucun, nous le répétons, ne s'est attaché à suivre nos communes étudiées dans leur ensemble, aux différentes phases de leur histoire, et, en particulier, aux premières heures de leur existence. Aucun n'a cherché à esquisser la révolution sociale qui transforma les contrées situées entre le Rhin et la mer pendant la période dont les dernières invasions des Normands marquent le début et dont le terme peut être fixé aux dernières années du XIIIe siècle.

L'école historique des temps modernes ne se contente plus de

récits guerriers, entremêlés de détails biographiques sur les principaux personnages de l'État et d'exposés des négociations diplomatiques. Elle propose à l'écrivain un sujet plus étendu, elle réclame de lui un travail à la fois aride et difficile. Elle demande mieux qu'un simple tableau des principaux événements politiques : l'historien doit s'occuper des petits comme des grands ; il doit demander au passé le secret des transformations successives qui ont conduit la civilisation au point où elle est arrivée, et les esprits sérieux nourrissent l'espérance que de la contemplation et de l'examen des abus dont il a déjà été fait justice, sortira quelque remède véritable pour les maux dont souffre encore la génération actuelle.

Aucune époque n'offre plus de ressources pour un travail de ce genre que les siècles qui suivirent l'invasion des Normands. Ils constituent une période de rénovation d'un caractère tout particulier. D'abord, le monde romain, que Charlemagne avait essayé de reconstituer au profit de sa race, s'effaça de plus en plus devant des mœurs nouvelles ; l'empire carlovingien alla s'émiettant en duchés, en comtés, en seigneuries ; l'organisation féodale remplaça la cité et le *pagus*, le goût des lettres se perdit ; on se crut arrivé à ce millénaire qui devait sonner la dernière heure du genre humain. L'an fatal écoulé, la civilisation reprit sa marche d'un pas plus assuré, et il se forma un monde tout nouveau, fécond en créations attestant la vigueur du génie de l'homme. Alors s'ouvrit l'ère des croisades, qui renouèrent les relations de l'Occident et de l'Orient ; alors naquirent les communes, alors commencèrent les langues modernes, alors surgit cette architecture ogivale qui couvrit l'Europe de monuments. La société marcha hardiment et rapidement vers un état meilleur.

La Belgique, plus qu'aucune autre partie de l'Europe, ressentit les contre-coups de ce grand mouvement social. Elle constituait.

en quelque sorte, le centre du monde carlovingien, et les traditions de la cour d'Aix-la-Chapelle s'y étaient longtemps maintenues vivaces. D'autre part, grâce à sa situation entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne, elle devait subir l'influence du réveil du commerce, et ses villes devaient grandir en prospérité et en liberté. Elle eut bientôt, comme l'Angleterre, ses gildes de marchands; comme la France, ses communes; comme l'Allemagne, ses cités épiscopales, combattant tantôt pour défendre l'autorité et les prérogatives du chef de l'empire, tantôt pour assurer et maintenir la prépondérance et les droits du saint-siége. Elle vit se développer, en regard d'un clergé et d'une noblesse jaloux de leurs immunités, des bourgeoisies redoutables; elle inscrivit parmi ses illustrations, à côté des héros de la féodalité, des tribuns dont la parole ardente passionna la multitude sur la place publique, dont l'épée conduisit les métiers dans les batailles, et dont le souvenir resta cher à la multitude.

L'histoire de ces temps reculés, on ne peut l'écrire à l'aide seulement des récits que le moyen-âge nous a laissés. Outre que la plupart des chroniques de l'époque sont peu nombreuses et d'une extrême sécheresse, elles s'attachent presque toujours, d'une manière exclusive, aux événements qui présentent le côté religieux de l'histoire, à des détails qui intéressent surtout l'ecclésiastique, le théologien. Les témoignages, et en particulier les témoignages contemporains, font donc fréquemment défaut. Plusieurs siéges épiscopaux, tels que Tournai, Térouane, Utrecht, tous nos grands chapitres de chanoinesses, si importants par l'immensité de leurs possessions, si puissants grâce à leur organisation, et la majorité de nos principales abbayes, n'ont pas d'annaliste appartenant à la période que notre volume embrasse. On comprend que les écrivains des temps postérieurs n'ont eu ni une connaissance aussi complète des événements, ni une compréhension aussi juste,

aussi nette de l'état social tel qu'il était constitué pendant cette période.

On s'explique ainsi comment la naissance de nos communes passe, pour ainsi dire, inaperçue dans l'histoire. On voudrait connaître les premiers jours, les premières luttes de ces institutions redoutables, dont les rois ont depuis recherché l'alliance et qui ont balancé la fortune d'autres monarques, que guidait une politique différente. En lisant avec un enthousiasme légitime la vie de ces tribuns fameux : Henri de Dinant, Jacques et Philippe d'Artevelde, Coppenolle, Laruelle, Anneessens, Vonck, on voudrait associer à la fondation des libertés dont ils se sont transmis la défense un premier nom, une première date. Rien de précis n'apparaît à nos regards. Pareils à ces monuments qui semblent garder dans leurs fondements, comme un secret impénétrable, le nom de l'architecte qui en donna le plan, de l'année qui en vit commencer la construction, nos institutions communales apparaissent tout à coup, sans que nous puissions suivre avec certitude, pour n'importe quelle localité, leurs premières phases de grandeur et de décadence.

Les annales liégeoises ne s'animent qu'à partir de l'épiscopat de Henri de Gueldre; dans celles du Brabant, qui restent longtemps obscures, le premier épisode qui soit raconté avec des détails exacts est la bataille de Woeringen, livrée en 1288; celles de la Flandre et du Hainaut ne se dégagent que lentement de l'obscurité et des erreurs qui en couvrent les commencements.

N'allons pas en conclure, comme l'ont pensé certains de nos écrivains, que chez nous la liberté naquit sans efforts ou grandit sans luttes. Notre histoire est une protestation continue contre ce paradoxe, qui ne repose que sur des arguments négatifs, sur un silence que l'on peut qualifier de calculé. Ces libertés communales,

dont nos aïeux disputèrent chaque lambeau à Philippe de Bourgogne, à Charles le Téméraire, à Maximilien d'Autriche, à Charles-Quint, ces libertés qui furent depuis si souvent invoquées et si souvent mutilées, n'eurent pas des commencements plus paisibles. Partout où les documents abondent, on rencontre des traces de déchirements, de contestations, de répressions violentes et d'excès répréhensibles. Le XIVe siècle ne fut pas moins agité que le XVe, et si l'on entrevoit au XIIIe une période de tranquillité relative, c'est que la classe des marchands ou des bourgeois avait pris alors un si grand essor, qu'il était devenu périlleux d'entrer en lutte avec elle. Elle aurait dès cette époque fait prévaloir les idées pacifiques, sans les divisions funestes qui éclatèrent dans son sein et ne tardèrent pas à affaiblir son action civilisatrice. Plus anciennement encore que le XIIIe siècle, les gildes ou associations de notables et de commerçants eurent à lutter contre le mauvais vouloir que l'on témoigna depuis aux corps de métiers, aux corporations d'artisans. Les uns et les autres eurent constamment le même adversaire : la féodalité religieuse et guerrière, qui essaya au moyen âge de couvrir l'Europe d'un réseau de fer; forte des priviléges exclusifs dont elle s'était attribuée la jouissance et du servage auquel elle condamnait la multitude, elle se montra leur ennemi implacable, et si à côté de cette féodalité les communes se firent une place, ce ne fut que lentement et péniblement. Les gildes avaient puisé dans l'esprit d'association le principe constitutif de leur vitalité. Dédaignées ou méprisées, puis persécutées, elles recoururent à la force pour se maintenir et répondirent aux vexations par la violence. Tantôt elles résistèrent aux princes qui les opprimèrent, tantôt elles achetèrent leur appui, et trop souvent, la charte d'une localité ne fut, comme le rédacteur de celle de Montigny-sur-Sambre en fait naïvement l'aveu, qu'une expiation « des maux dont le seigneur qui la scellait

« et ses ancêtres avaient accablé les habitants de ses domai-
« nes [1]. »

L'histoire de l'humanité comprend des périodes alternatives de paix et de guerre, de tranquillité et de troubles, ces dernières pleines de sang et de misères, les premières formant contraste avec elles et restant dans le souvenir des populations comme des temps dont on doit regretter la disparition. C'est ainsi que, chez nous, les cruautés du duc d'Albe et les rapines des soldats de Maximilien d'Autriche ont tour à tour, aux yeux du peuple, rehaussé l'éclat des règnes de Charles-Quint et de Philippe de Bourgogne. Après des épreuves cruelles, appauvri, fatigué d'efforts infructueux, il aurait voulu retourner en arrière et rentrer dans des conditions devenues impossibles. Le passé lui apparaissait comme un âge d'or. Erreur manifeste, mirage trompeur qui ne résiste pas à l'examen le plus superficiel. Car c'était Charles-Quint lui-même et son funeste système de gouvernement qui avait enfanté le règne néfaste de Philippe II; c'étaient Philippe de Bourgogne et Charles le Téméraire qui avaient provoqué les dissensions dont la Belgique eut tant à souffrir après la bataille de Nancy. Donnez aux princes que nous venons de citer d'autres conseillers, d'autres aspirations, nos institutions provinciales et communales pouvaient se développer dans un sens plus large, la tranquillité publique s'établir sur de meilleures bases, et la nationalité se greffer sur l'attraction irrésistible qui poussait l'une vers l'autre nos populations.

Des circonstances analogues se produisirent au moyen âge. Au XIIIe siècle, quand la Flandre dut subir les volontés de Philippe-Auguste, on se plut à évoquer le souvenir de Thierri et de Philippe d'Alsace : on prétendit, on répéta que ces princes avaient

(1) *Voir* plus loin, p. 181.

doté de libertés les villes de Flandre. On oubliait que Thierri d'Alsace devait sa couronne comtale à ses principales communes, plutôt que ces dernières ne lui étaient redevables de leurs privilèges ([1]), et quant à son fils Philippe, on ne se rappelait pas qu'après avoir rigoureusement sévi contre plusieurs de ses bourgeoisies, il avait, dans sa politique imprévoyante, préparé le démembrement et l'affaiblissement de la Flandre et la grandeur du vainqueur de Bouvines. Mais où aurait-on été chercher un témoignage écrit contre cette politique? Les bourgeois écrivaient peu, les chroniqueurs officiels ecclésiastiques ou fonctionnaires ne rédigeaient que des panégyriques ou ne s'attachaient qu'aux faits religieux. Adoptant un système qui n'a jamais été délaissé, ils taisaient ce qui n'était pas agréable à rappeler. C'est ainsi qu'après avoir promis de donner des détails sur la manière dont un comte de Hainaut obligea les habitants de la ville de Valenciennes à lui payer le droit de morte-main ([2]), le prévôt de Mons, Gislebert, qui fut à la fois le chancelier et le biographe de ce comte, ne se gêne pas pour omettre complétement cet incident caractéristique.

Il est inutile de demander aux chroniques de l'abbaye de Saint-Bertin l'époque de la formation de la commune de Saint-Omer, à celles des monastères de Saint-Pierre et de Saint-Bavon comment se fonda la cité gantoise, à celles de Liége la vraie origine des libertés liégeoises. Dans toutes ces localités, nous voyons apparaître les antagonismes, se manifester des résistances, sans que nos anciens écrivains daignent nous en apprendre les causes. Dès

([1]) C'est ce que démontre mon travail sur Thierri d'Alsace, travail qui a paru dans les *Annales de la Société des beaux-arts, de Gand.*

([2]) Postea ipsas mortuas manus, de communi eorum judicio, sibi readjudicari fecit, sicut plenius in subsequentibus ipsius comitis gestis per præsens scriptum invenietur. GISLEBERT, *Chronica Hannoniæ,* p. 57.

l'année 1127, les bourgeois de Saint-Omer obtiennent de Guillaume de Normandie une grande et belle charte de priviléges; ce n'est pas aux nombreux annalistes de l'abbaye de Saint-Bertin que nous en devons la connaissance et, en effet, il existait plus d'une cause de mésintelligence entre les religieux et les bourgeois : ceux-ci, dès cette époque, n'osaient-ils pas contester les droits du monastère. Nul cartulaire, nul récit légendaire ne nous apprend comment l'abbaye de Saint-Bavon fut dépouillée de ses droits, à Gand, au profit de la cité; quels furent les motifs de la scission qui s'opéra entre le peuple de Liége et le clergé de cette ville? Ces faits se constatent, mais ne s'expliquent pas. Le même système parait avoir été partout adopté. Autant qu'il fut possible, on couvrit d'un silence complet les événements considérés comme déplorables, les concessions faites à regret aux idées nouvelles. C'est pourquoi dans un accord conclu, au mois de septembre 1211, entre le chapitre de Saint-Lambert, de Liége, et le duc de Brabant Henri I[er], on rencontre cette phrase significative : « Quant à cette « nouvelle institution que l'on appelle *franchize*, l'église ne la « sanctionne, ni ne la désapprouve, mais elle en tait l'exis- « tence (¹). » Le duc avait fondé dans un domaine du chapitre, à Haelen près de Diest, une ville franche; les chanoines, ne pouvant en obtenir la suppression, se bornèrent à stipuler le maintien, en leur faveur, de différentes branches de revenus.

Les récits historiques sont donc insuffisants; pour y suppléer, il faut nécessairement recourir aux textes des chartes, à l'interprétation des documents. C'est pourquoi nous avons publié les textes que ce volume renferme et qui sont ou inédits ou peu connus. Ils nous révèlent quelques-unes des transactions au moyen desquelles s'opéra la marche de la société vers un état meilleur, les

(¹) *Voir* plus loin, p. 70.

tentatives essayées pour la conciliation des intérêts du souverain ou des privilégiés avec les désirs et les besoins du plus grand nombre.

Non que les documents nous disent le dernier mot de la situation de la société à l'époque à laquelle ils appartiennent. Les phrases qui en constituent le proëme sont d'ordinaire empruntées à des lieux communs de religion ou de morale; les circonstances qui ont amené le pouvoir à entrer dans la voie des concessions y sont passées sous silence, ou sont parfois retracées au moyen d'expressions prises ou puisées, sans le moindre changement, dans des actes plus anciens. Le texte même, à côté de mesures libérales, d'innovations fécondes, offre souvent des dispositions qui ont un but restrictif, qui contrebalancent, en quelque sorte, les résultats des premières. Très-souvent, les immunités concédées sont payées par l'établissement de taxes, et il n'est pas toujours aisé de déterminer ce qu'elles apportèrent d'amélioration dans le sort des populations.

D'ailleurs, mainte charte considérée isolément offre peu d'intérêt. Pour être vraiment fructueuse et intéressante, l'étude des documents doit être complexe : comparés, combinés, les actes s'éclairent mutuellement; on y entrevoit alors le travail lent et incessant à l'aide duquel on marche, à la sortie de l'anarchie féodale, vers un meilleur mode de gouvernement et d'administration.

Plus d'une fois on a essayé d'écrire l'histoire du mouvement communal en dressant des listes des chartes concernant les communes dont il nous est resté des traces. L'abbé de Bast, le premier, s'est efforcé de nous présenter un travail de ce genre, et son œuvre, embryon fort insignifiant ([1]), a depuis été remaniée et considéra-

([1]) De Bast, l'*Institution des communes dans la Belgique pendant les*

blement complétée : pour la Flandre, par Warnkönig et Gheldolf ([1]); pour le nord de la France, par M. Taillard ([2]). Mais, malgré d'heureuses découvertes, on ne peut encore présenter un ensemble satisfaisant, tant les pertes que nous avons faites sont nombreuses.

Rien, par exemple, n'est plus populaire en Belgique que le mot gilde. Nos villes comptent encore des associations de tireurs qui conservent religieusement cette dénomination, et, au moyen âge, la plupart d'entre elles eurent leur gilde de la draperie, leur gilde de marchands, dans laquelle étaient insérés les habitants notables et dont la formation préluda à la création de nos communes. Or, rien de plus rare que les statuts primitifs de ces gildes dont on parle si souvent, et c'est avec empressement que nous avons reproduit ceux de la *Charité* de Valenciennes, document du plus haut intérêt, et qui est antérieur de plus de deux siècles à tout ce que l'on possède en ce genre. Cette *Charité*, c'est une véritable gilde germanique, une association qui répond parfaitement à l'idée que l'on s'est faite de ces institutions d'après d'autres témoignages. Son organisation est plus curieuse encore que celle de l'*Amitié* d'Aire, avec laquelle elle offre de nombreux points de ressemblance. Pourquoi d'autres règlements semblables et du même temps ne se retrouvent-ils pas? C'est parce que les gildes de ce genre, combattues, modifiées, répudièrent l'esprit qui les animait d'abord et les priviléges dont elles avaient obtenu la con-

XII[e] *et* XIII[e] *siècles*, Gand, 1819, in-4°; travail où les renseignements utiles sont jetés sans le moindre souci de la méthode et de l'ordre chronologique.

([1]) Warnkönig, *Histoire de la Flandre et de ses institutions civiles et politiques*, traduite par Gheldolf, t. II, pp. 309 et suivantes.

([2]) Tailliar, *Nouvelles recherches sur l'institution des communes dans le nord de la France et le midi de la Belgique*, dans les *Bulletins de la commission royale d'histoire*, 1[re] série, t. VIII, p. 110.

cession. En abdiquant leur prédominance, elles perdirent aussi ou négligèrent leurs archives. Pour quel motif est-il impossible de retrouver le texte primitif des statuts qui régissaient à Bruxelles la gilde de la draperie, quoique nous possédions l'approbation donnée à ces statuts par le duc Jean Ier, en 1289 (1). C'est que, en 1306, à la suite d'une insurrection des métiers, une nouvelle organisation fut octroyée à cette corporation par le duc Jean II, et que dès lors on n'attacha plus aucune importance aux documents antérieurs, dont le texte, s'il avait été conservé et publié, aurait peut-être fourni des arguments aux adversaires de la législation nouvelle.

Plus d'une charte de commune a probablement été enveloppée dans un profond oubli, pour des causes analogues. Que réclamait-on à la fin du XIe siècle, au commencement du XIIe? Des concessions qui paraissaient, très-probablement, oiseuses, insignifiantes, aux promoteurs des mouvements insurrectionniels dans les cités à la fin du XIIIe ou au XIVe siècle, à l'époque qui vit se former les plus anciens cartulaires communaux. D'autres documents disparurent dans des incendies ou furent mis à néant par les princes, dans des réactions qui se produisirent presque partout, tantôt plus tôt, tantôt plus tard.

Les villes du Rhin et de la Meuse, Cologne, Liége, Verdun, Metz, etc., pour citer un exemple frappant, n'ont conservé aucune pièce qui ait rapport à la célèbre guerre des investitures et, cependant, pendant ce débat qui dura près d'un demi-siècle (de l'an 1074 à l'an 1122), que de fois n'ont-elles pas négocié, tantôt avec l'empereur Henri IV et son fils et leurs partisans, tantôt avec les défenseurs du saint-siége? Combien de fois n'ont-elles pas conclu des alliances, subi des conditions onéreuses, donné

(1) *Luyster van Braband*, 1re partie, p. 49.

des pouvoirs à des députés? Sur un théâtre moindre, les villes flamandes jouèrent un rôle analogue, pendant les guerres qui suivirent la mort de Baudouin de Mons et la bataille de Cassel, et qui se prolongèrent jusqu'à la mort de Guillaume de Normandie (1070-1129). Aucune des huit villes de Brabant qui intervinrent pour garantir la paix entre leur duc Henri Ier et le comte de Hainaut et de Flandre, le 20 août 1194, sauf Tirlemont, ne peut produire une charte antérieure au jour où elles posèrent cet acte important (1); nulle ville obéissant à l'évêque de Liége, sauf Huy, n'a de charte octroyée qui remonte au temps où ces villes conclurent une confédération solennelle, à l'invitation de l'évêque Henri II (2). Le Hainaut, où cependant l'élément féodal subsista si vivace, reste toujours la mieux dotée de nos contrées sous le rapport des priviléges communaux, et, à côté de la paix de Valenciennes, de l'an 1114, et de la charte de Landrecies, dont la première rédaction remonte à l'an 1150 environ, on pourra placer désormais les priviléges accordés à Soignies, en 1142 et 1200, et la loi du Quesnoy, que nous reproduisons d'après une confirmation bien tardive, il est vrai, mais cependant calquée sur un texte très-ancien.

A ceux qui n'adopteraient pas l'idée de nombreux documents anciens, disparus ou restés ignorés par suite de circonstances diverses, nous opposerons quelques faits dont l'énonciation seule suffira pour les convaincre. Est-il possible d'admettre que la bourgeoisie soit restée sans législation écrite, à Bruges, à Gand,

(1) Ces huit villes étaient : Anvers, Louvain, Bruxelles, Nivelles, Gembloux, Tirlemont, Léau et Jodoigne. Le traité dont il est ici question se trouve dans les *Monuments pour servir à l'histoire des provinces de Namur, de Hainaut et de Luxembourg*, t. I, p. 317.

(2) GILLES D'ORVAL, dans CHAPEAUVILLE, *Gesta pontificum Leodiensium*, t. II, p. 113.

à Ypres, à Arras, etc., jusqu'au règne de Philippe d'Alsace, à Lille, à Douai, etc , jusqu'au temps de Jeanne de Constantinople? Est-il croyable que dans aucune de ces villes on n'ait déterminé le mode de nomination des magistrats, les droits des citoyens, les peines, et notamment les peines pécuniaires, comminées contre les crimes et les délits, comme on l'avait fait pour Saint-Omer, pour Aire, pour Grammont? Une circonstance décisive nous dévoilera la vérité à ce sujet. Douai était si bien en possession d'une *loi* ou législation rédigée avant le XIII[e] siècle, que les dispositions de cette loi concernant les crimes et les délits furent étendues, en 1205, aux habitants de deux villages appartenant à l'abbaye de Saint-Amand, Dechy et Ferin (¹).

Le Brabant nous fournit un exemple plus frappant encore. Les titres déposés dans les archives de l'ancienne capitale de cette province, Louvain, remontent seulement aux premières années du XIII[e] siècle : à l'année 1234, ou, tout au plus, à l'année 1221, qu'une charte ducale abandonna dans cette ville la direction de la commune à la gilde (²). Lorsque la bourgade de Merchten devint à son tour une ville franche, qui devait être régie par les lois de Louvain, les échevins et les jurés de cette cité, invités par le duc Henri III à envoyer à Merchten une copie de leur charte de commune et de leur charte de liberté, ne purent ou ne voulurent produire que les diplômes obtenus par eux du duc Henri I[er], en l'an 1234 (³).

Ces diplômes cependant reconnaissent, amplifient, renouvellent les immunités des Louvanistes, mais ne les instituent pas, et par des citations inattaquables et qui se fortifient mutuellement, on peut constater que depuis soixante-quatorze ans au moins, ces immu-

(¹) *Voir* plus loin, p. 61.

(²) MIRÆUS et FOPPENS, *Opera diplomatica*, t. II, p. 871.

(³) Voir l'*Histoire des environs de Bruxelles*, etc., t. II, p. 64.

nités existaient et devaient avoir été formulées, puisqu'on les étendit à d'autres populations. Or, cette extension suppose de toute nécessité une mise en ordre, une rédaction des bases essentielles au moins. De toutes les coutumes brabançonnes, c'était celle de Louvain qui était suivie dans le plus grand nombre d'endroits, et sa popularité fut grande de très-bonne heure, car nous la voyons successivement s'implanter :

Dans la ville franche que le duc Godefroid III, en 1160, voulut établir à Baisy (1);

A la même époque, dans la nouvelle ville établie à Frasnes par le même prince (2);

En 1211, dans une ville dont le nom n'a pas été reproduit par Divæus, mais que nous avons supposée être Genappe (3);

En 1217, à Dongelberg, près de Jodoigne (4);

En 1229, dans la ville dont le duc Henri Ier décréta l'installation à Courrières, fraction du village de Familleureux (5).

La conclusion rigoureuse à tirer de ces faits, c'est qu'antérieurement à l'an 1234, il existait à Louvain une législation dont le souvenir a disparu ou qui a été supprimée, et cette circonstance s'est probablement présentée en d'autres localités. L'écrivain qui n'en tiendrait pas compte s'exposerait, sans contredit, à offrir un tableau incomplet ou infidèle du développement de la liberté des villes du Brabant.

La première charte d'Anvers, de l'an 1221, n'est qu'une restitution aux bourgeois de cette ville, par le duc Henri Ier, de leurs

(1) *Voir* plus loin, p. 23.

(2) Schayes, *Analectes archéologiques*, p. 228.

(3) Divæus, *Annales oppidi Lovaniensis*, p. 7. *Voir* la *Belgique ancienne et moderne*, par Tarlier et Wauters, canton de Genappe, p. 3.

(4) *Voir* plus loin, p. 72.

(5) *Ibidem*, p. 110.

anciens priviléges (¹). L'exercice de ces droits avait donc été ou restreint ou suspendu. La charte que nous venons de citer ne fut que le point de départ d'une période nouvelle dans l'organisation communale de la cité anversoise, organisation qui devait remonter beaucoup plus haut et, selon toute apparence, à l'époque où le célèbre Tanchelin y propagea ses doctrines hétérodoxes.

Comme preuve de l'existence matérielle de précieux dépôts d'archives dont il n'est rien resté, alléguons encore un fait qui mettra notre thèse hors de toute contestation. En l'année 1169, le bourgrave ou vicomte de Cologne, Henri d'Arberg, et l'avoué de cette ville, Gérard d'Eppendorff, étant en désaccord avec la ville de Cologne au sujet de leurs prérogatives, l'archevêque Philippe de Heynsberg fit appeler les magistrats colonais et les questionna à ce sujet, « les droits de la cité leur étant connus et « étant consignés dans leurs chartes de priviléges (²). » Après s'être concertés, les échevins ouvrirent, « non sans difficulté, » le coffre où se trouvaient leurs chartes et en tirèrent, pour le montrer au prélat, un privilége dont le texte était à peine lisible à cause de sa grande vétusté (³). Ainsi la ville de Cologne possédait, au XIIe siècle, une archive déjà considérable et qui datait de loin, puisque le temps en avait déjà rendu une partie presque indéchiffrable. Quel prix elle aurait pour nous, qui en sommes réduits à des conjectures sur les premiers temps de Cologne, considérée

(¹) Antiquam eorum libertatem ipsis reddidimus. MERTENS et TORFS, *Geschiedenis van Antwerpen,* t. II, p. 3.

(²) Cum jura civitatis Coloniensis eis essent cognita et ea in suis privilegiis haberent scripta. LACOMBLET, *Urkundenbuch für die Geschichte des Niederrheins,* t. I, p. 302.

(³) Qui, inter se habito consilio, schrineum suum, in quo privilegia sua erant recondita, licet invitè, aperuerunt, et quoddam privilegium, cujus scriptum vix ex nimia vetustate intueri poterat, extraxerunt et nobis exhibuerunt. *Ibidem.*

comme ville libre, presque entièrement indépendante de ses archevêques, contre lesquels elle guerroya et plaida si souvent? Combien le beau recueil de M. Lacomblet ([1]) et le travail plus particulièrement consacré à la métropole du Rhin inférieur, de MM. Ennen et Eckertz, y auraient puisé d'inestimables richesses diplomatiques ([2])? On y aurait rencontré sans doute la première redaction de ces lois municipales de Cologne, qui formèrent depuis la base de la constitution de tant d'autres villes de l'Allemagne et de la Suisse, et les statuts de cette gilde ou association qui, sous le nom de *Richerzicheit, la Richesse,* comprenait les habitants notables de la cité colonaise.

Si les gildes ou corporations de marchands sont peu connues, les corps de métier ne le sont pas davantage. C'est moins dans l'espoir de combler définitivement cette lacune importante, qu'afin de fournir des éclaircissements nouveaux sur la matière, que nous avons publié différents actes relatifs aux métiers, et plus particulièrement à celui des foulons, qui joua chez nous un rôle considérable, pendant le moyen âge. Au sujet des métiers, disons qu'une erreur très-importante, due à la fausse interprétation d'un diplôme, s'est introduite dans l'histoire de cette époque. On s'est étayé du texte d'une charte de l'empereur Henri V, décrétant l'abolition de la morte-main, à Spire, pour attribuer à ce prince l'honneur d'avoir affranchi les artisans, et cette interprétation a été généralement acceptée. Il importe de remarquer que rien ne l'autorise : l'abolition est générale; elle est accordée en faveur des habitants de toute catégorie, et si la charte fut favorable à la classe ouvrière, aux plus pauvres, qu'elle affranchit d'une taxe à la fois onéreuse et odieuse, elle ne le fut pas moins pour les riches,

([1]) *Urkundenbuch* cité, en 4 vol. in-4°.

([2]) *Quellen zur Geschichte der Stadt Kölln*, 3 vol. in-8°.

que leur état d'aisance ne garantissait nullement contre les vexations.

La classe ouvrière, et sous ce nom nous comprenons les maîtres aussi bien que leurs « valets ou compagnons » et leurs apprentis, conquit des droits politiques plus tard que les marchands et les autres notables des villes. Le nombre et l'influence de ses membres allèrent sans cesse en grandissant pendant le XII[e] et le XIII[e] siècle et les mirent enfin à même de revendiquer une part dans l'administration des affaires de la commune. Signaler ce mouvement progressif, c'est signaler en même temps les progrès qui s'accomplirent alors dans les arts. Longtemps ces derniers, de même que les lettres, n'avaient été cultivés que dans les monastères; le réveil des idées de liberté dans les communes fut aussi accompagné de l'émancipation des travaux de l'intelligence et de tentatives, plus ou moins heureuses, pour enlever les écoles au monopole des corporations religieuses.

Les campagnes participèrent dans une large mesure au changement qui s'opéra dans l'état de notre pays au XIII[e] siècle. L'abolition ou l'atténuation du servage, la substitution de cens et de redevances déterminés aux exactions arbitraires, l'adoption de lois nouvelles, calquées d'ordinaire sur celles qui régissaient les villes, produisirent d'heureux résultats. Les mœurs s'adoucirent, on jouit d'une plus grande sécurité. La villa franque, où le seigneur et l'abbé régnaient en maîtres absolus, fit place à la commune rurale, ayant ses administrateurs choisis dans son sein, ses répartiteurs des impôts, ses revenus, ses biens.

Là encore, plus d'une résistance se manifesta et, si cette résistance ne provoqua pas toujours des contestations ou collisions, comme à Frasnes, où le village se vit dépouillé de ses pâturages communs au profit du prieuré de Frasnes; comme à Sirault, où des mesures de répression furent prises par l'abbé de

Saint-Amand, elle se révèle parfois dans la lenteur avec laquelle l'affranchissement se propage. Cette morte-main, si décriée et si odieuse dès les premières années du XII[e] siècle, se maintint obstinément dans la majeure partie du Hainaut, et la charte où Jean d'Avesnes la supprime pour les habitants de Bray et des Estinnes, en l'an 1291 (¹), est pleine de restrictions curieuses à noter. On ne croirait jamais, sans l'avoir lue, combien le principe de l'abolition du servage fut difficilement accepté. Il est curieux de la comparer à un diplôme de l'an 1204, par lequel le duc Henri I[er] de Brabant abolit complétement la morte-main à Marilles, près de Jodoigne, accorde aux habitants de ce village la faculté de se marier à leur gré, et leur octroie des franchises, et, en particulier, le droit de nommer leur maire et de choisir quatre ou six d'entre eux pour faire les fonctions d'administrateurs (²). Cette large concession, remarquable à plus d'un titre, mérite d'autant plus d'être signalée, qu'elle fut appliquée à un très-grand nombre de localités du voisinage, dont les plus importantes reçurent d'autres exemplaires de la même charte, légèrement modifiés. Henri I[er] eut évidemment pour but d'asseoir, sur des bases plus certaines, son autorité dans une partie du Brabant où il avait à surveiller des vassaux redoutables; en cette circonstance, comme en mainte autre, il prouva combien il entendait mieux les vrais intérêts de son peuple que les souverains de la Flandre ou du Hainaut, dont les concessions à leurs sujets furent toujours mesurées d'une main avare.

C'est en comparant ce qui s'est fait à la même époque dans nos diverses provinces, que nous avons essayé d'arriver à la connaissance des causes qui ont amené de grandes différences dans leur

(¹) *Voir* plus loin, p. 244.
(²) *Voir* plus loin, p. 60.

organisation respective. Elles avaient, sous les rois francs, été soumises à la même législation. D'où vient que leurs lois féodales ne furent pas uniformes, que le servage ne s'y maintint pas ou n'en disparut pas de la même manière, que les constitutions des villes y présentèrent de notables différences? C'est que les droits des anciens hommes libres ne furent pas partout annihilés par l'action énervante du gouvernement des Carlovingiens et l'anarchie féodale qui se manifesta après les invasions des Normands, et qu'ensuite, lorsque le commerce commença à refleurir et la bourgeoisie à croître en nombre et en énergie, les idées de liberté et d'ordre ne remportèrent pas partout les mêmes triomphes, après avoir subi les mêmes vicissitudes.

Les actes : traités, chartes, statuts, constituent les sources à l'aide desquelles on peut le mieux apprécier ces événements. Comme on le voit par le rapide exposé qui précède, ils provoquent plus d'une réflexion intéressante. Cette considération excusera la publication de notre série de textes, que nous aurions rendue plus complète, si nous n'avions craint d'éterniser une œuvre qui n'a déjà été que trop longtemps sur le métier. On nous reprochera peut-être d'avoir été trop sobre de documents sur la Flandre, mais on comprendra facilement notre réserve. Toutes nos chartes, notre supplément même, étaient imprimés, lorsque la mort frappa M. Gheldolf, le traducteur et le continuateur de Warnkönig, et rien ne faisait alors prévoir que leur œuvre commune, où les documents relatifs aux villes de la Flandre sont édités de la manière la plus complète, resterait peut-être inachevée. Nous nous sommes donc occupé plus spécialement des autres provinces, pour lesquelles un travail semblable n'a pas encore été accompli. Sauf quelques exceptions, nos chartes sont inédites ou publiées seulement dans des ouvrages peu connus. Nous avons, en général, suivi l'orthographe des copies plus ou moins bonnes

dont il nous a été donné de faire usage, et si nous y avons introduit des lettres capitales, des accents, de la ponctuation, ç'a été dans le but d'en rendre la lecture moins rebutante.



L'évêque de Cambrai, Gérard Ier, approuve les dispositions prises par Rothard, l'un de ses prédécesseurs, pour fixer les taxes auxquelles sont soumis les serfs de sa cathédrale.

1012-1048.

Notum sit omnibus tam futuris quam presentibus quod Rothardus sedis ecclesie Cameracensium episcopus, Sancte Marie ejusdem sedis familie, consilio et bonorum virorum testimonio, hanc legem scriptam et inconvulsam a se et ab antecessoribus suis perpetuo anathematis vinculo firmatam instituit, ut ubivis terrarum extra Cameracensem episcopatum vel sub qua potestate principum vir pro capitis sui censu duos denarios persolvat. Et si vir legitima copulatione mulieri nupserit aut mulier viro XII denarios persolvat, et si obierit pro manu mortua similiter XII et non amplius exigatur ab eis. Hanc igitur institutionem ego Gerardus sedis predicte successor ecclesie, volens sanctorum patrum institutis obedire obediendo servare, ut posteris manifestaretur feci renovare. Et ne quis illam conaretur adnichilare, adnichilando temerario ausu aliam apponere, auctoritate Dei Patris omnipotentis et Filii et Spiritus Sancti et apostolorum Petri et Pauli et omnium sanctorum et sanctarum decrevi confirmare et sigilli mei munire impressione.

Original, fort endommagé et presque illisible, aux Archives départementales, à Lille.

Théoduin, évêque de Liége, donne une charte de liberté à Huy, dont les habitants avaient abandonné le tiers, puis la moitié de leur avoir, pour la reconstruction de l'église Notre-Dame, de cette ville.

1066.

Ego Theoduinus Dei gratia Leodiensis episcopus, notum esse volo tam presentibus quam futuris, qualiter post libertatem Hoiensis ecclesiæ, quam Maternus beatæ memoriæ episcopus consecrando primitiavit, adjecerim libertatem etiam villæ. Prefatam siquidem ecclesiam a fundamentis ad laquearia, a laquearibus et ultra reædificavi, quam etiam in auro, argento, gemmis et prædiis, pro modulo meo ditavi et de Agar Saram esse feci.

Prænominata vero villa pro libertate sua, ad sumptus ecclesiæ necessarios, omnia mobilia sua primo mihi tertiavit, qua libertate, ut amplius frueretur, postmodum dimidiavit.

Prima libertas hæc est, quod defuncto in pace episcopo, usque ad plenariam alterius institutionem burgenses villæ, bona fide et bono consilio, castrum Hoiense de redditibus villæ conservabunt.

[Post hæc, ajoute *Gilles d'Orval,* chap. I, sequuntur plurimæ libertates, quas distinguere per capitula fastidium generaret..... *Brusthem en dit un peu plus :* Quia in eis fit mentio de servis, de debitoribus, de illis qui debent facere sacramentum, vel qui non, et de diversis hujusmodi generibus hominum; prædictis adjectum est quod Hoyenses armatam militiam nullatenus sequantur, nisi Leodienses a præfixo die belli usque in octavam eos præcesserint.]

Si vero nos, vel aliquis successorum nostrorum præscriptam libertatem, vel aliqua jura eorum (quod absit), infringere tentaverit, concedimus et statuimus ut dux Lotharingiæ et alii tam clerici quam laici subnotati, ad conservandam libertatem et jura eorum, admonitione tamen premissa, eis efficaciter assistere non omittant.

Die tertio dedicationis Hoiensis ecclesiæ, hæc omnia supradicta a me ipso corroborata sunt et confirmata, sub anathematis vinculo, et compare meo et cooperatore Lyetberto Cameracensi episcopo et ab omnibus sacerdotibus inibi astantibus. Et ne in posterum prece vel pretio ista possent immutari, impressione sigilli nostri prædicta voluimus communiri, sub assensu et testimonio tam clericorum quam laicorum. Clericos in capite posuimus archidiaconus Hermannus, præpositus Godeschalcus, Wolbertus

decanus, Aistulphus cantor, Franco scolasticus, Beno canonicus, Emo et Wolbodo. Laici vero, dux Lotharingiæ Godefridus barbatus, comes Namurcensis Albertus, comes Lucemburgensis Henricus, comes Cono de Monte acuto, Walterus advocatus ejusdem villæ, Godeschalcus de Cennano, Godefridus et Arnulphus de Florines, Godefridus de Floreffia et ejus frater Christianus.

Acta sunt hæc anno ab incarnatione Domini millesimo sexagesimo secto, indictione quinta, pontificatus nostri anno XVIIII, regni vero Henrici III.

CHAPEAUVILLE, *Gesta pontificum Leodiensium*, t. II, p. 3.

Une femme libre se donne, elle et sa postérité, à l'abbaye de Saint-Trond, en déterminant le cens auquel elle et les siens seront dorénavant assujettis.

1er mai 1070 environ.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Notum sit omnibus quod ego A..... a progenitoribus libera, trado me in servitutem ad altare Sancti Trudonis cum parentibus meis, quorum hec sunt nomina : Winebertus, Werinboldus, Harceramus, Thietboldus, Folboldus, Ruodolfus, Oda, Engeltruda, Ameca, Guntruda, Ava, ea lege ut ego et omnes qui de me provenerint singulis annis in die sancti Trudonis duorum denariorum ceram pro censu capitis et post mortem duodecim denarios super altare ejus persolvant, ab omni placito et servitio et exactione liberi sedeant, judicem nullum nisi custodem vel abbatem habeant. Acta sunt autem hec kal. maii, in ecclesia S. Trudonis, presente comite et advocato ejusdem ecclesie Octone, Adelardo abbate, preposito Gerardo. Hujus rei testes sunt qui affuerunt ejusdem ecclesie homines, Franco, Ramundus, Lideco, Arnoldus, Guntrannus et multi alii. Si quis hec infringerit, anathema sit, et pereat, nisi peniteat et desinat. Signum Atelardi abbatis qui hanc cartulam fecit fieri.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Trond, aux Archives du royaume de Belgique, p. 201.

La comtesse Ermengarde donne à l'autel de Saint-Trond une de ses serves, nommée Wiburge, en déterminant le cens que celle-ci et sa postérité doivent payer.

1070 environ.

In nomine sancte et individue Trinitatis, obtineant he littere inviolabilem et inconvulsam firmitatem. Notum sit omnibus sancte ecclesiæ fidelibus tam futuris quam presentibus, qualiter comitissa Ermengardis ad villam que dicitur Sarchinium digressa, pro salute anime sue et domini sui anchillam suam Wiburgem ad altare Sancti Trudonis tributariam tradidit, videlicet ea conditione ut in die sancti Trudonis super altare ipsius censum duorum denariorum persolveret et nullum placitum advocati vel magistri observaret. Si autem filii vel filie ab ea procreati fuerint, eodem censu eodem jure permaneant, et si de aliqua culpa proclamati fuerint, ante abbatem et altaris custodem veniant, ibique secundum legem respondeant. Si autem licentia maritandi indigerint, custodi altaris novem denarios solvant et se paribus suis legaliter jungant. Post obitum vero eorum de facultatibus suis tantummodo duodecim denarios custodi altaris solvant et liberi permaneant. Si quis hanc traditionem contradicere aut infringere voluerit, iram Dei et sancti Trudonis et Eucherii incurrat, et nisi resipiscat excommunicatus in eternum maneat. Hec traditio facta est regnante Heinrico imperatore et episcopo Theoduino et abbate Adelardo et comite Octone advocato, qui hanc traditionem suscepit. Hujus traditionis sunt testes, Monachi, Litbertus decanus, Gerardus prepositus, Boso, Godeso custos, Herimannus, Blitgerus; laïci, Eugrannus, Gerardus, Everardus, Berenfridus, Harcenudus, Lideco, Lambertus, Ramundus, Ulricus, Wedericus, Lizeco, Everardus, Adeloldus.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Trond, p. 200.

Donacio facta ecclesie Nyvellensi per prepositum Godescalcum de Boulinnez et Latuyt et de aliis bonis de Aldonis monte. — Godescalc, prévôt de Nivelles, donne des biens au chapitre de Nivelles, en présence des échevins de cette ville.

1075 environ.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Ego Godescalcus ecclesie Dei ministrorum ultimus, prepositorum indignissimus, cordis oculo prospi-

ciens illud Zachei evangelicum, si quid aliquando defraudavi, reddo quadruplum, prediola eleemosinarum mearum stipendiis acquisita Latuwit et Bolines piissime domine mee sancte Gertrudi tradidi, congregacionis ipsius ad usum, ut quidquid viciorum fallente dyabolo contraxit mea ambitiosa juventus, benivole restauracione subtraheret saltem jam torpens senectus. Ipsa vero congregacione submonente, ymmo disponente, tres libras denariorum anime mee servicio destinavi, unde triginta solidi duobus presbyteris pro missa cotidiana solventur, reliqui vero ad luminare indeficiens locarentur.

Verum ne hac dispositione frustrentur, possessiunculam, quæ dicitur Aldonis mons, ad hoc statui, unde due libre singulis annis exeunt, ex quibus triginta solidi ad missam pertinent cotidianam et decem solidi remanent. Ad luminare vero portiunculam, allodium quod apud Melemch emeram statui, unde viginti solidi in anno exeunt, et adduntur eis decem solidi qui remanent de duobus libris que exeunt de Aldonis monte, et ita fit ut triginta solidi duobus presbiteris et triginta solidi ad lumiuare dentur. Verum in vita nostra sic disposui, ut fidelis meus Gerardus omni tempore vite sue de Aldonis monte duas libras singulis annis solvat, terciam vero Goderannus de portiuncula quam supra diximus. Quia vero Aldonis mons belli subjacebat incursibus, veritus sum ne autem bonorum amissione aut affinium depopulacione, aliquando linqueretur incultus. Qua pro re culturas et quicquid terre culturis meis supererat in duodecim quartarios divisi, sub hujusmodi condicione, ut de singulis quartariis duo solidi in anno solverentur, manopere tres, secundum ammonicionem provisoris, excepta molendinorum opera utcumque fuerint necessaria. Idem allodium ad nullius advocatiam pertineat, nisi domine nostre sancte Gertrudis et preposite ac congregacionis. Sed et si quis temerarius, quod absit, injuriam fecerit, apud prepositam et congregacionem proclamatio referatur. Nullus ibi dominium aut potestatem ullam exerceat, nisi is quem preposita, consilio et voluntate congregacionis, provisorem fecerit, oblationes uniuscujusque quartarii duo capodia et dimidium modium avene et septem bonaria ad suum aratrum provisor habeat.

Ecclesiam de Aldonis monte dominus Litbertus Cameracensis episcopus, licencia domini Diedewini Leodiensis episcopi consecravit, quae ecclesia membrum est ecclesiae de Rothavia, ubi pertinet decima de Aldonis monte. Ad cujus loci ecclesiam presbiter de Rothavia cantare debet, ita ut pro hoc servitio ab hominibus loci duodecim modii persolvantur, annone sibi et capodia de atrio, exceptis his que ad provisorem pertinent. Omnia que ad altare, sive in dedicationem ecclesie vel in qualibet festivitate vel

in quacumque die deferuntur, sint sacerdoti, et quatuor bonaria de dote ecclesie habeat. Sic autem ei isti duodecim modii annone persolvi debent. Quicumque provisor fuit sex modios annone presbitero persolvat, tres ad faciendum panem, alios tres modios brasiae et unusquisque quartarius dimidium modium brasie dent, mensura qualis in loco est. Si quis vero decreta deteriorare aut pervertere voluerit, a sacrorum consortio sit sequestratus, et cum Juda et Pilato et dyabolo et angelis ejus ardeat in inferno.

Actum et confirmatum Nivelle, in monasterio S. Gertrudis, tempore Henrici regis qui sepe de Saxonibus nobilissime triumphavit, duce Godefrido gibboso, comite Lovanii Henrico Lamberti filio, Rikesa abbatissa, Mathilde preposita, Ruzela decana. Signum ipsius abbatisse Rikeze, S. Godescalci prepositi, qui hec decreta constituit et in carta conscribi fecit, S. Mathildis preposite, S. Ruzele decane, S. Gele scolastice, S. Ruzele capellane, S. Hazeche, S. Fredeswindis, S. Rikeze, S. Ermingardis, S. Remelini, S. Harfridi, S. Joannis, S. Rachewini, S. Berneri, S. Benedicti, S. Rikezonis, S. Rothardi, S. Hugonis, S. Rageneri. Nomina scabinorum de Nivella, Heinricus, Arnulphus Spirio, Goderannus, Wiboldus, Udelinus, Razo, Hermiardus, S. Restoldi presbiteri de Rothavia. Nomina aliorum qui his decretis interfuerunt, Ruthenic villicus de Aldonis monte, Bertricus, Grimoldus, Bovo, Franco, Gunterus, Gozelinus, Bernardus de Rothavia, Gozbertus, Ogerus, Arnulphus. Ceterum ego Hugo Dei misericordia Leodiensis episcopus, attente considerans paginam hujus rescripti antiquitate fere consumptam et cancellatam, ad instauciam ecclesie Nivellensis ipsam necessarie duximus innovare et sigilli nostri appensione inviolabiliter corroborare, sub interminacione anathematis et obtestacione divini judicii firmiter inhibentes, ne quis temerarie hanc nostre confirmacionis paginam presumat infirmare vel adnullare. Facta est hec innovatio anno ab incarnacione Domini M°CC° septimo decimo, in mayo.

Cartulaire du chapitre de Nivelles, aux Archives du royaume de Belgique, fol. 99 v°. — Imprimé par fragments dans MIRAEUS et FOPPENS, *Opera diplomatica*, t. II, p. 664.

Un nommé Heldebold donne à l'abbaye de Saint-Trond sa fille Cunégonde, au moment du mariage de celle-ci avec Godezon, l'un des serfs du monastère.

1084.

In nomine sancte et individue Trinitatis, pax et salus omni legenti. Inter transitoria hujus mundi in quibus necessario interim cogimur peregrinari, una est fiducia quoquo modo studere, successus et fructus nostros in domo Domini pro peccatis nostris offerre. Idcirco ego Heldeboldus in Dei nomine notum facio omnibus tam presentibus quam futuris fidelibus, quod filiam meam nomine Gonegunt, cum esset de familia cujusdam nobilis Hardeknud, data juxta conductum nostrum pecunia, effeci ut traderet eam ad altare sancti patris nostri Trudonis, cum esset nuptura cuidam Godezoni, qui erat de familia ejusdem sancti domini. Modus autem et ratio enim traditionis talis est. Ab illa scilicet die et deinceps ut est pertinens tam ipsa quam omnis enim successio ad prefatam ecclesiam censu unius denarii in altari sancti Trudonis in die depositionis ejus, nullo alio nisi custode ecclesie ipsum censum recipiente, pro licentia vero maritandi novem denarios custodi, et si masculus in extraneo nubere juxta quod licentiam a custode acquirere possit, placitum nullum nec ipsa nec..... successores ejus quereret eorumdem post mortem suam duodecim tantum denarios..... ret. De cetero mundeburdem et defensionem ab eadem ecclesia haberet et..... dicta omnino quasi ingenua et libera permaneret. Quod si quis..... ose veluerit occurrere, iram Dei et sanctorum ejus incurrat, nec tamen quod cepit usu..... pervaleat. Et ut fideliter ad aures posterum res ut acta est perveniat, fideles et idoneos testes hec carta pro se nominet et ostendat, Gislebertus comes et advocatus, Hardeknut quorum manu hec traditio est, Gerardus, Walterus, Cuono, Ruthardus, Adelbertus, Wlframnus, Lideco, Ramundus, Odelricus, Winricus, Tiboldus, Ramundus, Gruntrannus, Gislebertus, Ramundus, Hezelo. Actum publice anno Incarnati Verbi millesimo LXXXIIII, indictione XII, imperante Heinrico quarto, episcopis Heinrico Leodiense, Hermanno Metense, Godefrido duce, Christianam vero monarchiam uno Deo et domino gubernante. Ego Teodoricus licet indignus Sancti Trudonis monachus vidi et subscripsi.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Trond, p. 200.

———

Donation d'une terre et de cent moutons faite à l'abbaye de Bergues-Saint-Winoc par Rodolphe le Camérier, fils de Rodolphe d'Alost. — Cette donation s'accomplit en présence du comte de Flandre et d'un grand nombre d'autres témoins, parmi lesquels on remarque dix juges (ou échevins) de Bruges.

1094.

In nomine Sancte et individue trinitatis. Majorum nostrorum laudabilis providentia utiliter cartarum instituit testimonia, ut sincera et signata rerum gestarum innotescat veritas. Cui contraire nec valeat nec debeat ambitiosa posteritas. Quapropter, ego Radulphus Camerarius filius Radulphi de Alost, notifico presentibus et futuris fidelibus, quam devote dilexerim beatum Winnocum quam suppliciter causa confessoris veneratus sim necessarium et memorabile patrocinium. Hec autem mea erga sanctum Dei devotio ut non sit immunis a beneficio, pro perpetua salute mea et pro remedio animarum parentum meorum Rodulphi et Gille Deo et ipsi beato Winnoco ex integre et libere do terram cum centum ovibus quam in Testrep possideo jure hereditario. Et hoc facio per manum domini mei Robberti junioris comitis Flandrensium in presentia principum ejus et judicum Bruggensium, quum ipse est principalis Bergensis cenobii advocatus, ut tam ipse quam omnes ipsius in perpetuum successores hanc meam legitimam largitionem predicte ecclesie studeant sicut debent conservare, si quis temerarius super hac presumpserit eam inquietare. Quod ne aliquatenus fiat, factum super hoc privilegium memoratus comes gloriosus rogatu meo sui auctoritate sigilli confirmavit, annotatis precepto ejus electorum testium nominibus. S. Roberti comitis junioris, S. Balduini de Gandavo, S. Aloberti Snaggart, S. Reingoti de Theuremonda, S. Adelardi filii Cononis, S. Onulphi dapiferi, S. Roberti castellani Bruggensis, S. Adam de Formezela, S. Eremboldi judicis filii Helewidis, S. Albonis judicis filii Biggonis, S. Eggardi judicis filii Guthionis, S. Bertolfi Nobel judicis, S. Herembrandi judicis filii Meingeri, S. Bettonis judicis filii Haikini, S. Eleuvoldi judicis filii Ledelini, S. Tancradi judicis filii Dedde, S. Reingoti judicis filii Ideslief, S. Alardi judicis filii Bettonis, S. Ledelini de Ghistela. Actum sollempniter Brugis, anno incarnationis Dominice millesimo nonogesimo quarto, indictione II, regnante Philippo Francorum rege.

Cartulaire de l'abbaye de Bergues-Saint-Winoc, fol. 14.

Obert, évêque de Liége, afin de payer les dettes qu'il a contractées pour acheter du duc Godefroid le château de Bouillon, cède ses droits sur deux moulins situés à Maestricht, sur le Jaer. — Parmi les témoins figurent vingt citoyens de Liége.

1096.

In nomine domini Dei nostri. Qui a seculo et usque in seculum est et a generatione in generationem permanet ego Obertus Leodiensium episcopus presentibus et futuris sedis huius cunctis fidelibus. Quia nos omnes filii hominum temporaliter immo breviter vivimus, mane quippe sicut herba transimus, mane floremus et transimus, vespere decidimus, induremus et arescimus, iccirco dicta vel facta nostra quae utiliter gesta sunt scripto annotare et eterni ac permamentis Dei auctoritate firmare debemus, ut equitas permaneat et veritas posteris in perpetuum conservetur.

Notum ergo vobis sit quia ego, pro utilitate ecclesiae, ut retinerem vires atque vectes huius terrae, Bulonium dico castrum et alia nonnulla ex quo nobilissimus dux Godefridus et alii principes Iherosolimam profecti sunt extunc et propter illud multis curis et magnis debitis obstrictus sicut nonnulla alia dedi, prestiti vel commutavi, ita et duo molendina sanctae Mariae Traiectensi sita in eodem vico super fluvium Iechoram contradidi legitima traditione per manum Wilelmi advocati, annuente Steppone praeposito et cunctis fratribus eiusdem loci, ut pro his L marchas argentiquas de accepto in vadimonium quodam prediolo apud Houlten ante Falcombere prestiterant Engeranno de Horpala vel genero eius Bosoni de Barz dimitterent Gosuino de Hinneberge. Convenerat enim inter illum et predictum Bosonem ut si ipse videlicet Gozuinus redimeret vadimonium, illud in proprietatem possideret. Ego autem pro communi utilitate eidem Gozuino debitor eram et iccirco ut L marchae dimitterentur, predicta molendina Sanctae Mariae contradidi. Quod ut nulla a posteris nostris vi seu violentia convellatur aut infringatur praesentis sigilli nostri attestatione corroboravi et anathematis interpositione firmavi ut sit anathema maranata qui illud infringere temptaverit. Actum Leodii, anno ab incarnatione Domini MXC^{mo} sexto, indictione IIII, regnante Heinrico imperatore quarto anno imperii eius XL primo, episcopatus autem mei V. Testes qui interfuerunt hi sunt fratres Steppo decanus, Gozelo, Froricus, Adelo, Tegano, Andreas, Reinerus, Hillinus, Bernardus, Winricus, Tegenradus, Reinerus. Liberi homines, Wilelmus advocatus, Gozuinus, Gerardus, Gizemarus, Arnosus, Gislebertus, Wlbertus, Sigerus, Tiebaldus. Cives,

Imezo, Fulquinus, Barun, Heinricus, Azo, Theodericus, Walterus, Adelgodus, Alesteinus, Cuno, Heinricus, Franco, Arnufus, Winricus, Bernolfus, Lifridus, Tammo, Bruno, Bertolfus, Udescalcus.

Original aux Archives du royaume des Pays-Bas, à La Haye.

Athelger de Warpede donne une de ses serves à l'abbaye de Saint-Trond, en présence des sept juges de cette ville.

1110 environ.

Athelgerus de Harpede dedi domino sancto Trudoni quandam feminam nomine Ytseen, tali modo ut michi omnia plus faceret nec omnis posteritas ejus, nisi duos denarios annui censu solveret, censum videlicet capitis sui, et post obitum semper duodecim denarios domino suo Trudoni. Progenies vero ejus antequam nupserint, liberi sint ab omni censu capitali. Postquam autem nupserint, censum suum omni anno reddent et nichil omnino plus faciant. Advocationem enim omnino non custodiant. Hoc est probatum ut verum in presentia advocati scilicet Florentii comitis et Gerardi comitis, tempore Rodulfi et Arnulfi abbatis Sancti Trudonis, apud Alburh. Hujus rei testes sunt isti Conred de Mer(um), Cono de...., Wigerus de Hysdene, Folcuvoldus de Berno, Gotselinus de Pedelo, Gerardus de Nevo, insuper VII judices sancti Trudonis, Walterus, Hermannus, Hyneten, Lanze, Oden, Stemar, Fastrad. Si quis hoc irritum fecerit, anathema sit.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Trond, p. 205.

Lettre adressée par Robert, comte de Flandre, à l'évêque de Cambrai, pour le prier de favoriser l'établissement d'une chapelle dans cette ville.

1110 environ.

Cameracensi episcopo R. comes Flandrie salutem. De capella quam Aldenardis in vestro episcopatu edificare volunt, mee voluntatis esse scitote, et quicquid juris est ad divinum servicium benigno animo appono.

Unde dilectionem vestram moneo ut quantum in vobis est, ita rem ordinetis ut omnis querela et contempcio sopiatur.

Cartulaire de l'abbaye d'Eenham, aux Archives du royaume de Belgique, fol. 20.

Clémence, comtesse de Flandre, prie Odon, évêque de Cambrai, de se montrer favorable à l'érection d'une chapelle que les bourgeois d'Audenarde se proposent d'établir sur un terrain qui leur a été concédé par le comte, son mari, et par elle.

1110 environ.

Dilecto domino et amico suo O, venerabili episcopo Cameracensi, Clemencia Flandrie comitissa deij gracia, quicquid est salutis et omne bonum. Notum facimus discretioni vestre de loco illo quem cives de Aldenarda construere volunt in vestra diocesi ad servitium et honorem deij, quia dominus meus comes et ego nos inquam omnimodis acquiescimus et volumus et quantum ad nos pertinet locum illum liberum omnino dimittimus, et eandem libertatem ab ipsis pueris ad quos hereditario jure hoc attinet, coram baronibus eorum et nostris generalij concessione et canonica ad partes illas cum primum declinaverimus, deo opitulante faciemus. Vestre igitur paternitatis sanctitas super hoc omnimodis exorata quantum attinet ad vos, ad hoc perficiendum clementer adnitatur ut locus ille ad dei servicium, ut prelibavimus, et honorem, vestre auctoritatis privilegio firmissima libertate stabiliatur, ut post sopita omni calumpnia Deo sanctisque inibi deserviatur [1].

Ibidem, l. c.

[1] L'oratoire dont il est ici question est la chapelle de Notre-Dame *in novo burgo*, c'est-à-dire dans le nouveau bourg, dont l'historien Meyer place la construction en l'année 1110, et qu'il ne faut pas confondre avec Notre-Dame de Pamele, localité qui était le chef-lieu d'un des doyennés de l'évêché de Cambrai, et qui, selon toute apparence, remontait à une haute antiquité. Quant à l'église de Sainte-Walburge, elle ressortissait au diocèse de Tournai.

L'abbé de Saint-Trond, Rodolphe, détermine le cens que doivent à son monastère les boulangers, les brasseurs, les savetiers et d'autres marchands de cette ville. — Ratification de cette charte par un des successeurs de Rodolphe, nommé Nicolas.

1111 et 1192 environ.

In nomine sancte et individue trinitatis. Ego Nicholaus Dei gratia abbas Sancti Trudonis. Semper quidem honesta petentibus facilis debetur exaudicio et maxime a ratione non discrepat petentium intentio, eapropter notum facimus presentibus et futuris quod quidam morantes in oppido nostro qui vulgo bolengarii, cervisiarii, sutarii vocantur, cartulam quamdam pie memorie Rodulfi vetustate pene obliteratam nobis presentaverunt, et ut eam renovare vellemus devote nos rogaverunt. Nos autem utilitati ecclesie perspicientes, petitioni eorum annuendum estimavimus et exemplar cartule ejusdem que hujusmodi esset, huic nostre narrationis pagine indidimus.

Ego Rodulfus quanto indignior tanto majori gratia Dei abbas Sancti Trudonis. Notum facio omnibus ista legentibus vel audientibus et maxime successoribus nostris et futuris ecclesie nostre, bolengarii, cervisiarii, sutarii et qui alias hujusmodi merces vendunt super n(ostr)um in oppido nostro qualiter ad hoc pervenerint quod persolvunt X et VIII solidos coram preposito et judice nostro in die sancti Amoris in medio placito primo anno ordinationis nostre cum in eodem placito supradicti homines appellati de injusta venditione singuli emendassent, exigebamus a singulis IX denarios sicut antiquitus statutum didiceramus, VI meo proposito, tres judici nostro. Verum singuli tres solummodo pertendebant nolentes obtinere legibus, judicio et quoquomodo eis judicaretur quod plures non deberent. Addebant et aliqui amplius, videlicet quod jurejurando hoc optinuissent sub predecessoribus nostris. Hujus rei testes sicut (prepos)itum et scabinos invocabant. In hac contentione duos et amplius annos fecimus quod neque per dominos . . . . . . superare eos potuimus. Tandem nos et illi ad hoc deflexi sumus, nec temere quidem . . . . . . erant apud nos consilio quod neque hunc, neque illum numerum nominaremus, sed cum secundum . . . . die Sancti Amoris ad placitum venirent, appellati omnes sicut mos est emendarent et . . . . . . solverent et sic ab illa emendatione die illa et placito illo absoluti, in pace . . . . . . de novem illis denariis judex noster tres suos esse dicebat, et prepositus scabinos nostros ex eis magnis

epistolis reficiebat, II solidos ex eis scab(inorum) pro refectione concess(imus); preposito XII firmatum et roboratum esse, hoc inter nos et illos in eodem placito coram . . . . . . populo et in capitulo coram fratribus quorum prebenda est. Acta sunt hec anno ordinationis nostre tercio, anno Dominice incarnationis M° C° XI, indictione IIII^a. Hujus rei testes mecum fuerunt pp. Sibertus, David, Morungus, scabini, Arnulfus, Ramundus, Conradus, Octo, Arnulfus, Machelinus et quamplures alii. Et quia communi hoc actum est consilio, communi quoque firmatum est decreto, ut quique super hoc . . . . . vel de hiis imminuere aliquid conatus fuerit, usque ad dignam satisfactionem anathemi sit. Fiat. Fiat. Fiat.

Hec in illa veteri cartula sic exarata digessimus, e contra omnem calumpniam sigilli nostri impressione ea munimus, et ne cui temere contra venire liceat, auctoritate Dei et banno sancte ecclesie interdicimus. Hujus rei testes sunt Heinricus prior, Theodericus, Guntramnus, Tholomeus, Nicholaus, scabini. Adam, Gerardus, Radulfus mariscalcus, Arnulfus, Rodulfus, Christianus et Jordanus frater ejus, Jordanus Slapten, Arnulphus puer, Adam scoltetus, Everardus judex, Heinricus longus et quamplures alii.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Trond, fol. 174.

Carta Balduini comitis Flandrensis de moltura bolengariorum et de molendino in Miaulens. — Charte par laquelle le comte de Flandre Baudouin VII fixe les obligations et les devoirs des boulangers d'Arras envers l'abbaye de Saint-Vaast.

1114.

In nomine Domini Patris et Filii et Spiritus Sancti amen. Balduinus filius Roberti comitis qui sepultus est Attrebati, comes Flandrie, cunctis fidelibus Dei salutem. Notum fieri placuit presentibus et futuris quia me comite Balduino demorante Attrebati et circumstante curia mea sedente in camera abbatis tunc temporis Henrici, ecclesie ipse abbas et monachi me conveniunt, querimoniam gravem adversus bolengarios ejusdem civitatis sua cotidiana victualia distrahentes in audientia nostra deponunt. Dicunt namque quia bolengarii omnes de urbe jure antiquitus instituto et consuetudine debita deberent annonam suam ad mollendina de Mellenz deferre, ibi semper et nusquam alibi molere, et modo presump-

tione illicita contra fas se substraherent in injuriam et detrimentum ecclesie. Quo audito quia meum erat ecclesie consulere, scabinos consistentes et altiores et credibiliores viros civitatis super hoc consului, ut hujus rei veritatem in medium proferrent per fidem et sacramentum quod michi fecerant adjuravi. Respondent verum esse bollengarios omnes Mellenz ire debere ibi semper et non alibi molere. Quod si serviens cellerarii aliquem bolengarium aliorsum annonam ferentem deprehenderet asinum cum annona sine contradictione Mellenz reducere vel si aliunde redeuntem offenderet asinum cum farina in curtem cellerarii reducere et in potestatem ejus esse. Hoc audito tota curia conclamante et ut ecclesie suum jus restituerem postulante precepi et preceptum presentibus et futuris in memoriam reservandum scribi et etiam in plano foro sub banni nomine declamare jussi, ne quis bolengarius ulterius de civitate aliorsum ire molere nisi Mellenz presumeret, si quis iret captus a serviente cellerarii potestati cellerarii subesset et contemptus edicti mei penam incurreret. Ego Balduinus comes hoc preceptum edidi, et precepti testes sunt isti, Henricus abbas, Ibertus prior, Letoldus cellerarius, Galterus, Guazelinus, Siherus et multi alii laici, Gerardus castellanus de Cassel, Freolus castellanus de Bergis, Guido de Stanfort, Balduinus camerarius, Balduinus de Baliul; abbatis homines, Johannes, Hiluinus, Alelmus, Nicolaus Teboldus, filius ejus Hugo, Hugo major, Sauvalo, Balduinus; scabini, Gerardus, Gerricus, Rogerius, Galterus, Galzelinus, Gonzelmus, Dodo, Hiluinus, Ingelbertus, Fulco, Rotbertus Fiebez, Renerus filius Gremare, Gazelinus filius Ulbodi, Rogerus Pungens, Guibertus pincerna, Hato, Gerardus monetarius. Actum est Attrebate anno Domini millesimo centesimo decimo quarto, regnante rege Ludovico.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Vaast, aux Archives départementales, à Arras, p. 182.

L'évêque de Cambrai Burchard confirme la charte de Gérard Ier, l'un de ses prédécesseurs, relative à la condition des serfs de sa cathédrale, et, en pardonnant à celui qui a envahi la juridiction sur eux, interdit, sous peine d'excommunication, toute tentative d'une pareille usurpation.

1119.

Ego etiam Burchardus eidem predicte ecclesie succedens episcopus, hanc eandem constitutionem confirmo, notificans successoribus meis quod

inde accidit in tempore meo. Ille quidem qui invasor erat illius familie instinctu diabolico eam occupavit, et quasi suam obtinuit, nimiumque opprimendo, quamdiu Deus passus est, eam inhumane fatigavit, sed tandem divina ultione percussum et se injuste egisse et iniquitatem fecisse recognoscentem, veniamque humiliter requirentem, et tam de omni herede suo quam de se ipso pacem promittentem absolvi, eosque et omnes alios, qui ulterius in familiam sancte Marie manum mittere violenter presumpserint, imperpetuum excommunicavi, et legem suam sicut predicta est sigillo meo et anathemate renovato confirmavi.

Anno Dominice incarnationis M CXVIIII et presulatus domni Burchardi III actum est hoc.

Original aux Archives départementales de Lille, offrant, en tête du diplôme de Burchard, une copie de celui de Gérard I[er] (*Voir* plus haut, p. 1).

Quod homines de villa Sancti Trudonis liberi sunt a theloneo. — Étienne, évêque de Metz, confirme aux habitants de Saint-Trond, l'exemption de tonlieux dont ils jouissaient depuis longtemps.

1140.

In nomine sancte et individue Trinitatis, Stephanus Dei gratia Sancte Metensis ecclesie episcopus. Desiderii nostri est injuste usurpata judicio justitie corrigere, quantum in nostra justitia non dominetur omnis injustitia. Quapropter notum facimus omnibus tam presentibus quam futuris fidelibus villam Sancti Trudonis et omnes qui de parrochia sunt ejusdem ville a predecessorum nostrorum tempore liberos fuisse a theloneo quod nostri juris est et Metensis ecclesie. De qua libertate cum injustitia fieret in prefata villa diebus nostris, et inde ad nos pervenisset querimonia, timore Dei et amore justitie justitiam eorum ipsis recognovimus et a prefato theloneo liberos esse dimisimus. Illud quoque firma traditione decrevimus, ut nullus nostre sedis episcopus illud hec contradicere temptet vel infringere audeat, et ut rata et inconvulsa permaneant, hanc cartam scribi jussimus et sigilli nostri impressione eam signavimus. Acta sunt hec puplice in villa Sancti Trudonis, anno incarnati verbi M° C° XL°, indictione III, Rome pape Innocentio, rege Conrado. Huic autem confirmationi testes interfuerunt dominus Albero sedis Leodiensis episcopus, Otto

subadvocatus, dominus Folcardus abbas, Henricus de Salmis, Gerardus de Potcei (?), Walterus camerarius, Gerardus pincerna, Otto mariscalcus, Ricardus, Everardus judex, Adam villicus, Rutardus villicus, Radulfus mariscalcus, Arnulfus, Ulricus, Lambertus Nanno, Henricus, Otto, Christianus, Arnulfus, Reinerus, Jordanus, Ulricus, Stipelinus, Hermannus, Otto, Lambertus.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Trond, fol. 140.

Theodoricus comes de hospitibus in Langobeka. — Le comte de Flandre Thierri autorise les tenanciers de l'abbaye d'Eenham à habiter ses biens de Langebeke.

1140.

Theodericus, Dei gratia comes Flandrie, omnibus tam ecclesiasticis quam secularibus in suo principatu. Benefac juste et invenies retributionem magnam, et si non ab ipso, certe a Domino. Non enim ei bene erit qui assiduus in malis et elemosinam non danti. Ideoque mole peccaminum me pressum considerans, et meritorum meorum qualitate me salvari posse diffidens, quantulucumque beneficiorum exhibitione, necesse habeo expetere, servorum pro me orantium amminiculo sublevari. Unde accidit ut humillimis peticionibus domni Snellardi Eihamensis venerabilis abbatis devotissime annuens pro remissione peccatorum meorum et antecessorum meorum, hospites Sancti Salvatoris ejusdem loci in Langobeka manere concesserim et agrum cum pascuis in circuitu supra possessiones meas in perpetuum libere habere, et sigilli mei impressione et subscriptorum testium astipulatione corroboraverim. S. Iwaini, S. Theoderici camerarii, S. Raizonis, Tanquini venatoris, Suononis forestarii, Everardi Gandensis et filii ejus Theoderici, Henrici, Ogeri breviatoris. Actum est hoc anno Verbi incarnati M° C° XL°, in Alscot, ubi tunc temporis comes venationi intendens commorabatur.

Cartulaire de l'abbaye d'Eenham, fol. 19.

Étienne, évêque de Metz, informe ses vassaux de Saint-Trond que, à la demande d'Albéron, évêque de Liége, il a ratifié la cession à l'abbaye de cette ville du cens de la *grutte* ou drèche, cession qui jadis avait été faite par ses prédécesseurs.

1140 environ.

S. dei gratia Metensis episcopus fidelibus suis in villa Sancti Trudonis manentibus, gratiam Dei et suam, si obedierint. Res ecclesie nota sunt fidelium sustentationes pie viventium, quas si quis tulerit vel detraxerit, juxta patrum veridicam sententiam, cum Juda proditore eterna dampnatione subjacebit. Monemus ut ab hujusmodi caveatis, ne similem dampnationis penam incurratis. Notificamus autem vobis quod causa fratrum ecclesie Sancti Trudonis ad consilium fratrum nostrorum relata et diligentius investigata, veritati manus dedimus et justicie satisfecimus. Elemosinam itaque que eis predecessorum nostrorum contulit munificentia, censum scilicet grutte juxta manuscripti que eis de ea nostra renovavit veritas, et petitione nostra venerabilis fratris nostri Leodiensis episcopi (*une main plus récente a ajouté* Alberonis) firmavit auctoritas, firmum et insolubile judicamus, contra illud venientes anathemati et eterne dampnationi nisi resipuerint subjacere decernimus, hominibus nostris precipimus per fidem nobis debitam, ut ecclesie jus suum recognoscant. Ad si neglexerint, nos ecclesie non deerimus, sed causa ejus per officii nostri debito fideliter manutenebimus.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Trond, p. 162.

De franchisia ville Sonegiensis. — Charte de franchise accordée aux bourgeois de Soignies par le comte de Hainaut Baudouin, en présence de l'évêque de Cambrai Nicolas, et confirmation de cette charte par le petit-fils du comte, Baudouin, comte de Flandre et de Hainaut.

1142 et 5 avril 1200.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Ego Balduinus Flandrie et Hanonie comes, omnibus notum fieri volo presentibus prout et futuris, quod ad peticionem Sonegiensis ecclesie et burgentium ejusdem ville, libertatem duxi confirmandum quam avus meus Balduinus comes Hano-

niensis predictis burgensibus a predecessoribus suis dudum ante concessam consilio prudentium virorum concessit, et ut a successoribus suis irrefragabiliter teneretur, super corpus beati Vincentii manum cum principibus suis imponens, firmius tenendam sacramento confirmavit. Huic autem concessioni interfuit Nicholaus bone memorie Cameracensis episcopus, qui cum aliis baronibus juratam libertatem stola munitus ibidem, tam futuros quam presentes anathematisavit, qui vel libertatem istam infringerent, vel amplius infringere conarentur. Nomina baronum sunt hec, Walterus Pulekias, Ysebardus de Montibus, Gossuinus de Montibus, Eustacius de Rues, Walterus de Lens, Theodoricus de Ligni, Baldricus de Roesin, Alardus de Roisin, Arnuphus de Rebau, Yvanus de Wadripont, Alardus de Lovignies, Ysaac castellanus de Mons, Harduinus villicus, Nicholaus de Quargnon, et hoc actum fuit anno Dominice incarnationis M° C° quadragesimo II°.

Libertatis autem concessio facta fuit in hunc modum. Quicumque allodium Sonegiarum infra libertatem inhabitare venerint, ab omni injusta exactione, exceptis servis, liberos esse concedimus. Qui si dominis suis servire noluerint, domini eorum ministro ecclesie et verejuratis conquerantur. Si per eos emendaverint, sint in pace, sin autem, infra octo dies ab eorum consortio recedant. Et qui spe libertatis venerint et h(ab)i(t)averint, lege ville et institutionis teneantur. Si autem a villa recesserint et consortium burgentium reliquerint infra quadraginta dies moneantur, si venerint, pacem habeant; sin autem, quod intra villam reliquerint, in manum dominorum habeatur. Infra villam verejurati et scabini hac conditione habeantur. Si quis incolarum in causam ducetur, coram ministro ecclesie et villico, verejuratorum judicio causa terminetur. Si vero de rebus extrinsecis agatur, scabinorum judicio decidatur. Si in villa alter alteri convitia dixerit, et ille cui dicetur sub testimonio duorum burgentium conquestus fuerit, juratorum judicio solidi duo solvantur convitiato, dominis tres. Si alter alterum percusserit, solidi quinque solvantur percusso, dominis decem. Si sanguis exierit, percusso decem, dominis viginti. Si vero hac commotione offensus aliquis arma sumpserit, aliquemque leserit, leso viginti, domino quadraginta. Si autem alter alterum interfecerit, verejuratorum judicio cum possessione sua in manu dominorum erit.

Si qui ad forum ville venerint, a feria secunda usque ad quartam feriam in securitate ville habeantur. Si vadium comitis pro venali ponatur, usque ad quadraginta dies servabitur. Hominis vero ville usque ad quindecim, si ad diem non redimatur, semel ei sub testimonio verejura-

torum offeratur. Si tunc non redimerit, eorum testimonio vendatur, et quod supererit, illi reddatur. Si aleatores leccatores clericorum vel militum servientes aliquid commiserint, lege ville non punientur. Clerici quoque et milites qui infra villam morantur, nisi in lege ville se posuerint, absque consuetudine ville habeantur. Si qui ex terre ejusdem ville viro debitores extiterint et solvere noluerint, vir cui res debetur, incolas ville commonebit, ut quod ei aufertur, eorum auxilio acquirat. Et qui de audita commonitione se excusare non poterit, monitori duos solidos solvat, dominis tres. Si quis furto quatuor denarios valenti interceptum fuerit, et inde convictus, si externe fuerit, unum membrorum amittere, et septem annis patriam abjuret. Si vero infra hoc tempus clam redierit et patrie dampnum inferre volens interceptus fuerit, suspendatur. Si vero homo ville fuerit in simili furto interceptus, quinque solidos dabit, et sibi amplius non contingere sacramento confirmabit. Et si amplius contigerit, villam abjurabit usque ad misericordiam dominorum et hominum ville. Infra villam nisi de re probata burgensis in causam non ducetur. Si clericus vel burgensis conviciando vel percussiendo inter se commiserint, decano de clerico, ministro ecclesie vel villico de burgensi fiat conquestio. Qui in villa manserint, et quibuslibet sanctis subditi fuerint, quod sanctis debent, solvant et liberi maneant. Si quis in villa venerit manendi causa, quantum terra ecclesie duraverit ad ejus conductum ei obviam eant; si recesserit, tantum reducant. Si quis alicui in domo sua convicia dixerit, verberetur impune. Si quis errando venerit et mortuus fuerit, anno uno et die una res suas servabitur. Si heres supervenerit, ei reddatur; sin autem, sancto Vincentio medietas, et ad emendationem ville altera detur.

Si exercitus hostilis terram Hanoni(ensem) intraverit ad eam devastandam, et burgenses ville fuerint commoniti cum ipso comite patrie succurrere, infra comitatum Hanoni(ensem) et non ultra tenebuntur. Burgensibus liceat ad villam morari in marcio, augusto, autumno. In communi terra sancti Vincentii villicus vel minister mansuram dabit verejuratorum testimonio. Alii vero in suo proprio; at omnis preco qui vulgari nomine cacepol dicitur lineam feret et denarium unum habebit, dominus terre tres. In die natalis Domini duos solidos solvant, et a cunctis aliis redditibus liberi maneant. Quod si neglexerint, in crastinum duplicentur. Ut autem hec mea et predecessorum meorum concessio perpetuis temporibus rata permaneat et firma, eamque presente pagine inscribere dignum duxi, et sigilli mei et sigilli ecclesie appenditione confirmare. Hoc tamen supradicte libertati addito, quod si aliqui casus quorum judicium in

hoc rescripto non contineatur emiserint, ad communem legem patrie recurratur. Nomina et meorum hominum qui huic confirmationi interfuerunt sunt hec. Alardus de Cymaco, Gerardus de Jacea, Nicholaus de Barbencon, Henricus castellanus de Montibus, Egidius de Brania, Balduinus de Strepi, Renardus de Strepi, Nicholaus de Montigni, Willelmus de Naste.

Actum apud Sonegias, et recognitum apud Sanctum Dyonisium in Brokeroia, anno verbi incarnati M° CC° nonas aprilis.

Cartulaire du chapitre de Soignies, intitulé *le Livre enchaîné*, fol. .

Chest li carte de le frankise de Songnies en Romanch. — Traduction en roman ou vieux français de la charte qui précède.

El non de la Sainte Trinité. Jou Bauduins, contes de Flandres et de Haynnau, voel faire savoir à tous présens et à venir que à le requeste de le église de Songnies et des bourgois de chele mesmes ville, ai confirmé le frankise, lequelle donnée as dis bourgois lonc tans par devant de ses devantriens, mes tayons Bauduins, cueus de Haynnau, octroia par le conseil de sages homes et pour chou quelle fust tenue de ses successeurs qui après lui venroient entièrement et sans brizier, il avoec ses prinches metans se main sur le cors monsieur saint Vinchent le confirma par sairment à tenir plus fermement. El a chel ottroi fu présens Nicholes, de bone memore évesques de Cambray, liquels avuec les autres barons le frankise jurée aornés de stole en che mesmes liu escumenia ossi bien chiaus qui estoient à venir que chiaus qui estoient présent qui cheste frankise briseroient ou qui dou brisier se peneroient de là en avant. Et li non des barons sont teil. Wathiers Pulekiaus, Ysembars de Mons, Gossuins de Mons, Eustasses dou Rues, Wathiers de Lens, Thieris de Ligne, Bauduins de Roisin, Alars de Roisin, Ernouls Derbau, Ywains de Wadripont, Alars de Louvignies, Ysaac chastellain de Mons, Harduins maires, Nicholes de Quargnon. Et chou fu fait en lan de le Incarnation Nostre Signeur mil C et XLII.

Et li ottrois de le ditte frankise fu fais en cheste manière. Quiconques venra habiter le alluet de Songnies devens le frankise, nos les ottroions à estre frans de toute exaction nient juste, huers mis les siers, liquel sil ne voelent servir à leur signeurs, leur signeur en facent complainte à ministre de le église et as vrais jurés. Et sil lamendent par jaus il soient en pais,

et se che non il se departent devens VIII jours de leur compaignie. Et qui venront et habiteront en espéranche de frankise, il soient tenu en le loy de le ville et de le institution. Et se il se départent de le ville et déguerpissent le compaignie des bourgois, il soient amonesté devens XL jours, se il vienent il aient pais, et se che non, chou quil ont relenquait devens le ville soit en le main des signeurs. Ens en le ville ait vrais jurés et eskevins par tele condition. Se aucuns des habitans est trais en cause par devant le ministre de le église et le mayeur, li cause soit terminée par le jugement des vrais jurés, et se li cause est des choses defforaines, ille soit terminée par le jugement des eskevins. Se ens le ville li uns dist à lautre laidenge, et chius de cui on dist le lait se complaint desous le tesmoing de deus bourgois, par le jugement des jurés, II sols soient paiiet à complaindant, as signeurs III. Se li uns fiert lautre, V sols soient à ferut, as signeurs X. Et sans en issit au ferut X sols, et as signors XX. Et se aucuns courchies pour chelle commonition prennent armes et navre aucun au navré XX sols, et as signeurs XL, et se li uns tue lautre, il avoec sa possession soit en le main des signeurs au jugement des vrais jurés.

Se aucun vienent à markiet de le ville, il soient dou de luus jusques au demarques en la seurté de le ville. Se li wages le conte soit mis à vende; il sera wardés XL jours, et dun home de le ville jusques à XV, et sil nest rakatés au jour, il soit offers une fie al enwagant, par le tesmoing des vrais jurés, et sil adont ne le rakete, il soit vendu par leur tesmoing et li sourcrois li soit rendus. Se jeweur as taules et as dés, lekeur servant de clers ou de chevaliers fourfont daucune chose en tans, il ne seront mies puni par le loy de le ville, et li clerk et li chevaliers ki demeurent devens le ville, si ne se metent en le loy de le ville, soient fuers de le coustume de le ville. Se aucun estraingne doient dun home de le ville et ne voellent paiier, li hons à cui on doit ammonestera les habitans de le ville, que chou ki li est tolu, il aquiere par leur aiwe. Et qui de le commonition deffaurra, sil ne se puet excuser, il paiie II sols al ammonesteur, et as signeurs III. Se aucuns soit pris à larchin qui vaille IIII sols, et proveis, s'il est estrainges, il perdera I des membres et forinrrat VII ans le pais, et sil revient devens che tans repusement (?) et il soit prit voellans faire damage au pais, il soit pendus; et se uns hom de le ville soit pris en sanlaule larchin, il donra V sols et affirmera par son sairment que jamais ne li avenra. Et se jamais il avient, il forinrrat jusques à le miséricorde des signeurs et des homes de le ville. Tenens le ville li bourgois ne sera trais en cause fors de chose prouvée. Se uns clers ou uns bourgois en lait disant ou en ferant fourfont en caus, plainte soit faite au


BIBLIOTECA NAZIONALE V. E. ROMA

doyen dou clerk, au ministre de le église ou à mayeur dou bourgois. Qui manient en le ville et sont subjet de quelconques saint que che soit, il paient chou quil doyent al sains et demeurent frank. Se aucuns vient en le ville pour cause de manoir tant com li terre de le église dure, il voisent encontre lui a sen conduit. Et sil se départ, otant le remainent. Se aucuns dist laidenge al autre en se maison, il soit batu crueusement. Se aucuns trespassans vient et muire, se chose sera wardée un an et un jour, et se li hoirs vient, il li soit rendue, et se non, li moities à saint Vinchent et li autre à le émandemanche de le ville soit donnée.

Se es enemiaules soit entrés en le terre de Haynnau pour le terre waster et li bourgois de le ville en soient amonesté, il seront tenu de soucourre au pais avuec mesmes le conte en le conté de Haynnau et nient outre. Il loise as bourgois demorer à le ville en march, en aoust et en wain. En le commune terre de saint Vinchent, li maires ou li ministres donra mesure au tesmongnage des vrais jurés. Et li autre en leur propre, à tous li cachepous portera le ligne et ara I denier, le sire de le terre trois. Le jour dou Noël li signeur paiieront II sous et de toutes autres rentes soient frank. Lequel chose sil sont négligent de faire, il soient lendemain double. Et pour chou que cheste miene créanche et de mes prédécesseurs demeure ferme et estaule, estans perpétuels, je lai fait estre en cheste présente pagene et confirmé de le appension de men sayel et dou sayel de le église. Chou toutes voies ajouste à cheste ditte frankise que sil eskient aucun cas desquel li jugemens ne soit mies contenus en chest rescript, on en rekeure ale commune loy dou pays. Et li non assi de mes hommes ki furent présent à cheste confirmation sont teil. Alars de Chimay, Gérars de Jauche, Nicholes de Barbenchon, Henris chastellains de Mons, Gilles de Brayne, Bauduins de Estrepi, Renaus de Estrepi, Nicholes de Montigni, Willames de Naste.

Donné à Sougnies et recongnu à Saint-Denis en Brokeroye, en lan de le Incarnation Nostre Signeur mil et CC, le quint jour de avril.

Même cartulaire, fol. 30 v°.

Confirmatio Godefridi tertii ducis de elemosina scabinorum Antwerpiensium nobis data et quod fratres nostri possint testimonium perhibere in causis ecclesie nostre et quod scriptum robur testimonii habeat. — Le duc Godefroid III confirme à l'abbaye de Saint-Michel les concessions que les échevins d'Anvers avaient faites à ce monastère, déclare que les religieux pourront témoigner en justice, et qu'à défaut de témoignages oraux, un écrit fera foi en justice.

1146 environ.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Ego Godefridus, Dei gratia tercius Lotharingie dux et marchio, notum esse volo tam presentibus quam futuris quod ecclesia Sancti Michaelis in Antwerpia in hoc jure privilegiatam esse volo, quod ei tempore patris mei ipsius elemosina et largitione judices et scabini Antwerpienses consensu et electione populi in elemosinam contulerunt, et juniores postea sepius in burgo recognoverunt. Fratrum siquidem ibidem Deo servientium paci consulentes admuenerunt (*sic*) ut possessiones ejusdem ecclesiæ, scripto cum testibus confirmatas, si vivi testes non superessent, fratres ipsi sub ordinis sui professione in vinculo obedientie, adjurati conservati possent, vel si ab omni memoria temporis prolixitas rei veritatem subtraxisset, scriptum ejusdem ecclesie robur testimonii haberet, et sepe jamdicta ecclesia quod scripto commandasset hoc in perpetuum libere et quiete possideret. Ne quis vero deinceps huic nostre benignitatis privilegio audeat contraire, sigilli nostri impressione et testium annotatione corroboramus et successoribus nostris filiis et nepotibus servandum delegamus. S. Gerungi tribuni, S. Aloldi amman, S. Honulfi Padebuc, S. Gelmari Lippaert, S. Raduardi Tiehgoth, S. Becconis decani, S. Hugonis Breebart, S. Honulfi de Molendino, S. Gerulfi Runte. Hiis judicibus et scabinis res acta est.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Michel, d'Anvers, fol. 22.

Littere Godefridi ducis Brabantie de villa Basiu vocata. — Convention conclue entre le duc de Lotharingie Godefroid III et l'abbaye d'Afflighem, au sujet du village de Baisy, que le duc transforme en une ville, jouissant des mêmes lois que Louvain.

1160.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Notum sit presentibus et futuris quod cum ego Godefridus, Dei gratia dux et marchio Lotharingie

et comes Lovanie, villam Basiu vocatam vellem libertati donare, domnum Godescalcum Haffligeniensem abbatem asciverim, ejusque consilio et assensu in atrio et douariis ecclesiæ oppidum secundum leges Lovaniensium condiderim, abbas namque Haffligeniensis prefatam ecclesiam de Basiu cum omnibus pertinentiis suis pro pacto duarum marcarum perpetuo singulis annis persolvendarum ab ecclesia Sancti Huberti legitime et canonice susceperat, placuitque michi quatinus ecclesie Haffligeniensis quicquid in predicta villa in decimis et aliis reditibus hactenus tenuerat in posterum plenarie possideret, quod autem ex profectu novi opidi in censu et theloneo aliisque negotiis accresceret, ipsa ecclesia unam medietatem sibi, alteram vero ego et successores mei pro censu unius nummi singulis annis ecclesie persolvendi nobis retineremus. Porro advocatiam prefati oppidi vel omnia que ex publica justitia advocatis jure debentur, mihi ac successoribus meis ex toto in manus detinui. Idque ut ratum et firmum permaneret, carta firmari sigilli mei et ecclesie Haffligeniensis impressione muniri ac testium subnotatione feci roborari. S. Gilii de Trasineis, S. Sigeri de Wavera, S. Gozuvini de Bordeel, S. Johannis fratris ejus, S. Guilelmi de Lopun, S. Everardi de Roavia, S. Sigeri de Limale, S. Alstani Gir, S. Joannis et fratris ejus Heinrici de Cokerul, S. Gozuvini de Haverle, S. Gozuvini de Wavera, S. Gerardi de Hildeberga, S. Heinrici pedagogi, S. Hugonis de Halla, S. Mauricii fratris ejus, S. Macharii de Bracna. Actum est hoc anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo LX°, indictione octava.

Cartulaire de l'abbaye d'Afflighem, t. II, p. 84. —
Cartulaire du prieuré de Basse-Wavre, p. 278.

De allodio nostro a porta majoris atrii usque ad forum. — Thierri, élu de Metz, réprime les usurpations commises par les habitants de Saint-Trond au préjudice de l'abbaye de cette ville.

1161.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Theodoricus, Dei gratia Metensis ecclesie electus, dilecto in Christo Wirico abbati Sancti Trudonis ejusque successoribus in perpetuum. Implenda sunt semper postulantium desideria quotiens illa poscuntur que a ratione non deviant. Eapropter notum facio presentibus et futuris Christi fidelibus qualiter in villam

Sancti Trudonis veniens, ibique de rebus nostris corrigendis judicario ordine insistens, comperi homines ejusdem ville multa que nostri juris erant contra debitam nobis fidelitatem injuste sibi usurpasse, inter que abbas ejusdem loci puplice conquestus est, quod partem allodii sue ecclesie, que foro nostro contiguum est et pertingit usque ad portas majoris atrii, multo tempore subreptum sibi suisque predecessoribus fuisse, quod pari modo ejusdem ville homines sub nomine Metensis episcopi sibi vendicabant, et diversa commoda exinde accipiebant. Sed nec censum vel respectum aliquem inde solvebant. Erant autem aliquorum predecessorum nostrorum tempore, de hac ipsa re controversia, ad quam determinandam a fidelibus Sancti Stephani et Sancti Trudonis facta est discussio et divisio, quo supra commoniti seniores et fideliores qui presentes aderant, tum hec se ita habere profiterentur, consilio fidelium et baronum nostrorum causa veritatis et justicie beato Trudoni ablata diu jura sua recognovimus et abbati presenti ad remedium anime pie memorie predecessoris nostri domini Stephani et mei ipsius successorumque meorum memoria resignavimus. Insuper banno domini imperatoris et nostro hec communimus, ipsumque abbatem statim excommunicare fecimus omnes qui deinceps hec contradicere vel infringere temptaverint. Justiciam quoque possessionis ejusdem, nulli hominum dari statuendo decernimus, sed hanc abbates liberam per omnia possideant, et ad utilitatem suam et fratrum suorum, absque omni contradictione, prout melius noverit disponat. Hec ergo ut rata et inconvulsa permaneant, predicte ecclesie scripto tradimus et sigillo nostro confirmavimus. Acta sunt hec puplice in villa Sancti Trudonis, anno Dominice incarnationis M° C° LX° IIII°, indictione XII^a, Frederico glorioso Romanorum imperatore, sub testibus ydoneis, quorum nomina subternotavimus. Folmarus primicerius, Symon decanus, Oto archidiaconus, Hugo archidiaconus et teszaurarius, Fredericus archidiaconus et camerarius, Rainaldus comes Barrensis, Loduicus comes de Sarverday, Cono de Mabere, Hugo Mettensis scabinio.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Trond, p. 64 v°.

— · —

Lex ville sancti Amandi. — Loi donnée par Philippe, comte de Flandre, aux habitants de Saint-Amand.

1164.

In nomine Patris et Filii et Spiritus sancti, amen. Ego Philippus, Dei gratia comes Flandrie, presenti scripto notum fieri volo tam futuris quam presentibus, qualiter ego ad petitionen venerande memorie Hugonis abbatis Sancti Amandi, ad ipsam villam veniens, propter sedandas malefactorum injurias, de quibus cotidie querimonie ad ecclesiam et ab ecclesia deferebantur ad nostram justiciam, pacem instituerim, et juramento manus mee seu baronum meorum, omnium sub potestate S. Amandi degentium tenendam firmaverim, imprimis providens et decernens salvum manere per omnia jus ecclesie et omnium quibus debebatur ante institutionem etiam pacis hujus auctoritate nostra firmate. Pacis ergo statuta hujusmodi data sunt. Qui hominem occiderit, occidetur. Qui hominem debilitaverit, idem pacietur. Tamen si testes habuerit sibi defensione sui corporis hominem occidisse vel debilitasse, liber erit, preter quod cum parentibus occisi vel debilitati concordiam facere debebit. Si reus hujus modi effugerit, infra terminos pacis nusquam tutus erit, nisi prius facta cum parentibus occisi vel debilitati concordia, ipsi abbati et paci gr(aci)as referentibus, et pro eo intercedentibus pacis emendationi homicidia decem libras, debilitator centum solidos, et ei quem debilitavit dimidium solutionis solvat, factaque solutione tunc primum in pacem redeat. Qui crimine occulti homicidii, aut incendii, aut quod dicitur vulgo tixiam vocatus fuerit, convictus justicie subjacebit; si convinci non potuerit, non tamen nisi per judicium candentis ferri liber erit. Qui hominem armatura acuta sanguinaverit, quadraginta solidos emendabit, viginti vero solidos si baculo aut pugno sanguinaverit, aut in ceno volutaverit. Qui videlicet ictum sine sanguine dederit, aut capillaverit, decem solidos dabit. Si conviciatus fuerit, quinque solidos. Qui in hominem irruerit, ut eum teneri oporteat cum armis, aut baculo, aut pugno, de impetu dimidium operis forefecit. De omnibus autem forisfactis que negantur, veritas pro posse inquirenda est. Qui in dampno alterius inventus fuerit, in prato, in segete, in orto, aut sepe, nisi eodem in loco emendaverit, in causa vocatus, aut tercia manu purgabit se, aut paci quinque solidis, et ei cui dampum intulit duobus emendabit. Qui forisfecerit unde domus ejus everti debeat, nisi presentialiter

sub placito redimendam spoponderit, evertetur. Redimetur sane domus sex libris si fuerit lapidea, sexaginta solidis si lignea. Si domum non habuerit, aut sexaginta solidos dabit, aut si non habuerit unde, annum unum et diem unum bannitus erit, et deinde rei exitus sub consilio erit. Si quis in domum suam alienos cum armis contra ecclesiam vel pacem induxerit, et ipse et que possidet in manu abbatis erit, siquidem per duos testes convictus fuerit. Reparandis sane domibus pro forisfacto eversis ligna cedi non poterunt in silva Sancti Amandi. Qui de quolibet forisfacto emendationem fecerit, summonebitur emendare infra quindecim dies ei cui forisfecit, et si neglexerit, sub aliis quindecim diebus similiter emendare debebit. Itaque si non fecerit, sub terciis quindecim diebus si prorsus contempserit, res sub consilio erit. Cui autem rationabilis offertur emendatio, si eam respuerit, qui obtulit liber erit. Eques pro pascendo ancipitre si gallinam tulerit, nichil forisfecit. A concursu ad clamores pacis liberi sunt servientes ecclesie, dum suo quisque servicio terra vel aqua occupantur; vacantes autem, si non concurrerint, rei tenebuntur. Si quis de pace inimicum habens extra pacem cum eo concordare velit, pax erit ei presidio. Si autem nisi ammonitus velit, non peccat inimicus ejus in pacem vindicans se de eo. Homines tocius pacis opem debent impendere, si quid opus fuerit pro communi ville utilitate. Judiciis pacis dicendis quindecim homines Sancti Amandi debent interesse. Tres aut quatuor prudentiores de Pabula jurati sint cum juratis, ut pro velle abbatis dicendis intersint judiciis. Verum huic paci quicquid ad meliorationem visum fuerit proficere, licerit abbati adicere detrahere et mutare. Hec pax nostre hujus auctoritatis institutum, ut habeat etiam firmamentum, feci eam scriptam roborari sigillo meo et sigillo ecclesie et testium subscriptorum annotatione, S. Hellini dapiferi, S. Rogeri de Landast, S. Rogeri de Ruma, S. Anselmi de Lambris, S. Amulrici de Landast, S. Bernardi de Robasco, S. Gerardi de Forest, S. Nicholai de Lato loco. Actum anno Domini M° C° sexagesimo quarto. Recognitum vero scriptum et signatum ad petitionem domni abbatis Johannis, anno Domni M° C° sexagesimo nono.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Amand, dit *Liber albus*, t. II, fol. 28.

Carta domini Theobaldi abbatis nostri, de pace facta inter nos et canonicos beate Marie. — Convention conclue entre l'église de Notre-Dame et l'abbaye de Saint-Michel, d'Anvers, dans laquelle interviennent des bourgeois de cette ville.

1170.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Ego Theobaldus ecclesie Sancti Michaelis in Antwerpia dictus abbas in Domino. Quia per diuturnitatem temporis, caligante memoria, tanto amplius peridditatur(?) caritas, quanto amplius innotitia habetur preteritorum veritas, dignum ducimus scripto mediante ad posterorum notitiam transmittere, unde periculose posset postmodum, rediviva cupiditate, spina moleste contentionis emergere. Notum sit igitur tam presentibus quam futuris quod post diutinam contentionem, unanimi utriusque partis consensu, abbas Sancti Michaelis et prepositus beate Dei genitricis Marie, se consilio et arbitrio electarum personarum, videlicet duorum abbatum, Grimbergensis et Iettensis, et quatuor burgensium, Arnoldi villici, Onulfi de Molendino, Willelmi Coltel, Theobaldi Hemonis, subdiderunt et quicquid illi disponerent, se ratum habituros spoponderunt. Ab hiis autem electis personis dispositum et ordinatum est ut fratres ecclesie beati Michaelis terram XX fossoriorum quam jam tempore compositionis hujus ab impetu maris vendicaverant, quietam et ab omni decima liberam possiderent, et si fore aliquo casu vel infortunio terra rumperetur et in pristinam confusionem reverteretur, nichil a canonicis fratres exigerent, sed cum facultas suppeteret, numerum pretaxatorum fossoriorum in eisdem parrochiis repararent, sub hac distinctione ut in parrochia de Lindlo, qui minor est, non nisi quatuor fossoria, in majori parrochia de Ortdeten (*sic*) XVI habeantur. Preterea quia labor immensus et sine auxilio abbatis pene insuperabilis supererat, nec terra que a fluctibus premebatur facili labore aque eximi poterat, ad provocandam abbatis voluntatem, adhuc si terra quantumcunque et quomodocunque, sive per elemosinam, sive per pecuniam, sive per proprii laboris industriam, ubicunque ab Ekerne usque Tisidervele, X fossoriis acquirere possent, ab omni decimarum exactione liberam concesserunt. Ita tamen ut si numerus fossoriorum alicubi minueretur, nec que ex numero XX deciderent imucima (?) decem reparare nec e converso liceret, sed quisque in suo vel adjacenti fundo repararent. Hiis autem XXX fossoriis hoc modo dispositis, tam in novalibus quam in antiquis terris abbas contentus esset, nec ultra quicquis

quam pretaxatum est ammodo expeteret. Quicunque vero contra hujus pactionis sententiam venire temptaret, a propria causa caderet et XL marcas exsolveret et insuper excommunicationi subjaceret. Ut autem hec rata et inconvulsa permaneant, testium subscriptione et sigillorum appositorum impressione firmari fecimus. Testes abbas Grimbergensis, abbas Jettensis, prepositus Reinerus, Willelmus, Remboldus, Raduardus scriptor, Symon, Thembaldus, Arnoldus, canonici; Arnoldus villicus, Onulfus de Molendino, Willelmus Coltel, Thebaldus Hemo et quamplures alii. Actum incarnationis Dominice MCLXX.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Michel, d'Anvers, fol. 16.

Robert, évêque de Cambrai, confirme l'ancien usage des habitants de Bruxelles d'aller tous les ans en procession à Grand-Bigard, le mercredi de la Pentecôte.

1170-1174.

R., Dei gratia Cameracensis episcopus, omnibus Brueselle manentibus salutem et paternam benedictionem. Fidelium narratione certum tenemus quod quadam admodum laudabilis et Deo accepta consuetudo antiquitus Brueselle viguit : oppidani enim cum multa frequentia clericorum singulis annis quarta feria Pentecosten una cum feretro S. Gudulæ Bigardis convenerunt, lapides ad ædificandam ecclesiam comportaverunt largiter et devote elemosinas suas ecclesie impenderunt, sanctimoniales quoque ibidem Deo et Sanctæ Mariæ servientes cum summa devotione in fraternitate sua illos susceperunt, iisque omnium benefactorum suorum communionem concesserunt. Fraternitas autem hec et longo tempore floruit, et ut magis foret authentica, domini Nicholai pie memorie Cameracensis episcopi, antecessoris nostri, et scripto et sigillo roborata est. Verum quia abundante iniquitate refriguit karitas ista, communi consilio et unanimi assensu tam sanctimonialium quam canonicorum Brueselle, videlicet Willelmi prepositi, magistri Michaelis dyocesani sacerdotis S. Gudile, Hugonis quoque de Sancto Jacobo, Desiderii de Sancto Nicholao, Henrici de Sancto Gaugerico, Johannis de Capella, decretum et in omnibus ecclesiis promulgatum est, quod de cetero sanctimoniales ad renovandam predictam fraternitatem singulis annis die Pentecosten Bruesellam venient, ibique triduo morantes oblationes fidelium cum

gratiarum actione et Sancti Spiritus hillaritate suscipient, et quia, teste Gregorio, qui alterius bonum adjuvat, suum facit, et episcopali auctoritate et paterno affectu filiis meis consulo, quatinus predictas sanctimoniales benigne suscipiatas, facultatibus vestris adjuvetis, ut sic omnia bona sua vestra faciatis. Omnes ergo qui elemosynas Bigardiensi ecclesie miserint, in communione omnium bonorum qui apud Hafflingen et in septem claustris ad ipsum pertinentibus fiunt, suscipimus et hoc scripto nostro et sigillo roboramus.

Chronique du prévôt Bède Regaus, aux Archives de la nouvelle abbaye d'Afflighem.

Scabini et jurati Valenchenis de eadem (*scilicet de Monchiaus*). — Déclaration des hommes de la paix de Valenciennes en faveur du monastère de Saint-Amand.

1174.

Nos homines pacis de Valencenis, scabini et alii conjurati. Notum esse volumus tam presentibus quam futuris successoribus nostris, quod terra illa de Monceaus, quam ecclesia Sancti Amandi de manu Mathei redemit, in tutela et defensione pacis nostre posita sit, et jussu Balduini comitis et rogatu et precibus ipsius Mathei et amicorum suorum et parentum, Stephani et Reneri de Lapide et aliorum. Scimus enim et certum est, quod prefata ecclesia Sancti Amandi terram illam de manu Mathei et Willelmi de Faumars et filiorum suorum et comitis Balduini hereditario jure in perpetuum habere possidendam suscepit, omni videlicet exactione remota. Ut autem ista veritas et libertas in perpetuum firma et inconvulsa habeatur, testimonio sigilli nostri et hominorum nostrorum confirmavimus. S. Amorrici de Couci, S. Martini de Porta, S. Balduini de Ripa, S. Herrici Wilebert, S. Andree Cholet, S. Reneri de Petra, S. Deiamici de Calcea, S. Remvidi prepositi, S. Semardi prepositi, S. Johannis Cornechin. Actum anno ab Incarnatione Domini M° C° LXX° IIII°.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Amand, fol. 208.

L'abbé de Saint-Trond cède à charge d'une rente de 6 marcs, un bien situé à Cologne. — Parmi les témoins figurent deux maîtres des citoyens de cette dernière ville.

1177.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Ego Wiricus, Dei gratia abbas Sancti Trudonis semper ea que ad pacem et utilitatem ecclesie Dei sunt posterorum notitie sunt transmittenda, ne patrum hoc quod absit negligentie deputetur que a filiis per ignorantiam delinquitur. Notum igitur facimus presentibus et futuris quod dilecto nostro Henrico omnibusque suis heredibus, servato nobis allodio omnique jure ecclesie, in domo nostra que est Colonie super Renum hereditariam mansionem, consilio et assensu fratrum nostrorum omniumque fidelium ecclesie concessimus, conditione qua subternotavimus. Igitur singulis annis VI marcas, tres videlicet in medio martio et tres in medio septembre, ipse et omnes heredes ejus ecclesie persolvent, et abbati venienti Colonia cum XII equis semel in anno (vespere) et mane, una silicet pernoctatione, de jure servient. Si autem die statuto venient (nuntio) ecclesie censum paratum non dederint, et ipsum nuntium exspectare oportuerit, ni... expensis eorum qui solvere debuerant inderim jacebit. Si vero infra XL dies a statuto die censum non solvunt, ad magistros civium ipsius parrochie in qua domus sita est hoc referetur et ipse Henricus omnesque sui heredes omni jure in eadem domo sibi concesso privabuntur. Si quid in eadem domo edificare vel emendare voluerit, de propriis hoc faciet expensis. Si vero quod absit incendio perierit, quatuor annis in restauratione domus debitum censum retinebunt. Quibus completis eundem censum sicut prius singulis annis persolvent, etiam si eandem domum nunquam reedificaretur. Venientibus vel recedentibus nuntiis ecclesie domus semper patebit. Si civitas Coloniensis aliqua werra laboraverit, castrensis milicie debitum etiam providebunt. Si in eadem domo ad commodum vel utilitatem suam edificare intendentibus, aliquis reclamaverit, ipsi abbatem ad standum pro jure ecclesie suis expensis vocabunt. Si qua vero ecclesiastica vel laicalis persona hanc nostre institutionis paginam sciens reniti vel contradicere temptaverit, anathema sit. Hujus rei testes sunt: Henricus prior, Nicholaus prepositus, Arnulfus custos, Theodericus, Conradus; laici vero, Ulricus Mariscalcus, Adam Grecus, Arnulfus theloneарius, Gaimarus filius Willelmi et quamplures alii. Facta sunt hec coram magistris civium Waldevero et Gerardo, aliisque omnibus, anno ab Incarnatione

Domini M° C° LXX VII°, indictione Xa. Regnante Frederico glorioso Romanorum imperatore, Colonie presidente Philippo archiepiscopo.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Trond, *l. c.*, p. 132.

Privilége du conte Philippe de Flandres de le fondation de le loy. — Confirmation, par le comte Philippe d'Alsace, des lois de la ville d'Arras.

1180 environ.

Talis est lex et consuetudo quam cives Attrebatenses tenent : Quod si aliquis feriat vulnus ad bannileugam, quod per scabinos agnoscatur, in quacumque re factum sit, ad domum in qua ille manet per scabinos et per justiciam summoneri debet. Qui summonitus, si ante scabinos venerit, et si scabini tunc sciunt veritatem de illo quod vulnus fecerit, per LX libras forisfactum illud emendabit. Si autem sciatur quod non fecerit, liberatus et in pace recedit. Si autem die qua summonetur se non presentet scabinis, in forisfacto LX librarum remanet, et viri Attrebatenses domum ejus absque forisfacto, si voluerint, prosternere possunt, quoniam talis est lex eorum. [Si] qui[s] aliquem assiluerit in domo sua, unde clamor factus sit, domum vadunt videre scabini et justicia. Et si scabini videre possunt in domo assultum esse apparentem, ille, de quo querela fit, submonendus est. Qui si ad pretorium ante scabinos venerit, [et], veritate ab ipsis inquisita, sciunt illum fecisse talem assultum, LX libras amittat. Sed postquam cognoverint illum non fecisse tale, liberatus recedit et in pace, sine culpa. Et si ad diem submonicionis venire noluerit, domus sua prosternetur et LX lib. amittit. Si scabini videant quod in doma nullus assultus appareat, ab ipsis super hoc veritas est inquirenda. Qui aliquem cum armis infra bannileugam fugaverit, eodem forisfacto judicabitur, si veritate scabinorum inde convictus fuerit. Qui aliquem assiluerit, quicquid ille faciat, qui assilitur, suum corpus defendendo, nullum forisfactum facit, vel qui occiderit hominem bannitum, in hoc nullum habet commissum. Quicumque testimonio scabinorum de rapina [reube] convincetur, LX lib. amittit et rapinam reddet illi qui eam amisit. Qualemcumque concordiam bannitus comiti fecerit semper remanet bannitus Attrebatensibus viris, LX solidos donec dederit ad opus civitatis. Et qui bannitum de forisfacto LX librarum hospitatus fuerit, veritate scabinorum

comperta, LX lib. debet amittere. Qui aliquem baculo vel fuste percusserit, si scabinis convincatur, in forisfactum X librarum incurrit, sicut nos dicemus : de his decem lib., habet comes C solidos, et castellanus XX solidos, et is, qui percutitur, LX solidos, et viri civitatis XX solidos. Qui aliquem pugno vel palma percusserit, sive per capillos acceperit, XXX solidos dabit, ita quod ille, qui percutitur, inde XV solidos recipiet, et castellanus X solidos, et viri civitatis quinque solidos. Qui aliquem per capillos ad terram traxerit, seu in lutum aut in pulverem distrahendo pedibus conculcaverit, X lib. comiti dabit, et illi, qui distractus est, XV solidos, et castellano X solidos, et hominibus civitatis quinque solidos. Quincumque alicui contumelias dixerit, si testimonio duorum virorum communionis super hoc convictus est, illi, cui contumelie dicentur, quinque solidos, et justicie XII denarios prebet. Quicumque duobus seu pluribus scabinis refutaverit inducias, illud emendet per sexaginta lib. Dissensiones, discordie, atque guerre et si quod aliud malum inter probos viros Attrebatenses exoritur, de quibus venerit clamor ad aures scabinorum, secundum posse ipsorum pacificantur, salvo jure comitis. Qui concordiam sive pacem quam scabini considerant sequi noluerit, in forisfactum LX librarum incidit. Quicumque dedixerit ea que scabini in judicio vel testimonio affirmant LX libras amittit, et unicuique scabinorum qui dedictus est decem libras dabit. Qui super aliquem ex scabinis, causa mali, manum suam immiserit, si scabini id testificentur, LX librarum reus est. Vel qui per vim feminam violaverit, veritate scabinorum convictus, simili commisso tractabitur, videlicet LX lib. S[c]iendum est preterea quod homo qui sit de Attrebato, cujuscumque forisfactionis rem fecerit, non plus LX lib. merito potest amittere, nisi per scabinos convincatur de latrocinio et in falsitate; quoniam lex talis est in civitate. Nemo extraneus, qui de foris veniat, intra menia predicte urbis gladium ferat, nisi sit mercator, qui extra in negotiacionem suam eat, sicut mos est mercatorum. Si autem intraverit in civitatem, et in ea morari velit, gladium dimittat extra in suburbio civitatis; sin autem LX solidos et gladium amittit, si a justiciis comprehendatur. Hec divisiones et statuta gladiorum infra spacium miliorum sex circa civitatem continentur. Viro etiam Attrebatensi portare et reportare gladium licet, ita quod a civitate exeat festinanter. Si autem faciendo moras seu vagando per civitatem cum gladio captus fuerit, si veritate scabinorum convinceretur, LX solidos cum gladio perdit. Per..... supradicta viri Attrebatenses emendare possunt civitati, scilicet, in pane, in vino, in carnibus et in omnibus aliis que ab ipsis constituentur, salvo jure comitis. Quicumque de infracturis pacis

civitatis in presenciam scabinorum falsum testimonium contulerit, si veritate scabinorum convinci poterit, LX libraram culpabilis erit.

« Sellées en chire vermeil et a escript ou seel : « *Philippus, comes Flandrie.* » — Original aux Archives d'Arras.

Lois de la ville du Quesnoy. — Confirmation, par le duc Aubert de Bavière, des lois données au Quesnoy par les comtes Baudouin, père et fils (¹).

1180 environ.

A tous ceulz qui ces présentes lettres veront ou oront, Gilles de Bousies, Jehans maistre Reguiers et Jehans Losedune, hommes de fief à trèshault et trèspuissant prince no trèsredoubté signeur monseigneur le duc de Bourgoingue et de Braibant, conte de Hainnau, de Hollande et de Zeellande, salut. Savoir faisons que le trezeysme jour dou mois de jullet lan mil quatre cens trente chieune, nous veysmes, tenismes et oysmes lire en audienche, unes lettres en parcemin, saines et enthires de parcemin descripture et de seaulx, seellées en doubles keuwes de chire verde, des seaulx de trèshaulx et puissans prince et signeur, monseigneur le duc de Baivière, conte palatin dou Rin et contes desdis pays de Hainnau, Hollande et Zeellande, sire de Frise, et Guillaume de Baivière et de Haynnau, conte d'Ostrevant, sen fil, auxquelx nostre signeur misericors, contenant ycelles lettres mot après aultre ce qui sensieult :

Aubers par la grace de Dieu, dus de Baivière, contes palatins dou Rins et contes de Haynnau, Hollande, Zeellande et sire de Frise. A tous chiaux qui ces presentes lettres veront ou oront, salut et dilection. Sachent tout que pardevers nous et nostre conseil sont venus nos boines gens de no ville dou Quesnoit, en remonstrant les anchiennes franquises et libertés, lois aussi et les coustumes, usées dou temps nos anchisseurs de boine memore, le conte Bauduin le père, le conte Bauduin le fil, approuvées par grant et lontaing usage, par paisiule possession et par les sermens des contes de Haynnau nos prédécesseurs, jurées toutes foix que il sont à

(¹) Le texte original en latin n'ayant pu être retrouvé, nous publions ici cette confirmation, qui date du 30 janvier 1390-1391, et qui est rédigée en français.

leur terre venut de nouviel despuis le tamps nos dis anchisseurs : en suppliant moult humblement que de nostre auctoritet nous pleust toutes lesdictes franquises, libertez, loix et coustumes, en le fourme et manière que chi après sont escriptes confremer, approuver et renouveller et donner sur chou nos lettres pour plus grant fermetet, milleur memore et plus chiertaine avoir en temps advenir a tous jours; desquelles libertez, franquises et coustumes li teneurs sensieult chi après.

Li courtil et les rentes que il doivent seront maintenut en le manière quil ont esté uset anchiennement et quil est contenut ens es registres dou conte. Se li homs muert, li femme doit de sen hiretage, deux solz blans de requex pour rentrer en se maison par le congiet dou mayeur ou de deux eskieuvins se li maires n'estoit en le voie, et la parmy tout se hiretage gisant en lesquievinage sont relevet, et se aucuns bourgois hiretiers vendoit se tiere as camps qui fust à tierage, il doit deux solx blans dissue et li accateres deux solx blans d'entrée, combien qu'il en y ait; et si li tiere est à dime Dieu et elle doive cens, elle est à double cens, moitiet au vendeur et moitiet à l'acateur, et se elle ne doit point de cens, elle ne doit riens; et se li hiretiers vendoit sen hiretage dedens le ville qui deuwist cappons au comte, il doit de cescun courtil, deux solx dissue et deux sols d'entrée; de le moitiet otant, dun quart ottant et de mains nient, et les cappons au signeur. Item se aucuns hiretiers vendoit rentes dedens lesquievinage, li contes ny a ne entrées ne yssuez.

Item a en le ville noef, hiretage de fours où li cuens a le tierche partie et parmy ce, doivent le fournier avoir espiues et gemestres(?) en Mourmail; et se ne peult nulx de le ville mieure fors as moulins le conte, et si doit atendre ains quil ne mueille au moulin le conte, ung jour et une nuit; se il ne prent se bled quil muet huers de le ville, et sil muet ailleurs ainchois quil ait tenut sen lieu au moulin le conte et il soit pris ains quil rentre en le ville, il piert le sack et le mosnée et puis qu'il a tenut sen lieu au moulin le conte, ung jour et une nuit, il peut meure à quel moulin quil voelt sans fourfait.

Et se li cuens marie se fille, ou il fache sen fil chevalier, ou il est pris de were, aidier lui doivent selonc ce que les bonnes villes de Haynnau lui aideront selonc leur estat et cantitet; et se li cuens va en host vaine, chil de le dicte ville y doivent aller; et se li cuens, ses baillieux u ses prouvos u aucuns diaux avoit besoing pour l'affaire de le comtet, aller y doivent selonc leur estat. Tout chil de le ville et des fourbous qui ont harnas, cariaus au bos, doivent cascun akaryer au Noel cescun an ou castiel une karetée de laigne et se le doient prendre en Mourmail dou bos de mon-

seigneur; et se li kartons ny va il est à deux sols blans; et si puet cueillier li kartons en Mourmail, troix verghes de nesplier pour karyer sans meffait. Et se doit li bourgois avoir pour sen feuwage, chou de sec bos menut quil trouveroit à terre et quil puet abattre de terre au hauet pour aporter à sen col par lui ou par sen serviteur, sans meffait. Et otel franquise doit li hospitaulx, li maladrie et li hostelerie. Et doit li baillieux des bos, quant il est premièrement créés, faire serment par devant quatre jurés de le paix du Quesnoit, et en otel manière li sergant de le foriest, avant quil puissent exploitier; et si ne puet li baillieux des bos, prendre fourfait sour le bourgois sil nest raportet par les sergans de le forest sermentez, u lun diaux, audit baillieu des bos par sen serement.

Et se aucuns u aucune vient u viennent en le franque ville dou Quesnoit pour leur corps warder pour debte, il se doit traire au prouvost et as jurez et requere le franquise et bourghesie de le ville; et li ville le doit recevoir et warandir de par le comte de toutes debtes quil deveroit u deveroient qui ne seroient obligiés par layuwe de le franque ville dou Quesnoit. Et se meslée avient en no dicte ville, mort pour mort, membre ponr membre, sauf en nostre souverainetet et signourie; et si li homs bourgoix de le ville ochist ung aultre, chilz qui le fait ara fait, s'il rentre en se maison il piert ses meubles et sil ny rentre point il nen piert nul; et se li uns bourgoix fiert laultre dou poing et il en ait tiesmoingnage, il est à dix sols; et sil kiet de ce cop et il le traynne et il soit sceubt, il est a syssante sols. Et se uns homs a ung baston en se main et il en fierche, il est a syssante solx; et se il tient arme esmoulue et il en fierche, il est à sys livres; et se li bourgoix keurt sus le bourgoix en se maison, il est à sys livres. Et se li bourgois thue celui qui le keurt sus dedens le soeil de se maison, il doit estre quittés et portés paisiulles. Item se aucuns bourgoix de le ville estoit en doubte dun aultre de fait prouvet, et chieux qui se doubte se vient plaindre aux prouvost pardevant les jurés de le paix, pour avoir les trieuwes de le ville, li prouvost doit appeller quatre jurés de le paix, et aller par devers celui de cuy on sest plaint, et requere à lui quil donne triuwe à celui qui est clamés de lui; sil les donne selong le coustume de le ville, bien; et sil les refuse, il est à trente et troix livres blans, toutesfoix quil les refusera; et si li triuwe est franchie, chieulx qui les fourfait et brise le doit amender par le coustume dou pays comme de triuwes brisiés. Se on manache le bourgoix, et li bourgois sen plaint au prouvost pardevant quatre jurés de le paix, se chilz qui sest plains puet prouver le manache sour celui qui la manechiet, li prouvost le doit faire asseurer

par le loy de le ville de celui qui la manechiet et des siens, et se si bourgoix ou fieulx de bourgoix de le ville estoit emprison, il est à quatre deniers le jour pour ses fiers, et sil ne puet avoir sen lit, il est à deux deniers pour sen lit, et puet faire ses fraix telx quil voelt sans prendre le fuer dou tourier. Et se uns homs qui point nest bourgoix fait meslée ou meche main par yre à ung aultre qui soit bourgois forains de no dicte ville dou Quesnoit, li bourgoix le doit venir nonchier par devers no prouvost et les jurés et puis quil lara nonchiet sil nest pris au lieu par avant en cault fait, il ne doit nulles loix; et sil est pris en cault fait, li sires subgez en doit avoir le cougnissanche des loix, et chieulx que le villenie lui ara fait doit doubles loix, et avoec doit amender le vilenie par l'ordenanche dou prouvost et des jurez; et se li sire subges tient emprison aucuns bourgoix ou ses meubles, li bourgoix doit venir u envoyer par devers no prouvost et les jurés et se se doit clamer dou signeur qui ensi le tenra pardevant le prouvost et quatre jurés, liquel puelent jugier par enseignement que il envoie ung sergant de le paix ou ung juret, se nul sergant na en le ville, par devers le signeur ou sen lieutenant justichiers, qui le bourgoix tenra, et lui faire commandement de par le comte, le prouvost et les jurez que ledit bourgois et ses biens mechent audelivre(?), tantost sans coulst et sans frait et lui donne journée lui se justice u sen lieutenant de venir amender dou jour à lendemain chou que fait en a; et se li sire dou lieu est chevaliers jurez on lui donne journée au tierch jour de venir amender à le volentet de nous, de no prouvost et des jurés, et sil est en désobeyssanche, pour cescune foix, il est à trente et trois livres blans, desquelles loix, li cuens a vingt sols et cescuns jurés vingt solx; et ne doit avoir en no dicte ville que deux sergans de le paix, lesquelx poons eslire et ordonner à no volentet ydosnes et taillies deceli office faire et excorsser, et ne puet li sergans de le paix avoir que chicunc solx pour une querelle en une ville pour se pence et ne doit nulx exploitier dedens le franquise de le ville fors que li doy sergant de la paix par lettres, par ayuwe ne aultrement.

Et doient li bourgeois et masuwier de le ville peskeur et aultre avoir leur aisement et pesquerie ès euwes courans en le dicte prouvostet en le manière quil a esté uset de temps passet sans payer loix ne amendez; et doit avoir en no ville dou Quesnoit trente deux jurés de le paix, seze chevaliers tenant tiere en le provostet et seze bourgoix de le ville tenans hiretage en le ville, et li cuens trentetroisymes juret et ne puet on faire juret, chevalier ne bourgeoix quil ne soient eslieut le jour des Cendres; et ne pueent nul estre juret qui soient bastard ne fil de bastard fors que

de loyal mariage; et y doit avoir au faire seze jurez que chevaliers que bourgoix dou mains, et puellent lidit juret porter leurs armures paisieulement par tout Haynnau, cescuns sans meffait et ses vallez sil la; et à ce dit jour des Cendres doit on rendre les jugemens de toutes loix de trente troix livres; et volons et ordenons que tous les enseignemens qui fait seront par no prouvost et les jurès s'entretiengnent franquement sans nul rappiel en quelconque court devant juge aucun; et oussi volons et ordenons que toutes aultres questions quelconque qui venront à le congnissanche de no prouvost et des jurez, dont jugemens se fera par yaulx de partie contre aultre, que tout ce que par yaux en sera jugiet et sentenstyet sentreteingnent sans nul rappiel, en le manière que devant est dit, affin qu'il y ait wyt jurès u plus oussi bien chevalier que bourgoix et nient mains.

Et sil advenoit que aucuns bourgoix u fieulx de bourgois allast en le taverne pour boire et mengier, il en poet porter sen escot sans fourfait jusques à lendemain midy, mais quil soit souffissans dou payer, et sil ne fait dedens lendemain mydy craue à l'oste, il est à süssante solx pour le forche quil a faite, et sen escot se li hostes sen plaint. Se chevaliers ou frans homs doit au bourgoix masuwier de no dicte ville aucune debte et li bourgoix nen a ayuwe et il sen plaint, li prouvost doit conjurer le chevalier u le franc homme sur le foy quil doit à sen liege signeur, se il congnoist que il lui doive, li prouvost le doit faire payer, et se non il soit quittes par sen serment. Et puet cascuns venir à le feste au Quesnoit, le franquise de le feste durant, sans estre pris ne arestès pour debte quelconque, et en tel manière toutes gens qui viennent au Quesnoit au marquiet le mardy ne doivent estre pris ne arestez pour quelconque debte, ains doivent avoir leur rethour à leur maison; et sil a mesléc en ledicte ville dou Quesnoit et il nait prouvost en le pièce de tiere u sergant de le paix et li juret de le pais y viengnent, jarester purent le malfaiteur et mettre par devers le seigneur. Se besoinge est dou faire aucun enseignement au conjurement en la ville dou Quesnoit, et li prouvosts ne soit en ville, pour les jurés conjurer, quatre jurés de le paix pueent faire dun juret prouvost tant que li enseignemens ou conjuremens soit fait.

Encores est assavoir que se aucuns u aucune voelt vendre vin en ville du Quesnoit, vendre ne puet quil ne soit afforez par troix jurés de le pais ou plus et se aultrement le faisoit, il seroit à trente troix libvres blancs, et convient que li uns des jurez ou li sergans de le pais sil y est, voist quere le vin pour afforer, et doit estre le toniaux plains a siis pols pres dou vertail, et se il ne l'estoit, li sergans u li uns des jurès seroit crus de

chou quil en raporteroit et seroit li taverniers à trente troix libvres blans; et ne puet li taverniers traire vin fors que à candeille de chire; et se il le trayoit à candeille de sieu, il seroit à trente troix libvres blans; et en seroit chieulx qui le veroit traire, creus par sen serment, mais quil soit bourghoix masuwiers de le ville et se aucuns avoit deskerekiet en le dicte ville et il volsist vendre en gros et mener hors de le ville, faire ne le puet se ce nest par le congiet dou prouvost et des jurés; et se aucuns marchans menoit vin parmy le ville et on euwist disette de vin en le ville, li juret le pueent prendre par fuer raisonnable; et ne puet nulx taverniers en le ville du Quesnoit mettre vermaulx vins avoec les blans en ung chelier sil ne sont tout dun fuer, quil ne soit à trente trois libvres blans.

Et oussi est en le loy que se aucuns bourgoix, masuwier de ledicte ville u aultres qui est prisé le franquise fait ou a fait debte ou que ce soit, on ne le puet constraindre lui ne ses biens dedens le banlieuwe, liquelle commenche à larbre des fuys condist as Argillières, audeheurs de le porte Saint-Martin, en ralant de là jusques à le maladrie dou Quesnoit, et de le maladrie en alant jusques à ung arbre deviers le quemin croisiet audeseure des fourboulx de le porte Flamenghérie et de ce lieu en revenant à le croix Saint-Eston deseure Faulroex, tout à le ronde, se che nest par le loy du mayeur et des esquievins.

Et pour chou que toutes les coses dessusdictes al amendement de no dicte ville, à le bonne paix des habitans et al exauchement dou bien commun, avons en perpetuel memore, toutes les coses dessusdictes confremées, approuvées et renouvellées, confremons, approuvons et renouvelons par bon et meuur conseil et grant délibération et fait escripre en ceste présente chartre, pour hoster toutes doubtanches dou temps advenir, et volons et ordenons de nostre auctoritet et souverainetet toutes les choses dessus dictes et cescune delles, si comme confremées, approuvées et renouvellées les avons et encore faisons en nom de prévilege et de grace espécial à no dicte ville dou Quesnoit, soient à tous jours perpétuelement, fermement et establement wardées, maintenues et deffenduez par nous, par nos hoirs et par nos successeurs comtes de Haynnau; et deffendons estroitement à tous nos subges que nuls contre le teneur de no dicte grace et previlége nemprende, fache ou exploite en quelque manière, sour paine de encourir nostre malviolense et indignation et sour tout chou que il se poroient meffaire envers nous, sauf nostre haulteur et signourie. En tesmoing desquelx coses, nous avons ceste présente chartre seellée de no seel et pour plus grant securetet requerons à no trèschiers et trèsamet fil Guillaume de Baviere et de Haynnau, comte d'Ostrevant, comme hoirs et

successeres de nous, vocille le grasce dessus dicte greer, confremer et accorder et en tesmoing de ce, mettre et appendre sen seel à ceste présente chartre avoec le nostre. Et nous Guillaumes de Bavière et de Haynnau, comte d'Ostrevant, baulx et gouverneres doudit pays de Haynnau, avons à le requeste de nodit trèsredoubté seigneur et père monseigneur le duc, le grasce dessus escripte gréet, confremet et accordet, gréons, confremons et accordons et ou tesmoing de ce, nous li comtes d'Ostrevant dessus nommez, avons mis et appendu nostre seel à ceste présente chartre avoec le seel de nodit trèsredoubté signeur et père. Qui furent faites et données à Le Haye en Holande, lan de grasce mil troix cens quatre vings et dys, le penultysme jour dou moix de jenvier. Ensi signée dou command monseigneur d'Ostrevant; présens de leur conseil, le seigneur de Goumegnies; mons^r Philippe de Wassenaire, borgrave de Leyde; le seigneur d'Aspre; le seigneur de le Vere; mons. Hughe de Haumeliet et Willaume de Cronebourg, escuier; S. des Coffre, J. Cambiers. En tesmoins desquelles lettres ensi avoir veuwes, lieutes et tenuez telles que dessus, avons ce présent transcript en forme de vidimus, scellet de nos seaulx. Che fu fait en lan et ou jour dessus premiers escript.

Vidimus sur parchemin, dont les sceaux sont tombés, aux Archives départementales du Nord.

Privilegium confirmitoriale privilegiorum concessorum per imperatoris concessum per Fredericum imperatorem. — L'empereur Frédéric confirme au chapitre de Nivelles les priviléges et les biens que ses prédécesseurs avaient accordés à cette corporation et notamment la libre et entière possession de la ville de Nivelles.

22 mai 1182.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Fridericus divina fluente clementia Romanorum imperator augustus. Imperatorie majestatis a Deo nobis creditum postulat et requirit officium, ut intuitu serenitatis et obtentu juris, unicuique quod suum est equitatis examine conservemus et a violentis diripentium et oppressorum injuriis auctoritatis nostre triumphale protectione defensemus. Et quidem ecclesiis et ecclesiasticis personis tanto propensiori affectu subvenire tenemur et adesse, quanto minus proprio virtute malis possunt resistere, sed amplius pro benefactoribus suis valent retributione bonorum omnium ad venie gratiam interpellare.

Ea propter cognoscat tam presens etas fidelium sacri imperii quam successura posteritas, quod dilecta neptis nostra Berta, Nivellensis abbatissa, ad presentie nostre majestatem accedens, obtulit nobis in facie principum nostrorum privilegia ecclesie sue a divis regibus atque augustis imperatoribus collata, nec non preceptis apostolicorum patrum Clementis atque Leonis confirmata, cum multa corporis et mentis attritione dampna gravissima et intolerabiles injurias nobis apponens et conquerens, que contra eadem privilegia sibi et ecclesie sue fiebant, ideoque in jure suo perseverenti constancia, ab imperatoria majestate nostra, justiciam pacemque debitam efflagitans.

Lectis igitur in medium privilegiis, justiciam rationabiliter nos, provocante pietate, clementer invitante, fletuque et jugi plei (predicte?) karissime neptis nostre ultro nos ad misericordiam commonente, libertatem Nivellensis ecclesie et tocius burgi, judiciali principum aliorumque fidelium imperii sententia, integraliter restituimus, ipsum burgum videlicet et villam Nivellam cum omnibus utensilibus suis, cum mercato ac theloneo, cum moneta et mensis concambiorum, cum maceria, cum cambis et molendinis, cum pratis et terris cultis et incultis, cum pascuis et silvis, viis et inviis, aquis, aquarumve decursibus, cum familia ibidem manente et cum hereditate omnium in ea residentium ubicumque eam habuerint vel justo possessionis titulo in posterum sunt adepturi. Ad remedium quoque ac salutem anime nostre sacra predecessorum nostrorum regum atque imperatorum vestigia sequentes, firmiter precipimus quanto pretaxata ecclesia et oppidum Nivellense ab omni oppressione et ab omni exactione sint omnino libera, nec sit ibi quisquam comes vel advocatus nisi quem abbatissa elegerit, nec requirat comes vel advocatus ibidem aliquod judicium vel placitum, nisi ab abbatissa vel a proposito consilio ecclesie necessitate justicie fuerit invitatus. Nec sit quisquam mortalium, liber vel servus, civis vel villanus, nec cujuscunique conditionis seu professionis persona, que monetam vel theloneum vel maceriam vel mensas concambiorum feodali jure vel hereditaria possessione requirat vel vendicare sibi presumat, sicut predicta neptis nostra Nivellensis abbatissa, in dexteram nostram videns, se hiis modiis concessura promisit, et generalis principum imperii sentencia, nec ab ea, nec ab alia in posterum successura, posse predictis modis concedi judicavit. Ad hec statuimus et imperiali auctoritate sancimus, ut nullus dux, nullus marchio, nullus comes, nullus advocatus, nulla denique persona humilis vel alta, secularis vel ecclesiastica, hanc confirmationis et auctoritatis nostre sacram paginam audeat violare vel aliquibus injuriarum calumpniis

seu dampnis presumat attemptare. Ad qui ausu temerario facere vel aliquatenus huic edicto nostro se presumpserit opponere, reus majestatis centum libras puri auri pro pena componat, dimidium fisco imperialis camere et reliquam partem ecclesie et abbatisse.

Hoc autem autenticum majestatis nostre privilegium, ut ratio consistit et omni aevo inconcussum permaneat, conscribi jussimus et sigilli nostri appositione corroborari. Hujus rei testes sunt Philippus Coloniensis archiepiscopus, Hermannus Monasteriensis episcopus, Baldewinus Trajectensis episcopus, Rogerus Cameracensis episcopus, Bertrannus Mettensis episcopus, Ulricus Spirensis episcopus, Henricus Pragensis episcopus, Peregrinus Moraviensis episcopus, Conradus Fuldensis abbas, Wibaldus Stabulensis abbas, Florentius Indensis abbas, Octo dux Bavarie, Fridericus dux Suevie, Godefridus dux Lovanie, Conradus comes palatinus de Reno, Philippus comes Flandrie, Octo comes palatinus de Witesingesbach, Florentius comes Hollandie, Gerhardus comes de Lon, Octo comes de Bintheim, Poppo comes de Wertheim, comes Simon de Sarbruege, comes Henricus de Dietse, Henricus de Cuoh (Cuch?), Henricus marescalcus, Conradus pincerna, Hartmannus de Buopingen, Conradus de Bockersberch et alii quamplures. Signum domini Frederici Romanorum imperatoris invictissimi. Ego Godefridus imperialis aule cancellarius vice Christiani Maguntie sedis archiepiscopi et Germanie archicancellarii recognovi.

Acta sunt hec anno Dominice incarnacionis M° C° LXXX° II°, indictione XV, regnante domino Friderico Romanorum imperatori gloriosissimo, anno regni ejus XXX° I°, imperii vero XX° VIII°. Datum Maguntie in solemni curia, X kalend. junii, feliciter. Amen.

Cartulaire du chapitre de Nivelles, fol. 387.

Philippe, comte de Flandre et de Vermandois, partage la dîme des harengs que prélevait l'abbaye de Bergues-Saint-Winoc en trois portions égales, dont la première seule appartiendra à ce monastère, la deuxième aux curés des paroisses où les pêcheurs habitent et la troisième aux pauvres de ces paroisses.

1183.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Rerum plurime silencio deperirent nisi eas tenax memorie bibliotheca ab interitum oblivionis defen-

deret. Ea propter ego Philippus, Flandrie et Viromandie comes, significo tam presentibus quam futuris in perpetuum quod decimam allecium, que ex precepto domini pape Alexandri tercii ecclesie sancti Winnoci dari jussa est, ego paci studens et utilitati deserviens in tres portiones equales et consimiles secari fecerim, portionem unam pretaxate ecclesie assignaverim, reliquam in usus proprios sue ecclesie parrochianis reliquerim, terciam in manibus approbatorum virorum et timentium Deum consilio abbatis et parrochianorum pauperibus distribuendam permiserim. Hec autem portiones coram Deo et coram nuntio abbatis et synodalibus, sub juramento prius gubernatoris et unius boni testimonii hominis, quem abbas in nave ad hoc eligere voluerit, rationabiliter fiant. Porro terciam partem decime allecium, necnon et ceterorum piscium quos decimare consuetudinem habent in parrochiis prenominate ecclesie, scilicet in Mardika, Sintine, Dunckerka, Tetinghem, Soutcote, Ghivelda, a gubernatore navis ecclesia exiget et sicut ipse a sequacibus suis accipit, ita ecclesie cum omni integritate et devotione, preeunte tamen juramento, persolvat; quod si in juramento veritati contrarius, et quod absit perjurius aliquatenus comprobari possit, ipse cum omni possessione sua in manu mea cadat. Sciatis etiam quod ecclesiam beati Winnoci secundum tenorem patris mei et predecessorum meorum ab omni exactione, theloneo et transverso liberam dimiserim, in hiis videlicet que fratrum usibus in victu et vestitu et ecclesie necessitatibus commoda fuerint. Si etiam fratres predicte ecclesie navim piscandi gratia ad usus proprios in mare direxerint, in hiis portibus qui potestati mee subjacent ab omni exactione absolvimus. Actum est hoc Bergis, anno Dominice incarnationis M° C° LXXXIII°, astantibus hiis Desiderio Morinorum episcopo, Waltero archidyacono, Hughone de Resbais, Symone abbate Sancti Bertini, Hachetto abbate de Dunis, Arnoldo preposito de Watinis, Philippo priore, Wulferico Brugense, Balderico de Formeselis, Willelmo Baudin, Gerardo de Mesines, Widone castellano Bergensi et filio ejus Giselberto, Willelmo castellano Sancti Audomari, Eustachio camerario, Waltero de Locris, Waltero de Formeselis, Arnoldo advocato Teruanense, tempore Allexis abbatis.

Cartulaire de l'abbaye de Bergues-Saint-Winoc, fol. 31.

———

Philippe, comte de Flandre, détermine le taux de l'indemnité que recevront des censitaires de l'abbaye d'Eenham, sur les terres desquels on a fait des emprises pour le creusement d'un canal entre Furnes et Dixmude.

1183.

Noverint et presentes et futuri quod Philippus, comes Flandrie, jussit fieri aqueductum inter Furnes et Dixmuda, inicium habentem ab Ysara et se longius extendentem per diversas diversorum terras. Unde factum est ut singuli in hiis hereditatem habentes terris, pro estimatione dampni terrarum precium reciperent, ita ut singule mensure quinque marcas supputatione venderentur. Inter quos isti ecclesie Ehamensis homines hereditatem in fundo ejusdem aque decurrentis habentes, Jordanus, filii Megelini, Willelmus filius Claresme, pro diminutione terrarum suarum secundum supputationem predictam precium acceperunt, Jordanus XIII solidos, filii Megelini XXVIII solidos IIII denarii minus, Willelmus filius Claresme XI solidos IIII denarii minus. Hoc autem magna cum discretione factum est, videlicet ut ipsi terras colentes precium earundem terrarum haberent, ne dominorum suorum reditus diminuerentur.

Actum anno Domini M°CC°LXXX°III°.

Cartulaire de l'abbaye d'Eenham, fol. 53.

Philippe, comte de Flandre, déclare que l'abbaye d'Eenham a droit de percevoir à Eenham un péage sur le vin transporté sur l'Escaut.

1183.

In nomine Patris et Filii et Spiritus sancti, amen. Ego Philippus, Flandrentium et Viromandorum comes, presentibus et futuris notum fieri volo quod cum controversia coram nobis verteretur inter viros religiosos abbatem et conventum monasterii Eyhamensis nomine ecclesie sue, ex una parte, et quamplures apud Eyham per Scaldam vina ducentes, ex altero, super eo quod dicti abbas et conventus petebant sibi solvi theloneum ab universis ibidem per Scaldam vina ducentibus, de vinis ibi transeuntibus undecumque venerant, et etiam de quantitate dicti

theloneі; Nos tandem de consensu partium super premissis rite inquiri fecimus veritatem, qua inquisita et propalata declaratum fuit legitime ab hominibus nostris competentibus ut debebat, quod omnes transeuntes vinaque ducentes per Scaldam apud Eyham quecumque sint et undecumque dicta vina venerint, solvere tenentur thelonium de dictis vinis suis ibidem abbati et conventui predictis, tale scilicet quod de quolibet dolio vini transeunte per Scaldam apud Eyham, tenentur solvere duos lotos et dimidium vini abbati et conventui eisdem, nomine ecclesie sue predicte, qui abbas et conventus sic dictum thelonium percipiendi ab antiquo fuerunt in possessione pacifica et quieta. In cujus rei testimonium et munimen adversus omnem manum et linguam presentem paginam sigilli nostri munimine duximus roborandum.

Datum anno Domini M°C°LXXX°III°.

Cartulaire de l'abbaye d'Eenham, fol. 34.

U. (Hugues?), légat du Saint-Siége, ordonne aux doyen et autres ecclésiastiques de Nivelles de réprimer, par les censures ecclésiastiques, les attaques dirigées contre le clergé de cette ville par les bourgeois qui ont juré la commune.

1184 environ.

U., Dei gratie Sancte Romane ecclesie presbiter cardinalis et apostolice sedis legatus, E. decano ceterisque sacerdotibus Nivelle salutem et dilectionem in Domno. Multorum relatu accepimus in opido vestro esse juratam communionem, in qua quedam justicie contraria et quedam consentania statuta sunt, et nos quod justum est approbamus et injustum reprobamus. Asseritur autem quod oppidani Nivellenses violenta usurpatione in domos et familias clericorum contra jus ecclesiasticum consuetudines vel malas suas exercent, et fideles christianos a consuetudinariis fructibus quos parochialibus sacerdotibus debent detestabili prohibicione retrahunt. Speciali autem querela H. sacerdos dilectus filius noster nobis insinuavit quia eidem cives domum quam legitime possederat destruxerint et subditos suos contra jus canonicum et cleri dignitatem a villa ejecerint. Unde vobis mandamus et mandando precipimus quatinus ipsos cives ab hujusmodi maleficio resipiscere commoneatis, et si rebelles extiterint, auctoritate domini pape cujus vice fungimur, ipsos tanquam sacrileges a liminibus submoveatis et omnes ecclesias villas (ville?) in banno teneri

faciatis, omni jure christianitatis, nisi in baptizandis pueris, quousque suis sacerdotibus satisfecerint, eos omnimodo privetis.

Cartulaire du chapitre de Nivelles, fol. 98.

Compositio D. Rogeri Cameracensis episcopi inter ipsum et cives. — Accord conclu entre Roger, évêque de Cambrai, et les bourgeois de cette ville.

1185.

In nomine Domini. Amen. Rogerus, divina permissione Cameracensis episcopus, tam presentibus quam futuris in perpetuum. Bona pacis quam portantium pedes beati sunt, quanto constant ceteris digniora, tanto firmius observanda sacris annotari litterarum apicibus meruerunt. Eapropter notum fieri volumus universis quod nos et cives nostri inter nos pacis amicitiam stabilius nitentes confirmare, octo compositorum nos commisimus veritati. Hii itaque, salubrioribus antiquorum consuetudinibus innitentes, sano consilio decreverunt quicquid ad nostrum civitatis pertinet honorem lucidius declarare. Recognoverunt equidem quod per judices D. episcopi et prepositos et scabinos et juratos barre poni debent et proventus inde exeuntes ad usus distribui calcearum. Civitas precepta super suos burgenses sine capitali solvendo, sine campana sonante, a triginta annis facere consuevit, episcopo tamen reclamante, sed hoc pere it. Dominus episcopus molendina de Sellis per se per sarjantes suos et justitiam suam et scabinos habet justiciare; rediensque a sua consecratione vel D. imperatore omnes malefactores bannitos preter homicidas in civitate et membrorum ablatores in civitate potest in civitatem conducere et donec ei renunciatum fuerit retinere. Alios omnes retinere potest, salvo civis capitali. De pena tamen pecuniaria non potest, nisi juratis assensientibus, nisi suam remittere portionem. Non judicatum autem potest penitus relaxare. Omnes milites et nobiles viros et eorum familias, donec renunciatum fuerit, conducere tuto potest. Et si quis, quem dominus episcopus conduxerit, ab aliquo detentus fuerit, dicere debet episcopus, ut dominus, quod tunc eum conducebat illeque liber abibit. Dum vero capitur, nisi conductum D. episcopi statim pretenderit, teneatur. Postquam domino renunciatum fuerit episcopo, potest homines suos conducere sui die placiti, semel sua fretus auctoritate. Deinceps autem non nisi pace consulta civitatis, tota die qua in Cameraco est vel ab ea

recedit vel in eam venturus est, homines conducere potest, quoad ei fuerit resignatum. De juratorum numero D. episcopus scabinos suos quosque volet, prudentes et bone viros opinionis eligere debet. In omni decursu aque si per eum navis decurrere possit, D. episcopus accipere pisces habet. Cives non possunt aquas D. episcopi intrare; quod si fecerint, ad hujus correctionem excessus, quotiens D. episcopus ire voluerit, suo cum judice, prepositos cum scabinis et juratis secum ducet ad justicie complementum. Omnes urbis hereditates D. habet episcopus justiciare; capitalia nobilium domus pacis justiciabit. Ea que nullus reclamat in civitate propria sunt episcopi. Ab omni lege civitatis D. liber est episcopus; dominum episcopum pro suo et ecclesie et civitatis honore tuendo civitas juvare habet, una die duci debet et reduci. Quotiens D. episcopus consilio civium indiget, in civitate cives ad ejus presentiam debent convenire. Viginti quatuor serjanti episcopi et quatuor serjanti ecclesie B. Marie et uxores eorum, quandiu post ipsos vidue permanserint, liberi sunt ab omni onere civitatis; feoda serjantorum, S. Gaugerici videlicet, S. Auberti, Sepulcri, et janitorum ab omni sunt onere libera civitatis. Si quos Jurati judicio bannierint, non habent episcopo de sua justitia respondere. Jurati prestare debent in causa coram judice sacramentum. Nullus emere potest vel invadiare redditus de Sellis vel D. feodum episcopi, nisi D. episcopo permittente. Omnes milites et rustici extra, et nobiles infra civitatem manentes, suum possunt beneplacitum contramandare. Domus justitie ad libertatem qua tenebatur predecessorum, domini scilicet Nicholai ac D. Petri tempore, libera esse debet. Jus universum suum, quod scabinorum subjacet judicio, per judicem suum judicio scabinorum si super aliquo injuriam patiatur, D. debet episcopus obtinere. Si vero judex per se id non sufficiat exequi, prepositi pacis, si ab episcopo fuerint requisiti, plene supplendo mandabunt executioni, judicio scabinorum illeso per singula permanente. Omnis falsa mensura et pondus non equum per judicem et scabinos et prepositos et juratos accipi debent. Si vero pars altera ad hujus executionem justicie prompta minus inveniatur, pars altera nihilominus exsequetur. A quocumque tamen capiuntur, ad domum justicie deferentur et ibidem ad equitatis tramitem reducentur. Stalli in foro et bige piscium per judicem et scabinos et prepositos et juratos statui debent et locari. Si autem pars altera ad exequendum torpescat, pars altera plenius exequetur. Ceterum si memorati stalli vel bige, suo pro forefacto capiantur, ad domum justitie deferentur, sed tamen per prepositos non reddentur. Ut igitur hec nostre compositionis pagina maneat inconvulsa, eam nostri sigilli et civitatis appensi caractere et testium

subsignatione duximus communiri. Signum Walteri archidiaconi. S. Hugonis, Egidii, sublevitarum decani; S. Anchelli, Walteri presbiterorum; S. Willelmi, Walteri levitarum; S. Hugonis, Egidii, sublevitarum; S. Anselli, Johannis, G. prepositorum; S. Thome Rosel, Balduini..., Godefridi, Michaelis, juratorum. Actum anno Verbi incarnati MC LXXX° quinto, presulatus vero nostri nono. Ego Galcherus cancellarius sub notavi et recenseri.

Cartulaire de Henri de Berghes, aux Archives du département du Nord, fond de Cambrai. — Le Glay, *Glossaire topographique de l'ancien Cambrésis*, p. 77.

Confirmatio Henrici primi ducis de Heymethe et de aliis curtis et curtibus nostris et aliis possessionibus nostris. — Le duc de Brabant Henri Ier confirme à l'abbaye de Saint-Michel, d'Anvers, ses possessions, dont une partie provenait d'un échange conclu entre le monastère et la *République* de cette ville.

1186.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Ego Henricus, Dei gratia Loutharingie dux et marchio, notum facio tam presentibus quam futuris quod, inspirante divina clemencia, cum sub equitatis jure voluissem provintiam ipsosque disponere, Antwerpie quoque pascua et terras ad communem justitiam pertinentes que vulgo Hemethe vocantur et quas potentes et divites injuste in suos usurpaverant usus, diligenti inquisitione investigari precepi. Inventum est autem quod ecclesia Sancti Michaelis, tam in claustro ubi fossatum antiquitus erat, quam apud curtes suas, quasdam communes terrulas in proprios sibi vindicaverat usus, cum que fratres ibidem Deo servientes allegarent se pascua illa, partim in elemosinam ab avo et proavo meo et ab Antwerpiensibus, partim ex commutatione cum tota Antwerpiensi repubplica facta, possedisse. Privilegium quoque patris mei pretenderent, in quo eorum curtes cum pascuis et omnibus aisenciis suis sunt confirmata. Ego misericordie motus, Christi pauperes, qui sub patre meo avo et proavo quiete sederant et inconcussi, supra modum gravare nec volui, nec debui. Igitur ob remedium anime mee matrisque mee et predecessorum meorum cum totius plebis assensu, eidem ecclesie, in manu domini Ricardi tunc ejusdem loci abbatis, predicta pascua, id est Hemethe, quecunque tunc tem-

poris possidebat in elemosinam dedi et cornu, ut sicut solet, sufflato super hiis fratribus, pacem promulgavi. Preterea curtes cum pascuis et quicquid ecclesia Sancti Michaelis principum largitione, fidelium oblatione, emptionis titulo seu aliis justis modis in presentiarum possidet, eisdem in perpetuum confirmo libere possidendum. Claustrum sororum Scceldersdic, Potflith cum molendino et angulo adjacente, novam curtem cum aggere ante Merche, fossatum in claustro Vehof cum agro juxta Mortre et cum agro juxta crucem, Harincrodh cum agello ante curtem jacente, Bernescot quoque quod ex magna parte que nunnullis reputabatur Hemethe, Parcum, Ossele, Hockesele, Marcblas, Houterle, Haga, Linlo, Orderen, has, inquam, curtes et terras cum pratis, pascuis et nemoribus et omnibus pertinentiis sepe jam dicte ecclesie confirmo et corroboro. Ad multiplicandam quoque fratrum pacem volo et precipio, ut quicunque ejusdem ecclesie terram colit, sive in sicca, sive in aquosa terra, suas segetes in messe carrucare non audeat, donec eidem ecclesie in singulis agris suum manipulum et jus omne persolvat. Conservatoribus gratiam meam polliceor, in prevaricatores hujus nostre munificentie furoris mei vindictam expono. Ne quis autem hanc nostre benignitatis paginam infirmare presumat, auctoritatis nostre sigillo et testium subscriptione munire curavi. Hii sunt testes qui interfuerunt abbas Stepo de Averbodio, Arnoldus de Ranst et filius ejus Arnoldus, Gocelinus de Leewe, G. Clotinc, Alardus Rapa, Gocelinus villicus de Lovania, Walterus de Busenghem, W. de Berchem, Arnoldus tribunus, scabini de Antwerpia, Arnoldus de Molendino, Giselbertus Gansdif, Wilmarus Paddebruc, Aloldus Clapdorp, Arnoldus Noitel, Willelmus de Surs.

Actum Verbi incarnati anno M° C° LXXXVI. Ego Arnoldus cancellarius legi et recensui et sigillum confirmationis apposui.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Michel, fol. 22.

Henri, duc de Louvain, agissant en qualité d'administrateur du comté de Boulogne, autorise les échevins et les bourgeois de Calais à creuser un port près de cette ville.

1190.

Ego Henricus junior, dux Lovanie et procurator Bolonie, notum facio tam futuris quam presentibus quod scabini et burgenses de Calais, com-

muni consilio et assensu ad me venientes, portum, universo opido et in eo manentibus utilem, per me et assensu meo sibi fieri pecierunt. Ego vero tocius opidi predicti et in eo manentium in hoc utilitatem considerans, eorum juste acquievi peticioni, et sicut pecierant, consilio baronum et hominum meorum, portum ibidem fieri eis concessi. Ut autem hoc ratum habeatur et incommutabile permaneat, scripto et sigilli mei appositione ac testium subscriptione eis corroboravi. Signum conistabularii de Ermelengim, S. Balduini Busket, S. Alardi Rape, S. Eustacii cantoris, S. Manasseri, S. Eustacii de Deverna, S. Arnoldi notarii, S. Leonii ducis Henrici officialis, S. Willelmi de ecclesia Sancti Audomari.

Actum anno Dominice incarnationis M°C°LXXXX°.

Original aux Archives départementales du Pas-de-Calais, à Arras.

Henrici ducis Lotharingiæ litteræ, de nova villa quam construxit in Fraxina, quod medietatem reddituum dividet ex æquo cum ecclesia Fraxinensi. — Le duc Henri Ier déclare que l'église de Frasnes percevra la moitié des revenus que produira la nouvelle ville qu'il a fondée à Frasnes.

1190.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Henricus, Dei gracia dux et marchio Lotharingiæ, omnibus fidelibus in perpetuum. Quia tempora prætereunt more fluentis aquæ, ad excitandam posterorum memoriam, scripto memoriali volo committere qualiter possessiones meæ et Fraxinensis ecclesiæ apud Fraxinam divisæ et dispositæ sunt. Noverint ergo tam presentes quam futuri quod in nova villa quam apud Fraxinam construxi, quicquid reddituum provenerit, ecclesiæ Sancti Petri Fraxinensis de cætero ex æquo dividam, capones videlicet, quotquot obvenerint, cum omni censu appendente; quicquid etiam lucri provenerit, in omnibus causis quæ per majorem et scabinos terminantur. Si vero causam aliquam ex comitatus jure ad dominium meum specialiter pertinentem, ego ipse decidero, quicquid inde quæstus venerit, ecclesia mecum non dividet, sed totum meum erit. In reditibus autem veteris villæ Fraxinæ, nichil omnino juris habeo. Singulis annis autem sancto Petro nummum aureum persolvo et per hoc me prædictam villam ab eo

tenere recognosco. Quæ ut rata et inconvulsa permaneant et sigilli mei solida auctoritate et idoneorum testium roborata sunt astipulatione. Signum Walteri de A, S. Arnulfi capellani, S. Cononis templarii, S. Franconis Lupi, S. Gerardi, Heinemanni, Godefridi fratrum de Hildeberga, S. Walteri de Dekelpole.

Actum est hoc anno Dominicæ incarnationis millesimo centesimo nonagesimo, indictione octava.

Cartulaire de l'abbaye d'Afflighem, t. Ier, p. 771.

Confirmatio Rodulfi Leodiensis episcopi de villa Nivellensi. — Rodolphe, évêque de Liége, confirme au chapitre de Nivelles la possession de cette ville, comme l'avaient fait l'empereur et le pape.

1182-1191.

Rodulfus, Dei gratia Leodiensis episcopus, et modernis et futuris in perpetuum salutem. Quum divina dispositione in specula justicie constituti sumus, unicuique quod suum est tenemus conservare, et rebus et personis ecclesiasticis manum protectionis porrigere. Ea propter cum nobis ex privilegio tam imperiali quam apostolico innotuisset, villam Nivellam in qua virgo Gertrudis presens quiescit, cum omnibus utensilibus suis, cum mercato, teloneo, moneta, macceria, cum cambis et molendinis, cum terris cultis et incultis, pratis, silvis, pascuis et cum omni familia ibidem manente, et cum hereditate omnium in ea residencium, usibus fratrum et sororum in predicta villa Deo famulancium penitus mancipatam, peticioni fratrum ejusdem loci ob salutem anime nostre accessimus et apostolico et imperiali munimini nostrum munimen adjungimus. Nostra ergo auctoritate precipimus ne quis aliquid de rebus predictis invadere vel sibi usurpare aut aliquod detrimentum ingerere, aut a presenti statu immutare presumat, nec mercatum aut loca mercati, staciones et venundationi rerum venalium deputatas ad alium locum quam in eo in quo nunc sunt, sine assensu abbatisse et ecclesie, audeat transferre. Si quis vero hanc nostram paginam sigillo nostro corroboratam violaverit, auctoritate nostra incurrat maledictionem et excommunicationem et anathemati subjaceat, donec plenarie satisfaciendo resipiscat.

Cartulaire du chapitre de Nivelles, fol. 182.

Littera questus et subvencionis ecclesie. — Albert, élu de Liége, et son chapitre invitent les fidèles à secourir l'église de Nivelles dans sa détresse.

1191 environ.

A., Dei gratia Leodiensis electus, N. decanus, archidiaconi et conventus universitati fidelium ad quos hoc scriptum pervenerit, salutem et orationes in perpetuum. Nobilis illa et honesta Nivellensis ecclesia, silencii sui tandem pudore devicto, incumbente rerum difficili necessitate, internecionis sue propositum nobis aperuit, simul urbis sue tribulacionem, jam septimi anni sustinere persecutionem innuens, ecclesieque ruinam et exspensarum indigentiam. Quia vero ejus peticio veritati simul innotuerit et pietati affectus paterni viscera aperuimus, cum debita humilitatis reverentia suscipientes ecclesie relliquias, et per Deum nobis oblatas orationes, rogamus itaque sanctitatem vestram et benignitatem deposcimus, ne presentis latores sanctuarii, falso precari existimetis, vel ex superfluo, quibus affectum pariter exhibuimus et consilium. Moveat igitur divina sancti spiritus aspiratio mentes vestras, ut in nomine Domini ad hostium clementie vestre pulsantibus misericorditer aperiatis, veritatem eorum subditis vestris adnunciantes, et indigentie prepositi sui subvenientes, quatenus habentes orationum ecclesie participationem, beate virginis Gertrudis intercessione, divine retributionis mereamini vocem audire : Venite benedicti patris mei s. r. q. v. p. est, quia nudus eram et cooperuistis me. Valeat in Domino karitas vestra.

Cartulaire du chapitre de Nivelles, fol. 183 v°.

Rainaud, comte de Gueldre, et Ide sa femme, de concert avec les bourgeois de Calais, établissent dans cette ville une *guihella* ou halle de la ghilde.

1196.

Sciant omnes ad quos presens cirografum pervenerit, quod ego R. comes Bolonie, et Ida uxor mea, Bolonie comitissa, et burgenses nostri de Kaleis, quasdam inter nos fecimus invicem conventiones, videlicet has, quod unam guihellam fecimus communiter in villa de Kaleis, de cujus

redditibus nos habemus duas partes, burgenses vero tertiam partem. Nos etiam duas partes ponemus ad omnia coustamenta guihelle, burgenses vero terciam partem. Et ut hoc ratum et inconcussum teneatur, presenti cyrografo impressione sigillorum nostrorum munito, dignum duximus confirmari.

Actum anno Incarnati Verbi M° C° N° VI, testibus A. comite Donni Martini, Petro Leschans, Rudulfo marescallo, Henrico clerico de Merc, Willelmo de Meles ballivo comitis de Merc.

Original aux Archives départementales du Pas-de-Calais, à Arras.

Pax inter Galterum comitem de Avesnis et homines ville de Hereignies. — Gauthier d'Avesnes, à la demande des religieux de Saint-Amand, détermine les taxes que les habitants d'Hereignies lui payeront désormais.

1196.

In nomine sancte et individue Trinitatis, Amen. Qui in libertatem filiorum Dei computari desiderat, ecclesie servos non solum debet non opprimere, sed etiam de hiis que profutura sunt eis in posterum tenetur eos premunire. Quamobrem ego Gualterus de Avennis ad petitionem venerabilis viri Gualteri abbatis ecclesie Sancti Amandi et fratrum ejusdem loci incolis ville que Hereignies dicitur, qui pro consuetudine taillie et unius pernoctationis et annuo pale servicio XVI libras cum X solidis Valencenensis monete de jure advocationis annuatim mihi tenetur exsolvere, ob remedium anime mee scripti hujus munimentum liberaliter tradidi et interposita fide ratum haberi sanxi in posterum, ut videlicet post annuam solucionem predictarum XVI librarum et dimidie, deinceps ab omni exactione et inquietatione liberi et exempti permaneant in perpetuum. Porro si filiam meam legitimam vel successorum meorum nuptui dari aut de filio legitimo militem fieri contigerit, usque ad quantitatem pretaxate summe XVI librarum supradicti incole servire tenebuntur. De cetero vero nichil prorsus amplius ab iis exigetur, exceptis redditibus que in eadem villa hereditate dinoscor possidere. Ut autem hec nostre liberalitatis conscripta pagina rata et stabilis permaneat evo perhenni, sigilli nostri appensione et testium subscriptione eam feci con-

firmari. Signum domini Jacobi de Sancto Audomaro, S. Walteri Laloe, S. Alardi de Bavai, S. Jacobi clerici, S. Johannis Pivion.

Datum per manus magistri Lamberti anno Domini M°C° nonagesimo sexto.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Amand, t. I, fol. 146.

Remissio exactionum canis que vulgo dicuntur gistes. — Gilles, seigneur de Trazegnies, renonce aux exactions que, sous le nom de gîtes, il prélevait sur les habitants de Cambron-Saint-Vincent.

1196.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Ego Egidius de Trasignies, Dei miseratione compunctus, notum facio fidelibus universis tam presentibus quam futuris quod exactiones quasdam quas vulgo gistas vocantur, quas actenus in Cambron Sancti Vincentii diu acceperamus, Deo et sancto suo confessori Vincentio libere et voluntarie remitto, incolas et ejusdem loci a gravamine mittentium equo vel pede petinus relaxo. Quia vero ea que ab antecessoribus pie et fideliter peraguntur a posteris subsequentibus impie quicunque revocari attemptantur. Rei hujus memoriam presens conservabit pagina tam sigilli mei appensione munita, quam testium fidelium quorum consilio in hac relaxione usus sum astipulatione roborata, quorum et subjecta sunt nomina. Alardus de Nova villa, Almannus de Papengien, Osto de Arbra, Johannes Bliaus.

Actum Dominice incarnationis M° C° XC° sexto.

Cartulaire du chapitre de Soignies, intitulé *le Livre enchaîné,* fol. 51 v°.

Richard, roi d'Angleterre, exempte les bourgeois de Calais de tous les tonlieux levés dans ses États et les prend sous sa protection.

26 avril 1194-1198.

Ricardus, Dei gracia rex Anglie, dux Normannie, Aquitanie, comes Andegavensis, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, comitibus, baro-

nibus, justiciariis, vicecomitibus, ballivis et omnibus ministris et fidelibus suis, salutem. Sciatis nos concessisse dilectis amicis nostris probis hominibus de Caleys quod ipsi cum omnibus rebus et catallis suis per omnes terras nostras in conductu nostro et protectione nostra sint. Volumus etiam et firmiter precipimus quod idem homines de Caleys quieti sint de theloneo et de omnibus aliis exactionibus et consuetudinibus que ad nos pertinent per omnes terras nostras. Unde vobis mandamus et firmiter precipimus quod eos et omnes eorum res et possessiones ad quemcunque locum terrarum nostrarum devenerint manuteneatis, protegatis et defendatis, sicut nostras res proprias, tam in pace quam in guerra.

Teste me ipso apud Mortesmer, XXVI die aprilis, per Willelmum Eliensem, cancellarium nostrum.

Original aux Archives départementales du Pas-de-Calais, à Arras.

Autre charte du même, de la même teneur.

28 avril 1194-1198.

Ricardus, Dei gratia rex Anglie, dux Normannie, Aquitanie, comes Andegavensis, archiepiscopis, episcopis, comitibus, baronibus, justiciariis, vicecomitibus, ballivis, ministris et omnibus fidelibus tocius terre sue, salutem. Sciatis nos concessisse dilectis amicis nostris probis hominibus de Caleys quod ipsi omnibus rebus et catallis suis per omnes terras in conductu et protectione nostra sint, tam in pace quam in guerra. Volumus etiam quod idem homines de Caleys quieti sint de teloneo et de omnibus aliis consuetudinibus et exactionibus que ad nos pertinent per omnes terras nostras. Unde vobis mandamus et precipimus quod eos et omnes eorum res et possessiones ad quemcunque locum terrarum nostrarum devenerint, manuteneatis, custodiatis et protegatis, sicut nostras res proprias.

Teste me ipso apud Mortesmer, XXVIII die aprilis, per Willelmum Elyensem, cancellarium nostrum.

Original dans le même dépôt.

Gérard, prince de Grimberghe, et son frère Arnoul affranchissent un de leurs serfs, sa femme et leur postérité, en les donnant à l'autel de Grimberghe.

1200 environ.

In nomine sancte et individue Trinitatis, ego Gerardus de Grinbergis, princeps inclitus, et frater meus Arnoldus, omnibus in perpetuum. Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris quod Walterum de Chaienbeke hominem nostrum ejusque uxorem Gertrudem et omnem in perpetuum eorum successuram cognationem ecclesie beati Petri in Grinbergis, sub annuo censu unius denarii, sicut moris est, super altare beati Petri libere tradidimus. Testes ego Gerardus et frater meus Arnoldus, Gosuinus de Eppengem, Adam de Oppem, Balduinus de Heboven (Ecoven?), Willelmus frater ejus, Alardus de Fossa, Henricus frater ejus et alii multi.

Cartulaire de l'abbaye de Grimberghe, fol. 23, n° 28.

De omni debito ad curiam domini ducis pertinente de cohabitatoribus in villa Luechdalasenni co(mmun)i et que similiter jacent sub advocatia Jothane et domini Walteri et de statutis ibidem observandis. — Des cens dus au duc (de Brabant?) par les habitants de *Luechdalasenni* (?) et ceux qui reconnaissent pour avoués Jothanas et le sire Walter; des statuts observés en ces endroits.

1200 environ.

Cohabitatores in villa Luechdalasenni communi et provido usi consilio, omne debitum ad curiam domini ducis de illa villa, ne suis posteris remaneat incognitum, in carta conscribi curaverunt. Ecce sub advocatia domini Jothane et domini Walteri jacent XXXI mansus; quod si dominus dux ad curiam imperatoris porrexerit, de singulis mansulis quinque solidi colliguntur, quos nuncius eorum accipiet, et si dux Mosam transierit, hanc totam collectam in utilitatem ipsius expendet. Si autem cis Mosam pedem retraxerit, tantummodo de singulis mansulis duo solidi denariorum ei dabuntur. Super hoc debet quisque mansus modium avene cum debitorio sextario et tres nummos et duos panes et insuper ad opus castri sex denarios. Etiam pro generali custodia pratorum singulis

annis XVIII modii frumenti cum debitorio sextario ab eis solvuntur. Si autem terre nostre werra aut aliud grave impedimentum evenerit, ductu et pio consilio marescalci debent aliquos milites sive alios pacifice et benigne hospitari, propter quam causam et quia promisit ipse dux debet villam et habitatores ejus in sua tutela et pace tenere, et ab omni injuria et ab omni injusta despoliatione omnimodo defendere.

Cartulaire des ducs de Brabant, B., fol. 37 v°.

Jean, roi d'Angleterre, ordonne à ses officiers de tout rang de protéger les bourgeois de Calais et de respecter leurs priviléges.

5 avril 1201.

Johannes, Dei gratia rex Anglie, dominus Hibernie, dux Normannie, Aquitanie, comes Andegavensis, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, comitibus, baronibus, justiciariis, vicecomitibus, prepositis, ministris et omnibus ballivis et fidelibus suis salutem. Sciatis nos concessisse dilectis amicis nostris probis hominibus de Caleys, quod ipsi cum omnibus rebus et catallis suis per omnes terras nostras in conductu et protectione nostra sint, tam in pace quam in guerra. Volumus etiam quod idem homines de Caleys quieti sint de theloneo et de omnibus aliis consuetudinibus et exactionibus que ad nos pertinent per omnes terras nostras. Unde vobis mandamus et precipimus quod eos et omnes eorum res et possessiones, ad quemcunque locum terrarum nostrarum devenerint, manuteneatis, custodiatis et protegatis, sicut nostras res proprias, sicut carta regis Ricardi fratris nostri rationabiliter testatur. Testibus his : H. Cantuarensi archiepiscopo, W. Londonensi et Norwycensi, M. Wygrensi episcopis, G. filio Petri comitis Essexensis, Willelmo marescalco comite de Pembroce.

Datum per manum Simonis archidiaconi Wellensi apud Wyndlesor, quarto die aprilis, anno regni nostri secundo.

Original aux Archives départementales du Pas-de-Calais, à Arras.

Charte de commune confirmée à la ville de Boulogne par le comte Renaud et sa femme Ide. Cette commune est basée sur les coutumes et usages de Tournai.

1203.

Noverint universi presentes pariter et futuri, quod ego Renaldus, comes Bolonie, et Yda, uxor mea, Bolonie comitissa, communiam juratam de Bolonia tenendam juravimus ad usus et consuetudines Tornaci, sicut eam tenendam nostri juraverunt antecessores, tali videlicet modo, quod aliquo casu emergente de quo jurati per se diffinire nescient et judicium dicere, apud Tornacum ire deberent, judicium inquisituri, et per inquisitionem quam de Tornaco retulerint, casum predictum diffinire debent et querelam illam terminare. Notum est etiam, quod omnes illi qui communiam jurabunt et de communia erunt... quo per diem unum et noctem unam absque ulla calumpnia in communia fuerint, quicunque illi sint et de quacunque terra et cujuscunque professionis, per redditus suos, quos dominis suis reddent, de tenementis illis que de dominis suis tenebunt, quieti erunt et franci. Omnes illi si quidem, qui infra banleucam de Bolonia manebunt et de communia erunt, Bolonie mansionem habentes, predictam habebunt francisiam. Et omnes illi de communia per tres menses in anno extra banleucam manere poterunt, propter negocia sua facienda, videlicet mense marcii, mense augusti et mense septembris. De omnibus igitur conventionibus quecunque ille sint, que infra banleucam de Bolonia versus juratum commune facte fuerint, infra villam Bolonie et ad aspectum ville placitabitur. Predictis etiam addendum est quod omnes illi qui apud Boloniam, sive per mare, sive per terram, merces adduxerint vel attulerint, de quacunque terra illi sint, tam in pace quam in guerra, quacunque guerra sit, in conductu nostro et in conductu ville erunt, tam ipsi quam eorum res, eundo et redeundo, per suas rectas consuetudines quas reddent, salvi erunt. Nullus etiam ballivus vel serviens noster vel alius in villa Bolonie, aliquam mercem vel aliquod victuale accipere poterit, nisi spontanea voluntate venditoris, nisi nos, ego videlicet et comitissa, qui de cibariis nostris pro mensam in villa credulitatem habemus, dum vadium vel bonum tribuamus responsorem, reddendum ad finem mensis quod ad opus nostri capietur. Et hanc francisiam tantummodo ad opus nostrum habemus. In villa etiam habemus appreciatores, qui super sacrosancta juraverunt quod nobis, de omnibus que appreciabunt, adeo bonum forum

habere facient, sicut et ad opus sui facerent si ipsi statim darent denarios. Nec hoc pretermittendum est quod si aliquis de juratis ville erga nos interceperit, serviens noster debet majori precipere quod major illam juri habeat, et major illum juri habere debet et ad diem, at si major illum juri habere noluerit, serviens noster illum accipere poterit. Ut hec autem firma permaneant et inconcussa, presentem cartam sigillis nostris roboravimus et hos testes apposuimus, Symonem tunc priorem de Wasto, Danielem de Betencourt tunc senescallum Boloniensem, Robertum marescallum, Willelmum et Nicholaum, clericos nostros, et plures alios.

Actum M° CC° tercio, apud Hardrolo.

Original aux Archives départementales du Pas-de-Calais, à Arras.

Le duc Henri Ier ratifie, en l'expliquant, l'exemption de la juridiction ordinaire que l'empereur Henri V avait accordée aux serviteurs du chapitre de Saint-Servais, de Maestricht.

12 mars 1203-1204.

In nomine sancte et individue Trinitatis, Heinricus dux Lotharingie. Principum instituta, majorumque tradiciones sacris apicibus intitulari et posteris transmitti prudentum officiosa decrevit sedulitas, ne tractu temporum, successione personarum, que digna sunt memoria per oblivionem evanescant. Ea igitur que a clementissimis imperatoribus et munifica regum liberalitate, ad laudem et honorem Dei ecclesiis tradita sunt et asscripta, non minuere, sed augere, non retrahere, sed supererogare fideliter intendimus in eo qui dives in omnes meriti nostri premium expectantes. Noverint ergo tam presentes quam futuri quod Heinricus Quintus Romanorum Imperator, inter leges plurimas et instituciones ecclesie beati Servacii in Trajecto antiquissimo tempore traditas, conscriptas et sigillo regio insignitas, hoc demum donationis sue beneficium officialibus et ministris ejusdem ecclesie coram imperii principibus contulit et confirmavit, ut ipsi quidem ab omni jure forensi et civili liberi permanerent et exempti et in se proclamationibus conductu domini vel magistri sui satisfaciant. Nos autem ut omne bonum multiplicatum et in medio productum splendidius elucescat, ex collata nobis ejusdem loci potestate, prememoratis officialibus plenius et expressius indulgemus, ut

videlicet pistores ecclesie beati Servacii, campanarii, cellerarii, brescedarii, cervisiarii, claustrales ministri, coci infra claustrum vel extra in opido vel deforis ubicumque locorum manentes, in omni emptione vel cujuscumque rei venditione in qualibet negociatione ab omni exactione, peticione, collecta sive tallia ab omni quoque jure civili vel forensi usquequaque liberi permaneant et imperpetuum absoluti. Ut autem hec nostra donacio Deo ac beatissimo patrono Servacio a nobis cum omni devocione exhibita imperpetuum rata et inconvulsa permaneat, presentem inde paginam conscribi et auctoritatis nostre sigillo fecimus insigniri, statuentes et potestate qua fungimur firmissime precipientes ne qua magna humilisve persona, dives vel pauper, ausu temerario huic nostre institucione obviare aliquatenus attemptet. Quod qui fecerit indignacionem nostram cum honoris sui periculo et rerum suarum dispendio gravissime sustinebit. Hujus rei testes sunt Henricus Lovaniensis prepositus, Winricus decanus, Alowinus, Heribertus, Stephanus, Giselbertus, Gerardus, Wiricus cum ceteris canonicis ecclesie beati Servasii; Godefridus de Scoteu, Gerardus de Jacia, Arnoldus et Gerardus de Diste, Robinus de Thenis et alii quamplures.

Datum in pleno capitulo Trajecti, anno Dominice incarnationis millesimo ducentesimo tertio, indictione quinta, quarto idus marcii feliciter. Amen.

Registre des chartes déposées en 1498 et 1500, fol. 146 v°.

Le duc Henri Ier exempte de redevances serviles les habitants de Marilles, *Marelotes*, Brehen et Nodrange, et les autorise à élire quatre ou six délégués chargés de répartir entre eux l'impôt et à nommer le maire et le forestier du duc.

1204.

Sciant tam presentes quam futuri quod ego Henricus, dux Lothoringie, ex consilio hominum meorum, hominibus meis de Maruiles, Marelotes, Brehen, Nordrenges hanc libertatem concessi, quod erunt immunes a quadam exactione quam in eos fieri solebat, cum aliquis eorum filium suum maritabat vel filiam suam nuptui tradebat, quod eis sine licentia mea facere non licuit, et ab alia gravi exactione que mortua manus nuncupatur, cum aliquis eorum nature debitum exolvebat, quod ab heredi-

bus suis medietas mobilium suorum exigebatur, item et ab alia exactione que vulgariter exactio valari (?) vocabatur et preterea ab omnibus gravibus inhonestis consuetudinibus et occasionibus. Et quum prefatis libertatibus et immunitatibus eos gaudere permisimus, ipsi mihi et heredibus meis singulis annis V marchas et V modios Lovanienses avene et XXX gallinas dabunt; quod si in festo sancti Remigii predictas V marchas non persolverint, ipsi in sequenti die cum pena quod bannum vocant persolvant, et avenam et gallinas in festo sancti Andree persolvent. Et ut eos ab occasione malignandi liberos redderemus, concessimus eis quod singulis annis IIII homines vel VI eligant ex se, qui prestito juramento postposita omni occasione, amicitia, gratia, odio et pecunie perceptione, de singulis hominibus villarum predictarum bona existimatione memoratos V marchas et avenam cum gallinis debita proportione recipient. Ut autem plena immunitate et libertate eos gaudere faceremus, concessi eis quod villicum et forestarium inter se eligant qui jura mea et totius ville bene ac fideliter manuteneant, nisi forte aliqua enorma delicta, videlicet facta sanguinis effusionis, homicida vel similia ibi emerserint qui ad nos vel ad majoris villici illius terre referentur. Si vero aliquis eorum in oppidis liberis vel alibi quam in pretaxatis villis demorari elegerit, terra ipsius prenominatarum et marcharum et avene et gallinarum exactioni subjacebit. Acta sunt hec presentibus hominibus meis Engerberto decano Lovaniensi, Willelmo de Dungelbert, Arnoldo de Wisemale, Waltero de Novile et filiis ejus, Abraham videlicet et Willelmo Beuvral, Henrico villico, Robino de Thenis et aliis quamplurimis.

Actum apud Geldoniam, anno Dominice incarnationis millesimo CC° quarto.

Original aux Archives du royaume de Belgique. — Fonds de l'abbayé de la Ramée.

Loi de commune donnée aux villages de Dechy et de Ferin par l'abbé de Saint-Amand, Jean, avec l'approbation de Guillaume, oncle du comte de Flandre, de la comtesse Mathilde, et des prévôts de Bruges et de Douai.

1205.

In nomine sancte et individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus

Sancti. Amen. Ego Johannes, Dei permissione ecclesie S. Amandi minister humilis et qui mecum est conventus, notum fieri volumus omnibus presentem paginam inspecturis vel audituris, quod homines de Dici et de Ferin ad nostram jurisdictionem spectantes, cum legem non haberent, sed usu et consuetudine pro lege traherentur et ideo proniores essent ad malum, presertim cum exinde cedes virorum et feminarum et alii enormes excessus qui potius corrigendi sunt quam enumerandi evenirent, legem a nobis acceperunt. Forma autem legis quam eis sanximus et imposuimus in hoc discrepat a lege Duacensi, quod in omnibus emendationibus que XX solidos superexcedunt, tribus partibus exinde decisis, quarta pars tantummodo sufficiet nobis ad emendationem, excepto quod si quispiam scabinos dedixerit, secundum legem Duacensem ex integro punietur. Excipitur etiam quod emendatio VI solidorum non movebitur. Emendatio vero XXX[ta] solidorum ad XX[ti] solidos descendet. Porro predicte emendationes illis provenient, quibus antea solebant provenire; in omnibus tamen jura advocatorum salvabuntur. Ceterum de omnibus incertis et dubitabilibus scabini nostri eos consulere tenebuntur a quibus eatenus judicia sua acceperunt. Verum huic legi quicquid ad meliorationem visum fuerit perficere, licebit nobis, consilio scabinorum et hominum nostrorum, salvo jure advocatorum, in omnibus adjicere, detrahere et mutare. Hec igitur lex a nobis data, a scabinis et hominibus ville nostre recepta, ut in posterum habeat firmamentum, sigilli nostri accepit robur et munimentum et testium subscriptionem. S. Nicholai prioris, Gualteri eleemosinarii, Johannis et Egidii presbiterorum, S. Alardi, diaconorum (*sic*); S. Gualteri, Stephani, subdiaconorum; S. Gisleni prepositi, Johannis cellerarii laicorum, monachorum nostrorum; S. Gerardi prepositi, Alexandri, Oliveri, hominum nostrorum. Ego Johannes, abbas ecclesie S. Amandi, subscripsi et sigillo meo confirmavi. Ego Willelmus, domini comitis patruus et Hainonensis ballivus, consensi et sigillum meum apposui. Ego Gerardus, prepositus Duacensis, cum appensione sigilli mei assensum prebui. Actum anno Dominice incarnationis M° CC° V°. Ego Matildis, comitissa Flandrie, precipue ac novissime assensi et sigillo meo corroboravi. Ego Gerardus, prepositus de Brugis Flandrieque ballivus, universis presentem paginam inspecturis vel audituris notum facio quod lex quam Johannes abbas ecclesie S. Amandi, discretorum hominum consilio necnon et advocatorum de Dici et de Ferin assensu et approbatione, hominibus jam dictarum villarum que ad jurisdictionem ecclesie S. Amandi spectant, imposuit et sanctivit discrete et utiliter, propter quasdam enormitates que

cotidie contingebant in prefatis villis imposita est. Hanc eamdem legem omnimodis approbo et mei munimento sigilli corroboro.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Amand, t. II, fol. 222. — Imprimé dans Le Glay, Mémoire sur les archives de l'abbaye de Saint-Amand en Pevèle, p. 25.

Confirmatio libertatum cum servitute serjantorum et clericorum. — Philippe, roi des Romains, confirme les priviléges des bourgeois de Cambrai et déclare que les sergents et clercs de l'évêque devront payer l'impôt, lorsqu'ils se livreront au négoce.

1er juin 1205.

Philippus, Dei gratia Romanorum rex et semper augustus, dilectis suis universis civibus de Cameraco gratiam et omne bonum. Scire debet vestra discretio quod pro fidelitate ferventi quam circa personam karissimi patris nostri Frederici et fratris nostri Henrici, Romanorum imperatorum, nostreque persone promotionem ad diadema imperii semper habuistis, omnes vos intimo dilectionis affectu amplectimur, vosque in omni jure et honore vestro volumus deinceps conservare. Unde per litteras presentes auctoritate regali confirmamus vobis et concedimus omnia jura, libertates, consuetudines bonas et privilegia karissimi patris nostri que vestre civitati contradidit; statuentes et districte precipientes ut servientes episcopi Cameracensis qui mercatores sunt et in civitate negotiantur datas et tallias dent, ad onus civitatis, de rebus suis quas habent, sed de feodo suo quod habent ab episcopo liberi permaneant quantum pertinet ad feodum. Similiter fiat de domibus militum et clericorum quas habent in civitate et ipsi locant aliis qui in eis negotiantur forenci commercio et eis pretium inde persolvent. Idem etiam statuimus observare de omnibus aliis hereditatibus in ipsa civitate vel extra positis, quas scabini habent visitare et feoda non sunt. Ad cujus rei evidentiam presenti scripto magestatis nostre sigillum duximus, jussimus apponi. Datum apud Spiram, in presentia Adolphi Coloniensis archiepiscopi, Conradi Spirensis episcopi, Henrico duce Lovanie, Arnoldo comite de Altena, Guillelmo comite Juliacensi, Lothario comite de Hostaden, Adolpho comite de Monte, Alberto comite de Dasburc et aliis quampluribus, Dominice incarnationis MCCV, kal. junii.

Cartulaire dit de l'évêque Henri de Berghes, aux Archives départementales du Nord, pièce 4.

Libertas oppidi Halensis. — Charte de liberté accordée à la ville de Haelen par le duc de Brabant Henri Ier, d'après un vidimus de l'abbé de Saint-Trond, Adam.

1206.

Universis presentes litteras inspecturis et audituris, Adam, Dei permissione abbas monasterii Sancti Trudonis, ordinis Sancti Benedicti, Leodiensis diocesis, salutem in Domino cum noticia veritatis. Noveritis nos litteras infrascriptas, non abolitas, non cancellatas, nec in aliqua sui parte viciatas, sigilloque vero sigillatas, vidisse, tenuisse et legisse in hac verba.

In nomine summe et individue Trinitatis, nos Henricus, dux Lotharingie, omnibus hanc paginam intuentibus imperpetuum. Universitati vestre notum fieri volumus, ex beneficio liberalitatis nostre, hominibus nostris de Halen concessisse immunitatem istam, videlicet quod sint liberi per totam terram nostram ab exactione theolonii et quodam jure quod loth nuncupatur. Preterea eis indulsimus quod sint liberi et immunes a quadam exactione qua tenebantur obnoxii quando quis eorum filium suum maritabat vel filiam suam nuptam dabat, et a quadam pecunia quod aflif dicitur et ab omni gravi et incompetenti extorsione, nisi forte filium contrahere vel miliciam aggredi vel filiam nostram nubere vel nos trans Alpes proficisci contingat. Et quia hanc libertatem eis concessimus, quilibet eorum de foco quolibet, quod solvendum est singulis annis in festo sancti Remigii, duodecim denarios et duos pullos nobis persolvet. Jurati enim et schabini estimabunt qui duodecim denarios et pullos solvere poterunt; qui autem solvere propter inopiam non potest, liber erit. Quicunque autem in solo proprio cauponam facere voluerit, nihil amplius quam de caupona duodecim denarios et duos pullos persolvet. Item qui in memoratum oppidum morari elegerit, ipse in ingressu duos solidos persolvet et securitatem faciet. Qui infra circulum anni domum ibi edificabit, qua edificata si infra annum vel anno finito eadem obierit, duos solidos tantum nobis dare tenetur, et ita licentiatus procedat. Munimus etiam eos hac libertate quod nullus eos de jure duelli impetere potest, nisi per integrum annum ibi burgensis fuerit; quandoque etiam domum suam ibi vendere voluerit, ipse domino suo duos solidos dabit. Similiter qui eam emerit, duos solidos dabit. Si forte aliquis eorum infra terram nostram super aliquo impetitur, a nullo detineri potest, nisi primo apud Halen de eo justiciam requisierit.

Volumus etiam quod si quis alicui eorum in rebus vel corporibus violentiam inferre presumpserit, quod ipsi . . . . . . cum assistant. Item eo ipso quo quis jus oppidi ibi fecerit, ab omni potente liber erit, si pro domino enim denarios et pullos ad domum villici nostri die prefixo sive admonitione afferre tenentur.

Acta sunt hec anno millesimo ducentesimo sexto ab incarnatione Domini.

Ad cujus rei noticiam sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum jure inspectionis anno Domini M° CCC° V°, in die beate Agathe virginis (5 février 1305-1306).

Manuscrit concernant la ville de Diest, fol. 76.

Accord conclu, par-devant les doyens de Bourbourg, de Pène (?) et de Bergues-Saint-Winoc, entre l'abbaye de Bergues et les marins de Mardick, au sujet du prélèvement de la dîme des harengs.

Février 1208-1209.

Baldoinus de Brueburgh, Eustachius de Penes, Johannes de Bergis decani omnibus quos presentem paginam videre contingerit in Domino salutem. Cum causa inter ecclesiam Bergensem ex una parte, et stirmannos de Mardic ex altera, coram nobis a sede apostolica super hoc judicibus delegatis, aliquamdiu ventilata fuisset, abbate et monachis allecium suorum a dictis stirmannis exigentibus decimas integras, auctoritate cujusdam privilegii Philippi, quondam illustris Flandrensium comitis, easdem confirmantis; econtra vero laicis illis quasdam usitatas consuetudines, licet scripte non essent, constanter opponentibus. Tandem intercurrentibus viris ac verbis pacificis, causam ipsam amicabili compositione terminarunt, et ut ipsam compositionem commissa nobis auctoritate confirmaremus unanimiter petierunt. Forma igitur compositionis talis est. Ad petitionem stirmannorum, scabinorum ac parrochianorum de Mardic, et ut stirmanni de cetero fideliores atque devotiores essent in dando, sic temperarunt abbas et monachi suam rationem ut, salvo per omnia dicto Ph. comitis privilegio quo ad ipsam quam confirmat rem, discreto tamen moderamine dispensando secus, aliquantulum minuerent de ejusdem rei quantitate. Si quidem pro decima allecium quam sepe-

dictum privilegium confert, nec non et privilegium Celestini pape tertii confirmat, abbate et monachis pro bono pacis sustinentibus, dabunt de cetero singuli stirmanni qui fuerint parrochiani de Mardic, non obstantibus aliquibus litteris a sede apostolica impetratis, plenam et totalem unius hominis partem, sicut eum contingit in navi, ex suo labore cum duobus retibus quibus ipse presidet in propria persona. Talis erit lex navium cum tresdecim hominibus et supra. A tresdecim autem et infra usque ad septem dabunt dimidiam partem unius hominis. A septem vero et infra dabunt quartam partem. Has autem partes retinebunt stirmanni in singulis navibus a sequacibus suis integras et totales, quas tempore colligende decime coram Deo et coram nuntio abbatis et kerkemagistris integras reddere tenebuntur. Quo circa ne quis firmannorum (*sic*) possit facere fraudem, aut injuste forsitan habeatur suspectus, stirmanni, scabini et omnes simul parrochiani in commune decreverunt quod singulis annis proximante beati Michaelis festo, vel quando fuerit oportunius, eliget nuntius abbatis, de consilio presbiteri et kerkemagistrorum, quatuor stirmannos, aut alios de parrochianis qui de fidelioribus et Deum magis timentibus esse credentur, qui jurabunt super sancta, quos etiam ad hoc faciendum cogent, si opus fuerit, scabini et stirmanni et ville potestas, quod videlicet de lucris navium ad allecia egredientium diligenter inquirent, quod pro jure ecclesiarum de Bergis et de Mardic ac pauperum parrochie sue constantes erunt, et juxta certiorem inquisitionem ac veritatem quam didicetur, indissimilanter illud atque fideliter exequentur. Que illorum executio talis erit: ad colligendas decimas cum nuntio abbatis sedebunt, et quos viderunt de stirmannis, ita fideliter agere in dandis partibus quod juxta formam sui sacramenti dudum prestiti eos audeant quitare, quitabunt absque dantium juramento. Quos autem deprehenderint agere secus, et ita fuerint inflexibiles quod stare non velint consilio illorum quatuor aut certe de quorum lucro sic dubitant jurati ut suum pro eis timeant interponere juramentum, contra tales talem dabunt formam nuntius abbatis et quatuor jurati. Nempe nominabunt ei qui talis fuerit duos socios de navi sua, vel de hiis qui retia habuerunt cum eo, quos credant esse fideliores, illosque tenebitur stirmannus adducere prima sessione juraturos secum super sancta, quod fideliter et totaliter ibi dat partem de sua navi juxta formam superius institutam. Qui autem pro defectu talium testium, vel suum proprium contemptum hoc non impleverit, an certe cum aliis infra tres primas sessiones, quas tenuerit nuntius abbatis, ad solvendum non venerit, super talem estimabunt quatuor jurati juxta conscientias suas quid vel quantum ab eo credant exi-

gendum, dicentque illud nuntio abbatis, qui pro communi et de communi prosequetur commune jus, contra illum contumacem ad ecclesiasticum forum vel coram principem terre. Porro summam hujus collecte in tres portiones equales divident, quarum una cedet ecclesie Bergensi, altera remanebit ad fabricam et ceteros usus parrochialis ecclesie, dispendanda per kerkemagistros de consilio abbatis eligendos, nichilominus et amovendos si viderit eos negligentes aut indiscretos in rebus ecclesie dispendandis. Terciam vero partem sive portionem tenebunt illi quatuor jurati, sub fidelitate sui juramenti parrochie pauperibus erogandum, per consilium tamen, propter evitandam murmurationem. Ut igitur compositio ista firmiter servaretur a posteris, fecimus eam duabus paginis contineri, paginam unam dantes stirmannis et ville de Mardic cum sigillo capituli Bergensis appenso, alteram vero relinquentes eidem capitulo signatam sigillo ejusdem ville Mardic, nostrorumque munitam pariter et confirmatam testimonio sigillorum.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo octavo, mense februario.

Cartulaire de l'abbaye de Bergues, fol. 12.

Renaud de Dammartin, comte de Boulogne, et sa femme, la comtesse Ide, érigent la ville de Calais et sa banlieue en juridiction distincte et y autorisent la création d'une gilde de marchands.

Août 1210.

Ego Reginaldus, comes Bolonie, et Ida, uxor mea, Bolonie comitissa, notum fieri volumus, tam presentibus quam futuris, quod nos scabinos de villa nostra de Kaleis et probos homines nostros de eadem villa et omnes infra banleucam de Kaleis habitantes, a communitate aliorum hominum nostrorum de terra de Merc separavimus, ita quod jura sua et libertates suas sicud eas habebant ante quam a predicta communitate separati essent, possidebunt. Si autem scabini vel queremanni super se judicium habuerint quod dicere nesciant et diffinire, apud Merc de judicio illo suam facient inquisitionem, et si apud Merc super hoc docti esse non poterunt, judicium illud inquirent apud Breborc. Concessimus etiam predictis burgensibus quod quando assisiam suam facient, quod de omnibus catallis que infra banleucam suam erunt que per aspectum (?)

scabinorum debebunt assederi, assisiam suam faciant. Dedimus igitur et concessimus sepedictis burgensibus, quod infra banleucam suam habeant gueldam mercatoriam, adeo libere et quiete ut illam habent illi de Merc.

Actum apud Kaleis, anno ab incarnatione Domini M°CC° decimo, mense augusto.

Original aux Archives départementales du Pas-de-Calais, muni de deux sceaux, en cire jaune, avec queues de parchemin.

Les juges et les échevins d'Anvers déclarent que le duc Henri Ier a donné aux habitants d'Herentals les droits et libertés des Anversois.

1210.

Universis presencia visuris sculletus et scabini, ceterique opidani Antwerpienses, salutem et noscere veritatem. Noverit universitas vestra quod nos litteras nostras antiquo sigillo opidi nostri Antwerpiensis sigillatas, non cancellatas, non abolitas, necnon in aliqua sui parte viciatas vidisse et audivisse in hec verba.

In nomine sancte Trinitatis, judices et scabini, ceterique cives Antwerpienses tam presentibus quam futuris imperpetuum. Expedit ut ea que modernorum tempore pie et juste ordinata et instituta sunt, scripti testimonio ad futurorum noticiam deportentur, ne racionabilis institucio ex diuturnitate temporis ad nichilum redigatur. Inde est quod nos, ea que temporibus nostris instituta sunt omnibus presentem paginam inspecturis manifesta esse volentes, scripti nostri testimonio intimamus, quod dominus et princeps noster Henricus, dux Lotharingie et marchio Romani imperii, idem jus quod nos tenemus et libertatem quam habemus, hominibus suis de Herentals perpetuo habendam in presencia multorum contulit. Ipse etiam nos factum suum ad majorem cautelam sigilli et scripti nostri appositione munire diligenter admonuit. Nos itaque voluntati sui satisfacientes, premisse rei veritatem scripto nostro autentico adtestamus.

Actum anno Dominice incarnationis M° CC° X°, primo anno imperii Othonis.

In cujus rei testimonium et evidentiam pleniorem presentem paginam sigillo opidi nostri Antwerpiensis duximus confirmandum. Datum anno

Domini M° CC° LX° secundo, dominica qua cantatur Invocavit me (18 février 1262-1263).

Registre des chartes déposées en 1498 et 1500, fol. 62 v°, où on lit, au bas de la copie : *Collatio facta est cum littera originali per me. Hamme.*

L'empereur Othon IV prend sous sa protection les chevaliers et les bourgeois de la cité de Trèves, et défend, sous les peines les plus sévères, de leur causer quelque dommage.

18 avril 1211.

Dei gratia Otto Romanorum imperator ac semper augustus universis imperii fidelibus presentem paginam inspecturis gratiam suam et omne bonum. Noverit universitas vestra quod cum fidelium nostrorum tam ministerialium quam civium Trevirensium devocionem et sinceram fidem operis executione sepius cognoverimus, non indignum reputamus ut et nos eos tamquam speciales imperii fideles semper honoremus et in omnibus factis suis ipsos manuteneamus. Verum quia speciali dono munificentie imperialis eos ad servitium nostrum obligare volumus, omnibus presentis pagine innotescere volumus inspectoribus, quod nos tam milites quam burgenses memorate civitatis sub protectione nostra recepimus et, quocunque per totum imperium nostrum iverint, sub patrocinio nostro, salvis rebus et personis, eos ire et redire volumus, in omnibus negotiationibus suis securitate defensionis nostre eos gaudere volentes. Quicunque igitur memoratis militibus sive burgensibus sub nostro conductu euntibus dampnum seu gravamen aliquod inferre presumpserit seu aliquod in negotiationibus ipsorum impedimentum eis intulerit, imperialem indignationem se noverit graviter incurrisse et in eorum molestatione sciat se papillam oculi nostri tetigisse, nec dubitet se tamquam temeratorem imperialis culminis gravissimam penam reportaturum.

Datum apud Hageno, XIIII kal. maii, indictione XIIII.

Copie moderne, aux Archives du royaume de Belgique.—Beyer, *Urkundenbuch zur Geschichte der Mittelrheinischen Territorien,* t. II, p. 317.

Qualiter compositio facta fuerat inter ducem et ecclesiam sancti Lamberti Leodiensis, de quadam pecunia que vulgariter dicitur pontpenninghe. — Accord conclu entre le duc de Brabant et l'église de Saint-Lambert, de Liége, au sujet de l'impôt dit *pontpenninghe* ou droit de congé, ou, pour mieux nous exprimer, au sujet des droits respectifs des parties contractantes dans plusieurs localités du Brabant.

Septembre 1211.

Notum sit omnibus quod inter ducem et ecclesiam Sancti Lamberti talis intervenit compositio. De Hales. Denarii qui ibi solvuntur sint pontpenninge, tales videlicet ut XX solidi ponderent marcam Leodiensem. Winagium quod institutum fuerat a duce debet summoveri per ducem, salvis V solidis de ponte qui debent persolvi ecclesie et aliis omnibus que in eadem villa debentur ecclesie. Item villicus et scabini, ad mandatum prepositi, de rebus ecclesie judicabunt. De illa nova ordinatione que dicitur Franchize, nec ecclesia confirmat, nec infirmat, set sub dissimulatione preterit. Ita tamen, quod exactionem ibi non faciet interim, sed loco exactionis recipiet illos proventus quos dux ibi instituit, et si forte aliquo anno fecerit exactionem, illo anno cessabunt proventus, et ita in aliis villis ecclesie, ubi loco exactionis consimilia constituit. De Litte violencia militum vel quorumcunque aliorum qui decimas, terras et quecunque jura ecclesie injuste perturbarint, cum ecclesia de sua auctoritate fecerit quod inde debet facere. Dominus dux ammovebit de Nodenwez et de Ramilheiz violenciam domine Odierne vel aliorum quorumcunque ammovere debet. De Berge, si in ea habet dominus dux homines de familia sua vel de advocatia sua, bene sustinebit ecclesia ut illi ei serviant. Injuriam de Verteike que infertur ecclesie in persona domini R. et alias injurias undecunque illatas, faciet ammoveri et satisfieri de illatis. Item de Tynlemont plene gaudebit ecclesia redditibus suis, et de illis judicabunt villicus et scabini, ad mandatum procuratoris ecclesie. De alta justicia in eadem villa et aliis villis ecclesie dicto et arbitrio hominum honestorum, communi consilio electorum, dux et ecclesia se submiserunt, quorum nomina sunt hec : Ex parte ducis, Gosuinus de Haverelh et magister R. junior ; ex parte ecclesie, decanus et archidiaconus Thenenses, et ut facilius conveniant, si inter se convenire non possunt, quintum eligant, et illi, secundum inquisitionem veritatis, judicio vel amicabili compositione terminabunt. De domibus edificatis super Wersar in Tynlemont similiter dicto prenominatorum stabunt.

In Landenes non coget mansionarios transire vel transferre domos suos, sed consilio prenominatorum stabit dux et ecclesia conservetur indempnis. Pendente arbitrio nichil procurabit ecclesia contra ducem, vel (dux) contra ecclesiam. Si arbitri arbitrantur, pax est. Sin autem, et dux et ecclesia habebit regressum ad omne jus quod ei competebat tempore facte compromissionis, et per hanc compositionem sopite erunt omnes questiones mote inter ecclesiam et ducem, salvis questionibus episcopi, si quas habet proprias, et, ut stabile sit et firmum, sigillo ducis et ecclesie fecimus roborari.

Acta sunt hec anno ab incarnatione Domini M°CC°XI°, mense septembri.

Cartulaire des ducs de Brabant B, fol. 39 v°.

Le duc Henri Ier donne aux habitants de Forêt les droits et libertés que possédaient ceux d'Uccle.

29 mai 1213.

Henricus, Dei gratia dux Lotharingie, omnibus tam futuris quam presentibus imperpetuum. Ad noticiam vestram pervenire volumus quod hominibus nostris apud Forestum degentibus eamdem libertatem et idem jus concessimus quod habent nostri homines de Uccle, et volumus quod de curtibus et domibus suis similes ipsis persolvantur pensiones. Prohibemus igitur sub obtentu gratie nostre, ne aliquis ad aliud servitium angariare seu gravare presumat, et ut quam concessimus libertas ipsis inconvulsa et illibata imposterum confirmetur, eam scripto roborari, sigilli nostri appositione fecimus insignari cum horum testium subscriptione, Godefridi castellani Bruxellensis, Reneri notarii nostri, magistri Sigeri, Henrici amanni, Thuneri dicti Rogem (*sic*).

Actum fuit hoc anno incarnationis Verbi millesimo ducentesimo XIII, mense maio, quarto kalendas junii.

Chartrier de l'abbaye de Forêt. — Alph. Wauters,
Histoire des environs de Bruxelles, t. III, p. 582.

Henri de Rumigny, seigneur de Florennes, donne aux habitants de Jamoigne les libertés dont jouissaient les bourgeois de Floreffe.

1215.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Notum sit tam futuris quam presentibus quod ego Henricus de Rumigni, dominus de Florines, eandem libertatem quam habent burgenses Floreffienses, tam pro salute anime mee quam antecessorum meorum, ville et burgensibus de Jamongne concessi, scilicet quod nec aliquid pro stacionibus suis in foro aliquo nec teloneum in tota terra mea dabunt. Mortuam silvam ubique in silvis meis habebunt undecunque. Illi qui terram possedentes carrucis suis arabunt, duos solidos tantum, sed et alii manu operarii, ut panifices et sutores hujusmodi duodecim denarios Namurcenses in festo sancti Remigii persolvent, et quilibet burgensis sestarium avene, et sic ab omni exactione et precariis et, ut breviter concludam, sicut burgenses Namurcenses et a conjugiis in extraneo factis et a mortua manu in omnibus liberi permanebunt, salvis reditibus meis qui me jure contingunt. Hoc autem ut maneret illibatum, mei sigilli testimonio roboravi.
Datum Dominice incarnationis millesimo ducentesimo quinto decimo.

Chartrier des comtes de Namur, aux Archives du royaume de Belgique. — Trésor National, année 1842, t. Ier, p. 206.

Le duc Henri Ier concède aux habitants de Dongelberg les libertés dont jouissaient les bourgeois de Louvain et de Jodoigne.

Mars 1216-1217.

Henricus, Dei gratia dux Lotharingie, omnibus hoc scriptum videntibus in perpetuum. Notum vobis facimus quod nos, prudentum virorum usi consilio, nobilium et innobilium, libertatem damus eandem omnibus manentibus et mansuris in nostro allodio ac beatorum Johannis et Mathei, nec non in allodio ministerialium nostrorum in Dongelberghe, quam nostri burgenses de Lovanio et de Geldonia habent. Favorabiliorem

autem ipsis gratiam impendere volentes, constituimus ipsos esse liberos a thelonio apud Geldoniam in perpetuum. Volumus quoque quod ipsis liceat, si ipsis placuerit, de anno in annum, secundum nostrum consilium, novum eligere villicum, et si igitur hanc libertatem aliquis successorum nostrorum ipsis vel posterioribus eorum infringat, presentem paginam nostro sigillo corroboratam eis dedimus in testimonium.

Actum apud Geldoniam, anno Domini M°CC°XVI°, mensis marcii.

Registre des chartes déposées à la chambre des comptes de Brabant en 1498 et 1500, fol. 4, où on lit, au bas de la copie, *collatio facta est cum littera originali per me. Crickengys.*

Carta hominum de Villers. — La comtesse Jeanne ratifie l'accord que Fastré, avoué de Villers, avait conclu avec les habitants de ce village.

31 décembre 1219.

Ego Johanna, Flandrie et Hainonie comitissa, notum esse volo tam presentibus quam futuris quod, ad petitionem et instantiam dilecti mei Fastredi, advocati de Villario, et Egidii de Wanesbieca, fidelis mei, quamdam conventionem quam fecit cum hominibus de Vilers confirmavi sub hac forma. Ita videlecet quod dictus Fastredus consuetudinem taillie quam habebat apud Vilers super homines et habitatores totius territorii et universos qui terras in eadem villa tenent cum alibi sint manentes, sub censu tredecim librarum et quinque solidorum et sex denariorum Valenchenensis monete, eis et suis successoribus in perpetuum accensavit, quas infra octavas Nativitatis sancti Johannis Baptiste annuatim ipsi et successoribus suis reddere tenebuntur et avenam del livrebiert eis penitus remisit et ab omni corveia et servicio armorum atque occasionibus alio serviendi hos omnimode quitavit, exceptis propriis servis suis et illis qui sanctis census capitales reddunt, si sint ei pertinentes, et omnes adventicios presentes esse concessit liberos nisi quod ei post decessum eorumdem capitale quod habebunt melius relinquetur. Futurum quoque in primo adventu suo viginti solidos ei dabunt et postea annuatim duodecim denarios et tunc, donec in funere capitale valentius horum ei referatur, immunes a servicio velud alii manebunt. De cetero universa que pertinent ad scabinos per ipsos in dicta villa penitus judicabuntur. Si vero

aliquod factum enorme in potestate hujus ville acciderit quod ipsis non pertineat, ecclesia sancti Amandi et predictus advocatus, ut eis visum fuerit et viris equitas dictaverit, juxta consuetudinem suam illud inter ipsos communiter emendabunt. Hec autem que conveniunt judicio scabinorum, salva consuetudine inter predictum militem et ecclesiam sancti Amandi hactenus observata, quicquid inde provenerit concorditer decidentur. Si autem dicto Fastredo solutio sui census infra terminum predictum plenarie non sit facta, scabini summam predicte pecunie reddent ei, silicet terra Dimaci le Fesseau et Egidii filii ejus, Philippi quondam castellani de Ath, Henrici Koutelicre, Walteri de Ponte, Gossuini Strabonis et Gontheri de Le Bierliere; et masura Huellini et Walbourgis, et Heldiardis del Moulin, excepta parte Balduini, non sunt dicte libertatis participes, quia ipsi consilium querentium libertatem et totam conventionem hominum refutarunt. Insuper dicti homines mihi viginti solidos statuerunt persolvendos singulis annis in festo sancti Johannis Baptiste, eo quod dictis hominibus super predictis conventionibus ero semper bona fide ut domina warandizans, salvo jure et consuetudinibus meis, quas hujusmodi hactenus in dicta villa que mihi remanebunt nullatenus immutata. In cujus rei testimonium presentes litteras scribi feci et sigilli mei munimine et dictorum Egidii et Fastredi sigillorum appensionibus roboravi.

Datum apud Ath, in vigilia circuncisionis Domini, anno Domini MCCXIX.

Cartulaire de Saint-Amand, t. II, fol. 193.

De lege accipienda a scabinis Curtracensibus. — Les échevins et jurés de Courtrai règlent la part que payera l'abbaye de Saint-Amand lorsqu'on lèvera dans cette ville une taille, et promettent de donner, comme par le passé, leur avis en matière de droit, à la demande des tenanciers du monastère.

Décembre 1219.

Universis fidelibus Christi presentas litteras inspecturis et audituris, scabini et jurati de Curtraco in perpetuum. Universitati vestre volumus esse notum nos, assensu domine J., comitisse Flandrie et Hainonie, cum ecclesia sancti Amandi ita esse concordatos, quod dicta ecclesia pro omnibus que a Rogero Haime et ejus participibus apud Curtracum

acquisivit, cum ad preces domine comitisse vel ejus successorum in villa fiet talia communis, decem solidos Flandrensis monete in subsidium ville persolvet, hospitibus sancti Amandi qui nunc sunt et futuri sunt infra scabinatum commoraturi ad dictam talliam remanentibus. Nos autem cum a certo nuntio ecclesie fuerimus requisiti, de licentia ballivi domini, legem ville predictis hospitibus sicut facere consuevimus faciemus. Ut igitur hujus compositionis series firma sit ac stabilitatem obtineat, presens scriptum sigilli nostri impressione fecimus roborari.

Actum anno Domini M° CC° XIX°, mense decembri.

Cartulaire de Saint-Amand, t. II, fol. 99 v°.

Scripta Hugonis episcopi et domini B. militis, advocati de Pondrelouz et de Cesteling, de donacione libertatis in predictis villis. — L'évêque de Liége Hugues déclare que Baudouin, avoué de Pont-de-Loup et de Châtelet, a donné des libertés à ces deux localités.

15 février 1219-1220.

In nomine sancte et individue Trinitatis, ego Hugo, Dei gratia Leodiensis episcopus, universis tam presentibus quam futuris salutem et eternam in Domino caritatem. Quoniam labilis est hominum memoria et velocius decidit quod scripto memoriali nostro tenetur, universitati vestre notum facimus quod Walterus, advocatus de Chasteling, fidelis noster, de mera liberalitate sua et ex nostra voluntate nec non de assensu dilecti consanguinei nostri Johannis prepositi et totius ecclesie nostre capituli, nobis presidentibus in judicio pacis in ecclesia beate Marie Leodiensis, sub testimonio prepositi et archidyaconorum et parium suorum nobilium laicorum et ministerialium ecclesie Leodiensis, villas de Chasteling et de Pondreloux integre libertati donavit et dictam libertatem a nobis et capitulo et ab ipso dictis villis concessam, sub testimonio pacis se observaturum sub sacramenti religione promisit; ita quod dictas villas ab omni tallia et exactione et mortuarum manuum perceptione liberas penitus fecit et immunes, in dictis villis debitis sibi tantum redditibus reservatis. Sane prenominatus Walterus, in festo beati Remigii, assisiam in predictis villis accipiet, que in hunc modum persolvetur : mansionarius qui carrucam habebit duos solidos Namucenses persolvet, qui vero demidiam

carrucam decem et octo Namucenses, manu operarius autem duodecim denarios Namucenses donabit. Ceterum dictus Walterus proprio sacramento repromisit cum premissis quod legem dictarum villarum tenebit judicio scabinorum, et quod legem in dictis villis statutam observabit, quam jurati ad hoc specialiter deputati custodiunt, sub eodem sacramento firmavit. Que lex talis est. Et si aliquis in subscriptis villis quemquam dementitus fuerit, quinque solidos Namucenses persolvet; si autem percusserit sine sanguine, decem solidos; si cum sanguine, viginti solidos Namucenses persolvet. Hujus autem rei testes sunt : Henricus de Jacia, Henricus de Eppe, Herewardus archidyaconi; abbas Sancti Huberti, Clarebaldus de Altaripa, Wilhelmus de Donglebiert, Cueno de Forieres, fideles nostri; Arnoldus et Henricus de Bonesbekes, Fastradus de Boulei, viri nobiles; Fastrardus de Hammericourt, Godefridus de Strenes, Wilhelmus de Hosemont, Libertus et Balduwinus filius suus de Geneffe. Ut autem hec omnia tam illesa quam perpetua gaudeant firmitate, presentem paginam sigilli nostri et ecclesie Leodiensis, necnon et archidyaconorum subscriptorum munimine, prout decuit, dignum duximus roborandum.

Datum anno Domini M.CC. nono decimo, mense februario, sabbato in capite jejunii.

Registre intitulé *Stock rouge*, aux Archives de l'État, à Liége, fol. 97 v°.

Charte donnée aux habitants de Trazegnies, par Othon, seigneur de ce village. — Ce seigneur y détermine les obligations des bourgeois et commine des pénalités contre les crimes et les délits.

Avril 1220.

In nomine sancte et individue Trinitatis, patris et filii et spiritus sancti. Ego Osto, dominus de Trazegnies, omnibus sancte matris Ecclesie filiis imperpetuum. Cum labilis sit hominum memoria et ipsorum sensus ad partem deteriorem videantur multotiens declinare, cavendum est in hiis de quibus rixe possunt et discordie generari ut evigilanti studio repellantur. Et quia lubricos actus hominum mater discordie, alitrix injurie, oblivio obfuscare solet successus temporum, nisi tenaci memorie commendentur vel scriptorum fideli custodie, ego tenorem

libertatis de Trazegnies, meo et hominum ejusdem ville consensu, prudentum ac nobilium virorum contexto consilio, inviolabilis scripto memorie duxi commendandum. Notum igitur sit universis presentem paginam inspecturis, predicte libertatis seriem esse compositam in hunc modum.

Quilibet burgensis debet domino XII denarios Nivellenses in Natale Domini et duos denarios Nivellenses pro theloneo in festo beati Martini persolvendos. Item quilibet habens carriculam, equos vel equum, debet domino unam dietam in authumno et unam in martio. Qui vero equum vel equos habet, in advectione fœni et manu operarii in oneratione et exoneratione ejusdem fœni debent domino subvenire.

Si vero dominus ligna ad natale Domini habere voluerit, forestarius manu operariis precipere et ipsi ad ejus substantiam incidere tenentur et curribus ponere et deponere, quem ville carricule ad admonitionem forestarii adducent. Item in die beati Martini tenetur quilibet habens pecus vel pecora, conferre domino unam raseriam Binchiensis avene in nomine restitutionis et hac ratione debent reddi ter in anno hominibus sub pecora, si in satis vel in pratis domini capta fuerint, nisi ibi fuerint voluntarie custodita, et predictam avenam forestarius per domos ville debet colligere. Et si qui avenam non habent, ipse vadium accipere poterit absolute, nec secundum legem ville reus habebitur. Quod vadium per quindenam tenetur custodire; qua elapsa vendere poterit, residuo debito resarcito. Item homines debent ad Pentecosten purgare avenam que dicitur *les Bies* vulgariter, hac conditione, quod panis qui fit de parte octava sextaria molendini bladi a domino cuilibet ad prandium conferatur. Qui vero predictum panem receperit ad opus predicte purgationis, si necesse fuerit, tenetur remeare. Ille autem cui panis collatus non fuerit non redibit. Item ad opus molendini dominus ligna, participes incidere, manu operarii curribus ponere et deponere, et ville curricule adducere tenebuntur.

Item dominus debet habere furnum banalem in quo debent coqui XX panes, uno domino collato, et domus super ipsum furnum debet constitui, duas habens cameras, seris et clavibus dispositas et munitas, et si quis ad furnum noluerit coquere, si carriculam habuerit, pro carricula duo sextaria, pro dimidia unum, manuoperarius dimidium bladi domino persolvat annuatim, et hoc in festo beati Martini persolvatur. Quod si quis solvere renuerit, forestarius vadium accipere, quali modo dictum est de avena, poterit.

Si unum venale in villa charro advehitur, unum sextarium pro forra-

gio debet domino exhiberi. Si vero biga allatum fuerit, medietas sextarii, vel si capsario, unum lodum domino conferatur. Si vero vinum afforatum fuerit, dominus ipsum, si voluerit, habere poterit ipsum, duobus denariis cuilibet sextario superadditis, ultra sortem; vinum itaque quod venditioni exponitur arbitrio majoris et scabinorum debet appretiari.

Item si integra cervisia in villa conficiatur vel carro adducatur, unum sextarium debet domino irrogari. Si vero ipsam biga aduxerit, medietas sextarii eidem domino conferatur. Si vero in capsario apportata fuerit, quartarium domino conferatur. Sed de melle secundum mesuram Benchiensem ut in predictis.

Item si dominus bonum creantum fecerit, panem et vinum, ceteraque venalia accredere poterit per spacium quadraginta dierum. Item si extraneus emerit vel vendiderit equum in villa, quatuor denarios pro teloneo debebit et duos pro jumento; pro vacca vero vel ove vel porco vel capra obolum tantum. Item extraneus adducens venale quid in carro, si vendiderit, quatuor denarios debebit; si in biga, duos tantum; si capsario vel humeris advexerit vinum, obolum tantum debebit. De quacunque re venali, si valens duodecim denarios vendiderit vel emerit, ad solutionem thelonei obligatur. Si autem extraneus, theloneo non persoluto, abscesserit, et in ambitu territorii ville consecutus fuerit, in quadraginta solidos Nivellenses et theloneo poterit condempnari.

Item uxor burgensis defuncto pro reingressu ad XII denarios obligatur. Pro femina vero defuncta sex denarii debentur. Si vero uterque obijerit, successores hereditarii qui in tempore obitus sub tutela ipsorum fuerant infra annum tenentur persolvere denarios prenotatos. Quod si non fecerint, domino duobus solidis a quolibet ipsorum persolutis, elapso anno ad hereditatem revertantur. Et si heres extra tutelam defuncto successerit, reingreditur per solutionem duorum solidorum.

Item si burgensis a libertate ville exire voluerit, duobus solidis persolutis, extra banalem leucam a domino debet protegi et conduci. Si vero extraneus villam ingreditur vel si burgensis filium vel filiam nuptui tradiderit, per annum et diem secundum instituta legis debent agi et tractari, et quicunque extraneus villam ingreditur et per annum in ipsa moratur, nisi fidelitatem, ut moris est, fecerit, elapso anno dominus pro voluntate sua puniet ipsum in collecta. Si vero nature debitum inevitabile post annum persolverit, medietatem bonorum suorum dominus poterit obtinere, et altera medietas ad heredes, persolutis duobus solidis, devolvitur. Si vero infra annum et diem heres quispiam non comparuerit, debet deponi penes custodiam scabinorum et unius medietatis

dominium ad dominum convertitur, residua de consilio scabinorum munitioni ville devoluta. Item major per forestarium precipiat ut ville claustra infra octo dies fiant temporibus debitis et statutis, si autem non fuerint, maior scabinis assumptis illuc adveniat, et ab eis requirat utrum claustra sufficienter sint parata, et si quod claustrum minus sufficiens fuerit, mayor et scabini precipiant ut infra octo dies plenarie construatur. Quod si ille ad quem pertinet non acquiescerit, et a majore dies profigatur et ab eo amenda quinque solidorum capiatur. Omnes autem predicti denarii sunt monete Nivellensis.

Item si dominus nemus suum custodire deputaverit, debet habere forestarium qui, tactis sacrosanctis relliquiis, faciat juramentum, et quem ipse in forisfacto invenerit V solidorum predicto condempnabit, presertim si dominus ad prata vel sata de nocte quempiam transmiserit, simili modo subeat juramentum, alioquin quemquam comprehendere non valebit. Item dominus non potest constituere penam pecuniariam que de die incurritur super homines ville vel eorum possessiones, nisi hoc factum fuerit sine scabinorum et aliorum consilio et consensu.

Omnia siquidem predicta secundum legem potest dominus exigere, nisi certis et statutis temporibus persolvantur; predictis autem persolutis debet burgensis super omnibus pace sua frui et quiete, et si contumelia ei illata fuerit, et querimoniam per legale testimonium inde promoverit, debet recipere pro emenda duos solidos et dominus quinque. Si vero verbere absque sanguinis effusione lacessitus fuerit, legali sibi suffragante testimonio, pro emenda sibi quinque et domino decem solidi conferantur. Si sanguinem aliquo genere armorum, clava videlicet vel fruste percussus; sanguinem emiserit, ipse decem pro emenda et dominus viginti solidos reportabunt. Si autem instrumentum fuerit secabile, ad lesum viginti pro emenda et ad dominum quadraginta solidi devolventur, et si quis expensas pro recuperatione sanitatis fecerit, ejus percussor eas omnimodo procurabit. Si vero debilitationes membri quispiam cuiquam intulerit, ejusdem membri, si captus fuerit, debilitationem sustinebit et hoc exemplo veteris testamenti. Si forte obierit, mors pro morte infligetur. Sed si forte malefactor evaserit, uxor ejus, familia et cognati ipsius sine dampno in pace maneant, eo ab ipsis super sacrosanctis relliquiis abjurato, et hoc facto dominus partes debet cogere ut ad bonum pacis et concordie informentur reditu a perpetratione sceleris in perpetuum denegato. Absentans se itaque ne acquiescat concordie eidem discrimini subyacet, cui subyacere debet delicti executor.

Item si que mulieres mutuo sibi probra dixerint vel se verberibus

affecerint, duarum vicinarum adhibito testimonio, ea que rea inventa fuerit, in humeris suis imposito lapide ab altera compungetur aculeo; quam si noluerit simulare, erit domino in quinque solidis obligata, et mulieri in duobus; dominus vero pro predictis solidis debet constituere simulantem; illa etiam que culpabilis invenitur pro septem solidis poterit redimi, quorum quinque domino et duo passe injuriam conferantur. Et cum predicta vindicta celebris tractabitur, a qualibet domo debet persona aliqua comparere; si quis vero venire vel mittere noluerit vel neglexerit, in quinque solidos condemnetur.

Porro libertas ville nemini volenti stare juri poterit denegari. Ille vero qui servili conditione dependet a domino, per totius vite sue spatium potest frui beneficio libertatis ville, et cum de medio sublatus fuerit, mobilia ipsius poterit dominus per medium participare.

Item si servus alienus domini ad libertatem ville confugiens, in ea per annum et diem, non reclamante domino, moram fecerit, ipsum postmodum, repetente domino, secundum constitutionem libertatis ville a servili vinculo prioris domini est solutus.

Item cum panifex coquit panem, quanti valoris annona fuerit, de singulis duodecim denariis debet unum, cum sulfure pro commodo reportare.

Idem de porco et de vacca noverit carnifex constitutus, scilicet quod de porco et de vacca sex denarios cum intestinis percipiat ultra sortem.

Item si aliquis de villa rem venalem quam habere voluerit, viderit ad oculum, et is ad quem res pertinet ei credere denegaverit, vadio duplo majoris pretii apud venditorem deposito, rem venalem absque commisso in libertatem poterit deportare, et venditor debet per quindenam vadium reservare; ea vero elapsa ipsum vadium poterit hamodare, legem ville ulterius prosequendo; expleta autem legis institutione creditor vadium ad majorem deferat, qui sibi vadium ipsum retinere potest, persoluto debito creditori. Si vero maior retinere vadium non curaverit, creditoris interest ipsum vendere duorum vicinorum testimonio advocati, et si quid supra sorte sua excreverit, illi debet restitui ad quem rei dominium pertinebit; si vero pretium illud minus sorte fuerit, hoc intimato maiori, cum domino rei recognoscente debitum, ipse maior tenetur eum cogere ut ad plenum totum debitum persolvatur. Si vero inficiari tentaverit, ad hoc ut et faciat lege ville compellatur.

Item si quis querimoniam de quacunque re de alio ad majorem detulerit, isque convinci constituitur in septem solidos, exhibitis duobus adversario et quinque domino, condemnetur. Postquam querimonia facta fuerit, lex domino persolvatur.

Item si homines ville pro debito domini vel fidejussione dampnificantur vel alicubi detineantur, istud debet domino intimari. Quo audito, ad villam tenebitur remeare, et infra quadraginta dies pro se ipsis dampnificatis omnia damna plenarie resarcire; quod si non fecerit, a scabinis est movendus. Post quorum admonitionem infra quindecim dies per sui tenorem juramenti est ad idem facere obligatus.

Item dominus quemcunque voluerit per annum et diem legis adminiculo potest majorem preficere, nisi is cui preficitur legale poterit impedimentum assignare; predicto siquidem elapso tempore, secundum legem ville a villicatione se poterit amovere, et dum villicationi fungitur, quando dimidiam marcam accredat domino non potest evadere, assignatione tamen sibi facta competenti. Ceterum scabinus anni et diei expleto curriculo, scabinatus sui onus poterit declinare. Item forestarius ex parte domini missus ad venalia pro eo tantum debet accredere, quantum valet amictus ipsius, si supra hoc competenter fuerit assignatus. Item si dominum iusta arma pro se movere contigerit, suas vel suarum rerum specialium prosequendo injurias, homines ville, dilatione postposita, armorum muniti presidio, debent domino comitari. Item adhuc dominus molendino custodem preficiat absque consensu majoris, scabinorum et participum, esse illicitum est statutum.

Item si quis ad comedendum vel bibendum in tabernis se receperit, tabernarius pro expensis illius potest sumere vadium infra domus sue limina, eo usque ad camisiam spoliato. Si vero extra domum se transtulerit creditor, ab eo vadium sumere non presumat. Item de ceteris debitis legis munimine est sancitum. Item si dominus ad molendinum vel ad aliud ligna edificatoria deputaverit, ea que inde abscissa fuerint, ad usus hominum ville convertentur.

Item si nemus glandem vel saginam protulerit, maior cum scabinis illuc adveniat, eorum consilio pamagium statuturus.

Item si dominus sue militie suique filii vel filie sue nuptias celebraverit, homines ville debent ei in expensarum dispendiis suffragari.

Item in quolibet trium placitorum generalium unam legem habere, si acciderit interest scabinorum et in natale Domini debent capo et denarius cuilibet deputari, quod est ratio quare sunt in scamno per quatuor dies residere continuos.

Item si quis mansionem suam habet super hereditatem suam vel terram vel hortum quod tenet a domino, si bonum fuerit, in ejus oculis deponere poterit, caponibus et egressu persolutis. Si autem super hereditatem suam pro qua nullum caponem debet, mansionem fecerit,

duos capones domino tenebitur erogare. Preterea ortos qui debent arietem, constans est etiam ad cursum obligari; cursus siquidem tantus debet existere quod per diem unum in progressu et regressu expleatur, et si in itinere pernoctaverit, debet in expensis domini procurari et in crastino debet ad hospitium remeare.

Item cum alicui infertur vel dicitur contumelia, burgensis juratus vel famulus ejus vel alienus filius familias cujus etas juramentum pati valeat, possunt affecto contumelia testimonium perhibere. In debitis vero, scabini tantum vel jurati vel burgenses cum scabino vel scabino testimonium perhibebit. Item si maior casu aliquo ad locum in quo conflictus geritur advenerit, ubi jus domini videatur injungere, maior debet precipere delinquenti ut juri compareat satisfacturus pro excessu; quod si renuerit, ipsum tenere poterit; at si delinquens vel aliquis pro ipso manus temerarias in maiorem mittere presumpserit, testimonio legali adhibito, non lege noverit se tractandum, etiam si in debitis sit rebellis.

Item si quis famulo domini jurato violentiam in presentia legalis testimonii irroget legis, pena duplici puniatur.

Item si maior vel famulus domini in burgensem ville, coram testibus legalibus deliquerit, secundum statutum legis ville, interpositis partibus, et precepto domini est plectendus. Item si quis jure hereditario in villa terram possidet, nisi in ea mansionem fecerit, legem ville sibi nullatenus sensiet profuturam. Item de contractibus qui extra villam fiunt et a villa ab extraneis deportentur, dimidius theloneus debet exhiberi; si vero infra villam contractus geritur, theloneus integer exhibetur.

Item omnes articuli qui in presenti non sunt inserti pagina legi patrie et scabinorum judicio reservantur. Ut vero tenor carte prenotate maneat inconcussus, omnes articulos in ipso comprehensos, nos et burgenses nostri de Trazegnies juravimus observari et ut rati habeantur et firmi, ipsam cartham sigilli nostri fecimus appensione roborari.

Actum anno Dominice incarnationis millesimo CC° vigesimo, mense aprili.

Franchises et chartres de Trazegnies et appendans, fol. 19, manuscrit des Archives du royaume de Belgique.

De censu capitali apud Lives pro servis et ancillis. — Nicolas, abbé du Saint-Sépulcre, de Cambrai, déclare que Marguerite, femme de Henri Lestoch, de Leeuw-Saint-Pierre, et toute sa postérité sont du nombre des serfs de son monastère.

Avril 1221.

N., Dei gratia Sancti Sepulchri dictus abbas et totus ejusdem loci conventus, omnibus presens scriptum visuris salutem in Domino. Cum sæculares principes subjectos suos materiali gladio teneantur defendere et res eorum et personas, prout melius possunt, in pace et tranquillitate conservare, multo majus Sancta Ecclesia, quæ sinum suum omnibus ad se confugientibus affectu maternæ pietatis aperit, illos spirituali gladio tenetur protegere qui specialiter servituti ejus colla submiserunt et per capitalem censum se et posteros suos Deo et Ecclesiæ ejus obligaverunt et per temporalem servitutem æternam possunt consequi libertatem, quæ in Christo est, cui servire regnare est, quorum summa ingenuitas est ista, in qua servitus Christi comprobatur. Si quidem tam venerabilem servitutem, quæ Deo debetur, per angarias dominorum sæcularium multotiens contigit servilis degenerare, qui servos et ancillas ecclesiarum sibi venditantes, suo volunt servitio mancipare, necesse est ut Ecclesia suæ protectionis clipeum protendat et opponat se murum pro defensione suorum et ad reprimendas oppressiones malignorum spiritualem exerat suum (?) gladium.

Inde est quod nos qui servos Sancti Petri de Lewes, qui ad nostram jure patronatus spectant ecclesiam, quantum in nobis est fideliter astare tenemur, ne ut diximus ad alienam servitutem trahantur, vel per potentum aliquorum dominorum violenter opprimantur, scripto memoriali committere dignum duximus quod Margareta uxor Henrici Lestoch de familia est Sancti Petri de Lewes cum tota parentela sua, avæ et aviæ suæ Liciard bonne memoriæ, quæ cognata fuit nobilis viri Gossuini de Lewes, et pro recognitione servitutis ejusdem tenentur nobis singuli de parentela illius, ratione capitalis census, singulis annis unum denarium ipsius loci solvere et pro licencia contrahendi VI et in obitu totidem.

Precamur ergo et obsecramus in Domino omnes qui præsentes litteras inspexerint, quatenus ob reverentiam Sancti Petri prædicti. servis ejus deferentes Sanctæ Ecclesiæ libertatem gaudere permittant, scientes quod quicunque eos indebite molestare præsumpserit, divinam et sancti Petri principis apostolorum incurret offensam. Ne ergo ab ista servitute, immo

potius libertate, præfata Margareta vel sequela ejus possit postmodum retrahere pedem, vel inficiari nequit capitalem censum quem debet, in testimonium præmissorum præsens scriptum sigillis nostris fecimus communiri.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo vigesimo primo, mense aprili.

Histoire de l'église de Notre-Dame de la Chapelle, à Bruxelles, manuscrit de la bibliothèque royale de cette ville.

De redditu de Rainlies. — L'abbé et le prieur de l'abbaye du Parc, près de Louvain, et le doyen de l'église Saint-Pierre, de cette ville, remplacent par un cens annuel d'un denier par tête, la taxe dite *consortium*, que le monastère de Hautmont percevait à Renlies.

Décembre 1222.

Abbas et A. prior de Parco et decanus ecclesie Sancti Petri de Lovanio, judices a domino papa delegati, omnibus presentem paginam inspecturis salutem inperpetuum. Quoniam mortalium hominum labilis memoria esse videtur, ea que ad perpetuitatem ecclesiarum pertinent, necesse est ut in scriptum redigantur. Ea propter omnibus Christi fidelibus tam futuris quam presentibus notum esse volumus quod cum ecclesia Altimontis universitatem ville de Rainlies super quodam reditu, qui consortium dicitur, coram nobis auctoritate apostolica in causam traxisset et spoliationem sue possessionis per testes super hoc productos satis evidenter probasset et per plures annos super hoc litigium esset, tandem communiter partes inter se consenserunt sub hac forma : In die festivitatis sancti Andree apostoli quilibet hujus universitatis de Rainlies, sive sit uxoratens sive non et quelibet femina, sive sit maritata sive non, si proprium panem comederit, et quelibet conjuncte persone, ut uxoratus vir et mulier maritata, tenebuntur imperpetuum ecclesie Altimontis quolibet anno in prefata festivitate beati Andree unum denarium solvere bone et legitime monete, sicut consuetudo erit solutiones facere in comitatu Hainonense. Hoc etiam volumus non latere quod si ad unum focum plures fuerint qui proprium panem manducaverint, quotquot erunt, quilibet vir vel quelibet mulier omnes tenebuntur prefatum denarium sol-

vere. Hoc etiam volumus exprimere diligenter quod cum vir aut mulier legitimo matrimonio conjuncti fuerint et ad unum focum manserint vel panem commune manducaverint, non amplius tenebuntur, nisi ad solutionem unius denarii. Quod si aliquis de solutione predicti denarii rebellis vel negligens extiterit, juridictionem nostram, de assensu partium, ex integro retinemus, ut ad solutionem, causa dicti redditus, universitatem ville de Rainlies auctoritate nostra compellere possumus, quociensounque ab ecclesia fuerimus requisiti.

Actum apud Malbodium, anno Domini M°CC° vigesimo secundo, indictione undecima, mense decembris.

Cartulaire de l'abbaye d'Hautmont, fol. 41 v°, n° 71.

Chartre de la Chappelle emprez Harlemont données par le signeur de Trazegnies. — Charte donnée par Othon, seigneur de Trazegnies, aux habitants du village de Chapelle-lez-Herlaymont; d'après une confirmation octroyée par Guy, comte de Flandre, marq is de Namur, de l'an 1264.

1223.

A tous chiaus qui ces present escript veront Guis, coens de Flandres et marquis de Namur, salut en notre Seigneur. Cogneute chose soit à tous que nous avons veuwes les lettres monsigneur Oston de Trazegnies, chevalier, non cancelleies, non aboleies, ne ny aucune partie delles empiries en teils pleirs

El nom de la sainte et indivisete Trinité, dou Père, dou Fils et dou Saint-Esprit, amen. Jou Ostes de Trazegnies a tous les fius de sainte église salut perpétuelement. Comme la mémoire d'omes soit lable et les sens dyaus soient veut souvent décliner à la peieur partie, on doit warder in choses des querels touche et discordes poelent engenreir, que icelles par voilant estude soient ostées, et pour tant que oblivions mère a discorde soult par succession de tamps mettre en oblit les fais humaines se à tenable mémoire ne soient commises, jou par conseilles de sages hommes plusieurs ay ordeneit, et faiet mettre en escript inviolable, pour la mémoire à tenir, le teneur de la franchise des hommes de la ville de la Chappelle que on dist ly assise.

Et pour tant conute chose soit à tous tant présent que à venir que chascune cheruwe de chacung homme de la Chappelle entière, à scavoir

est de trois chevaus ou de plus, mais que illz traient un cerreire, quattre soulz; une demeie cheruwe de II chevaus, III soulz; qui n'arat que ung cheval ou jument lequel à la cheruwe de son visin aiondet, II soulz; chascuns manouviriers II soulz, le jour de Saint Remy me paieront; et parmy chou li dessus dicts hommes seront perpetuelement francqz et quitte de touttes exactions, de tailles, de chevauchées, de mes fermeteis de Trasingneis, et de touttes autres demandes et querelles. Après si un homme mareicis ou femme qui at marit mort en la dicte ville, je doit avoir le meillieur pan que on pourat trouver en leur maison. Quant aucuns de le dicte ville vent autruy son manoir vendre, icelui en donnra l'abbeit de Floreffe, si comme le singneur tresfonsier, XII deniers, et moy VI deniers. Et se nuls y veulhe vendre sa propre terre, illz doit à l'abbeit pour cascun bonnier XII deniers et à moy VI deniers, lesquels payées al abbeit et à moy, illz porat vendre sa terre frankement, et si illz vende plus, illz il doit paut plus, et si mains mains.

Après les estrangers que en le dite ville ne demeurent, nuls nullement ne doient user de ceste franchise, fours que en vendaiges de leurs terres. Nec dent li abbes de Floreffe sens nous point à requiere et sens notre consial puet touttes les fois que illz li plaira mettre et oster en la dite ville maieur, forestiers et eskevins, liquel doient faire fyaulteit à lui premièrement, et après à moy pour les drois de chacun de nous à warder, et sens y avenoit que nu droit amenrississent en toutte ou en partie, tant que plaindre en convenist, je doit venir au mayeur deseur dit et luy requere diligement que ilz me fache mon droit à emplir, selon et par jugement des eskevins.

Item touttes plaintes qui seront avenues en droit, par devant le mayeur et eskevins deseur nomées doient estre terminées par le loy de Tresingneis, lequeil chi desous apparra, fours mises plaintes d'yretaiges, lesqueiles par le loy de Mons doient estre jugiés, par laqueile dou temps passeit sont jugiés.

Item jou n'ay nuls droit ne nul poioir sour les biens le dict abbeit, à scavoir sont en ses bois, terres, preis, aiwes et pasturaiges.

Item se à aucune persone de le Chapelle soit de son visin fais opprobres, et sont chou produse loyaul tesmoingnaigne, li malfaitiers li donra II sous pour l'amende dou laidit et as singneurs V, et se nus at estez batus sans sanc et si illz demonstra par loyal tesmoingnage, li batteur li doit V sous et à nous II singneurs X. Qui en feroit sanc courant par aucune manière d'armes, à scavoir est de bourle ou de baston, li malfaitiers li payera X sous et as singneurs XX, et se chou estoit d'armes moluwes, li batteur

donrat à quassiet XX sous pour l'amende et aux singneurs XL, et se li dis quassiés fecist frais pour sa santeit à requerre, le batteies le doit entièrement procureir à payer, et se nus foisoit à autruy débilitation ou mutilation de membre, et illz fuist pris, illz amenderoit membre pour membre, ou mort pour mort se chis moroit, et se li malfaittres eschappoit, sa femme, sa famille et si parent demoroient sans damaige en pais, lui sour les saintes reliques fourjureit. Et chou faict, li singneurs doient constraindre les parties à bien de pais et à remettre entre eaus acorde, le mal aiteur fours dou lieu perpetuellement fourjugiet, et se aucuns des parties dou faict deseur dit se defuiot (?) ou absentaist, pour contredire ou atargier la pais, illz sieroit en teil point come chis qui aroit fait le fait.

Se aucuns femmes se laidengoient ou batoient, celle qui sierat trouvée en tort, par le tesmoing de deux voisines, portera sour les espaules II pieres, et li autre le poinderat d'un awillhon. Et se poindre ne le voloit, elle payerat aux singneurs V sous et à celi qui porterat les pieres II. Et li singneurs doient loweir del dit argent une autre femme qui le malfaiteresse poindra. Chelle qui coupable sera trouvée porat estre rachatée parmy VII sous, V sous aux singneurs et II à chelle qui le injure arat soffert donrat on. Et quant on traitera ceste devant dite solemnière justiche, li forestier commandera que de chascune maison une personne viengne veoir telle publique justiche et rewart, et si aucuns ny voloit venir ou envoyer ou en négligens en fuist, illz seroit condampneis en V sous aux singneurs.

On ne porat ne devrat refuseir le franchise à nuluy qui voellz seeir en loy. Item chis qui sieroit de siervaige aux singneurs porat jouir de le franchise de le dite ville toutte sa vie, et après sa vie, lui mort, li singneurs poront ses meubles entre eaus partir à moitiet.

Se aucuns de la dite ville voit aboeillz chose venaul et chis à qui icelle chose patient ne lui voelt croire, illz porat donner wage à vendeur qui varat II fois autant que li dite chose, et li vendeures le doit warder quinze jours, et après la quinzaine li dis vendeires le porat hamodeir en poursiewant la loy de le ville et puis l'enseignement de loi faict, li venderes aportera son waige au mayeur. Et chis le porat détenir et payer le debte audit vendeur, et si li dis maires ne voloit le waige détenir, li vendeur doit le waige vendre, deus de ses voisins à chou appelleis en tesmoignaige. Et se plus y at d'argent que sa debte ne monte, illz le doit rendre à celui cuy li waige estoit, et se mains n'y at que ly debte ne monte, ly dis vendeires le doit demonstrer au mayeur, lyqueils doit le debteur, se illz conoist le debte, constraindre à chou qu'on paye plainement le debte.

Et se illz voet le debte deconoistre, li maires le doit constraindre selon le loy de le ville.

Item se aucuns de queilconque chose se plaint à mayeur d'autruy, chis qui sierat trouveis en tort devrat VII sous, V aux singneurs et II à son adversaire, et après chou que plaint desous le tesmoing des eskevins sera fait, on paiera le loy aux singneurs.

Item se aucuns, pour manger et boire, vient à le taverne, ly taverniers, pour les dépens et frais de celi, pout prendre waige dedens le sous de sa maison et lui desvestir jusques à la chemise, et se il se mettist fours de la maison, ly taverniers ne le poet dewagier à forche.

Item se on foisoit ou disoit despit à aucune persones, ung massuyer avoecque ung varlet par sairement faisant, poet celui à cui despit sieroit fais ou dis porter tesmoignage. Item en debtes eskevins tant seulement, ou cens massuwiers avec ung eskevin porterat tesmoingnage. Item si li aultres dyches débiteurs paindre volsist, on luy ferat justiche par le loy de le ville. Se ne ly uns ne ly autres à yaus plaindre ne volsist, frans s'envoysent, et se chils de cui on aroit fait plainte ne voloit faur en droit, li maire le peult tenir, et se illz eschapoit violement, est fours loy.

Se aucuns massuweirs veoit passeir par le ville homme ou femme à forche portant ses choses ou son waige, illz le poet détenir, ses voisins à chou appelleis, jusques à la venuwe du mayeur ou dou forestier, et après on le traitera par le loy de le ville. Et se ly voisin en che cas ne vouloit son voisin aydier, et chou prouveit par loyal tiesmoignagne, illz incourrat le peine de VII sous, les singneurs chienq et le plaindeur payerat illz II sous.

Item se li maires venoit par aventure en lieu où debas fuist des gens, et sy veist le droit des singneurs, illz doit commander à eaus que illz scoisent par devant lui en droit, et se ly malfaitieres ou aultres pour lui mettoit main au mayeur et chou fuist prouveit par loyaul tesmoingnage, illz ne sieroit point traityés par loy. Item qui feroit violenche à varlet juretz des singneurs en presenche de tesmoingnage, illz seroit punis par double amende de loy.

Item se ly maires ou li varlet des singneurs fourfaisoit à aulcuns de le ville par devant loyaul tesmoingnagne, illz doient estre punis à commant des singneurs, selon le statut de le loy de le ville. Après les deus pars de toutes les amendes qui par les loys deseurdites en la ville de le Chappelle par les eskevins sieront jugyés, sieront l'abbeit de Floreffe, et li tierche pars me demorat. Et à savoir que tous li deniers qui par l'auctoriteit de ceste charte sieront jugiet, et desqueils elle parolle, sieront selonc le monoye de Valenciennes.

Item tout li articles qui nient ne sont en cese escript doient estre wardeit à la loy dou pays, selon le jugement des eskevins.

Item s'il avenoit que jou ou aucuns de mes varlets alaist encenstre ceste franchise et mefesist, je le doit amendeir suffisamment devers quarante jours, après chou que jou le saray. En après tous ches articles, ensi quil sont si dedens contenut, jou Ostes et Gilles, mes frères, avons juretz de bien à warder. Et pour estre plus ferme chose, nous avons ceste présente chartre confirmée par l'appension de nostre saial. Fait l'an de le incarnation Notre Singneur mil CC°XXII°.

Par le tesmoing de le queile nous, à le preierie d'ome religieus, l'abbeit de Floreffe, avons pendu notre sayaul à ceste lettre, donneit en l'an Notre Singneur mil CC.LXIIII, le samedy devant le feste Marie Magdaleine (19 juillet 1264).

Franchises et chartres de Trazegnies et appendans, fol. 25.

Charte du duc Henri Ier (confirmée en 1301 par le duc Jean II), par laquelle il donne des biens aux habitants de Rosières-près-Wavre.

1222.

Universis presentes litteras inspecturis, Johannes, Dei gratia dux Lotharingie, Brabantie et Limburgie, veritatis noticiam cum salute. Noverit universitas vestra quod nos litteras illustris principis Henrici, Dei gratia ducis Lotharingie, non cancellatas, non abolitas, nec in aliqua parte sui vitiatas viderimus firmaque sic se continentes.

Henricus, Dei gratia dux Lotharingie, omnibus presentem paginam inspecturis salutem in Domino. Notum facimus omnibus presentibus et futuris quod nos fidelibus nostris hominibus de Rosires imperpetuum concessimus functionem publicam que jacet circa scaveidam ducentem usque Champeles et circa territorium de Lymale usque ad rivum Feueri (Fetteri) communiter possidendam, sub conditione quinque solidorum Lovaniensium nobis annuatim ad natale Domini imperpetuum solvendorum. Concessimus etiam quod alnetum in eadem functione crescens in predicte ville cedat utilitatem et ad hoc a villico nostro imbannietur et ut ratum permaneat presentem paginam sigilli nostre muninine fecimus roborari. Actum anno Domini MCCXXII.

Has igitur litteras et tenorem earundem ratificamus, approbamus ac laudamus et presentis scripti patrocinio communivimus, promittentes eisdem warandiam perpetuam contra quoslibet de premissis, mandantes justiciariis nostris presentibus et futuris ut eosdem homines de Roseris in predictis bonis ex parte nostra teneant firmiter et deffendant, temporibus successivis. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum.

Actum Bruxelle in vigilia S. Thome apostoli, anno Domini millesimo CCC° primo (20 décembre 1301).

D'après une copie, datée de l'année 1695, aux Archives de la province de Brabant.

De theolonco in nundinis Thoroldi per monachos Sancti Petri dum equos munt non solvendo. — Michel de Boulaere, connétable de Flandre, exempte les religieux de Saint-Pierre, de Gand, de l'obligation de lui payer une livre de poivre, pour chaque cheval acheté aux foires de Thourout.

1222.

Ego Michael de Bouleirs, constabularius Flandrie, notum facio omnibus tam presentibus quam futuris quod cum de quolibet equo vel caballo qui venditur in nundinis de Thoralto habere debeam unam libram piperis de theolonco, hoc theoloneum remitto abbati et monachis Sancti Petri Gandensis et inde eos liberos clamo imperpetuum; ita ut quocienscunque ad opus vel usus ipsorum equos sive caballos ibidem emi contigerit, nullum in omnino michi vel heredibus meis theoloneum exinde persolvant in futurum.

Datum anno Domini millesimo CC° vicesimo secundo.

Privilegia monachorum Blandiniensium, manuscrit des Archives du royaume de Belgique, fol. 179.

Quedam confirmacio sentencie late in plures personas. — L'évêque de Liége Hugues confirme la sentence d'excommunication comminée contre les personnes qui ont maltraité et injurié l'abbesse et des chanoines de Nivelles.

1222 environ.

Hugo, Dei gratia Leodiensis episcopus, magistro G. Sancti Sepulcri et S. Sancti Andree presbiteris salutem. Noveritis quod nos sententiam nostram latam excommunicationis ab ecclesia Nyvellensi in Gilletum de Genapia et filium Jacobi forestarium et ejus filium Arnulphum, Guilielmum, Alardum de Bousetval, Helvidam uxorem Gotberti defuncti et ejus familiam, Ade filiam ejus, Hore et Gerbertum de Nova Villa, tam mulieres quam viros, qui interfuisse noscuntur pro violencia et injuria irrogata dilecte filie abbatisse Nivellensi, decano magistro Brictio, Sigero quondam custodi et Gerardo diacono, canonicis ejusdem loci, sicut juste lata est ab ipsa ecclesia, et per judices ab officiali nostro Tu(di)niensi(?) délegatos causa cognita confirmata, confirmamus, mandantes vobis quatenus ipsam usque ad condignam satisfactionem faciatis firmiter observari.

Cartulaire du chapitre de Nivelles, fol. 191 v°.

Mandatum quo excommunicentur malefactores et lesores personarum ecclesie Nivellensis. — Le chapitre de Liége ordonne à deux prêtres de Nivelles de déclarer excommuniées certaines personnes et de jeter l'interdit sur Vieux-Genappe et Nouveau-Genappe.

1222 environ.

J., Dei gratia major prepositus, Th. decanus, archidiaconi, totumque capitulum ecclesie majoris in Leodio, viris venerabilibus magistro B. Sancti Mauricii et magistro S. capellanis Sancti Nicholai Nivellensis, salutem in Domino. Mandamus vobis firmiter injungentes, quatinus malefactores et lesores personarum ecclesie Nivellensis, sicut in litteris venerabilis patris nostri Leodiensis episcopi continentur, singulis dominicis et festivis diebus, accensis candelis, pulsatis campanis, excommunicatos publice denuncietis et ab omnibus artius evitandos et in omnibus locis que predicta ecclesia nobis insinuaverit eosdem malefactores ut supradictum est

excommunicatos denunciari publice faciatis, Genapiam veterem cum nova Genapia sub interdicto auctoritate nostra subicientes, et dicte excommunicationis et interdicti sententiam usque ad condignam satisfactionem faciatis inviolabiliter observari. Dignum est enim ut quos Dei timor a malo non revocat, ecclesiastice saltem severitas choercheat discipline.

Même cartulaire, fol. 188.

Littere plurium qui forefecerunt capitulo.—Lettres de deux ecclésiastiques, choisis pour arbitres, et par lesquelles ils déterminent les satisfactions que certaines personnes devront offrir au chapitre de Nivelles.

7 février 1222-1223.

Frater W., dictus abbas de Will. (?), frater H. dictus prior et magister G. de Nivellensi (?) omnibus has litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod arbitrium nobis commissum ab ecclesia Nivellensi, ex parte una, et Helvidi vidua et filia ejus, Egidio et Balduino, ex altera, super pecunia que ecclesie debebatur a Helvide, et violencia facta ecclesie apud Genapiam, in hunc modum terminavimus. Egidius et Balduinus, in duabus proximis sollempnitatibus sancte Gerdrudis, nudis pedibus et in camisiis cum virgis procedunt, a capella ad ecclesiam beate Gertrudis, ibi accipientes disciplinam, demum circuibunt singulas ecclesias Nivellenses, in singulis accipientes disciplinam. Eodem modo Leodio, Bruxelle, Lovanii procedunt tribus dominicis ad processionem majoris ecclesie, scilicet in qualibet semel. Balduinus autem solus iterum satisfaciet semel Nivella sicut prius et ad quinque villas proximas Genapie. Precepimus etiam eisdem ut litteras quas rapuerunt reddant ecclesie, si habere potuerint; sin autem, transcriptum ferent ad curiam Coloniensem, et cum sigillum curie reportabunt ecclesie Nivellensi, si potuerint impetrare. Quod si nequiverint, publice confitebuntur ipsi et Helvidis prefata, sentenciam excommunicationis latam fuisse super Gobertum a curia Coloniensi, et processum cause sicut in litteris continebatur. Colonie vero confitebuntur quod tales litteras rapuerunt, ut facilius possint alias impetrare. Preterea Helvidis et filia semel satisfacient ad ecclesiam beate Gertrudis nudis pedibus et sine lineis. Hec autem satisfactio tam litterarum quam alterius emende infra Paska debet impleri.

Agnovimus preterea et diximus quod Helvidis debet ecclesie octoginta IIII^or libras, monete Nivellensis, quarum solucionem ita determinavimus, in instanti Paska XX^ti libre, ad festum sancti Remigii XX^ti, ad Natale XX^ti et in sequenti Pascha XX^ti IIII^or que remanent persolvantur.

Datum anno gracie M° CC° vicesimo secundo, feria tercia post purificationem beate Virginis.

Même cartulaire, fol. 193.

Gérard, seigneur de Grimberghe, et sa femme Agnès renoncent aux tailles et exactions qu'ils levaient sur les censitaires ou tenanciers de l'abbaye de Grimberghe.

Octobre 1225.

Gerardus, dominus de Grimbergis, universis Christi fidelibus presentem inspecturis paginam in Domino salutem. Vestra noverit universitas quod ego, de consensu Agnetis uxoris mee, omnibus hominibus et censionariis ceu mansionariis Grimbergensis ecclesie in terra mea constitutis omnes tallias et exactiones condonavi in perpetuum et remisi. Ego Agnes, uxor domini Gerardi de Grimbergis, prefatam condonationem et remissionem approbo et ratam habeo et gratam in omnibus et acceptam.

Datum anno Domini M°CCXX quinto, mense octobri.

Cartulaire de l'abbaye de Grimberghe, fol. 55, n° 95.

Privilége donné par feue Marguerite, contesse de Flandres et de Haynnau, translatées du latin en thiois (ou flamand). — Exemption de tout service et servitude accordée aux habitants de Hal, à charge de payer un cens annuel et, à la mort, le meilleur catel.

1225.

Ick Joanna, gravinne van Vlaenderen ende Henegouwe, doen condt allen menschen dat ick verleent ende gheconsenteert hebben (*sic*) den luden van Halle, knapen ende maerten ende den anderen daer wonende ende overcomende, dat een yegelyck man my betalen zoude yaerlycks

twelf penningen ende van eenyegelycke vrouwe sesse penninghen ; ende van yegelycke vrouwe oft man moet ick hebben als zy sterven den besten pandt. Ende daer voer seelde ic quicte ende condoneere alle knapen, maerten ende den anderen hair' diensten ende servituten behalfven gistas ende corweyen die zy my sculdich zyn. Ende hebben oyck verleent, waert by alzoe datter yemandt waere die weeh woude gaen woenen van der voirszeide stadt, zal hebben vry oirloef omme te gaene, behoudelyck te gheven twelf penninghen, ende moet gheleyt wordden buyten der stadt een myle verre. Ende omme dat dyt goet, vast ende van weerden zoude blyven, heb ick haer byden verleent dese yegewoirdighe brieven gezeghelt met mynen zegele ende metter getuyghen ondergescrift van S. Sibille vrouwe van Bellojoco, S. A. van Oudennaerde, S. Gill. Van Barbencon, S. Wout. de Lignea, S. W. van Vorst, proost van Henegouwe.

Actum by Castre, in 't jaar Ons Heeren duysent twee hondert viventwintich.

Plussieurs vieze privilèges données par les contes de Haynnau aux bourgois, mannans et habitans de la ville de Hal, manuscrit des Archives du royaume de Belgique, fol. 10.

Copia appunctamenti inter abbatem et conventum Sancti Petri juxta Gandavum et castellanum Insulensem super juribus et possessionibus de Camphin et Anctires. — Accord conclu entre l'abbé et le couvent de Saint-Pierre, près de Gand, d'une part, et le châtelain de Lille, d'autre part, au sujet des droits et des possessions du monastère à Camphin et Ennetières.

1225.

Universis presentes litteras inspecturis, Rogerus, castellanus de Iusula, salutem in eo qui est salus omnium et vita indeficiens beatorum. Quum per peccatum obscuratus est naturalis hominum intellectus, solers patrum vigilancia naturale studuit suffragari, defectum quodammodo redintegrans naturalem cum successorum memorie litterarum apicibus annotata preterita tamquam presentia commendavit. Eapropter, noverint universi quod ecclesia Sancti Petri de Gand habet in territorio de Carabant villam unam que vocatur Camphins, in territorio de Weppes unam villam que Anetieres nuncupatur ; fundus autem dictarum villa-

rum de tenemento Sancti Petri esse proprie dinoscitur. Et habet dicta ecclesia in hiis duabus villis scabinos de hospitibus suis, nec possunt alii institui qui sui hospites non fuerint residentes. Omnesque querele que in dictis villis et in earum territoriis et appendiciis evenerint in propriis domibus sancti Petri debent tractari et venire coram abbate vel coram eo qui in loco ejus erit, et terminari judicio scabinorum et eosdem scabinos debent majores sancti Petri earumdem villarum super querelis omnibus conjurare, et omnia debent tractari lege villarum et judicio scabinorum.

In predictis igitur duabus villis habet abbas Sancti Petri redditus suos, thelonea, foraria, cambaria, relevia, et illi qui de eo hujusmodi tenent per talem legem qualem scabini dicent, si hec soluti non fuerint ad debitum terminum, et habet forisfacta inde proveniencia, trium scilicet solidorum et infra, et omnia alia forisfacta trium solidorum non excedentia. In prefatis siquidem villis habet castellanus Insulensis multrum, raptum, incendium, reubam, homicidium et latronem, et omnia que inde possunt provenire. Que, quociens emerserint, si tantorum scelerum auctores a servientibus abbatis vel castellani capti fuerint, in propriis domibus Sancti Petri debent adduci in presentia scabinorum. Et si usque ad dictum scabinorum plegios sufficientes non habuerint, reservare eos debet in sua prisonia castellanus, et cum illuc devenerunt, ibi propriis sumptibus pro sua debent vivere voluntate. Postmodum debent conjurare scabini quid sic de talibus faciendum, nec istud nisi per legem poterit prorogari. Quod si eos liberari nescierint et magisterium suum consulere et inquisitione veritatis habere voluerint, abbas et castellanus eis et magisterii sui consilium et inquisitionem veritatis facient exhiberi. Quod si eorum judicio fuerint liberati, eos reddet liberos castellanus, et si liberati non fuerint, ab eisdem corpora eorum et mobilia habebit castellanus; hereditas autem ad ecclesiam Sancti Petri remanebit, si scabini judicaverint. Quod si aliquo modo evaserint, in terra Sancti Petri nullatenus poterunt demorari, nisi de communi assensu abbatis et castellani.

Si qui vero derelicto judicio scabinorum, se ad invicem provocaverint ad duellum, tota est dicti duelli juridictio castellani, et illud per suos homines in sua curia faciet judicari, et de corpore et mobilibus devicti suam faciet voluntatem, et abbas de hereditate judicetur. Quod si aliquis ab illo ad duellum provocatus judicio scabinorum pecierit se tractari, secundum judicium eorum et injuria emendabitur irrogata.

In duabus itaque villis nominatis habet castellanus redditus suos, corveias, currus, exercitum, chivalteiam, prout ipse et antecessores sui

hactenus habuerunt, et leges inde provenientes, si illi qui eas debent inde deficiunt. Quod si in dictis villis moneta contigerit immutari, eadem moneta quo Sanctus Petrus redditus suos, eadem eciam suos percipiet castellanus. Si qua autem forisfacta tres solidos excedentia, in districtu predictarum villarum emerserint, ubicunque et undecunque, salvis castellano sex forefactis cum eis omnibus qui inde provenire possunt et legibus serviciorum suorum, per medium dividi debent inter abbatem et castellanum; hoc excepto quod si qui de familia abbatis vel ejus qui in loco ejus fuerit, inter se pugnaverint infra curtes Sancti Petri dictarum villarum, forisfactum inde proveniens est abbatis per se usque ad decem libras. Et si decem libras excesserit, per medium dividetur, salvis sex predictis forefactis. Si vero servientium castellani alter cum altero pugnaverit infra justiciam villarum predictarum, forisfactum inde proveniens usque ad decem libras est castellani per se, et si decem libras excedat, inter abbatem et castellanum per medium dividetur.

Quicunque vero in aliquo forisfacto superius dicto inciderit, tam de hiis que sunt castellani per se quam de hiis que dividuntur per medium, si usque ad dictum scabinorum sufficientes non dederit plegios, quicquid habet debet saisiri per justiciam illius qui erit in loco abbatis, ad petitionem servientis castellani [; si (?)] id facere noluerit, serviens castellani potest hoc facere per majorem et scabinos.

Quod si quis ad aliam justiciam quam debuerit clamorem fecerit, per judicium scabinorum emendabit. Si quis vero de altero conqueratur subdito judicio scabinorum et monstrare potuerit per scabinos quod ei abbas de jure defuerit, castellanus ei legem faciet exhiberi, tamquam advocatus dictorum locorum. Notandum vero quod quicunque forisfactum fecerint preter sex supradicta, si sufficientes plegios non dederint, ad abbatem, si voluerit, vel ad eum qui in loco ejus erit, eorum custodia pervenerit et ibidem de suo vivere debent, sicut superius est taxatum. Illos autem quos abbas vel ille qui in loco ejus erit noluerit eos custodire, salvo jure ipsius in sua debet prisonia reservari castellanus. Quod si ab abbatis custodia evaserint, ipse castellano de parte emende quod sibi competeret, per scabinorum judicium respondebit et ad idem se castellanus abbati, si qui de sua custodia evaserint, obligavit. Et sciendum quod de omni emenda que inter abbatem et castellanum per medium dividitur, ante judicium pacem vel compositionem alter sine altero facere non valebit. Si quis ab altero fuerit vulneratus et scabini, visa ejus plaga, habeant pro incerto an vivet, an moriatur, si malefactor sufficientes plegios usque ad dictum scabinorum non habuerit, debet in

castellani prisonia reservari, et in ea de suo vivere sicut superius est notatum. Preterea banni fient in villis predictis ex parte abbatis et castellani, de assensu et consilio scabinorum, a majoribus Sancti Petri. Notandum autem quod tam abbas quam castellanus, uterque per se, poterit inhibere vini venditionem, talorum ludum. Nullus autem in villis dictis poterit vinum vendere aut cum talis ludere, nisi de communi assensu utriusque.

Si autem abbas et castellanus ad invicem poterunt concordari, unum vel plures vel eciam omnes scabini villarum deponere poterunt predictarum. Quod si omnes deposuerint, novos instituendi plenariam habebunt potestatem. Si vero aliquo vel aliquibus depositis duo vel plures remanserint, ad eos reliquorum pertinebit electionem scabinorum. Quod si abbas et castellanus, in depositione scabinorum vel scabini fuerint discordes, id alter sine altero facere non valebit. Ad abbatem vero pertinet et castellanum, ut eum vel eos quos scabini elegerint, facient recipere scabinatum, nisi eum vel eos tales sciant quod scabini esse non debeant; quod qui recusaverit, per scabinorum judicium emendabit. Si aut abbas vel ille qui in loco ejus erit, clericus vel laycus, scabinos dedixerit, sub solutione pecunie emendare tenetur. Similiter erit de castellano vel de eo qui in loco ejus erit.

Ille vero quem abbas ponet loco sui in dictis villis, si monachus non fuerit aut conversus, sacramento prestito debet assecurare castellanum de jure suo fideliter conservando, et si monachus fuerit aut conversus, virtute obedientie debet assecurare castellanum de jure suo, et majores dictarum villarum idem facere debent, salvis juribus suis. Econtra servientes castellani quos ibidem loco sui ponebit, sacramento prestito, debent assecurare abbatem de jure suo conservando. Item quatuor servientes et non plures potest ponere castellanus in villis predictis, in augusto, ad custodienda blada Sancti Petri et hominum villarum, et illi rogare possunt garbas et eis possunt donari vel negari sine forisfacto a quibus placuerit. Si vero illi qui in dictis villis exercebunt justiciam ex parte castellani, vel dicti servientes quos ibidem ponet castellanus in augusto, aliquid forefecerint, emendare tenebuntur sicut quod lex portat, tenore presentis carte per omnia conservato; e converso si ille qui fuerat loco abbatis in dictis locis dummodo sit laycus, vel si servientes quos ibidem ponit abbas ad blada sua et hominum suorum conservandum, aliquid forisfaciant, sicut dictum est emendabunt.

Si vero in dictis locis aliquam infracturam eveniat, tam de hiis que sunt castellani per se quam de illis que per medium dividuntur, ser-

viens castellani venire debet ad abbatem vel ad eum qui loco ejus erit in villis predictis, monstraturus ei quem faciat venire majorem et scabinos, ad explorandum locum suspectum et veritatem inquirendam sicut decet. Quod si facere noluerit serviens castellani, nichilominus potestatem habet ut explorationem faciat et veritatem inquirat per majorem et scabinos, sicut debetur. Et si garbe ibidem furate fuerint, ei cujus fuerunt eas restituat castellanus, si inde noluerit deportare castellano, eo quod forisfactum illud est suum.

Preterea castellanus de cetero in villis predictis nullum potest facere catulum custodiri. Et si homines dictarum villarum nemus castellani emerint, secundum usum castellanie de nemore suum requiret debitum castellanus ab eisdem. Si vero aliquis hominum villarum predictarum plantas posuerit in risco aut in via communi aut in loco ubi plantas positas ad se trahere non audeat, plantatio illa cum forisfacto inde proveniente inter abbatem et castellanum per medium dividetur. Quod si in eisdem locis vas apum vel census extraneus vel inventio se obtulerit, hoc totum inter abbatem et castellanum dividetur.

Per ea vero que in dictis villis percipit castellanus, res Sancti Petri et homines predictarum villarum cum rebus eorum tenetur servare, manutenere et defendere, quia idem est advocatus. Hoc autem tenere non potest nisi qui castellanus fuerit Insulensis. Sciendum est ad ultimum quod de voluntate mea omnino et de voluntate abbatis et conventus Sancti Petri acta sunt hec que superius exprimuntur, salvo jure majoris et scabinorum villarum predictarum. Hereditates autem et elemosine Sancti Petri exempte sunt penitus a judicio scabinorum. Hanc igitur compositionem, sicut superius est expressa, gratam habeo et approbo, et ad eam fideliter observandam me et successores meos obligo et ideo eam sigilli mei munimine feci roborari.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo quinto.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Pierre, de Gand, fol. 75-78.

Littere communie testimoniales quod capitulum, non de jure, sed ex gratia et in elemosinam aliquotam pecuniam (dedit) ad calceias faciendas. — Les échevins de Tournai déclarent que c'est par pure grâce et en aumône, et non en vertu d'une obligation, que le chapitre a donné une somme à la commune pour aider à faire paver les rues de la ville.

Juillet 1226.

Universis Christi fidelibus presentem paginam inspecturis, scabini Tornacenses in Domino salutem. Notum fieri volumus tam presentibus quam futuris quod canonici Tornacenses, non de consuetudine vel aliquo jure quo communie Tornacensi teneantur, sed solum elemosine nomine, quamdam pecunie summam ad calceios civitatis paviendos, ad preces nostras contulerunt. Ne igitur hujusmodi elemosine, vel si quid adhuc de gratia hujuscemodi, nulle necessitatis occasione, eos dare contigerit, in jus vel consuetudinem a civibus nostris in posterum malitiose redigatur, et ne ab omnium memoria talis elemosine donatio de facili deleatur, in hujus rei memoria presens scriptum conscribi et communie nostre sigillo fecimus roborari.

Actum anno Domini M°CC°XXVI, mense julio.

Recueil de chartes concernant la cathédrale de Tournai.

Le duc Henri I[er] accorde aux bourgeois de Duysbourg, près de Tervueren, les franchises dont jouissaient déjà les habitants de cette dernière localité.

8 octobre 1226.

Henricus, Dei gratia dux Lotharingie, omnibus hoc scriptum videntibus imperpetuum. Quoniam ea que memoria digna sunt, litteris expedit eternari, inde est quod presenti scripto notum facimus tam modernorum quam posterorum etati quod nos, consilio hominum et fidelium nostrorum, burgensibus nostris manentibus apud Duzenborch eandem concessimus libertatem quam nostri burgenses de Fura habent. In hoc quoque ipsis graciam nostram augmentamus quod liberi erunt imperpetuum ab omni exactione et servicio, nisi in exceptis casibus, scilicet si nos ad curiam regum Romanorum ultra Alpes ire contigerit et si filium

vel filiam nuptui tradidimus vel filium militem faciamus vel pro captivitate; in hiis etiam casibus auxilium nobis impendent ita tamen moderatum quod rationabiliter poterunt sustinere. Additum quoque est quod ad expedicionem nostram non tenebuntur, nisi in tali necessitate quod si aliquis terram invadere niteretur; tunc primum erit pro patria pugnare, et propter hoc arma sua intra castellum nostrum apud Duzenborch habebunt parata, quibus si opus fuerit utuntur. Ceterum scabinis ville supradicte in nemore nostro quolibet anno ad natale Domini duos fagos ad ardendum habere concessimus, insuper egaliter omnibus burgensibus mortua ligna in nemoribus nostris imperpetuum habere concessimus. Preterea per totam terram nostram ipsos dimisimus et fecimus liberos ab omni thelonio. Additum quoque est quod forum suum habebunt in qualibet septimana, ita quod omnes qui hoc forum frequentant, liberi erunt ibidem a theloneo, ad terminum videlicet talem qualem Gregorius ammannus Bruxellensis et scabini ejusdem ville ordinabunt. Ut igitur istud firmum a nobis et posteris nostris teneatur et inconvulsum, presentem paginam sigillo nostro fecimus roborari.

Actum apud Furam, anno Incarnacionis M°CC°XXVI°, in vigilia beati Dyonisii. Testes : Robertus, abbas Hafflingensis, Willermus celerarius, Henricus prepositus Lovaniensis, Ludovicus advocatus de Levedale, Walterus Clutinc de Bruxella, Gregorius ammannus Bruxellensis, Henricus de Stertbeca, Walterus Kare de Holdeberga, Danckinus villicus de Fura, Arnoldus sacerdos et scabini de Duzenborch, Johannes et Balduinus, clerici, hujus carte confectores.

Registres aux chartes de la chambre des comptes de Brabant, n° VI, fol. 41.—Alph. Wauters, Histoire des environs de Bruxelles, t. III, p. 426.

Littere prepositorum et communie Tornacensis de dicto episcopi tenendo pro forefacto quod commiserint, Jacobum clericum suspendendo. — Les prévôts et commune de Tournai déclarent se soumettre d'avance à la sentence que portera l'évêque de Tournai, au sujet du méfait qu'ils ont commis en exécutant par la corde un clerc nommé Jacques.

6 juin 1227.

Universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis, Gerardus Crokius, Alardus de Vesenchiel prepositi, jurati, scabini, majores,

inspectores et trecenti Tornacenses, totaque communia ejusdem civitatis salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod nos prepositi, scabini, jurati, majores, inspectores et trecenti Tornacenses, pro nobis et pro tota communia Tornacensi, promittimus, interposito juramento, quod de forisfacto occasione Jacobi clerici proveniente, stabimus ordinationi domini episcopi Tornacensis sub pena mille marcharum attestatione presentium obligamus, reddendarum domino episcopo et ecclesie Tornacensi, si nos contingat dicto domini episcopi in aliquo contraire, salvo in omnibus jure domini regis. In cujus rei testimonio, presentem paginam conscribi fecimus et sigilli nostri munimime communiri.

Actum anno Domini M° CC° XX° septimo, mense junio, in octavas Pentecostes, in capella domini episcopi Tornacensis.

Cartulaire de l'évêché de Tournai, intitulé : *Jura episcopatus Tornacensis*, aux Archives du royaume de Belgique, pièce n° 76.

Les écoutètes, échevins et citoyens de Maestricht déclarent être décidés à respecter les droits du chapitre de Saint-Servais, de cette ville.

14 septembre 1227.

In nomine sancte et individue Trinitatis, nos scholteti, scabini et universitas civium in Trajecto, tam hominum episcopi quam ducis, profitemur et promittimus quod ammodo et imperpetuum observabimus privilegia, libertates et jura ecclesie beati Servacii in Trajecto, et ne in posterum alicujus versucia hanc nostre voluntatis promissionem studeat immutare, hanc exinde conscribi et sigillis nostris fecimus communiri paginam, ad habendam autem firmam pacem et perpetuam concordiam inter clerum et cives Trajectenses. Acta sunt hec coram prioribus Leodiensibus, in majori refectorio beati Lamberti, ex ordinatione venerabilis patris nostri Hugonis Leodiensis episcopi, mediantibus eciam Ottone decano, Hugone scholastico Sancti Pauli, et Lamberto custode Sancti Dionisii Leodiensis, specialiter ad hoc ex parte dicti patris nostri delegatis, anno ab incarnatione Christi millesimo ducentesimo vicesimo septimo, in exaltacione Sancte Crucis.

Registre des chartes déposées en 1498 et 1500, fol. 145.

Dictum episcopi pro dicto forefacto. — **Sentence prononcée par l'évêque de Tournai au sujet du méfait commis par les magistrats de la commune.**

3 décembre 1227 (?).

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Dicimus quod omnes qui sunt in lege ville jurent, pro se et pro tota communia Tornacensi, quod deinceps non infringent emunitatem Ecclesie, nec capient quamcunque personam in ecclesia vel cimeterio vel sacro loco vel extraent violenter de eisdem locis nec judicabunt ad mortem vel sanguinis effusionem in aliquo dictorum locorum; sed si contingat aliquem reum fugere ad ecclesiam vel sacrum locum, in calido vel recenti maleficio, poterunt cives observare januas et exitus ecclesie vel sacri loci, donec veniat episcopus vel ejus nuntius, qui eum capiat ut inde faciat quod facere debet, et hoc sacramentum renovabitur ab omnibus qui sunt in lege ville singulis annis in festo sancte Lucis, quando faciunt fidelitatem ville, presentibus nuntiis episcopi et capituli.

Item dicimus quod civitas det nobis suas litteras patentes infra octo dies, ut si communia vel illi qui sunt in lege ville deinceps infringant emunitatem ecclesie, capiendo, extrahendo violenter quamcunque personam ab ecclesia vel sacro loco, nisi ut supradictum est, civitas incidet in commissum pene mille marcharum episcopo et ecclesie reddendarum, salva nichilominus alia emenda que de jure competit.

Dicimus etiam quod prepositi et jurati ad diem certam quam eis nominabimus, faciant pulsari banni campanam, et convocent totam communiam et, precedente cruce, prepositi et jurati in camisiis, ceteri qui sunt in lege ville in laneis, et generaliter omnes pedibus nudis, eant ad locum ubi sepultus est Jacobus clericus, et tota communia cum eis, et corpus propriis manibus effodiant prepositi et jurati. Et combinati personaliter ordinent se quotquot sunt in lege ville et ferant corpus vicissim et successive, cum reverentia et honore, per omnes vicos per quos distractum fuit, tam citra Scaldam quam ultra, ad locum sepulture, ubi, tota communia presente, clamabit preco quod prepositi et jurati et ceteri qui sunt in lege ville, pro se et pro tota villa, hanc emendam faciunt pro forisfacto quod commiserunt extrahendo violenter Jacobum clericum e capitulo et claustro B. Marie, et eum ad mortem judicando, distrahendo, suspendendo, et quod hoc facere de jure non potuerunt, et quod nullam juridictionem habent in clericos vel personas religiosas, et quod nullam

habent potestatem extrahendi clericum vel laicum ab ecclesia vel cimiterio vel sacro loco, nisi ad id faciendum quod superius est expressum. Et hoc proclamabitur ex parte communie, alta voce et publice. Postmodum eant omnes, cum omnibus vexillis, ad patibulum, et illud destruant et per frusta incidant et deferant singuli qui sunt in lege ville frustum suum usque ad medium forum, et ibi concremabunt ligna patibuli cum vexillis lanceatis vel, si nobis melius videatur, ipsa vexilla in ecclesia suspendantur majori, et hec fiant inter primam et nonam a jejunis.

Dicimus etiam quod prepositi, jurati, majores et inspectores faciant processiones, secundum quod eis taxabimus, Cameraci, Insulis, Brugis et Gandavo et alibi, si viderimus expedire.

Volumus etiam quod fiat memoriale, scilicet domus et capella ad suscipiendos sacerdotes parrochiales emeritos, pro quibus faciendis, secundum dispositionem nostram, dicimus ut solvantur nobis infra annum trecente libre Parisienses a communitate ville.

Dicimus etiam quod pro dampnis parrochiarum et nostris restituantur nobis centum libre Parisienses a communitate ville, infra Natale proximo instans.

Dicimus etiam quod magis culpabiles, scilicet Alardus prepositus et Nicholaus Cardevake et Egidius Kieville non eligantur de cetero in legem ville nec ponantur, nisi de licentia nostra speciali vel mandato domini regis speciali. Willelmus li Bourdeliers simili modo amoveatur ab omni officio civitatis Tornacensis. Prenominati etiam quatuor eant Romam, infra mediam quadragesimam, cum litteris nostris rei veritatem continentibus, litteras domini pape relaturi vel ejus penitentiarii, secundum tenorem litterarum nostrarum.

Dicimus etiam quod patibulum in loco ubi modo est, de cetero non erigatur, sed in loco remoto ex eodem latere, usque ad trecentos pedes.

Dicimus etiam quod retinemus nobis potestatem addendi, minuendi, mutandi, corrigendi, interpretandi de dicto isto, prout nobis videtur expedire.

Cartulaire cité, n° 77.

Littere prepositorum et juratorum Tornacensium de mille libris quas perdunt, si infringunt immunitatem Ecclesie. — Les prévôts et jurés de Tournai s'engagent à payer la somme de mille marcs, s'ils n'exécutent pas la sentence qui précède.

3 décembre 1227.

Nos prepositi et jurati, majores, inspectores et trecenti Tornacenses, totaque communia Tornacensis. Notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod si nos contingit de cetero infringere libertatem Ecclesie, videlicet capiendo quamcunque personam in ecclesia vel cimiterio vel sacro loco, vel extrahendo de eisdem locis violenter, incidemus in penam mille marcharum episcopo et capitulo Tornacensi a nostra communia reddendarum, et essemus perjuri.

Actum anno Domini M°CC°XXVII°, feria VI post festum beati Andree apostol.

Ibidem, loc. cit.

Testament de Michel, fils de Guillaume Wichmar, bourgeois de Bruxelles.

21 mars 1227-1228.

Quum omnia que geruntur in tempore facile oblivioni traduntur, nisi scripto memorie commendentur, ego Mychael filius Willelmi Wichmari, burgensis Bruxellensis, notum facio presentibus et futuris quod ego, laborans in extremis, compos mee mentis, pre salute anime mee et meorum, testamentum ultime voluntatis, prout patet inferius, liberaliter ordinavi, dilectum fratrem meum Adam, canonicum regularem ecclesie beate Gertrudis in Lovanio, exequutorem ejusdem testamenti relinquens, ut ipse pro sua voluntate, Deum semper habendo pre oculis, illud pie disponeret et salubriter ordinaret.

Noverint igitur universi quod ego contuli in elemosinam unum bonarium terre quod jacet prope Elterken ecclesie beati Jacobi in Bruxella, parte ad luminaria ejusdem ecclesie, parte clericis Deo servientibus in jamdicta ecclesia; unum bonarium terre parum minus quod jacet prope Obbruxellam leprosis in Bruxella; duo bonaria terre quam excolit Henricus filius Jothe, partim clericis Deo servientibus in ecclesia de Anderlecht ut celebrent in perpetuum anniversarium meum, partim ad lumi-

naria ejusdem ecclesie; octo bonaria terre quam tenui jure hereditario ab ecclesia de Anderlecht dedi in manus Godefridi chori decani Bruxellensis et Ade fratris mei, ut ipsi percipiant fructus ex eadem terra provenientes quamdiu vixerit Ida soror mea monialis. . . . . pro communitate sua; si vero contigerit jamdicta. . . . . . volet idem Adam. . . . . . vice sua committeret; post mortem vero jamdicte Ide, libere transibunt hec octo bonoria ad ecclesiam de Foresto ut in eadem ecclesia Deo servientes in perpetuum celebrent anniversarium meum et in ipso anniversario recipient pitantiam de omnibus fructibus terre illius.

Omnes etiam lineos pannos meos et lignum meum brisille vendidi et nummos exinde in majori parte in usus proprios et in quitationem debitorum meorum converti; residuum fratri meo A. ad distribuendum pauperibus ubi vellet prout melius sciret et posset, commisi. Dedi etiam canonicis regularibus sancte Gertrudis in Lovanio triginta marcas sterlingorum legalium, ita quod ex eis nulla debita quitabunt, sed cum eis comparabunt redditus ut exinde in perpetuum in anniversario meo et patris et matris mee et Elisabet sororis mee recipiant pitantiam, et istas marcas assignavi percipiendas de lana mea quod allata fuit mihi de Anglia, que fuit in pondere ad estimationem duorum saccorum et dimidii vulgariter loquendo et istam lanam feci adduci ad domum Fresuendis uxoris mee et volui et dixi quod dicte marce exigentur ab eadem. Loricam etiam meam et gladium et alia arma mea et omnia que solebam induere cum armari deberem, dedi militibus domus Theutonicorum.

Quatuor bonaria terre que jacent in territorio de superiori Hembeke et etiam unum quod jacet apud Hembeke inferiorem dedi Ide filie Elyzabeth sororis mee. Insuper habui quinque bonaria terre apud Inferiorem Hembeke; inde contuli unum domui infirmorum sancti Johannis in Bruxellam, unum monachis in Grenbergis ut celebrent anniversarium meum; dimidiam partem unius bonarii dedi clericis ecclesie sancti Jacobi in Bruxella, alteram dimidiam ad luminaria ejusdem ecclesie; dimidiam partem unius bonarii contuli canonicis sancte Gudule in Bruxella, alteriam dimidiam ad luminaria ejusdem ecclesie, et unum monialibus de Camera ut in perpetuum celebrent anniversarium meum. Quatuor bonaria que jacent apud Superiorem Hembeke dedi in elemosinam Mychaeli filio meo, ita quod fructus ex eis provenientes percipiat ad vitam suam et ipsam terram non poterit obligare, nec vendere occasione alicujus inopie. Si vero contingat quod canonici regulares instituantur in ecclesia beati Jacobi in Bruxella, infra quinque annos, volui et dixi quod hec quatuor bonaria terre libere transirent ad eos;

quod si non instituentur infra annum jam determinatum, dedi unum bonarium monialibus de Denremonde, unum domui infirmorum sancte Gudule in Bruxella, unum monialibus de Duten prope Lovanium, unum monialibus de Euvires, ita tamen quod de universis fructibus dictarum terrarum prefata Fresuendis usumfructum habebit.

Ut autem hoc testamentum deinceps firmum permaneat et inviolabile, sigillis Godefridi chori decani et Godescalci plebani, canonicorum Bruxellensium, et magistri Giselberti presbiteri beati Jacobi de Frigido monte in Bruxella duxi roborandum. Testes autem qui interfuerunt huic ordinationi et testamento et audiverunt et viderunt sunt hii : magister Godefridus chori decanus ecclesie sancte Gudule in Bruxella, dominus Godescalcus plebanus et canonicus ejusdem loci, Albertus sacerdos, magister Giselbertus et Gerardus Papa, capellani ecclesie beati Jacobi in Bruxella, Godefridus de Quakenbeke clericus, Willelmus filius Wichmari et F. uxor sua et Adam sacerdos.

Actum in die sancti Benedicti, anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo septimo.

Chartrier de l'abbaye de Forêt.

Le duc Henri Ier exempte de toute exaction les tenanciers de l'abbaye de Forêt, près de Bruxelles.

16 juillet 1228.

Henricus, Dei gratia dux Lotharingie, omnibus ad quos presens scriptum pervenerit salutem. Noverint universi quod omnem familiam personaliter servientem claustro beate Marie de Foresto, preposito et conventui ejusdem loci, liberam dimisimus ab omni exactione et servitio, divina remuneratione eisdem litteras nostras patentes sigillo nostro munitas in testimonium dantes. Testes : W. Clutinc, Gregorius de Filforti, Henricus de Sterbeca, E. et J. Cesar notharii.

Actum in Foresto, anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo octavo, Valentini martiris.

Registre des chartes déposées en 1498 et 1500, fol. 566 v°, d'après l'original.

Transactio inter episcopum, canonicos et cives de mille marchis quas commune debebant pro suspendio Jacobi clerici. — Accord conclu entre l'évêque, les chanoines et les bourgeois de Tournai, stipulant que les mille marcs dus par ceux-ci à la cathédrale seront employés à convertir la *Maison à la treille* en une halle, qui appartiendra par moitié aux chanoines et à la ville.

29 août 1228.

Cum prepositi, jurati, scabini et tota communia Tornacensis tenerentur ecclesie Tornacensi in mille marchis, tandem talis transactio intervenit. Dicta communia de domo quam habet in foro, que quondam fuit domus Domini Havet et ad presens vocatur Domus ad Trelliam, sicut sedet ante et retro, debet facere de suo bonam et sufficientem halam et ydoneam ad vendendum pannos per stallos ad hoc congruos et distinctos et ad vendendum et ponderandum lanas, item ad vendendum et mensurandum bladum et alia venalia, et ad hoc ordinandum electi sunt duo burgenses ex parte communie, scilicet Henricus A le Take et Johannes Castanea, et duo canonici ex parte ecclesie, videlicet Sygerus Hospitalarius et Johannes Abbas, quorum arbitrio debet dicta hala construi et dictum illorum de dicte hale sufficientia firmiter observari. Si vero contingerit illos quatuor in aliquo discordare, capitulum Tornacense apponeret quintum, quemcunque vellet, dummodo laicus esset. Et de illis quinque ordinatio trium prevalebit.

Concessit autem ecclesia dicte communie medietatem proventuum thelonei pannorum, quod Walterus Quadegherne ad censum habebat, tam citra Scaldam quam ultra. Concessit etiam medietatem proventuum ponderis. Item communia Tornacensis debet habere medietatem ghollenciarum bladi et capitulum alteram, tam citra Scaldam quam ultra, dummodo bladum vendatur in foro, vel in hala, vel in navi in Scalda. Hoc autem non debet intelligi de blado quod de granariis ad forum venale defertur in scutellis. Verumtamen usque ad sex annos proventus hujusmodi ghollenciarum cedent ad calceias faciendas, nisi interim visum fuerit, tam capitulo quam civibus, cessandum esse ab hujusmodi prestatione in calceiis faciendis. Communia vero concessit capitulo medietatem fundi et edificii perpetuo possidendam, et proventus ex locatione stallorum ex hala vel ratione hale provenientes inter capitulum et communiam ex equo dividentur. Ita tamen quod ecclesia sua stallagia ibidem integre percipiet, sicut extra percipere consuevit. Tota autem illa terra ante et

retro debet edificari, ad arbitrium dictorum quatuor vel quinque, et totum edificium cedet ad usus ecclesie et civitatis, et proventus communiter dividentur, sicut superius est expressum. Cumque hala fuerit semel sufficienter constructa de expensis communie, postmodum de communibus expensis capituli et civitatis debet sustentari, et cum opus fuerit reparari. Si vero placuerit et expediens fuerit ut terra vicina acquiratur ad augmentationem ipsius hale, hoc similiter debet fieri de expensis communibus utriusque. Insuper neque capitulum neque communia suam partem vel jus suum poterit ad alium transferre, vel eciam cuiquam alii pignori obligare. Ad hec dicta communia debet annuatim viginti quinque libras Parisienses capitulo memorato, annis singulis taliter persolvendas. In portione proventuum ad civitatem spectantium, si tanta fuerit, percipiet capitulum viginti quinque libras Parisienses, antequam communia aliquid percipiat. Si vero tanta non fuerit vel forsitan nulla, quod absit, ipsa communia de suo debet capitulo perficere dictam summam.

Ut autem que predicta sunt inviolabiliter et bona fide in posterum observentur, utrique fides est interposita corporalis. Itaque Johannes et Radolphus archidiaconi pro capitulo et ad mandatum capituli, Gerardus Crokins et Alardus de Vesenchel, prepositi; Laurentius et Hado, scabini; Adam Faber, Willelmus Cousteniens, electores, pro communia ad mandatum communie, de premissis observandis prestiterunt fidei cautionem. Insuper quicunque super premissis injuriam fecerit, aut venerit contra bannum factum a prepositis et juratis, si minister capituli et communie ipsum per duos testes convincere potuerit, prepositi et jurati compellent illum ad solutionem quinque solidorum Tornacensium. Si vero non convinci potuerit per testes, tercia manu se purgabit aut solvet quinque solidos pro emenda, et illi quinque solidi non possunt remitti quin ex integro persolvantur. De illis autem quinque solidis habebunt prepositi decimam et de residuo habebunt medietatem castellanus et advocatus, et reliquam medietatem inter communiam et capitulum equis portionibus dividetur.

Actum anno gratie M°CC°XXVIII°, in festo decollationis beati Johannis.

Recueil de chartes concernant la cathédrale de Tournai.

Consensus seu approbatio episcopi super transactione supradicta. — Approbation par l'évêque Walter de la transaction qui précède.

7 octobre 1228.

Walterus divina miseratione Tornacensis ecclesie humilis minister, omnibus Christi fidelibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Transactionem seu compositionem que facta est inter dilectos filios nostros decanum et capitulum Tornacense ex una parte, et prepositos, juratos, scabinos et Tornacensem communiam ex altera, super mille marchis que nobis et prefato capitulo a dicta communia debebantur, sicut facta est de proventibus thelonei pannorum et ponderis, de golleneis bladi et quadam hala, sicut in cyrographo exinde confecto plenius continetur, approbamus et presentis scripti patrocinio confirmamus.

Datum anno Domini M°CC°XX° octavo, feria sexta post festum beati Remigii.

Ibidem, loc. cit.

Henri, fils aîné du duc de Brabant Henri, confirme aux tenanciers de l'abbaye de Bonne-Espérance à Gentinnes, les immunités que son père leur a accordées.

1228.

Henricus, maior filius Henrici ducis Lotharingie, universis hoc scriptum videntibus cognoscere veritatem. Noverint universi quod ego donationi karissimi patris mei illustris ducis Lotharingie pie consentiendo in remissionem delictorum meorum, eandem libertatem quam idem karissimus pater meus dudum mansionariis ecclesie Bone Spei in villa que Genetines vocatur concessit, benigne ac voluntarie concedo in hunc modum. Mansionarius habens plenum aratrum firtonem valentem sex solidos Lovanienses michi persolvet annuatim in festo beaty Remigii, mansionarius habens dimidium aratrum tres solidos, manu operarius duodecim denarios, et per hos liberos a quolibet alio dimitto servitio, nisy quod ad communem aliorum terre mee hominum accedant et serviant expeditio-

nem, mortuum manuum non nec aliam aliquam michi neque cuyvis alii solvent exactionem. Et ut hoc, etc.

Datum et actum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo octavo.

Cartulaire de l'abbaye de Bonne-Espérance, aux Archives de la cure d'Orbais.

L'abbé Arnoul et les religieux de Bonne-Espérance déclarent qu'ils ont cédé au duc de Brabant uue partie du village de Courières, pour y établir une ville franche, dotée des lois et coutumes de Louvain.

Mars 1228-1229.

Noverint universi presentem paginam inspecturi quod cum viri religiosi, Arnoldus abbas et conventus ecclesiæ Bonæ Spei, curtem de Corrieres cum suis pertinentiis liberam ab omni exactione et incursu advocatorum penitus multo tempore possedissent, sicut in scripto domini Godefridi ducis Lotharingiæ continetur expressum, de mera voluntate sua virum illustrem dominum Henricum ducem Lotharingiæ in participem et in socium receperunt, sicut inferius est expressum, ad villam liberam in dicto territorio faciendam et per leges et consuetudines Lovanienses gubernandam, quibusdam exceptis, quæ propter meliorationem villæ et manentium in ea pacem, sunt inferius expressa. Participabit autem dominus dux cum ecclesia Bonae Spei in justitia majori et minori, in banno et in omnibus forefactis, in buriosia (burgesia?) et teloneo et stallagio et afforagio vini et cerevisiæ et medonis, et ista possidebunt indivise, ita quod inter ipsos per medium partientur, per majorem ab eis communiter institutum. Nec dominus dux partem suam asportare poterit, donec ecclesia de sua parte fuerit satisfactum. Major autem et scabini et ministeriales alii in villa de communi consilio dominorum constituentur, et annuatim in festo apostolorum Philippi et Jacobi innovabuntur, fide tamen et juramento abbati et ecclesiæ Bonæ Spei et domino duci astricti ad conservandum utrique parti jus suum. Ecclesia vero prædicta in proprietatem suam retinet dictam curtem de Corrieres, liberam et quietam ab omni exactione omnium advocatorum et servili consuetudine, cum omni terra, pratis, aquis, molendinis, nemoribus et omnibus reditibus mansorum prædictæ villæ, cum ecclesia etiam et decimis et omni

jure spirituali ad eam pertinente. Singuli autem burgenses pro mansis suis poterunt habere unum jornarium terræ et non amplius, quod assignabit eis ecclesia Bonæ Spei ad voluntatem suam, de quo solvent ipsi ecclesiæ duos solidos Lovaniensis monetæ et duos capones annuatim in festo beati Stephani. Singuli autem, tam burgenses quam alii qui voluerint manere in libertate villæ, dabunt in festo sancti Remigii duodecim denarios Lovanienses pro libertate et burjosia et duos pro stallagio et quatuor pro libertate telonei, pedagii et winagii. Quibus solutis, liberi erunt ab omni teloneo infra terram domini ducis. Supervenientes autem mercatores in sæpedicta villa teloneum solvent. Quod si non solverint, per legem Lovaniensem emendabuntur. Cæterum, sive cruce-signatus dominus dux versus terram sanctam iter arripuerit, sive Deo dante reditum fecerit, sive etiam ad curiam imperatoris vel regis Romanorum vocatus accesserit, aut etiam filiam nuptui tradiderit, vel filium militem fecerit, nihil ab eis requiret, nec eos ad expeditionem, nisi ad terram suam defendendam infra ipsam terram ducet, nec ad aliquam villam nisi ipsam villam de Corrieres custodiendam, neque ad torniamenta homines sæpedictæ villæ ire compellentur, nec contra comitem Hannoniensem, nisi eos infestaverit, aliquo modo arma movebunt.

Statutum est etiam quod villa sæpedicta omnino erit libera, ita quod burgenses nullam talliam, nullam exactionem, nec mortuam manum nec quicquam aliud dominis dare debet, præter justos reditus suos et recta forefacta scabinorum judicio judicata si forefecerint. In villa autem conveniet mercatum feria tertia, et regetur tam mercatum quam villa sicut prædictum est, secundum legem Lovaniensem, salvis illis quæ continentur in hoc scripto. Nulla domus villæ diruetur pro alicujus forefacto. Dominus etiam dux non poterit in villa propriam domum habere nec gistum a burgensibus extorquere, nec aliquem in villa capere nec facere capi a suis ballivis, nec etiam ipse nec aliquis ballivorum ejus in predicta villa poterit aliquam justitiam exercere, nisi vocatus per fratres ecclesiæ et majorem villæ communiter constitutum. De toto autem territorio villæ illius nullus terram tenere poterit, nisi in villa manserit nec terram territorii illius poterit aliquis cuiquam legare, nisi ecclesiæ Bonæ Spei. Si vero aliquis mansionarius villæ alii mansionario terram suam seu mansum vendere voluerit, tantum ecclesiæ solvet quantum census valet unius anni de terra vel de manso. Sane si eadem villa, quod absit, aliquo tempore vastaretur, ad aliud dominium reverti non posset, quam ad dominium ecclesiæ Bonæ Spei. Si quis in villa vinum ad brockam vendiderit, de quolibet tonello solvet dimidium sestarium pro afforagio. Quicunque in eadem

villa kambam facere voluerit, faciet, et de unoquoque brassino solvet unum sestarium cervisiæ et unum similiter de medone. Omnes mensuræ bladi, avenæ, vini, medonis et cervisiæ secundum mensuram Lovaniensem erunt, et si fraus in mensuris inventa fuerit, secundum legem Lovaniensem dominis emendabitur. Nulla domus vendi poterit ut ducatur extra villam. Jus autem quod habet dominus dux in prædicta villa nec alicui poterit in feodum dari, nec ab aliquo nisi ab ipso duce Lotharingiæ domino Brabantiæ possideri, nec quicquam ipse dux absque ecclesia, nec ecclesia absque ipso, in sæpedicta villa adquirere poterit, nisi ab ipso duce vel ab alio aliquo ipsi ecclesiæ Bonæ Spei titulo eleemosinæ fuerit collatum. Post mortem patris et matris hæres proximus pro requisitione hæreditatis suæ dabit ecclesiæ sæpedictæ Bonæ Spei censum unius anni, et sic libere suam hæreditatem percipiet, ita tamen quod debitum censum annualem in debito termino solvat. Si quis homicida ad hanc villam confugerit, nihil contra eum agere permittetur sine lege villæ. Omnes vero reditus dominorum sive assisiæ, nisi solvantur ad terminos constitutos, per legem Lovaniensem emendabuntur.

Hæc omnia, sicut superius sunt expressa, promisit in verbo veritatis se servaturum bona fide dominus Arnoldus ecclesiæ Bonæ Spei abbas, pro se et pro ecclesia sua; hoc ipsum etiam juraverunt predictus dominus Henricus dux Lotharingiæ, nec non et dominus Henricus filius ejus major natu, et praesentem cartam super hiis factam sigillorum suorum testimonio confirmaverunt, hoc salvo quod licet dominis prædictæ villæ de Corrieres, de communi consilio, contra casus emergentes præsentem cartam corrigere et emendare, salvo per omnia eorum sacramento, si ipsi viderint sibi et villæ expedire. Hoc ipsum etiam jurare tenebuntur hæredes eorumdem dominorum duces Lotharingiæ, quando veniunt ad terram tenendam, infra quadraginta dies post submonitionem abbatis Bonæ Spei; quod si non fecerint, abbas cum omni jure et sine forefacto saisire poterit et tenere quicquid ad dominium eorum dignoscebatur pertinere in villa prædicta, donec hoc juramentum factum fuerit ei et burgensibus.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo vigesimo octavo, mense martio.

MAGHE, Chronicon ecclesiæ beatæ Mariæ Virginis Bonæ Spei, p. 151.

Henri, fils ainé du duc de Lotharingie, donne aux habitants de Ganshoren et d'Echelpoel les terrains appelés *de Heyde* et *die Zeype* (Traduction flamande d'un texte latin).

Mars 1228-1229.

Kennelyck zy aen alle den ghenen die dit tegenwoordigh gheschrift sullen sien oft lesen, dat ick H., den outsten sone H., hertoge van Lothryck, hebbe in puer aelmoessen gegeven in erffelycken rechte tot behoef van de goede luden by Ganshoren ende by Dexelpoel sekere lant dwelck genoempt woordt de Heyde, om de selve eeuwelyck en erffelyck te gebruycken op ten chyns van twelf penningen alle jare te betaelene, mitsgaders oock sekere broeck dwelck ghenoempt wordt die Zype, op den voorschreven chyns, ende op dat dese myne gifte ende wille hier naemaels by yemanden deur calomnie niet en soude worden van ontweerden gemaeckt, hebbe tselve met mynen eygenen zegele versterckt, ende daer aene doen hangen.

Aldus gedaen int jaer ons Heeren duysent twee hondert acht en twintich, in de maent meerte, ter presentie Aerts van Waelhem, Hendrick De Brune, Coenraert van Leunien (?), Franck van Echelpuel, Wouter van Coeckelberge, Wouter van den Steene ende Wouter van Wemmele, als getuygen.

Ende is te wetene dat dit voorgenoemde lant gelegen is tusschen Ganshoren en Meulenbeke.

Registre de la cure de Jette, fol. 123, où cette pièce est accompagnée d'un vidimus des échevins de Bruxelles, en date du 19 octobre 1560.

Carta Walteri Tornacensis episcopi de libertate familie nostre contra burgenses Tornacenses. — Walter, évêque de Tournai, déclare que les prévôts et jurés de cette ville ont reconnu que les serviteurs de l'abbaye de Saint-Martin, qui sont entretenus aux frais du monastère, doivent jouir des mêmes franchises que ceux de l'évêque et du chapitre.

28 mars 1229-1230.

Walterus, Dei gratia Tornacensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Universitati vestre notum fieri volumus

quod cum ecclesia sancti Martini Tornacensis querimoniam proponeret coram nobis, quod prepositi et jurati Tornacenses gravare intenderent servientes suos de solvenda tallia civitatis Tornacensis, tandem dicti prepositi et jurati ante nostram presentiam constituti, liberaliter concesserunt quod bene placebat eis quod servientes monasterii ejusdem qui sunt in pane et locatione dicte domus, in perpetuum eadem gaudeant libertate qua gaudent familiae episcopi et canonicorum Tornacensis. In hujus rei memoriam presentes litteras scribi fecimus quas dicte ecclesie contulimus sigilli nostri munimine confirmatas.

Datum anno Domini M° CC° XXVIIII°, feria quinta ante ramos palmarum.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Martin de Tournai, n° 122, aux Archives du royaume, t. Ier, p. 12.

Sentence portée, à la demande de l'abbé de Bergues-Saint-Winoc, par les échevins de Bergues, de Bourbourg et de Furnes, au sujet du transport du produit de la dîme jusqu'aux grands chemins.

Avril 1230.

Noverint universi quod ad querimoniam W. abbatis et conventus Bergensis super abductione decimarum suarum usque ad publicam stratam, scabini de Bergis sedentes in banco, et a suo ballivo super hoc adjurati, habito super hoc consilio et longo tractatu, diffinierunt in hunc modum, et secuti sunt dictum eorum scabini de Furnis et de Brouburgh presentes ibidem. Ubi possessor alicujus terre viam habet in frugibus educendis usque ad publicam stratam, viam illam debet liberam dimittere, ad educendam decimam per tres dies. Si vero possessor non habuerit viam satis latam ad currus educendos usque ad publicam stratam, ecclesia loqua (*sic*) iter suum cum decima usque ad domum suam. Et a domo ipsius poterit artam viam dilatare ad commodum suum usque ad publicam stratam, et post evectionem decime sue tenebitur ecclesia iter dilatatum suis sumptibus reartare. Si vero possessores fruges suas vehiculo navis abducere contigerit, ecclesia poterit sibi suis sumptibus facere pontem vel transitum qui vulgo dic dicitur, et sic ab agro illo vel ... ad publicam stratam potest ecclesia decimam suam abducere, via qua plus poterit proximiore, sed post evectionem decime tenebitur ecclesia pon-

tem amovere et transitum in statum pristinum rec(ur)vare. Si vero invenierit in via segetes jacentes, licet ecclesia eas amovere et seorsum ponere, et ita cum sua decima transire. Si autem in via segetes stantes invenerit, ecclesia potest illas metere, et ita cum sua decima transire, sed dampnum passis dampnum tenetur restituere. Et breviter in omnibus articulis predictis dampna illa que ecclesia fecerit in educendo decimam suam per fruges possessorum, tenetur ipsa restituere secundum bonorum virorum arbitrium vel scabinorum. Quo semper debet ecclesia liberam et quietam habere eductionem decimarum suarum usque ad publicam stratam. Quod ut firmum et stabile habeatur inposterum, nos de Bergis, de Brouburgh et de Furnis ballivi presenti carte sigilla nostra duximus apponenda. Actum Bergis, in domo domini comitis Flandrie, feria tercia post Quasimodo, domino Riquardo Blavout milite tunc existente ballivo nobilis viri Fernandi comitis Flandrie et Hainonie apud Bergis et apud Brouburgh, et Lammesino de Brugis tunc existente ballivo Furnensi, et Willelmo Pau tunc subcastellano domini Ph. de Wostinia apud Bergis, et Waltero de Stenis tunc subcastellano domini Balduini comitis Ghisenensis apud Brouburgh; tunc existentibus scabinis Bergensibus Roberto de Lambeka, Radulfo de Valle, Balduino de Broukerke, militibus, Boidekino de Billeka, Waltero Hughe, Woitino de Poule, Wettino filio Agnetis, Henrico Bladelin; scabinis vero Furnensibus Johanne Crane, Eustacio de Soutena, Johanne Wois, Balduino Buskere, Balduino Mol, Waltero Wois, militibus, Egidio filio Agathe, Boidino Gasle, Helbekino de Lensele, Balh de Niewenlande; scabinis autem de Brouburgh Johanne de Hysela milite, Moim Spechet, Jurdano de Heka, Martino Van den Yweede, Waltero Bakere, Eustatio de Mardike, Willelmo de Velde, hiis omnibus prenominatis presentibus jam dicte diffinitioni.

Anno incarnationis Domini millesimo ducentesimo trigesimo, mense aprili.

Cartulaire de l'abbaye de Bergues-Saint-Winoc, fol. 22 v°.

Le roi Henri défend d'inquiéter l'abbesse ou les bourgeois de Nivelles, à l'occasion d'une guerre entre le comte de Flandre et le duc de Brabant ou de toute autre guerré.

11 juin 1230.

H., Dei gracia Romanorum rex et semper augustus, universis imperii fidelibus quibus presens scriptum fuerit ostensum, gratiam suam et omne bonum. Cum nos omnia bona ecclesie Nyvellensis sub nostrum et imperii specialem protectionem receperimus, et quia eadem ecclesia a nostris progenitoribus est fundata, mandamus sub optentio gracie nostre universitati vestre firmissime precipiens ut nullus ausu temerario ductus dilectam principem nostram venerabilem abbatissam ejusdem loci vel burgenses ejus occasione alicujus guerre, sive sit inter ducem Brabancie vel comitem Flandrie aut inter alios, in personis aut bonis dampnificare presumat, sed qui attemptaverit, nostre gratie totaliter expers erit quousque lesis sufficienter emendaverit et ex integro restituerit ablata.
Datum apud Nurinberc, III ydus junii, indictione tercia.

Cartulaire du chapitre de Nivelles, fol. 1.

Les églises collégiales de Liége autorisent les bourgeois de cette ville à lever l'assise du vin pendant deux années et demie.

18 janvier 1230-1231.

J., Dei gratia prepositus, J. decanus, archidiaconi, totumque majoris ecclesie in Leodio capitulum, cetereque ecclesie Leodienses, omnibus presens scriptum inspecturis, cognoscere veritatem. Noverit universitas vestra quod nos gratiam fecimus circa ascisiam vini civibus Leodiensibus quod per duos annos et dimidium poterunt de quolibet sextario vini quod vendetur in civitate Leodiensi unum denarium accipere, ab introitu maii primo venturo incipiendo, ita quod pecunia que primo anno recipietur, in usus nostros et ipsorum civium convertetur, et per fideles nostros et suos colligetur, et inter nos et ipsos equaliter dividetur. Pecunia vero residui temporis cedet in usus firmitatis tantum et deponetur sub custodia quatuor virorum fidelium, duorum a nobis et duorum ab eis

eligendorum, qui sub fideli custodia pecuniam eis commissam ad opus firmitatis tantum amministrabunt. Si autem aliqua ecclesiarum Leodiensium, infra predictum terminum, ad opus sui, vinum emere voluerit et ponere in cellario suo, licebit ei sine predicti denarii solutione, ita quod laicis non vendetur.

Acta sunt hec Leodii, sabbato post octavam Epiphanie, anno Domini M° CC° XXX°, mense januario.

Chartrier du chapitre de Saint-Lambert, de Liége.

De justicia de Bouvines.— Accord conclu entre le comte et la comtesse de Flandre, d'une part, et l'abbé de Saint-Amand, d'autre part, au sujet de l'exercice de la haute justice à Bovines.

21 février 1230-1231.

Egidius de Acrimonte et Philippus de Derviacho, milites, omnibus presentes litteras inspecturis salutem. Noverint universi quod cum contentio esset inter karissimum dominum nostrum F., comitem Flandrie et Hainonie, ex una parte, et virum venerabilem H., abbatem Sancti Amandi, ex altera, super jurisdictione terre Sancti Amandi apud Bouvines, tandem de mandato domini comitis et voluntate dicti abbatis nos inquisivimus sub fide et juramento quis tempore bone memorie comitis Philippi, jurisdictionem dicte terre tenuit. Inquisita enim veritate et audita, invenimus quod tempore comitis Philippi et domini Petri de Maisnilio, cepit dictus P. unum latronem super terram Sancti Amandi apud Bovines. Monachus ivit post illum petens latronem illum a dicto P. et ipse reddidit ei; et idem monachus fecit instrui fureas super terram Sancti Amandi ad quas suspendi fecit latronem predictum; et tempore dicti comitis protestata fuit veritas, quod ipse comes nunquam fecit justiciam in terra Sancti Amandi apud Bovines, vel alius nisi ecclesia tantummodo. Postmodum contigit tempore regine quod quidam homo Sancti Amandi in eodem dominio occidit alterum hominem ejusdem ecclesie. Dominus Johannes de Cysoing, pater istius Johannis, cepit ibidem bestias et catalla occasione istius rei, et ipsa regina misit illuc similiter et domum fecit comburi. Abbas Guillelmus venit ad reginam et conquestus est quod ipsa et dictus Johannes fecerant ei injuriam. Regina dixit quod comes Philippus tenuerat in dicto loco justiciam, ipso abbate

contradicente et abnegante, et dicente quod jus erat ecclesie sue; et dominus Johannes contradixit, silicet proprium jus suum erat. Regina autem et abbas et dominus Johannes se supposuerunt veritati quomodo justicia fuit ibidem habita et manutenta tempore comitis Philippi, in veritatem domini Bernardi de Robais, domini Ph. d'Anstaing, domini Walteri de Dan et domini Gerardi d'Avelin. Et ipsi inquisiverunt veritatem dicentes quod nullus habebat justiciam in dicto loco, nisi ecclesia tantummodo, sed si ecclesie ibidem injuriabatur et ipsa ecclesia conquesta fuisset comiti, comes debebat dirigere et tollere vim tamquam supremus advocatus, nec alium poterat dicta ecclesia evocare. Ut autem predicta firma et rata permaneant, nos ad mandatum domini comitis et petitionem dicti abbatis presens scriptum sigillis nostris fecimus roborari.

Actum anno Domini M°CC°XXX°, mense februario, apud Courtracum, feria VIa post Reminiscere.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Amand, t. II, fol. 91.

Fernandus comes de scabinis de Nova villa et Loco Sancti Amandi. — Le comte Fernand et sa femme Jeanne déclarent que les échevins de Neuville et de Saint-Amand doivent être échevins et jurés, maintenir les droits de l'abbaye de Saint-Amand et ceux du comte, et demander conseil à Valenciennes, en cas d'indécision.

Avril 1231.

F. Flandrie et Hainonie comes et dilecta uxor ejus J., Flandrie et Hainonie comitissa, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod nos volumus et concedimus quod scabini de Nova villa et de Loco Sancti Amandi sint scabini et jurati et jus ecclesie Sancti Amandi in Pabula et nostrum assecurent et dicte ecclesie jus suum et nobis nostrum conservent illesum bona fide. Et si in alicquo dubitaverint eant apud Valencenas ad inquestam. In cujus rei testimonium et firmitatem presentem paginam sigillorum nostrorum munimine duximus roborandam.

Actum anno Domini M° CC° XXX° primo, mense aprili.

Cartulaire de Saint-Amand, coté V, fol. 209 v°.

Le duc Henri Ier donne les libertés dont jouissent les bourgeois de Bois-le-Duc à ceux de ses « hommes » qui habitent Sint-Oedenrode ou qui viendront s'y fixer.

1232.

Henricus Dei gracia dux Lotharingie, omnibus has litteras videntibus salutem. Notum facimus universis quod nos eamdem libertatem quam habent nostri burgenses de Buscho concessimus dilectis nostris hominibus in Rode manentibus et qui ibidem voluerint morari, et cum juramento hominum nostrorum circummanentium fecimus confirmari. Ne igitur aliquis eamdem libertatem confringere audeat vel prefatos homines ibidem burgensiam volentes observare presumat perturbare, presens scriptum inde scribi et sigillo nostro roborari (fecimus).

Datum apud Buschum, anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo secundo.

Inséré dans une confirmation émanée des ducs Jean II et Jean III, au bas de laquelle on lit : *Gecollationneert tegen die originale brieve, by my Humme.* Registre des chartes déposées en 1498 et 1500, fol. 74 v°. — Cette charte se trouve aussi dans Hermans, Bydragen over Noord-Braband, p. 110.

Charte par laquelle le duc Henri Ier donne aux bourgeois d'Eyndhoven les libertés dont jouissent les bourgeois de Bois-le-Duc, ordonne à ceux-ci de décider des questions de droit, lorsqu'ils en seront requis par les premiers, et décrète l'établissement à Eyndhoven d'un marché hebdomadaire.

1232.

Henricus, Dei gratia dux Lotharingie, omnibus hoc scriptum videntibus salutem. Notum facimus universis quod nos opido et burgensibus meis de Endehoven eamdem libertatem et easdem sentencias concessimus, quas habent opidum et burgenses nostri de Buscho; mandantes eisdem burgensibus de Buscho ut, cum requisiti fuerint, sentencias eis dictent et jura sua eis pronuncient, cum ad eos venerint pro concilio requirendo. Volumus etiam ut iidem burgenses de Endehoven singulis septimanis

uno die forum habeant infra suam libertatem. Precipimus eciam eisdem circummanentibus ut ad forum predictum conveniant singulis septimanis. In hujus igitur rei testimonium presentes litteras fecimus sigillari.

Datum apud Buscum, anno Domini M° CC° XXX° secundo.

Inséré dans une confirmation de cette charte par le duc Jean IV, en 1422, confirmation à la fin de laquelle on lit : *Collatio hujus facta est ad litteras originales per me. Hamme.* Même registre, fol. 67 v°. — Le même diplôme se trouve dans Van Oudenhoven, Beschryving van de meyery van S' Bosch, p. 52.

Charte de liberté donnée aux bourgeois de Grave par le duc Henri Ier.

Janvier 1232-1233.

Henricus Dei gratia dux Lotharingie (et) H. major filius suus, omnibus ad quos presens scriptum pervenerit in perpetuum. Quum quidem nostra interest opidanis in Gravio sagaci discretione providere, noverint universi nos in hunc modum promisisse iisdem, utpote si quis ipsorum nostrorum occasione debitorum captivari, seu bonis suis spoliari vel sequestrari evenerit, ad nullum nobis servicium que actenus consueverant opidani teneantur, donec id ad plenum restituimus. Pari modo et si nos contigerit quemquam ipsorum citra juris ordinem mittere in mercedem, deinceps nobis servire desistant, donec id in statum debitum revocaverimus.

Porro si quis foraneus temeritate aliqua quemquam opidanorum predictorum injuriari presumpserit, denunciet ei quatenus, omni occasione cessante, ad Gravium juri pariturus accedat. Quod si fecerit, penes ordinem juris in gratiam est recipiendus. Si autem id facere contempserit seu presumptuose neglexerit, statuimus ut in vulgo precipiatur ne aliquis deinceps ei opidanorum aliquo contractu se misceat, utpote emendo vel vendendo, credendo vel in hospicium suum colligendo, scientes quod quicunque opidanus hoc mandatum nostrorum infregerit in hac parte, in tantum conquerenti tenebitur, in quantum is malefactor tenebatur et omnino vice sua reum se exhibit puniendum, in hoc nisi occulte seu nolente ipsum asserat hospicium suum iniisse. Quod si non

tanta persona sit, ut simplici verbo suo stare debeat, tactis sacrosanctis se excuset, et quantoties poterit, villico et scabinis sub eadem pena tenetur intimare. Demum si pertinax propter hec omnia adhuc opidi libertatem adire evitaverit, a rectoribus opidi ad hoc electis una cum villico nostro ac scabinis, pulsata campana, communitas evocetur; at qui ad locum conventus non venerit, quinque solidos nobis et opido egaliter percipiendos persolvat. Demum si rectores predicti, villicum et scabinos consulti, ipsum malefactorem invadere proposuerint, omnes eos teneantur concomitari, ut qui sese absentaverit, nobis, ut dictum est, et opido viginti solidos solvere tenebitur, nisi rationabilis causa obsistat. Euntibus autem indultum est ut, ipso personaliter invento injuriatore, Gravium adire juri pariturum compellant. Eveniente quoque ut personaliter non reperiatur, indulgemus eisdem quod quamcunque vindictam propter hoc perpetraverint, id de nostro assensu fore, nec ipsos ab hinc aliquatenus occasionare possemus, verum eos super ea tueri tenebimur.

Adjectum est ut si quis foraneus intra Gravium impetere quemquam opidanorum, manus suas in personam seu bona sua iniciendo, attemptaverit, omnis asstans opidanus in subsidium coopidani sui et juvamen viriliter accurrat, et accurrere ad subveniendum ei legittime teneatur.

De hiis ac aliis forefactis pronunciamus, ut si quis ea merens solvere nequiverit, libertatem opidi Gravii ad annum relinquat. Et ut hec firma ac inviolabilia conserventur, sigillorum nostrorum munimine presentis pagine continenciam roboramus.

Datum anno Domini M°CC°XXX° secundo, mense januario.

Même registre, fol. 206.

De concordia facta inter nos et prepositos et juratos Tornacenses super controversiam orti olerum. — Accord moyenné entre l'abbaye de Saint-Martin, de Tournai, et les prévôts et jurés de cette ville, au sujet de la destruction d'un mur appartenant au monastère, et d'autres actes posés par la commune au détriment de ce dernier.

Janvier 1232-1233.

Nicolaus de Brugis, canonicus et officialis Tornacensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino Noveritis quod cum abbas

et conventus sancti Martini Tornacensis traxissent coram nobis in causam prepositos et juratos Tornacenses, super eo quod dicti prepositi et jurati quemdam murum protensum a muro monasterii sancti Martini Tornacensis usque ad murum civitatis per medium fossati cingentis eamdem civitatem, destruxerant in prejudicium predictorum abbatis et conventus; et super eo quod dicti prepositi et jurati inter dictum murum et portam civitatis que dicitur sancti Martini fecerunt in dicti monasterii prejudicium et gravamen fossatum de terra orti monasterii prenominati; et super eo quod iidem prepositi et jurati in prejudicium dicte ecclesie terram ipsius fossati congesserent per monticulos super terram dicti orti, ita quod per talem congestionem reddiderunt ex magna parte ipsum ortum sterilem et inhabilem ad culturam; necnon et super eo quod dictum ortum suis fructibus tunc extantibus spoliarent in sepedicte ecclesie prejudicium et gravamen; talis compositio intercessit quod prepositi et quidam jurati, ceteris consentientibus et volentibus, pro se et pro tota communia Tornacensi, predictis abbati et conventui emendam coram nobis personaliter prestiterunt de injuriis et dedecore illatis *ipsis* abbati et conventui, super eo quod congesserant per monticulos terram fossati super terra dicti orti, et super eo quod dictum ortum suis fructibus tunc extantibus spoliarant. De injuriis vero et dedecore ecclesie, ut dicebant dicti abbas et conventus, illatis super eo quod fecerant fossatum de ipsa terra ecclesie memorate, ipsi prepositi et jurati nullam prestiterunt emendam. Sed placuit tum dictis abbati et conventui, tum ipsis prepositis et juratis, quod super isto articulo periret instantia judicii, sed vis petendi et prosequendi salvum remaneret predictis abbati et conventui sicut prius, et quandocunque vellet ecclesia prenominata, jus suum posset de novo prosequi super illo, sive coram ordinario, sive coram delegatis, ubi potius ipsa vellet. Gossuinus etiam Fanteinie, qui occasio extitit predictorum, foresfacti sui personaliter vadiavit emendam. Quod forefactum specialiter in hoc fuit, quod ipse Gossuinus abduxit de fossato predicto quasdam vaccas ipsius ecclesie, in ejusdem ecclesie prejudicium et gravamen.

Prepositi insuper et jurati coram nobis promiserunt firmiter bona fide quod dictum murum suis sumptibus reficerent infra proximam Pascham quanto citius possent commode et sicut citius possent commode et secundum temporis exigentiam facere operari, et eo loco in quo prius fuerat, et eque bonum et eque sufficientem sicut prius erat, sive etiam meliorem, et refectum non amplius destruerent, nisi propter necessitatem evidentissimam vel insultum ipsius civitatis. Etsi contingeret quod

propter necessitatem evidentissimam vel insultum destruerent, quotienscunque hoc contingeret, tociens ipso cessante insultu vel necessitate infra XL dies post monitionem sibi factam ex parte monasterii, ex toto suis sumptibus repararent. Promiserunt etiam quod inter portam que dicitur Sancti Martini et murum dicte ecclesie predictum, nec in ipsa porta versus dictum monasterium, nec in ipso muro civitatis facerent aperturam aliquam seu posternam, aut si contingeret eos facere propter necessitatem evidentissimam vel insultum, eandem, cessantibus dictis necessitate vel insultu, obstrui facerent et interari suis sumptibus infra XL dies post monitionem sibi factam ex parte monasterii prenominati.

Promiserunt etiam quod super dampnis et expensis que vel quas dictus abbas, occasione premissorum, excepto articulo in quo fit mentio de fossato facto de terra monasterii sepedicti se incurrisse asseret vel fecisse, stabunt dicto et voluntati virorum venerabilium predicti abbatis, decani et Nicholai de Insula, canonicorum Tornacensium, et Johannis A le Take, civis Tornacensis, quos dicti abbas et conventus, ex una parte, et prefati prepositi et jurati, ex altera, arbitros ad ordinandum pro sua voluntate de dictis dampnis et expensis communiter elegerunt, et ipsi in se hoc honus receperunt. Quod si isti quatuor in unum non poterunt concordare, magister Gerardus de Marege, de sua voluntate, quintus arbiter est assumptus et de assensu partium predictarum. Et quod dicti quatuor vel quinque vel major pars ipsorum quinque duxerint ordinandum super dictis dampnis et expensis, hoc dicte partes promiserunt se firmiter servaturas. Promiserunt etiam dicti prepositi et jurati quod predictum Gossuinum Fanteinie, qui vaccas ut dictum est abduxit, et illos qui dictum murum propriis manibus everterunt, facient stare plenarie dicto et voluntati predictorum arbitrorum super emenda injuriarum et dedecoris, quas injurias et quod dedecus predictis abbati et conventui super premissis intulerunt.

Preter hec autem predicta fecerunt dicti prepositi et jurati emendam dictis abbati et conventui de eo quod ipsi quondam, eo scilicet tempore quo Fernandus comes Flandrie et Hanonie obsedit civitatem Tornacensem, combusserunt quasdam domos et grangias ipsius ecclesie in ejusdem prejudicium et gravamen. Et promiserunt quod super restitutione dampni dati per dictam combustionem starent arbitrio predictorum.

Debent autem omnia supradicta terminari per dictos arbitros infra Purificationem proximo nunc instantem. Et concesserunt dicti prepositi et jurati pro se et pro communia sua tota, quod si deficerent in aliquo

premissorum, nos de ipsis justiciam, monitione previa, faceremus. Simili etiam justitie se supposuerunt dicti abbas et conventus, si non observarent quod predicti arbitri ducerent ordinandum. Et sic, Domino concedente, mediante pace prenotata, bona pax est et firma et valida quitatio de omnibus querelis hactenus habitis inter dictas partes, excepto quod de illo articulo, scilicet quod abbas et conventus dicunt prepositos et juratos fecisse fossatum de terra monasterii Sancti Martini Tornacensis, possunt dicti abbas et conventus, quando voluerint, sicut scriptum est, litigare.

In cujus rei testimonium et perpetuam firmitatem, ad petitionem partium predictarum, presentem paginam fecimus conscribi et sigilli sedis Tornacensis munimine roborari, et utrique parti petenti litteras istas concessimus sigillatas.

Actum anno Dominice incarnationis M°CC°XXX° secundo, mense januario.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Martin, de Tournai, t. Ier, p 58.

Carta officialis Tornacensis adversus cives Tornacenses quod nos poterimus habere unum de civitate ipsorum in consilium et auxilium ecclesie nostre, sine aliqua exactione. — Sentence par laquelle l'official de Tournai, Nicolas de Bruges, déclare que l'abbaye de Saint-Martin, de Tournai, pourra choisir pour sergent un habitant de cette ville, qui ne sera pas soumis aux charges imposées par la commune.

Juillet 1233.

Nicholaus de Brugis, canonicus et officialis Tornacensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod cum controversia verteretur coram nobis inter capitulum Beate Marie et abbatem et conventum sancti Martini Tornacensis, ex parte una, contra prepositos et juratos ejusdem loci, ex altera, super eo quod dicti capitulum, abbas et conventus conquerebantur de dictis prepositis et juratis, de eo quod servientem suum, ut dicebant, in advocatia vel justitia seculari exercenda constitutum, videlicet Johannem del Molin, forbanniverant et forbannitum proclamari publice fecerant, certa pecunie quantitate in proclamatione nominata dictis prepositis et juratis antequam civitatem posset intrare persolvenda.

Tandem pro bono pacis, unitatis et concordie, bonorum interveniente consilio et tractatu, in pacem hujusmodi convenerunt. Videlicet quod dictus Johannes bannum et proclamationem civitatis ipsis prepositis et juratis primitus emendaret, et hoc facto ad preces viri venerabilis officialis Cameracensis pena emende remitteretur eidem, et dicti prepositi et jurati fidem facere debent juramento quod non in contemptu vel vituperium ecclesiarum predictarum forbannirant vel penam ei inflixerant memoratam, et quod tempore proclamationis vel bannitionis ipsum ignorabant dictarum ecclesiarum fuisse servientem.

Per omnia premissa vel singula nullum poterit alicui partium prejudicium generari, in casu consimili vel diverso, nec presens concordia de premissis in posterum ad consequentiam potest trahi, vel alicui partium in judicio vel extra prodesse vel obesse. Profecto utraque ecclesiarum dictarum dictum Johannem vel alium in advocatia vel justicia seculari exercenda habere poterit communiter vel diversim, gaudentem vel gaudentes libertate indulta servientibus clericorum, remoti tamen ab officio vel officiis subicientibus ut primo oneribus et servitio civitatis. Tenentur insuper ecclesie supradicte promittere bona fide sine dolo, fraude et malo ingenio, quod aliquem ad officia supradicta vel alia non assument, in fraudem talliarum, servitiorum ac aliorum onerum civitatis, nec dicte ecclesie precium aliquod recipere poterunt ab aliquo vel aliud consimile, quo quis pretextu cujuscumque officii eximatur ab oneribus aut juribus supradictis.

Omnia vero, sicut condictum erat, competenter facta sunt et completa. In cujus rei testimonium et firmitatem presentes litteras, de consensu partium, sigillo sedis Tornacensis fecimus roborari.

Actum anno Domini M°CC°XXX°III°, mense julio.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Martin, de Tournai, t. Ier, p. 14.

Le duc Henri Ier exempte de toute exaction les habitants de Racourt, à la condition qu'ils lui payeront par an 13 livres de Louvain moins 5 sous, 9 muids d'avoine et 30 poules; il leur accorde aussi le droit de nommer le forestier du village.

6 décembre 1233.

Joannes, Dei gratia Lotharingie, Brabancie ac Lymburgie dux, omnibus

presentes litteras inspecturis salutem. Noveritis nos vidisse, tenuisse et intellexisse litteras karissimi progenitoris nostri Henrici, Dei gratia ducis Lotharingie, memorie recolende, formam subsequentem continentes in hec verba.

Henricus, Dei gratia dux Lotharingie, omnibus presentes litteras inspecturis salutem. Ad noticiam omnium volumus pervenire quod homines de Raedshoven nobis solvent annuatim in festo Remigii tresdecim libras Lovanienses minus quinque solidos, et novem modios avene Lewensis et triginta gallinas, et per hoc liberi erunt ab omni exactione et servicio. Omnis igitur terra que tempore tradicionis prime karte confecte super servicio solvendo solvebat, tunc deinceps solvere tenetur servicium quicunque dictam terram emerit vel ad cujuscunque manus pervenerit. Forestarium eligent annuatim juxta suam voluntatem et arbitrium. Testes Gossuinus de Gothoven, Henricus de Ottoncurt, Walterus Clutinc, Renbaldus villicus Thenensis, Everardus cantor Lovaniensis.

Actum anno Domini millesimo CC°XXX°, in festo sancti Nicholay.

Quas vero litteras et conventiones prescriptas nos laudamus, ratificamus, approbamus et tenore presencium, quibus sigillum nostrum in testimonium super eas est appensum, pro nobis, nostrisque heredibus et successoribus imperpetuum confirmamus.

Datum et actum in Fura, ipso die beati Petri ad vincula, anno Domini M°CCC° tricesimo tercio (1er août 1333).

Au bas de cet acte se trouve l'annotation suivante : La collation de ceste présente copie a esté faicte à un vidimus en la chambre des comptes de Mr le duc de Brabant et de Lembourg, à Brouxelles, le xvie jour de février l'an mil CCCC et sept, par moy Senselles. Chartes de Brabant revenues de Vienne, carton II, aux Archives du royaume de Belgique.

Le duc de Brabant Henri Ier exempte de toute exaction, taille, etc., les tenanciers de l'abbaye de Villers à Thorembais et Cocquéamont.

1233 environ.

Ego Henricus dux Lotharingie notum esse cupio omnibus tam futuris quam presentibus quod bona fratrum de Villari et mansionarios apud

Torembais et Cokereamont liberos esse dimisimus ab omni exactione sive tallia, sed et molendina ipsorum ab omni jurisdictione nostra omnino absoluta esse confirmamus. Preterea XXV bonaria terre culte que domina Oda et Walterus cognatus ejus per manus nostras predicte ecclesie contulit eidem, apud Malam Jaciam, ubi ipsa terra est, perpetuo in pace possidendam sigilli nostri impressione confirmamus.

Autre expédition de la même charte.

Sciant etiam tam futuri quod presentes quod bona sepedictorum fratrum et eorum mansionarios apud Thorenbais et Kokeamont liberos esse decrevimus ab omni exactione sive tallia, sed et molendina ipsorum ab omni jure nostro omnino absoluta esse et libera confirmamus. Preterea XXV bonaria terre culte apud Malam Jaciam, que nobilis mulier Oda de Dunglebert et Walterus nepos ejus de filia, dictis fratribus per manum meam contulit eisdem in perpetuam elemosinam, sigilli nostri appositione pro testimonio confirmamus.

Registre des chartes déposées en 1498 et 1500, fol. 454 v°.

Carta curie Tornacensis de compositione inter nos et prepositos et juratos Tornacenses, de muro nostro protenso usque ad murum civitatis per medium prati. — Accord conclu entre l'abbaye de Saint-Martin, de Tournai, d'une part, et les prévôts et jurés de cette ville, d'autre part, au sujet de la destruction d'un mur appartenant au monastère, etc.

Janvier 1233-1234.

Cette charte commence par un texte qui est presque en entier semblable à celui de la charte publiée plus haut, p. 121. Après la phrase : *Et promiserunt quod super restitutione dampni dati per dictam combustionem starent arbitrio predictorum,* on lit ce qui suit :

Et hec omnia se adimplesse secundum quod superius comprehensa sunt, prepositi et jurati in jure constituti coram nobis preterea cognove-

runt. Cum igitur coram dictis arbitris abbas et conventus peterent mille et quingentas libras Flandrensis monete eis reddi pro dampnis et injuriis sibi illatis a prepositis et juratis Tornacensibus memoratis, mille videlicet de incendio memorato, ducentas vero libras pro orto facto sterili ex magna parte et inhabili ad culturam, ducentas scilicet libras pro fructibus orti destructis et de expensis in lite factis occasione premissorum, tandem per concordem ordinationem dictorum arbitrium a partibus expresse approbatam pro singulis articulis prenotatis, fuit a prepositis et juratis de dictis dampnis et injuriis prefatis abbati et conventui per solutionem pecunie satisfactum, sicut per relationem predictorum arbitrorum plenius nobis constat. Gossuinus insuper Fanteinie et alii qui murum predictum propriis manibus everterunt, per ordinationem dictorum arbitrorum processiones faciendo de loco in quo forefactum fuit perpetratum usque circa ecclesiam sancti Martini eisdem abbati et conventui humiliter satisfecerunt. Et sic Domino concedente, mediante pace prenotata, bona pax est et firma et valida quitatio de omnibus querelis hactenus habitis inter dictas partes, excepto illo articulo, scilicet quod abbas et conventus dicunt prepositos et juratos fecisse fossatum de terra monasterii sancti Martini Tornacensis possunt dicti abbas et conventus quando voluerint, sicut supradictum est, litigare. Et concesserunt dicti prepositi et jurati pro se et pro communia sua tota, quod si deficerent in aliquo premissorum, nos de ipsis justitiam, monitione previa, faceremus. Simili etiam justicie se supposuerunt dicti abbas et conventus, si deficerent in aliquo premissorum. In cujus rei testimonium et perpetuam firmitatem ad petitionem partium predictarum, presentem paginam fecimus conscribi, et sigilli sedis Tornacensis munimine roborari, et utrique parti petenti litteras istas concessimus sigillatas.

Datum anno Domini M°CC°XXX°III°, mense januario.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Martin, de Tournai, t. Ier, p. 8.

Mandatum domini Henrici ducis Lotharingiae ad dominum de Perwys ut ipse teneat et permittat prioratum de Fraxina in sua libertate. — Le duc de Lotharingie ou de Brabant, Henri II, ordonne à son parent Enguerrand de Perwez, de protéger le prieuré de Frasnes(lez-Gosselies).

11 Juin 1235.

H., Dei gratia dux Lotharingiae, dilecto consanguineo suo et fideli de Perwez salutem et dilectionem sinceram. Mandamus vobis et finaliter (firmiter?) volumus quatenus domum de Fraxina in eo statu et tenore et libertate per omnia quo conservavit eam dominus frater vester et dimisit, quando jus suum vobis contulit, ex integro conservare velitis, nichil in praejudicium dictae domus attemptando.

Si qui vero de scabinis vel de hominibus dictae villae adversus eandem domum quicquid quaestionis habuerint, eorum insolentiam compescatis, donec nobis renuntiaveritis. Et nos, tam hominibus dictae villae quam omnibus de eadem domo conquerentibus, plenam justiciam exiberi faciemus. Tantum pro nobis exinde facientes, quod ad gratiarum vobis teneamur actiones, scientes quod priorem de Frana et domum sibi commissam, cum omnibus suis appendiciis, in nostra protectione recepimus et conservare et tueri contra omnes adversantes volumus et debemus.

Datum apud Hafflengien anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo quinto, feria secunda post octavas Trinitatis.

Cartulaire de l'abbaye d'Afflighem, t. Ier, p. 776.

Littere quod cives non impediant quin liceat unicuique de rebus suis hereditariis legata et elemosinas facere ecclesiis. — Le roi de France, Louis IX, défend aux bourgeois de Tournai de mettre obstacle, en alléguant des lettres qu'ils avaient obtenues de lui, aux acquisitions de biens faites par les ecclésiastiques.

Juin 1235.

Ludovicus, Dei gratia Francie rex, dilectis suis civibus Tornacensibus salutem et dilectionem. Significamus vobis quod nos nec intelleximus, nec volumus, quod occasione litterarum illarum quas obtinuistis a nobis, inhibeatur vel aliquod impedimentum prestetur quin unicuique liceat de

rebus suis hereditariis legare et in elemosinam dare et redditionem facere ecclesiis et domibus religiosis quantum poterit et debebit. Ita quod si hereditas legata vel in elemosinam vel in redditionem data feodalis sit vel censiva, mittatur extra manum mortuam infra annum, nisi forte ecclesiis vel domibus religiosis eas de licentia dominorum permissum fuerit obtinere. Mandantes vobis ut bannum publice super hoc factum revocetis.

Actum apud Compendium, anno Domini M°CC°XXXV°, mense junio.

Recueil de chartes concernant la cathédrale de Tournai.

De mutatione legis Helchinensis. — L'évêque de Tournai, avec le consentement des habitants des villages de Helchin et de Saint-Genois, supprime d'anciennes coutumes qui étaient en vigueur dans ces localités.

28 octobre 1235.

Cou sacent tout cil ki sont et ki à venir sunt, que cum il fust ensi kes es viles le vesque de Tornai, de Helchin et de Saint-Genois, tenist on une loi con apieloit usage, selonc lequel usage li houns pierdoit une querièle par aucune raison, et par celi meisme raison waugnoit uns autres une samblant queriele, et moult de gens se plainsiscent por cau, li vesques, ki sires est des viles devant dites, par le consel de ses frans hommes et par l'assens de ses justices, de ses eskievins et del commun des viles devant dites, si establi ke les eskaiances ki sunt eskaviés desci au jour dui, ki jugiés sunt selonc l'usage devant dit, soient tenues et wardées et estables, selonc les jugemens ki fait en sunt; et cou ke desor enavant eskiera, soit jugiet et wardet et tenut par droite loi que on prendera là où on doit, sans tous les drois ke li vesques a en ces viles en rentes et en tounius et tous ses autres drois et le droit de tous caus ki droit i ont. Et ceste loi unt fianciet à tenir et à warder les justices et li eskievin, et li vesque, comme sires souverains, le doit faire tenir et warder et doit warandir tout frankement les jugemens de ses eskievins, kil jugerunt selon ceste loi.

Cou fu fait en l'an de l'incarnation Nostre Segneur M.CC. et XXXV, à le fieste sain Simon et sain Jude.

Jura episcopatus Tornacensis, n° LXXXXV.

Carta domini de Orcimonte de juribus burgensium de Gedines. — Baudouin, seigneur d'Orchimont, confirme aux bourgeois de Gédinne, sauf certaines restrictions, les droits et libertés de Ranwez, que son père leur avait octroyés.

Mai 1236.

Ego Balduinus, dominus Orcimontis, universis presentes et futuris notum facio quod ego burgensibus meis de Geidines concessi ad legem de Ranwez libertatem quam pater meus eisdem concesserat, ad eamdem legem observandam in perpetuum et tenendam, salvis tamen articulis qui inferius annotantur. Videlicet quod quilibet de villa de Geidines mihi debet semel in anno unam corveiam de bovibus et de equis, et adhuc burgenses de Geidines debent hospitari equos meos et hospitum meorum, videlicet unumquemque equum de feno pro uno nummo, et debent mihi accomodare apud Geidines de unaquaque domo unum lectum quando requiratur. Preterea mihi retinui aquam bannalem, videlicet a molendino de Louet Sain Pire et Cherisiet usque ad montem, et qui inventus fuit in illa aqua piscans, mihi solvet quinque solidos de emenda, et adhuc debent mihi annis singulis viginti sex denarios, videlicet XIII ad natale Domini et ad festum beati Johannis Baptiste XIII denarios. Retinui etiam terragia ad quindecimam, et sciatur quod quibibet homo manens à Gedines debet coquere ad furnum meum ibidem bannalem, et qui ad illum furnum non coquet, mihi solvet tres solidos de emenda, vel quantum lex dicet,si tamen lex dixerit. Preterea burgenses de Gedines forenses, videlicet Aelidis relicta, Rogerius de Riennes, Lambinus filius Berengeri cantoris, Hubertus de Monte de Sarto, Terricus Hustins de Sarto, Alardus pelliparius de Cherisi et Perardus de Pantignis, solvent terragium suum sicuti hactenus solvere consueverunt. Et hoc est pro pactione quem habent erga me de sua burgesua. Insuper concessi burgensibus de Gedines talem aisentiam de nemoribus, qualem hactenus habuerunt, ita tamen quod unusquisque porcus qui ibidem missus fuerit pro paisson et venditus fuerit, solvet mihi sex denarios pro panagio. Concessi etiam eis aiseuciam in alodio de villa. Et sciendum quod non possunt, nisi per me, ad animalia tendere, nec venari. Sciri etiam volo quod famulus messem habebit sicut habere hactenus consuevit. Hec autem omnia, que in presenti carta verbo ad verbum dicta sunt et expressa, ego et Clemencia, uxor mea, juravimus firmiter et inviolabiliter in perpetuum observanda, de assensu et voluntate matris mee, que tunc temporis Gedines dotis nomine possi-

debat. Et si in aliquo supradictis omnibus obviavero, ad requisitionem burgensium de Geidines infra quadraginta dies teneor emendari. In quorum omnium testimonium et perpetuam firmitatem presentes patentes litteras feci sigilli mei munimine roborari.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo sexto, mense maio.

Cartulaire de l'abbaye de Waulsort, aux Archives du royaume, fol. 26 v°.

L'abbé et les religieux de Saint-Trond ratifient les obligations auxquelles les foulons et les coupeurs de drap de leur ville se sont astreints, au profit de l'église abbatiale.

12 mars 1236-1237.

Johannes, Dei gratia abbas totusque conventus ecclesie Sancti Trudonis. Universis presentibus et futuris hujus cyrographi inspecturis cognoscere veritatem et cognitam conservare. Cum imbecillitas non potest omnia visa et audita memoriter retinere, necessarium est ea que rationabiliter fiunt et firma ac perpetua fore decernuntur, in scriptum redigi, ut memorie defectus humane instrumentis laudabiliter suppleatur, et predecessorum scriptis successorum ignorantie consulatur. Ea propter notum facimus universitati vestre quod fullones opidi nostri de communi consensu et bonorum virorum consilio in elemosina promiserunt, quod quilibet eorum in perpetuum persolveret singulis septimanis custodi ecclesie nostre ad opus custodie nostre unum denarium Trudoniensis monete, similiter et rasores pannorum promiserunt quod quilibet eorum ut predictum est persolveret obolum Trudoniensem. Salvis tamen sibi proventibus unius domus, ad opus infirmorum qui de eorum fuerint officio, quos proventus custos ecclesie nostre et unus fullo fide dignus sub duabus clavibus conservabunt. Volentes etiam dicti fullones et rasores saluti animarum suarum plenius et salubrius providere, adjecerunt quod quicunque eorum sine uxore et liberis moreretur, omnia bona sua tam mobilia quam immobilia, deductis debitis et (in)juste acquisitis, ecclesie nostre ad opus custodie relinqueret. In hujus autem rei perpetuam (memoriam) prefati fullones et rasores, singulis annis in die beati Trudonis ad altare ejusdem processionabiliter veniant, cum oblationibus

suis publice et sollempniter. Ad hec autem omnia inviolabiliter observanda fide et juramento se obligaverunt sepedicti fullones et rasores, magistris eorum etiam jurantibus quod ecclesiam nostram in omnibus supradictis fideliter promoverent, nec aliquem de fullonibus secum operari permitterent, qui in aliquo predictorum fidem suam violare presumeret, nullumque ad officium magistratus accedere permitterent, nisi prius coram custode et aliis quos custos vocare voluerit juramentum prestaret quod omnia supradicta sicut ceteri magistri fideliter observaret. Quod si aliquis officium magistratus contumaciter assumere voluerit et juramentum prestare contempserit, inhibebitur fullonibus sub prestito juramento ne in domo sua operientur. Nos autem volentes caritati eorum caritative respondere, concessimus eis participium omnium bonorum que fiunt et fient in ecclesia nostra, et ut saluti eorum plenius provideatur, et inter ipsos perpetua unit(as) et concordia servetur, unum eis sacerdotem singulis annis de consilio custodis assignabimus, a quo ecclesiastica jura suscipient. Cum autem aliquis eorum in infirmitate laboraverit, cum necesse fuerit custos vocetur, qui cum sacerdote ipsius deputato extremam unxtionem infirmo de monasterio nostro exhibebit. Cum vero aliquis eorum obierit, custos omnes campanas monasterii nostri faciet compulsari. Postea vero corpus defuncti statim ad ecclesiam nostram deferetur, custos autem cum juvenibus et pueris processionabiliter ante fores ecclesie nostre occurrens, corpus defuncti ante capellam Sancti Leonardi deponi faciet et ibidem pro defuncto divina celebrabit, quibus expletis corpus in cimiterio nostro sepulture commendabit. Die autem sepulture omnes fullones ab opere vacabunt, quousque corpus fuerit humatum. In prima autem dominica cujuslibet mensis custos vel aliquis pro ipso ad ecclesiam sacerdotis ipsis deputati accedet, ibi denuo convenient hora misse omnes fullones et rasores pannorum; de salute et honestate eorum mediante custode et suo presbitero tractabitur, qui vero tali hora venire neglexerit, octo denarios ad opus infirmorum, ut predictum est, persolvere tenebitur, nisi se legitime excusare potuerit. Eligentur autem quatuor ex eis de consilio custodis, qui de conservatione, vite et honestate ipsorum sub juramento fideliter inquirent et veritatem custodi et presbitero eorum, assignata die ad conveniendum, intimabunt. Si quis autem accusatus fuerit quod inhoneste se gesserit, monitus primo, secundo et tercio, si se corrigere noluerit, a communione aliorum penitus ammoveatur. Item omnis controversia qua inter ipsos fore contigerit, de consilio custodis et presbiteri eorum (sopiatur). Hujus autem testes sunt Walterus et Clemens scolteti, Damianus, Godescalcus, milites et scabini;

Egidius filius Clementis, Arnoldus, Walterus Ruffus, Reinerus Grutarius et alii scabini, et omnes jurati opidi nostri, Cristianus advocatus, Willelmus de Montenaken et Henricus de Duras, castellani, et alii quamplures, tam laici quam clerici.

Hec autem ut rata et firma permaneant presentem paginam sigillis nostris et sigillo magistri Marcuvardi archidiaconi nostri nec non et decani consilii Sancti Trudonis fecimus roborari. Predicta omnia tunc temporis custos ecclesie nostre procuravit IIII° idus martii anno Domini M°CC°XXXVI°.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Trond, déjà cité, fol. 119.

Carta de sylvis Fraxinensibus et quid juris debeant habere fratres in ea et de mulctis applicandis. — Sentence arbitrale par laquelle on partage entre le prieuré de Frasne et les habitants de cette localité les bois qui s'y trouvent.

30 mars 1236-1237.

Jo Henril de Bialmont et jo Ernols, chevaliers de Liemale, con appelle Morel, faisons conissant à ceaus ki cest escrit verront, que li abbes de Haflengien et la glise de Frane, d'une part, et messire Enjerrans de Perwes, de par les hommes de Frane, d'autre part, s'en sunt mis en nos, ensi com il est contenu en l'escri ki est saelés de nos saials et des lour, que nos doi avons pris a tiere Ernol Longaviaine, le baillin nostre seignor le duc de Braibant, et si avons dit tot troi par acort ke li maisons de Frane tenra quittement et en pais, à tos jors, mais q(ua)nt quelle a sarteit dedens la parroche de Frane jusqu'à cest jor. Et si porra sarteir quant elle vorra toutes les terres sans engien ki sunt defors les bois. Et por che ke nos volons esteindre à tos jors le descorde entre la glise de Frane et la ville, si avons dit ke por ces terres ke li prieus sartara, ki or sunt defors les bois, com prendra del bois treze boniers aves la ville, et puis si partira on tos les bois ki sunt del jugement de Frane, là où li ville clamoit droit, s'en aura li prieus et la glise la moitiet por faire lour volenteit haut et bas, ne en nule manière com puist pensier, ne dire, ne poront droit clameir li mansuyer de Frane, en celle partie del bois, ne en pasturage, ne en taillage, ne en painage. Et en l'autre partie auront

li masuyer totes aizemences a iaus ues sans vendre et sens doucir et sans changier et sans amencir fors de la parroche, fort ke tant ke li prieus et li maisons de Franc auront en celle partie le fab et le chaine et le trefous franchement, ensi com il avoient devant no dit. Et si aura le pasturage franchement, tot là où les bestes de la ville iront et en totes les manières ke les bestes de la ville l'auront, ne nul autre usage n'en doit avoir li maisons de Franc, fors ke le painage ki est siens.

Et si seront li forestiers si com il soloent estre devant. Et si porra la ville mettre forestier en celle partie s'elle vieut où il aura son usage, awec le forestier de la glise; mais li forestiers de la glise, ki jureis iert, aura ses pains à Noïel, et totes ses droitures, si com en devant. Et se mis (uns?) est pris en celle partie a forfait, il iert al amende del bois, et si l'aura la glise l'amende. Et se mis (uns?) est pris taillans à autre chose en celle partie où li ville a droit, ha le fau ou le chaine, li glise aura le moitiét de l'amende et l'autre moitiét mettrat om al luminaire de Sainte Crois. Et se uns i va, de par le prieus, taillier ne à char, ne à charete, ne à autre voiture, ne à fais d'ome, et s'il est pris, doi preudome de la ville qui seront rewart de la lampe de Sainte Crois soumorront le prieus k'il leur rende l'amende del bois aves le luminaire, si le fait de parder, et s'il ne lour rent, li prieus et li glise en aront teile paine ke lour escevin ne rendront jugement de lour besongnes por aus, ne ne feront chose que escevin doent faire, juska tant ke li amende devant dite sera rendue de par la glise aus dous proudomes. Et por che ke om ne puist mze (?) le glise de Franc tollir par malvais engien son fau et se chaine, ne ke li glise de Franc ne li prieus ne puent min la ville greveir de taillage, ne de la garde. Après si disons nos com parte en deus parties tos les bois où li ville a sa part, et s'en met on l'une des parties en defors par le glise et par les escevins de la glise, juskes à tant que li faus et li chaines puist ramablement eschapeir les bestes, et li autre partie sera fors de ban, fors le fau et le chaine, por les bestes qui iront pastre, et por la gent de la ville ki iront taillier le mort bois. Et si li glise voet mettre plus de wardes en se bois ki siens est liges, bien le porra faire. Et les wardes, s'elles truevent le forfait, porront panneir par teil loi ke li forestiers jureis fait, mais li prieus fera conissable à la ville en la glise queis wardes il i mettra.

Et cest dit doit faire otroier et tenir mes sire Eujorans les hommes de le ville et se uns diaus aloet encontre, se li avoes ne la paizentoit, il seroit tenus à la paine rendre ki i est assize en la mise, et li dus, si com soverains sire, en feroit l'avoet asseis faire à la glise de la moitiet et à lui

de l'autre. Et s'est en no dit s'il i a nule chose à amendeir ou à esclairier, ke nos le poomes amendeir ou enslairier dedens l'an. Et por cho ke ci dis soit tos jors tenus fermement, si avons nos mis nos saiaus et les parties la lour, et li duc de Braibant, messire Henris, le fra tenir.

Et ce fu fait à Frane, le lundi après le mi-quaresme, en l'an del incarnation Jesu Christ mil CC et XXXVI.

Cartulaire de l'abbaye d'Afflighem, t. I[er], p. 777.

Lettre latine contenant comment dame Jehenne donna une portion de varasquaix pour faire ung beffroit où est à présent.— Jeanne, comtesse de Flandre et de Hainaut, abandonne aux jurés et aux échevins de Valenciennes les terrains vagues et ruelles inutiles de cette ville, afin de leur faciliter les moyens de construire un béfroi.

Août 1237.

Joanna, Flandrie et Hannoniæ comitissa, universis presentes litteras inspecturis salutem. Noverit universitas vestra quod cum jurati et scabini de Valenchenis, de communi assensu villæ, intenderent quoddam construere berefridum pro communi commodo villæ suæ, nos attendentes istud utile eis esse, ad preces et instantiam eorumdem dedimus et concessimus eis, warescallos et ruellas qui inutiles existebant in villa, in juvamen istius berefridi, quorum donationem volentes eam esse perpetuam et stabilem, per appensionem sigilli nostri presentibus litteris duximus confirmandam.

Actum anno Domini XII[e] XXXVII, mense augusto.

Recueil de Cocquéau, t. I[er], manuscrit de la bibliothèque de Mons.

Lettre d'accord faict entre sire N. de Perwez, l'abbé et couvent d'Affligem et la communauté de Fraisne, touchant la dissension de quelques bois. — Accord conclu entre le prieuré de Frasne et les habitants de cette localité, au sujet de leurs droits respectifs sur les bois.

21 septembre 1237.

Li abbes Willaumes et li couvens de Hafflengen et me sire Engelrans de Perwez font conisable à tos ceaus ki cest escriet veront, ke li glise de Frane et li commuens de la vile de Frane sunt asentit de commuen assens, de totes les querelcs ke entre eaus estoient, en tei manire ke totes le terres ke li glise de Frane a entrepris où la vile clamoet droet, a la vile de Frane clameit quite, et si sarcera li glise de Frane, outre chu ke ele a sarcei de wastes terres fors del bois de ci à dose bonires à se volenteit, et si ne sarcera plus de ci à tant ke li par hous ke diseur avoient deviseit sera faite, et demoura la glise en sa franchise et en sa tenure et en sa maniement, tot ensi ke ele a esteit juskes à che jor, et la vile, d'autre part, en teile tenure et en teil maniement, ke ele a esteit juskes à che jor. Si venist après le priour Lambert autre priour ki ches covenances vouroient brisier et de par le glise liverroet al commuen de la vile devant dite tresse bonires de bois avant part, et doukes si parceroit .... tos les bois là où la vile clamoet droet ... deus, en tel forme ke sire Henris de Beaumont, archidiakenes de Liége, et sire Ernous Moreaus de Limale et li baillius de Genape Ernous Longavaine, li desour le glise et le vile de Frane, avoient deviseit et diet. Et si li glise voloet alueir ou vendre son bois en cele partie où la vile avoit son usage, le piche ke ele vouroet alueir ou vendre convenroet à fait tailir et quant ele seroet taillié par le semonse le priour et le maiour de la glise, li eschevin saint Pire, la piche taillié, metteroient au ban de tel manire ke li soloient les autres parties del bois mettre, a preut le glise et la vile. Et por che ke ceste assente soiet fermement tenue, si cum a deviseit devant, avons pendus nos seaus à ches lettres.

Et ches lettres furent doneis à Hafflengien le jor saint Mathiu, en l'an del incarnation Jesu Crist M° et CC° et XXXVII.

Cartulaire de l'abbaye d'Afflighem, t. Ier, p. 733.

Charta quod dominus de Perveis concessit ecclesie Fraxinensi terras communis pascuae circa vivarium curtis de Pierpont. — Enguerrand de Perwez cède au prieuré de Frasne, avec le consentement des habitants de ce village, la pâture commune située autour de l'étang de la ferme de Pierpont.

18 décembre 1237.

Universis Christi fidelibus praesens scriptum inspecturis E., vir nobilis de Perueis, salutem in Domino. Notun facimus universitati vestrae quod nos ex consensu villae Fraxinensis, concessimus ecclesiae Fraxinensi terras communitatis pascuae quae continentur a curtili Henrici Rocel usque ad vivarium curtis de Pirpont, ad utilitatem praefatae ecclesiae jure perpetuo possidendas. Et ecclesia Fraxinensis quitum clamavit censum annuum in quo praedictus vir nobilis tenebatur de curtilibus domus suae et pomerii sui, ita quod aequipolleat in quantitate et mensura terra communis pascuae et terra quam praefatus E. nobilis vir debeat possidere de terra ecclesiae Fraxinensis.

Actum anno incarnationis Domini millesimo ducentesimo trigesimo septimo, feria sexta ante Natale Domini.

Cartulaire de l'abbaye d'Afflighem, t. Ier, p. 840.

Le chapitre de la grande église de Liége s'accorde avec les bourgeois de cette ville, au sujet des degrés existants entre la cathédrale et le marché.

Décembre 1237.

Jakes, par la graze de Dieu prevoz, Jehans li doiens, li archediakene et toz li chapitres de la grant église, li maires, li eschevin, li jureit et tos communs de la citeit de Liége, faisons savoir à toz ceaz ki or sunt et qui serunt ki ces lettres verront, ke des degreiz ki sunt entre l'église jadite et le marchiet, dont contenchons at esteit entre nos le chapitre, d'une part, et les citains, d'altre, sumes assenti et concordeit en teil manière : ke li murs derrier ces degreiz doit estre sor le viez fondement ki se joint al mur del viez palais et sestent juc al mur de la maison le prevost, ne entre ces dous murs n'aura nul estal tant ke li degreit por-

tront juc ka la terre, et li murs par derrier les degreiz, ne nule de nos parties ne devrat ne ne porrat jamais faire estal entre le mur del viez palais et le mur de la maison le prevost, ensi ke deviseit est; et s'illi avenoit par aventure ke l'une de nos parties i edifiast estal, l'atre partie auroit poir del abattre et del destruire, ke ja n'en devroit requerre la partie ki i edifieroit; et s'autres ke nos i clamoit droiture et voloit faire estal, nos li chapitres et li communs de la citeit seriens decontre et le defendriens communalment. Ne sor ces degreiz mémes (?) ne porrat om jamais faire jugement ki monte a honor domme, ne a mort, ne a sane. En tesmoin et en retenance de ces choses keles soient à toz jurs durables ensi ke devisées sunt, avons nos li chapitres, d'une part, et li communs des citains de Liege, d'autre, ceste chartre saelée et confermée de nos saiaz, et chascune de nos parties at ces lettres semblanz mot a mot escrites, keles ne puissent estre changiés ne muées.

Et ces choses devant dites sunt faites l'an del incarnation Jhesu Crist M.CC et trente settime, el mois de décembre.

Original parmi les chartes de l'église de Saint-Lambert, de Liége.

Le chapitre de Liége autorise la cité de Liége à lever, pendant un an, l'impôt dit *Fermeté*, dont le produit sera employé, pour une moitié, à payer les dépenses du siége de Poilvache et, pour l'autre moitié, à entretenir et réparer les murs de la ville.

19 mai 1238.

J., Dei gratia prepositus, J. decanus, archidiaconi totumque majoris ecclesie capitulum, L. villicus, scabini ceterique cives Leodienses, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Universitati vestre notum facimus quod nos, de communi assensu et voluntate, pro necessitate totius Leodiensis episcopatus, ordinavimus et constituimus quod de die kalendarum mensis junii usque ad annum unum, firmitas in venalibus in civitate Leodiensi recipietur, ea quantitate et modo quam qua quantitate et modo recepta fuit tempore venerabilis patris Hugonis, felicis memorie quondam Leodiensis episcopi, pro acquisitione oppidi Sancti Trudonis. Jam dicta autem firmitas colligetur per eos qui de consensu et electione nostra communi, videlicet capituli et civium pre-

dictorum, fidelitate super hoc prestita, fuerunt deputati. Cujus firmitatis medietas cedet in sumptus et expensas factas et faciendas occasione obsidionis castri de Poilevache; alia autem medietas in usus munitionis civitatis Leodiensis. Termino vero anni a kalendis mensis junii jam dicti elapso, cessabit predicte receptio firmitatis. In cujus rei testimonium et munimen, presens scriptum sigillis nostris, videlicet capituli majoris ecclesie et civitatis Leodiensis, fecimus roborari.

Actum et datum quarto decimo die ante kalendas mensis junii antedicti, anno gratie M°CC° tricesimo octavo.

Ibidem.

Le duc de Brabant Henri II prend sous sa protection les bourgeois de la Hulpe et défend à ses officiers de les citer en justice ailleurs que dans cette localité.

23 juin 1238.

Henry, par la grâce de Dieu dux de Lothier, à tous ceux qui ce present escript verront, salut. Sachent tout que nous voulons tous cheaus que nos maire et nostre eschevin de le Helpe tiennent pour nos bourgeois de le Helpe, en tous leurs droits fover et défendre, et les avons prins et prendrons en nostre protection et conduit, si comme noz bourgeois especialz. Se mandons et par toutes manières volons que nulz de noz hommes, baillius ne autres, ne présume de juger contre eulx sour aucun fait, ou sour aucun cas semblable, nous deffendons que nulz eschevins hors de nostre ville de le Helpe ne d(onn)e sentenche contre nosditz bourgois de le Helpe en aucun cas, se ce n'est en cause de héritaige ou de cens ou de rentes. Qui y ce présumera attempter, sache que il encourra nostre offence.

Donné à la Vure, en l'an mil CC.XXX et huict, la vigile Saint-Jean-Baptiste.

Traduction d'un acte latin, insérée dans une confirmation de la keure de la Hulpe, par le duc Jean III, en 1341 ; voir un cahier intitulé : Privilèges, franchises et exemptions pour les bourgeois de le ville et franchise de la Hulpe, octroyées par Henry et Jean, ducqs de Brabant, l'an 1230, 1238, 1341, aux Archives de cette localité.

Communia Valenchenensis de pratis de Scaupons. — Accord conclu entre la commune de Valenciennes et l'abbaye de Saint-Amand, au sujet de quelques prés que l'on appelait les Prés d'Escaupont ou Prés de Saint-Amand.

Février 1238-1239.

Nos prepositi, jurati, majores, scabini et communia de Valencenis. Notum facimus universis, quod cum abbas et conventus Sancti Amandi in Pabula traxissent nos in causam auctoritate apostolica coram decano, archidiacono et officiali Tornacensi, super quibusdam pratis juxta Valencenas sitis inter Scaupons et Onaing et Quarouble et Sanctum Salvium et Vi, que quidem prata appellabantur a quibusdam Prata d'Escaupons, ut dicebant ipse abbas et conventus, et a quibusdam Prata Sancti Amandi, et petiissint sibi refundi a nobis quinquies mille libre alborum pro arreragiis ex proventibus dictorum pratorum perceptas vel que percipi potuerent, et tantum fuisset processum in negocio quod dies fuit assignata ad audiendam sententiam diffinitivam. Nos cum dictis abbate et conventu composuimus in hunc modum, quod de dictis pratis concessimus ipsis abbati et conventui et assignavimus triginta bonarios in una petia ab ipsis abbati et conventu in perpetuum libere et in pace tamquam suum francum et purum allodium possidendos, nobis nichil in eis de cetero clamaturis. Concessimus etiam eisdem abbati et conventui ultra dictos triginta bonarios, decem pedes fossati de lato ad includendum dictos trigenta bonarios ex omni sua parte, repromitentes fide interposita quod dictam compositionem inviolabiliter observabimus et contra nullatenus veniemus. Insuper posuimus dictos abbatem et conventum in possessionem corporalem tam dictorum triginta bonariorum quam fossati predicti et per istam concessionem, assignationem, repromissionem et missionem in corporalem possessionem ipsi abbas et conventus quitaverunt nos de omnibus querelis ante dictis. In cujus rei testimonium et munimen nos presentes litteras concessimus eisdem abbati et conventui sigillo nostre Valencenensis communie sigillatas.

Actum et datum mense februario, anno Domini M°CC°XXX°VIII°.

Cartulaire de Saint-Amand, t. II, fol. 135.

Li fourjugemens de homes de Syrau. — Sentence portée contre les habitants de Sirault, qui avaient menacé l'abbé de Saint-Amand; ce prélat modifie leurs lois et leurs coutumes.

1239.

Sacent tout cil ki sunt et ki avenir sunt ke en l'an del Incarnation Nostre Seigneur M.CC et XXXVII, li abbés Watiers de Saint-Amand vint à Syrau à se maison à Forest, là manda il les homes de le ville et il i vinrent; li abbés lor monstra qu'il avoit acquise l'avoerie de Syrau al seigneur de Jauche qui avoés en est et pour lor bien l'avoit-il acquise et moult li avoit consteit. Si lor requist qu'il li fesissent aie à cel acat. Il respondirent communalment k'il nen feroient nient; dont lor deffendi li abbés devant dis k'il n'alasseus plus en ses bos ne en ses esteules, se il ne pooivent monstrer raison par le quele il i deussent aler. Il alerent à conseil et quant il revinrent, il disent ke li bos estoit leur et pour cou k'il avoient clamé le treffons Saint Amant. Li abbés lor demanda k'il dounassent pleges d'amender le clain k'il avoient fait del treffons Saint Amant u de poursivre loi; il disent k'il n'en douroient nul. Li abbés les volt arrester, et il efforcièrent l'abbé et laidengièrent et férirent apres lui, ensi k'il férirent sen palefroi sour quoi il estoit et brisièrent sen paufit et à force en alèrent. Li abbés pour cest forfait les fist aiourner à Syrau el moustier, en iour de diemence, par ses homes à quinsaine à Saint-Amant au kief liu, ensi com il est acostumé d'ancienneté. Li abbés warda sen iour; il ni vinrent nient; il furent raiourné autre fie et tierce et quarte, et bien warda li abbés ses iours duskes à loi; et il ni vinrent nient. Quant ce vint al quint iour, li abbés coniura ses homes kil li desissent k'il en avoit à faire; li home disent ki ne le savoient dire; mais il en forchast se court, u il les fesist mener au sens del pais; il i furent mené et contèrent le fait tel ke devant est dis. Li consaus kerka con les devoit fourjugier de cors, de loi et d'avoir et mist hors ciaus ki adont erent hors del pais, se puis ne se raloièrent à iaus. A ceste enqueste kerkier furent Robers, avoés d'Arras, sires de Betune; Ernols d'Audenarde; Ernols, sires de Mortaigne; Willaumes, sire de Pont-Rohart; Hellins de Sengin; Wautes d'Asnape.

Li home revinrent à Saint-Amant et li abbés lor mist iour de rendre l'enqueste; li home vinrent à cest iour et li abbés les coniura k'il desessent loi et il disent : Nous foriugons les homes de Syrau por le forfait devant

dit, de cors, de loi et d'avoir, fors cels ki erent adont fors del pais, se puis ne se raloièrent à els. A cest jugement dire furent Ernols de Audenarde devant dis; Ernols, sires de Mortaigne; Amorris de Landast; Tieris de le Hamaide; Jakemes de Tuns; Hellins de Sin; Gossuins de Helemes; Ernols de Leitliu; Alixandre del Rosniel; Jehans de le Rosière; Hues de Fraechiens, tout cist sont home l'abbé.

Et quant cils iugement fu ensi rendu, il avint ke li abbés à se maison à Syrau, là vinrent li home de le vile, et quant il virent k'il erent foriugiet de cors, de loi et d'avoir, ensi com dit est, il se misent en le volentet l'abbé del tout,et quant il si furent mis, li abbès lor deffendi k'il n'alassent plus en sen bos con apele des Braies, ne menassent lor bestes. Et pour chou ke li abbés vit k'en le loi de Syrau avoit à amender; il l'amenda ensi com il est escrit après, sauf chou k'il retint pooir d'amenuisier, d'acroistre et d'amender ensi com bon li sambleroit; et bien mist avant ke cele deffense dou bos, k'il avoit faite, et li amendemens de le loi, si com ele est ci après escrite, estoit partie de sen dit, et le remanant iroit à se volenteit en liu et en tans.

Li lois amendée est tele : li lais dis est à IIII s.; li desmentirs, à V s., ki se fait tenir sour autrui, à V s.; ki fiert autrui, ne boute par mal, il est à X s.; et se sans en ist u il chiet, il est à XX s.; ki sake arme esmolue sans ferir, il est à XXX s.; li cols de baston, est à XX s. et se sans en ist, il est à LX s.; li cols d'arme esmolue, est à LX s. Toutes ces choses devant dites doivent estre prouvées par II tiesmoins, par I home et par une feme, u par II homes de le vile de Syrau u de dehuers, ki au fait furent. S'en a li sires II pars des forfais, et cil cui on a mesdit u maiffait en a le tierce, sil sen plaint, et se il ne s'en plaint, li sires sen puet plaindre,se sont li fourfait tout sien et il lor doit commander qu'il portent pais li uns à l'autre seur cors et seur avoir, et se il ne le voloient faire, li sires puet maitre main et faire maitre a els et au leur duscatant k'il l'aient fait. Se femes s'entredient lait, II femes puent porter tiesmoignage ki ne soient de malvais reclain. S'on fait lait à home de vile de Syrau, dont il n'ait point de tiesmoignage, iurer le doit et li autres s'en doit escondire lui tierc par sairement u amender. Se li iustice Saint Amant a mestier d'aie et ille en semont les homes de le vile de Syrau, cascuns de ciaus ki ne li aidera est à LX s., et se li uns ne vielt porter tiesmoignage contre l'autre de ceste chose, li iustice Saint Amant u ses serians le doit detenir par sen sairement. Se estranges hom fait lait à home de le vile de Syrau, cil de le vile li doivent aidier et mener le malfaiteur en le prison Saint Amant, sil en sont semons de iustice u de celui con a fait lait et s'il ne

faisoient, cascuns seroit à LX s. Les bans puet li sires faire à se volentet en le vile de Syrau par le conseil des eskievins. Quant li provos Saint Amant prent se rente, prendre le doit par eskievins. Nus ne puet foir el cemin, se par le seigneur nom ; et s'il i fuet, il est à V s. et amender doit le cemin s'il l'empire. Au desdit des eskievins, à X lb.; se li eskevin s'en plaignent, il en ont le tierc et li sires les II, et se il ne se plaignent, il ni ont nient, ains est tout le segneur s'il s'en plaint. Ki calenge autrui terre u iretage, s'il ne le puet detenir par loi, il est à XX sols, et de cateus, il est à V s. et de fausse plainte à IIII s. Qui mait main à le iustice Saint-Amant, soit au provost u al maieur, il est en le volenté le signeur. Item d'autre home est il mort pour mort, membre pour membre. Se aucuns amainne gens estraignés à armes en se maison, u en le iustice de Syrau encontre le signeur, u encontre les homes de le vile de Syrau, ses cors et ses avoirs est en le main del seigneur, s'il est convencus par II tiesmoins. Se li sires voit ke li eskievin soient à estorsse envers le droit Saint Amant u envers le droit de le loi, il les puet hoster et autres metre; et se li abbés a mestier des homes de le vile de Syrau pour sen cors deffendre u pour le terre Saint Amant warandir, aidier li doivent, et ki ni venroit, il seroit à XX s. Et se li eskievin aloient en le vile u ailleurs sour le iustice Saint Amant par le semonse le maieur pour les drois Saint Amant et on les laidengoit, amender leur doit on ausi bien ke donc se il le fissent en banc. Quant li abbés vient gesir a Syrau, cascune maisons li doit livrer une kuite sil en sont requis; et ki encontre seroit, il seroit à V s.

Et pour chou ke ces choses devant dites ne soient mises en oublianche, ains soient fermes et estables, jou Robiers, avoés d'Arras, sire de Bethune; jou Ernols d'Audenarde; jou Ernols, sires de Mortaigne, et jou Williaumes, sire de Pont-Rohart, avons pendus nos saiaux à cest escrit; et ce fu saielé et donné en l'an del incarnation Nostre Seigneur M ans et CC et XXXIX.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Amand, t. II, fol. 182 v°.

Arnoul, comte de Looz et de Chini, donne, avec le consentement de Hugues, abbé de Corbie, le droit et les libertés de la cité de Liége au village de Beeringen.

Octobre 1239.

In nomine Domini, amen. Ego Arnoldus, comes de Los et de Chinei, notum facio universis scripti presentis inspectoribus, quod de assensu et consensu et de mandato speciali venerabilis patris domini Hugonis, abbatis Corbeiensis, communicato fidelium meorum consilio, ville Beringen idem jus et eamdem contuli libertatem quod et quam civitas Leodiensis dinoscitur optinere, salvo jure per omnia ecclesie Corbeyensis, quod tale quidem est :

Omnia molendina ibidem facta et facienda et totus census antiquus qui solvitur hiis terminis, videlicet in Epyphania Domini et in festo beati Johannis Baptiste et omnia jura manus mortue et requisitiones terrarum integraliter sunt ecclesie Corbeiensis. Quilibet autem manens infra libertatem ejusdem ville, si homo fuerit ecclesie Corbeyensis, debet eidem ecclesie pro jure manus mortue duodecim denarios Leodienses. Qui si mansionarius fuerit ecclesie, heres illius in requisitione terre sue tantumdem solvet, quantum terra eadem pro censu debet annuatim. Quilibet vero extra libertatem dicte ville manens, si homo fuerit ecclesie, debet pro jure mortue manus duodecim denarios Leodienses. Quod si mansionarius ejusdem fuerit ecclesie, heres de familia, si defunctus vir fuerit, in requisitione terre debet ecclesie bovem unum, et si moriens femina fuerit, heres illius vaccam persolvet. De cambis autem et de novo censu quem solvent burgenses in festo beati Remigii et de omnibus emendis, de quocunque fuerint forefacto, ego et dicta ecclesia omnes reditus et proventus equaliter dividemus. Omnes siquidem homines infra terminos parrochie de Beringen commorantes tenentur molere ad molendina ecclesie memorate, nec licebit eis alias molere nisi forte dicta molendina eisdem non sufficiant ad molendum.

Si vero scabini prefate ville super sentencia reddenda dubitaverint, illam a scabinis de Hasselt debent requirere, et sicuti ab illis didiscerint, ipsam tamquam justam, ex warandia eorumdem, debent pronunciare. Quod si forte scabini de Hasselt super sentencia requisita ipsos vel nollent vel non sufficerent certificare, extunc dicti scabini de Beringen sententiam illam a scabinis Leodiensibus requirent personaliter, quam, ut ab illis didiscerint, eorum fulti auctoritate, tanquam justam pronuntiabunt.

Ego vero et fideles mei, ad majorem omnium predictorum firmitatem, tactis reliquiis, juravimus ea nos inviolabiliter observaturos. Ut igitur omnia prenotata rata permaneant et inconvulsa, presentem paginam sigillo meo et sigillo viri venerabilis domini Petri prepositi de Wido, cui dictus abbas vices suas in hac parte commiserat per suas patentes litteras, placuit communiri.

Datum mense octobri, anno Domini M° ducentesimo XXX nono.

Cartulaire noir de l'abbaye de Corbie, à la Bibliothèque impériale de Paris, fol. 215.

Ordinacio arbitralis facta per G. Cameracensem, H. (B.?) Lausenensem episcopos et abbatem Yethensem super modum recipiendi theloneum per abbatissam in villa Nyvellensi et de aliis rebus. — Jugement arbitral prononcé par les évêques de Cambrai et de Lausanne et l'abbé de Dilighem, ordonnant la restitution à l'abbesse de Nivelles des tonlieux levés en cette ville et déterminant comment ces derniers se percevront dorénavant.

Avril 1239-1240.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Nos G. Cameracensis, H. (B.) quondam Lausonensis Dei gratia episcopi et abbas Yethensis, Premonstratensis ordinis, arbitri electi in causis que vertuntur hinc inde inter Odam abbatissam Nyvellensem et commune ville Nyvellensis, abbate Villariensi Cisterciensis ordinis coarbitro nostro legitime excusato, in primis ordinamus et dicimus ut Ode abbatisse fiat ad presens manualis emenda a procuratore communitatis et a burgensibus presentibus pro eo quod ejecta fuit a possessione per burgenses sive communitatem Nyvellensem De estimacione autem emende et modo ordinacioni nostre reservamus.

Item ordinando pronunciamus quod Oda abbatissa Nyvellensis restituatur a communitate et burgensibus ville Nyvellensis ad perceptionem thelonei de vino ad mensuram vel brokam vendito, ita quod de dolio vini de Avalterre solvatur a vinariis ville Nyvellensis abbatisse vel ejus nuncio vel aliter ex parte ipsius sextarium vini nomine thelonei, et de dolio vini Gallici dimidium sextarium.

Item ordinando pronunciamus quod predicta O. abbatissa restituatur a predictis burgensibus ad perceptionem thelonei de pane, ita quod quilibet boulengarius de duabus furnatis solvat nomine thelonei abbatisse

vel alicui ex parte ipsius unum panem, valentem obolum, vel obolum, et pro una furnata semiobolum.

Item ordinando pronunciamus quod predicta O. abbatissa restituatur a predictis ad perceptionem thelonei de telis, hoc modo quod quilibet venditor telarum in foro vel extra sive sunt curvate sive non curvate solvant nomine thelonei de centum ulnis duos denarios, de quinquaginta unum denarium, de quinque solidis unum denarium.

Item ordinando pronunciamus quod predicta O. abbatissa restituatur a predictis ad perceptionem thelonei de fileto lini et lane, ita quod quilibet vendens filum lini et lane solvat nomine thelonei, de quinque solidis denarium et de XII denariis obolum.

Item ordinando pronunciamus quod predicta Oda abbatissa restituatur a predictis ad perceptionem thelonei de cutis pilosis, ita quod quilibet vendens hujusmodi cutes solvat nomine telonei pro decem cutibus duos denarios, de quinque denarium, de uno corio obolum.

Item ordinando pronunciamus quod predicta O. restituatur a predictis ad perceptionem thelonei de freparia hoc modo, quod a quolibet deferente per forum frepariam et vendente solvatur abbatisse nomine thelonei, vel nuncio vel alicui ex parte ipsius, de quinque solidis unum denarium, de duodecim denariis obolus.

Item ordinando pronunciamus quod predicta Oda restituatur a predictis ad perceptionem thelonei de maceraria, ita quod quilibet carnifex vendens carnes in stallis solvat ossaturam carnis vel cupam vini vel componat nomine telonei circiter carniprivium, sicut hactenus consuevit.

De predictis autem omnibus ordinamus quod abbatissa O. ea pacifice et quiete possideat, nec super predictis vel predictarum aliquid, quantum ad proprietatem, nichil pronunciamus super hiis et retinemus nobis potestatem declarandi quando et prout viderimus expedire. Preterea de aliis articulis quibuscunque pertinentibus ad negocia de quibus est in nos compromissum, retinemus nobis potestatem, ut ordinemus, decernamus, arbitremur, dicamus et proponamus vel faciamus alias, prout viderimus expedire secundum formam compromissi. In cujus rei testimonium presentes litteras sigillorum nostrorum munimine ad majorem securitatem edidimus roboratas.

Datum apud Sanctum Foylanum de Rodio, anno Domini M° CC° XXXIX°, tercia feria post ramos palmarum, mense aprilis.

Cartulaire du chapitre de Nivelles, fol. 19 v°.

Lettre adressée au duc de Brabant, Henri II, par Thomas de Savoie, comte de Flandre, pour réclamer, conformément à l'usage observé depuis longtemps, le coupable d'un homicide commis dans ce dernier pays.

1240 environ.

Nobili viro Henrico duci Lovaniensi Th. comes Flandrie et Hannonie salutem et dilectionem. Intelleximus quod in terra nostra (*lisez* vestra) quidam tenetur captus homicida qui in terra vestra (*lisez* nostra) fecit homicidium. Quare vos rogamus quatinus ipsum transmittatis nobis cum inter comitem Flandrie et ducem Lovanie usquemodo extiterit de talibus consuetudo, et nos eam bene volumus observare.

Cartulaire de Brabant B, fol. 91, où cette pièce est barrée.

De pace inter advocatum Frigidi montis et homines ville. — Accord conclu entre Siger, avoué de Froidmont, et les habitants de ce village, pour la suppression de la taille arbitraire et son remplacement par une assise ou taxe annuelle, montant à 31 livres 5 sous de blancs.

24 mars 1241-1242.

Cou sacent cil ki sunt et ki avenir sunt et cest escrit veront et oront, ke tel tescort ki estoit entre monseigneur Sohier, chevalier, avoet de Froitmont, de une part, et les homes de le vile de Froitmont, d'autre; de chou ke me sires Sohiers disoit k'il les pooit taillier à se volentet, ke li homes de Froitmont denoioient. Pais en fu faite entre les deus parties en tel manière ke li chevaliers devant dis, trestout le droit ke il i demandoit ne avoit ne avoir pooit, ne il ne si hoir, en taillier les hommes de Froitmont ne en demander tailles à aus. Il Sohiers, chevaliers devant dis, leur a quitée simplement et sains débat, parmi XXXI livres et V s. de blans et darent ke il en a eut, et s'il a fait loer et quiter sen droit hoir en tel manière, ke me sires Sohiers et il et si hoir doivent avoir à le vile de Froitmont cascun an au iour Saint Remi VI livres de parisis de assise en non de taille, et ce iour meismement doit il envoier pruec à Froitmont; et s'il nes avoit au iour Saint Remi devant dit, mesire

Sohiers devant només puet lendemain de le Saint Remi, envoier sen message à le vile de Froitmont pour ses VI livres devant noumés ; et de tans jours ke il i seroit, pour le défaute del paiement dou iour Saint Remi, iuskes à le quinsaine apriès, doit il avoir III s. de parisis pour cascun iour ke on seroit en défaute dou paier. Et se il avenoit par avanture ke dedens le quinzainne ne fust paiés des VI livres devant dis et des III s. pour le défaute, monstrer le doit en le court de Froitmont à celui ki i seroit de par mon seigneur l'abbet de Saint Amant et dire ke encore n'estoit il paiés, et mesires li abbés u ses commans li doit faire avoir se il viout devens les VIII iours apriès le quinsaine les VI livres et les cous devant només. Et se il passoient li VIII ior ke il ne fust paiés, et des cous et des VI livres, mesire Sohiers, avoés devant només, puet de se propre auctoritet puet prendre à tous chiaus ki en défaute enseroient selonc chou ke il seroient eswardet, lor wages pour les wart et pour les cous.

Et pour chou ke ce soit ferme chose et estaule, ne que nus tors ne soit fais ne par allongement de tans ne par oubliance, jou Sohiers devant només ai pendu men saiel à ceste cartre, et par me requeste iai iou fait pendre le saiel mon seigneur Jernoul de Mortaigne, castelain de Tournai, de qui iou tieng m'avoerie, et l'ai fait loer men droit hoir devant mon seigneur et mes et mes pers. Et iou Watiers, par le gratie de Dieu abbes de Saint Amant, sire de Froimont, i ai pendut men saiel, en l'an del incarnation M et CC et XLI, wit iours devens averil.

Cartulaire de Saint-Amand, t. II, fol. 71. A la fin de l'acte on lit : *L'original avec les seelz est au ferme.*

Les échevins et la commune d'Alost cèdent à l'hôpital de Sainte-Marie, de leur ville, les droits qu'ils possédaient sur la halle au blé et qu'ils avaient acquis du comte et de la comtesse de Flandre et de Hainaut.

4 Juin 1242.

Universis...., scabini et communitas de Alost imperpetuum. Noverit universitas vestra quod nos, considerata paupertate et expensis hospitalis beate Marie in Alost, omne jus quod habuimus in domo qua bladum venditur apud Alost, imperpetuum dicto hospitali contulimus, sine pre-

judicio alterius hereditario jure possidendum, sub annuo censu quatuor denariorum Flandrie nobis et successoribus nostris annuatim solvendorum, dictum enim jus a comite et comitissa Flandrie et Hanonie, quorum litteras patentes super hiis et aliis confectas habemus, nobis comparavimus in hereditatem, nec aliquis successorum nostrorum possit aut debeat aliam domum constituere in qua bladum venditur, quod sit in prejuditium hospitalis supradicti. Si quis autem dicto hospitali, quod absit, aliquam injuriam vel calumpniam inferat de premissis, aliam warandisam eidem hospitali inde facere non tenemur quod (quam) habemus de nostris a comite et comitissa, sicut superius est expressum, nobis impetratam. In cujus rei testimonium et munimen presentes litteras jamdicto hospitali contulimus, sigilli nostri appensione roboratas.

Actum publice anno Dominice incarnationis M.CC.XLII, mense junio, feria quarta post ascensionem Domini.

Copie parmi les chartes de l'abbaye de Forest, portant cette indication : *Collata est prius copia ad Registrum privilegiorum Alostensium per me, Serclaes N.*

Hugues, chevalier de Corbion, met le village et les habitants de Corbion sous la protection de l'évêque de Liége et déclare qu'ils suivront dorénavant la loi de Beaumont.

9 juin 1242.

Universis presentes litteras inspecturis, Hugo, miles, dominus de Corbion, salutem. Universitatem vestram scire facimus quod nos villam nostram et homines et omnes commorantes apud Corbion in salvamento domini nostri Leodiensis episcopi, de voluntate et assensu ipsorum, posuimus, tam presentes quam futuros, secundum legem Bellimontis, ita tamen quod, in recognitionem perpetuam hujus salvamenti, in expeditionem et exercitum ibunt, et episcopo Leodiensi quilibet ipsorum hominum in eadem villa commorantium, quolibet anno, in nativitate beati Johannis Baptiste, duodecim denarios Parisienses, et in festo beati Remigii, persolvet unam gallinam. Facimus autem nobis legem quod circa predicta eos tueri non poterimus, aut predictis nos opponere aliquomodo, sed salvamentum ipsum circa omnes, pro posse nostro, manutenebimus et defendemus. In cujus rei testimonium, presentes litteras,

quia sigillum proprium non habebamus, sigillo prioris de Bullon(e) domini Petri dicti de Andana, fecimus sigillari.

Datum feria secunda post Pentecostem, anno Domini M°CC° quadragesimo secundo, mense junio.

Chartes de l'église Saint-Lambert, de Liége.

Les prévôt, archidiacre et chapitre de la cathédrale de Liége déclarent que les personnes qui se sont nouvellement assujetties à payer un cens par tête à l'église Saint-Lambert, ou à d'autres églises du diocèse, jouiront des mêmes immunités que les personnes soumises anciennement à un cens pareil.

8 janvier 1242-1243.

J., Dei gratia prepositus, J. decanus, archidiaconus, totiusque majoris ecclesie in Leodio capitulum, dilectis in Christo abbati et conventui, villicoque ac scabinis Sancti Trudonis salutem in Domino. Scire vos volumus quod illi qui de novo fuerint homines ecclesie nostre Leodii, voventes se censum suum capitalem eidem ecclesie in recognitionem hominii sui annis singulis soluturos, eadem libertate et privilegio gaudent, quo gaudent hii qui ab antiquo ejusdem ecclesie homines extiterunt, et hoc idem in aliis ecclesiis Leodiensis diocesis de jure credimus faciendum.

Datum feria V^a^ post octavas Epyphanie, anno Domini M°CC°XL° secundo.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Trond, fol. 183.

Hugues, abbé de Mouson, fonde à Proisi une ville nouvelle, à laquelle il donne les lois de Beaumont en Argonne, et à la protection de laquelle il associe l'évêque de Liége.

Février 1242-1243.

Hugo, Dei permissione Mosomensis ecclesie dictus abbas, totusque ejusdem loci conventus, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Noverit universitas vestra quod, cum nos in territorio nostro de Proisi vellemus constituere villam novam, nos volentes in ipsius ville constitucione ad defensionem ipsius ville venerabilem patrem Leodiensem

episcopum et successores suos habere socios et defensores, nobiscum, de bonorum virorum consilio, nobis in hoc consentientibus, taliter venerabilis pater predictus convenit : quod nos medietatem proventuum ville nove, cum ibidem fundata fuerit, libere percipiemus, tam in terragiis quam in decimis, emendis, seu aliis juribus quibuscumque, et etiam in omnibus sive ex exactione, seu precarie, aut alio quocumque modo donis datis et dandis. Venerabilis autem pater supradictus et successores sui reliquam medietatem percipient. Nos vero jus patronatus habebimus in ecclesia, si ibidem parochialis ecclesia fuerit instituta; presbytero, si ibidem tamquam in matrice ecclesia fuerit institutus, providebitur de bonis dicte ville ad nos et ad venerabilem patrem supradictum pertinentibus. Homines dicte ville nove ire in exercitus et chevaucheias venerabilis patris Leodiensis episcopi tenebuntur, sicut alii homines terre sue. Similiter tenebuntur ire in chevaucheiam et exercitum nostrum, si nobis viderimus opus esse, hoc salvo, quod pro nobis contra venerabilem patrem Leodiensem episcopum, et pro ipso contra reverendum patrem Remensem archiepiscopum, in exercitum vel chevaucheiam homines dicte ville non ibunt. Si autem dicte ville nove homines ad citacionem nostram in chevaucheiam nostram non venirent, et similiter ad citationem sepememorati ac venerabilis patris Leodiensis episcopi in ejus exercitum vel chevaucheiam non irent, tenerentur ad emendam, que emenda esset communis sicut et alie emende. Dicta villa erit ad leges et consuetudines Belli Montis in Argoniâ, et homines ipsius ville tenebuntur solvere tales redditus et burgesias quales solvunt burgenses Belli Montis. Homines nostri et homines Leodiensis episcopi non poterunt recipi in dicta villa nova. Preterea excipimus duos homines feodales ipsius episcopi tantum quos voluerit, in hoc quod eorum homines similiter in dicta villa nova recipi non poterunt. Domus vel grangia communis erit nobis et venerabili patri episcopo Leodiensi in qua decime et terragia reponentur. Et quia nos ipsum nobis fecimus socium in dominio dicte ville, idem venerabilis pater Leodiensis episcopus partem nostram tenetur garandire et defendere bona fide, nec alii homini quod habet et habebit in dicta villa in feodum dabit, seu alio aliquo modo ab episcopatu Leodiensi nullatenus alienabit, nec in alia manu tam ipse quam successores sui ponere procurabunt. De consensu autem ejusdem venerabilis patris Leodiensis episcopi retinuimus, quod salva sint nobis et ecclesie nostre proventus, redditus et jura omnia quos et que in villis de Gembres et de Bievere habemus ab antiquo. In quorum omnium testimonium presentibus litteris sigilla nostra fecimus apponi.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo secundo, mense februario.

Chartes de l'église Saint-Lambert, de Liége.

Lex de Sirau. — Lois données par l'abbaye de Saint-Amand aux habitants de Sirault, avec l'approbation de Jeanne, comtesse de Flandre et de Hainaut. Cette charte est suivie d'une autre, par laquelle la comtesse Marguerite, sœur de Jeanne, en confirme la teneur, le 12 mai 1278.

Mars 1242-1243.

Il sacent tout cil ki sunt et ki avenir sont ke tele est li lois de le vile de Syrau et li pais qui est apriès escrite, del descort ki estoit entre le glise Saint Amant et ceaus de le vile de Syrau. Tele est li lois de Syrau. Li lais dis, est à IIII s.; li desmentirs, à V s.; ki se fait tenir sour autrui, à V s.; ki fiert autrui, ne boute pas mal, il est à X s., et se sans en ist, il est à XX sols; ki sake arme esmolue sans ferir, il est à XXX sols; li cols de baston est à XX s.; et se sans en ist, il est à LX s.; li cols darme esmolue, est à LX sols. Toutes ces choses devant dites doivent iestre provées par II tiesmoins, par un home et par une feme, u par II homes de le vile de Syrau u de dehuers, ki au fait fuissent. Si en a li sire II pars des forfais et cil à qui on a mesdit u meffet en a le tierc s'il s'en plaint, et s'il ne s'en plaint, li sire s'en puet plaindre, si sont tout li fourfait sien; et il leur doit commander à tenir pais et aporter l'un vers l'autre partout, sour cors et sour avoir; et s'il ne le voloient faire, li sire puet faire metre main à iaus et au leur duskes atant k'il l'aient fait. Et se femes s'entredient lait, II femes pueent porter tiesmoignage ki ne soient de malvais reclain. S'on fait lait à home de le vile de Syrau, dont il n'ait point de tiesmoignages, jurer le doit et li autres s'en doit escondire lui tierc par sairement, u amender. Se li iustice Saint Amant a mestier d'aiwe en le vile de Syrau et il en semont les homes de le vile de Syrau, cascuns de ceaus qui il ensemonroit, s'il ne li aidoit et il en estoit convencus par II tiesmoins, il seroit à LX s., et cil qui il encouperoit se il n'en avoit tiesmoignage, il s'en doit oster par sen sairement u paiier l'amende. S'estranges hom fait lait à home de le vile de Syrau, cil de le vile devant dite li doivent aidier et amener le malfaiteur en le prison Saint Amant, s'il en sont semons de le iustice u de celui à qui on a le lait fait, et se il

ne li aidoient, cascuns de ciaux qui on en aroit semons, soroit à LX s.

Les bans puet li sire faire en le vile de Syrau par le conseil des eskievins à se volenté. Quant li sire prent se rente, prendre le doit par eskievins. Nuls ne puet fouir el chemin se par le seigneur non et, se il i fuet, il est à V s. et si doit amender le chemin se il l'empire. Au desdit des eskievins, à XI livres et VI deniers, dont cascuns des eskievins a XXIV sols et li sires le remanant. Ki calenge autrui terre u autrui iretage, se il ne le puet detenir par loi, il est à XX sols, et de cateus à V sols, et de fause plainte à IIII sols. Ki mait main à le iustice Saint Amant, soit au provost u au maieur, il est en le volenté le seigneur. Et d'autre home est membre pour membre, mort pour mort. S'aucuns hom de le ville de Syrau amainne home estrange ki mal faice au segneur u à home de le vile devant dite, et il en est convencus par II tiesmoins, il est tenus al amender ausi avant com s'il meismes leuist fait.

Li sires puet les eskevins de Syrau oster de III ans en III ans à se volenté et autres metre, et s'aucuns des eskievins fourfaisoit dedens les III ans, oster le puet li sire s'il en est convencus par ses pers et autes metre. Et se li abbés u li glise de Saint-Amant a mestier des homes de le vile de Syrau pour sen cors deffendre u pour le terre Saint-Amant warandir, aidier li doivent, et ki ni venroit, il seroit à XX sols. Quant li abbés vient gesir à Syrau, on li doit de le vile de Syrau XII kintes anchienement et se il de plus en a mestier, prendre en puet com sire.

Tele est li pais par l'assens de le glise de Saint-Amant et de le vile de Syrau, del content ki estoit entre le glise devant dite et le vile de Syrau, ke tout cil de Syrau ont quitet à le glise devant dite tout entirement le bos des Brais, premenaulement en tel manière qu'il i retiennent le pasturage de lor chevaux, un an apries chou ke li bos sera copés, et puis ke li bos ara III ans, toutes autres biestes poront aler el bos fors kièvres, et s'on i trueve kièvres, eles seront pierdues toutes les fies con les itrouvera, et se cheval ne vakes ne autres biestes iront devant les termines ki devant sont nommet, li chevaus paieront V deniers au segneur et vake VI deniers, li fous (cent?) de brebis V sols et li pourceaus un denier. Et ki aroit taillet el bos, se fust pris au fourfait, il seroit à V sols au segneur. Et tout cist fourfait doubleroient par nuit, et de ces fourfais ne puet nus paner se li forestiers non ki sera mis de par le glise de Saint Amant, et li forestiers devant dis ara fait foiautet devant les eskievins de le vile de Syrau, et cest bos ne puet on sarter. Et s'il i avoit aucune place ke li glise devant dite volsist faukier u soïer, ele ne le puet deffendre des biestes plus ke del mi marc duskes à le fin de fenal, et se li fueres estoit avant ostés, les

biestes i poroient aler. Et pour ces pasturages, doit cascuns feus de le vile de Sirau un poulet à le glise devant dite cascun an, en tel point com devant, u deus deniers pour le poulet.

A ceste pais faire fu Williaumes de Braine, castelains de Braine, ki fu disieres de ceste pais par l'assens de le glise de Saint Amant et des homes de le vile de Syrau. Et si furent me sire Gerars de Hainau, me sire Gilles Li Bruns, me sire Jakemes de Bailleul, me sire Wautiers de Genleng, me sire Gossars de Lalaing, me sire Guillaumes de Hausi, me sire Hues de Lens, me sire Jakemes de Hainau, me sire Nicholes de Mainvaut, me sire Gilles de Gages, me sire Hues Pores, me sire Bauduins Dou-Til, chevalier, et Everars, castelains de Condet; et pour chou ke se soit ferme cose et estaule, jou Jehane, contesse de Flandres et de Hainau, à le requeste de le glise devant dite et de ceaus de le ville de Syrau, ai pendu men saiel à cest escrit pour faire tenir et warandir. Et nous chevalier ki ci sommes nomet, et Williaumes de Braine, et Everars, castelains de Condet, i avons pendus nos saiaus en tiesmoignage. Et nous abbés et couvens de le glise devant dite, i avons pendus nos saiaus, pour chou ke nous le loons et gréons.

Ce fut fait en lan del incarnation Nostre Segneur M. CC. et quarante et deus, el mois de marc.

Nous Margherite, contesse de Flandres et de Hainau, faisons savoir à tous, ke tele pais à faire tenir et warandir ke contenu est ès lettres des queles ces présentes lettres sunt enficiés, les queles nostre treschiere dame et suer Jehane, iadis contesse de Flandres et de Hainau, saiela si com il appert, nous le gréons et loons et le ferons tenir et warandir comme dame de la terre, pour nous et pour nos hoirs. En tiesmoing de la quele chose, nous avons faite ceste lettre saieler de nostre saiel.

Ki fu dounée lan del incarnation Nostre Segneur mil deus cens sissante dis et wit, le dousime iour del mois de mai.

Cartulaire de Saint-Amand, t. II, fol. 184.

Carta de advocatia ducis Lotharingiae et de justitia quaerenda in curia ducis pro fratribus ecclesiae de Fraxina. — Henri II, duc de Lotharingie, déclare à son parent, Enguerrand de Perwez, qu'il entend protéger les religieux du prieuré de Frasnes, et lui enjoint de faire respecter les immunités de ce prieuré par les habitants du lieu.

5 avril 1244.

Henricus, Dei gratia dux Lotharingiae, dilecto consanguineo suo E. de Perwez salutem. Noverit discretio vestra quod ecclesia Fraxinensis et monachi ibidem commorantes, cum curtibus et omnibus attinentiis suis, sub antecessorum nostrorum semper pretectione fuerint, et nos eandem ecclesiam cum praemissis omnibus simili protectione volumus conservare.

Praeterea vobis mandamus, modis omnibus volentes quatinus homines villae de Frane tales habeatis, ut priori de Frane ejusdem loci ecclesiae nullam omnino violentiam aut molestiam de rebus suis et personis inferre praesumant, sed terram, cujus fundus spectat ad ecclesiam, excoli permittant, prout tempore patris nostri solebat fieri.

Si vero praefati homines adversus praedictam ecclesiam movere voluerint aliquam quaestionem, quaestionem eandem in nostra curia volumus terminari.

Datum feria tertia in hebdomada Pascali, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo quarto.

Cartulaire de l'abbaye d'Affligbem, t. Ier, p. 780.

Robert, évêque de Liége, déclare que le gardien et les frères mineurs de Nivelles reconnaîtront pour excommuniés ceux qui seront signalés comme tels par le chapitre et par les plébans ou curés de cette ville,

Mai 1244.

Robertus, Dei gratia Leodiensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Notum esse volumus quod dilecti in Christo filii gardianus et fratres minores in Nivella recognoverunt coram nobis se teneri ad hoc quod excommunicatos et interdictos ab ecclesia beate Gertrudis Nivellensis quoque (quosque?) plebani ejusdem ville pro excommunicatis et interdictis habebunt, tamquam excommunicatos et interdictos vitabunt.

Datum Nivelle, feria secunda ante Pentecostem, anno gratie M° CC° quadragesimo quarto, mense maio.

Cartulaire du chapitre de Nivelles, fol. 421.

Henrici, ballivi Nivellensis, testimonium de pannagio in sylvis de Fraxina pertinentibus ad ecclesiam de Fraxina. — Henri, bailli de Nivelles, atteste que l'abbé d'Afflighem a, par pure grâce, autorisé les habitants de Frasnes, à faire paître leurs porcs dans les bois de Frasnes.

19 août 1244.

Universis Christi fidelibus praesentes litteras inspecturis Henricus, baillivus Nivellensis, salutem. Noverint universi attestatione praesentium, quod Johannes, abbas Haffligemensis, apud Nivellam in nostra praesentia constitutus, protestabatur quod homines villae Fraxinensis in pannagio silvae Fraxinensis nichil juris habebant et nil habere poterant de caetero, nisi aliquid ipsis ad tempus et ex gratia ab ipso abbate et ecclesia Fraxinensi concedatur, quoniam omne panagium dictae silvae scimus eidem villae per sententiam arbitralem fuisse abjudicatum. Sed quoniam gratiam et misericordiam diligit Deus, intuitu divinae miserationis, nos paupertati dictae villae et angustiae condolentes, rogavimus abbatem obnixius, quatinus hominibus dictae villae, intuitu pietatis et pacis, condescenderet, veniam super hoc postulantibus et misericordiam. Abbas vero, intuitu Dei et precum nostrarum interventu, hominibus de Franc, in parte silvae eisdem hominibus assignatae, usum pannagii propter quatuor denarios pro singulis porcis solvendos, anno instanti concessit ex gratia, tamdiu donec ecclesia Haffligemensis et ecclesia Fraxinensis eundem usum duxerint revocandum. Salvis per omnia conventionibus inter ecclesiam Fraxinensem, ex una parte, et homines praedictos, ex altera, super eadem silva factis et sigillatis.

Datum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo quarto, feria sexta infra octavam assumptionis beatae Virginis.

Cartulaire de l'abbaye d'Afflighem, t. Ier, p. 779.

Le maire, les échevins et quelques vassaux du duc de Brabant, à Maestricht, attestent quels habitants de cette ville sont soumis à la juridiction ducale, et spécifient les droits attachés à cette juridiction.

20 Juin 1245.

Nos Godesfridus villicus, Henricus scabinus, Thilomannus scabinus, Johannes scabinus, Balduinus scabinus, Floremannus scabinus, Renerus miles, Godefridus filius Ose, Godefridus Seman, Godefridus Keuterken, Godefridus de Barcem, Balduinus de Molendino, Henricus clericus, Renerus Conrardi et Gerardus Rosiment, homines domini ducis Lotharingie, dicimus quod quicumque venit Trajectum, undecumque veniat, dummodo sit foraneus, quod villicus ducis debet et tenetur de illo sentenciam requirere, et illum judicare et arrestare donec per originem suorum natalium ostendat se pertinere ad jurisdictionem domini episcopi Leodiensis, nisi constet scabinis ducis quod talis sit de familia sancte Marie et sancti Lamberti. Item de illis qui sunt foranei et confluunt Trajectum ad manendum ibidem, quia sepius oritur questio, qui sint illi vel qui esse debeant qui pertinere debent ad episcopum et esse de familia sancti Lamberti, dicimus quod inspiciatur privilegium ecclesie Sancti Servacii, et quod observetur hoc quod Lotharius rex Romanorum, de consensu et voluntate Alexandri Leodiensis episcopi, super illa questione diffinivit, prout in eadem carta continetur, cujus carte transcriptum nobis exhibemus.

Item dicimus si contingat homicidium perpetrari infra bannos Trajectenses vel furtum vel membrorum mutilationem fieri, vel si oriatur questio de hereditate infra bannos constituta, quod convenire debent in atrio Sancti Servacii villicus et scabini ducis et villicus et scabini episcopi, et villicus ducis primo debet querere sentenciam a scabinis ducis, et postea villicus episcopi a scabinis episcopi, et quicquid de illa questione sentenciant scabini ducis, in hoc tenentur consentire villicus et scabini episcopi.

Item dicimus quod villicus ducis cum scabinis ducis potest et debet discurrere per Trajectum et investigare de stratis, de puteis et plateis et semitis, et si alicubi extra stratam communem et publicam ultra quam debeat sit superedificatum, et hoc si ita invenerit, tenetur corrigere et emendare, irrequisitis villico et scabinis episcopi.

Item nos dicimus quod tres nundine annales pertinent ad ducem et quod dux de qualibet nundina reddere debet episcopo duas libras Leo-

dienses, et dux debet reddere custodi nundinarum jus quod ipsum contingit, et advocato jus ipsum contingens. Item dicimus quod de theloneo annuali due partes pertinent ad episcopum et tercia pars pertinet ad ducem. Balduinus Caseus scabinus et Henricus frater ejus et Godefridus filius Ose dicunt quod a viginti annis huc usque due partes de theloneo trium nundinarum annalium fuerunt episcopi et tercia pars ducis, et hoc viderunt ita observari, sed nesciunt quis solvere teneatur illud jus quod consuevit solvi ulterius de nundinis predictis.

Datum feria tercia ante nativitatem beati Johannis Baptiste, apud Trajectum, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo quinto. Nos magister Gerardus de Bohaing, canonicus et officialis Leodiensis, et Antonius, miles de Momale, quia sigilla propria penes nos non habebamus, usi sumus ista vice unico sigillo, videlicet domini decani Beate Marie in Trajecto. Ego vero Romibaldus, miles de Chune, usus sum sigillo Danielis, castellani de Genapia, collegę mei. Et ego Daniel pro me et pro ipso presentibus sigillum meum apposui.

Registre des chartes déposées en 1498 et 1500, fol. 63.

Des magistrats et d'autres notables de Maestricht déterminent l'étendue de la juridiction qui, d'après eux, appartient dans cette ville à l'évêque de Liége et à ses officiers.

20 juin 1245.

Henemannus Suevus de Trajecto, testes ipse dicit, quod si aliquis, unusquisque fuerit, arrestatus fuerit Trajectum ex quacunque causa, sive per justiciarium ducis sive per justiciarium episcopi, sive ad manendum venerit, requiri debet ab eo utrum ipse sit de familia beate Marie et beati Lamberti vel non, et si sub periculo anime sue responderit se esse de familia beate Marie et beati Lamberti, ipse debet remanere de justicia episcopi. Si vero dixerit quod non, debet remanere de justicia ducis. Dixit etiam quod omnes illi qui sunt de familia beate Marie Tungrensis, Trajectensis seu cujuslibet alterius ecclesie que temporalia et spiritualia recipiat ab episcopo Leodiensi, censentur de familia beate Marie et beati Lamberti, et justiciarius episcopi exercuit justiciam in eis, tanquam in hiis qui sunt de familia beate Marie et beati Lamberti, usque ad tempora Godefridi villici ducis. Tempore vero ejusdem Godefridi, idem

Godefridus usus est justitia eorum, aliquando reclamante justiciario episcopi et contradicente, et villicus etiam episcopi usus est ea justicia aliquando.

De asportatione carte. Dicit idem quod scabini episcopi consueverunt judicare de querelis et forefactis hominum qui sunt de familia beate Marie et Sancti Lamberti seu ecclesiarum que, ut predictum est, temporalia et spiritualia recipiunt ab episcopo, et hoc in absencia scabinorum ducis, et eis irrequisitis, et ita vidit observari.

Dixit etiam quod justicia in strata publica et warescapio communis est duci et episcopo, et quociens aliquid faciendum est in eis, convocari debent uterque scabini et vicini loci illius, et per ipsos debet illud fieri vel denegari, et villicus ducis debet ibi esse presens, sed nescit si villicus episcopi debeat esse presens, pro eo quod viderit eum absentem multociens.

Dixit etiam quod episcopus habet duas partes thelonii in Trajecto et dux etiam partem pratorum annualium, sive in nundinis, sive extra, et ita vidit observari.

Item dixit quod si aliquis ignotus, ut videlicet de cujus jurisdictione sit ignoretur, deliquerit in Trajecto in justicia communi, sive in strata, sive in alio loco, teneri debet, et mittendi sunt ad eum duo scabini ducis et duo scabini episcopi, et si, requisitus ab eis dixerit se esse de justicia episcopi, tradendum est justiciariis episcopi judicandus per scabinos episcopi. Si vero negaverit se esse de justicia episcopi, tradendum est justiciario ducis, judicandus per scabinos ducis.

Item dicit idem Henricus (*sic*) quod domus communis sita in Trajecto, cum suis appendiciis, edificata est de denario communali tam hominum episcopi quam ducis et quod homines episcopi idem jus habent et exercere possunt in illa domo sicut habent et possunt homines ducis.

Item dicit idem Henricus quod claves portarum oppidi Trajectensis, de communi assensu burgensium episcopi et ducis, committi debent et custudias poni et similiter vigiles poni, et ita observatum est hucusque, excepto eo quod villicus et homines ducis nuper claves ceperunt committere pro sua voluntate, burgensibus episcopi irrequisitis.

Cristoforus advocatus testis juratus in omnibus et per omnia concordat Henrico Suevo. Henricus villicus testis juratus in omnibus et per omnia concordat Henrico predicto, hoc adjecto quod vidit et interfuit ubi villicus episcopi, dominus Renerus de Geneffe, et villicus ducis, cum scabinis et hominibus utriusque jurisdictionis et vicinis, iverunt videre puteum qui effodi debebat in strata publica et ipsum ibi fieri communi consilio con-

cesserunt. Henricus de Molendino scabinus juratus testis in omnibus et per omnia concordat predicto Henrico villico. Willelmus scabinus Trajectensis juratus testis in omnibus et per omnia concordat Henrico villico. Mathias Cambitor testis juratus in omnibus et per omnia concordat predicto Henrico villico. Renerus Manegot scabinus testis juratus in omnibus et per omnia concordat Henrico Suevo. Arnoldus Colsop scabinus testis juratus in omnibus et per omnia concordat Henrico Suevo. Baldewinus scabinus testis juratus in omnibus et per omnia concordat Henrico Suevo. Baldewinus Crans scabinus testis juratus in omnibus et per omnia concordat Henrico Suevo. Cisarius testis juratus in omnibus et per omnia concordat Henrico Suevo. Lambertus de Wyc testis juratus in omnibus et per omnia concordat Henrico Suevo. Renerus Scolier testis juratus in omnibus et per omnia concordat Henrico Suevo. Fulquinus testis juratus in omnibus et per omnia concordat Henrico Suevo. Adam de Yserne testis juratus in omnibus et per omnia concordat Henrico Suevo. Godefridus de Here miles testis juratus in omnibus et per omnia concordat Henrico Suevo.

Item omnes suprascripti jurati dicunt quod si aliquis oppidanus Trajectensis per aliquot annos manserit in Trajecto et, ut vixerit sub jurisdictione vel ducis vel episcopi, et tandem ductus penitencia recognoscat se non pertinere ad illum dominum sub quo vixit usque tunc, ostendere debet per originem suorum natalium quod ad illum non pertineat, et sic, omisso illo domino sub quo usque tunc vixit, transit ad alium dominum de cujus jurisdictione se faciat, nec propter hoc potest ille dominus sub quo vixit ab eo aliquam requirere emendam aut satisfactionem, nisi ante ipsius jurisdictionis mutatione deliquerit, quod delictum etiam post mutacionem jurisdictionis prior dominus requirere potest ab eo.

Actum feria tercia ante nativitatem beati Johannis Baptiste, apud Trajectum, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo quinto. Nos magister Gerardus de Bohang, canonicus et officialis Leodiensis, et Anthonius miles de Momale, quia sigilla propria penes nos non habebamus, usi sumus ista vice unico sigillo, videlicet domini Gerardi decani beate Marie in Trajecto. Ego vero Romboldus miles de Chune usus sum sigillo Danielis castellani de Genapia, college mei, et ego Daniel pro me et pro ipso presentibus sigillum meum apposui.

Cartulaire des ducs de Brabant B, fol. 68.

Copie van der ghifte van de heeren van Dermonde aengaende de schoire ende broucken der prochie ende heerlycheid van Hamme. — Robert, avoué d'Arras, concède à ses vassaux et tenanciers de Hamme (près de Termonde) le marais dit *Veerdyc*, près de la Durme.

Juin 1245.

Ego Robertus, Atrebatensis advocatus, Bethuniae et Teneramundae dominus, notum facio universis praesentes litteras inspecturis, quod ego pro peccatorum meorum remissione et divinae remunerationis intuitu, contuli universis hominibus meis et hospitibus de Hamme in piam eleemosinam quandam paludem, Veerdyc vulgariter nominatam, sitam in parochia de Hamme juxta ripam Dorme, ad commodum et communitatem omnium habitantium in villa mea supradicta. Et ut donatio hujus eleemosinae firma et stabilis in perpetuum permaneat, feci praesentes litteras in hujus rei testimonium sigilli mei munimine roborari.

Actum anno Domini M. CC. XLV, mense junio.

Recueil de pièces concernant le pays de Waes, Termonde, etc., où cette copie est datée du 11 juin 1566.

Que tout chil qui sunt de saenteur de la veuerie le conte con soloit partir à la mort sont a melor katel. — La comtesse Marguerite renonce au droit de mainmorte qu'elle percevait sur les serfs des églises du Hainaut, et qu'elle remplace par le droit de meilleur catel ou du meilleur meuble.

Juillet 1245.

Margarite, contesse de Flandres et de Hainau, à tous chiaus qui ces letres veront, salut. Sachent tot chil qui sunt et qui à venir serunt, que nostre chière suer Jehanne contesse de Flandres et de Hainau, en sa plaene vie et en sa plaene santé, vaut et proumist, et nous le gréames très dont, et nous i consentimes, que totes les gens de sainteur de toute le terre de Hainau, de s'avoerie que le avoet partis à la mort à moetiet, fussent à melleur catel à la mort, quar prudome li avoent soventes fois dit, que partir ne pooit seurement tels gens, ne a salut de s'arme. Et por

cho que nous trouvames à consel de nos haus homes de Hainau à cui nous en demandames, pour le chose plus fermement assumer, que tot chil de sainteur, si cum il mios creoent, doevent estre à melleur catel à la mort, et que par costumanche de baillius plus que par autre droit, avoient esté parti de chi à ore. Nous, pour le volentet et le proumesse nostre chière suer Jehannin devant dite acomplir, et pour nostre gréanche et nostre assentement que nous trèsdont aweck sa volenté a cheste chose mesimes, et encor i metons, pour nos et pour nos oirs qui apriès nous venront, volons, commandons, et enstablisons, que de cest jor en avant, tout chil de sainteur de tote le tiere de Hainau, qui sunt de nostre aveuerie, et ont esté parti amoetie en acun tans, soient à melleur catel à le mort pour le parchon. Et à cho faire et consillier furent li avoes de Bethune Robiers, Eustasses del Rues, Watiers de Fontaenes, Gérars de Hainau, Watiers de Ligne, Fastré ses frères, Giles li Bruns, Rasses de Gavre, Giles de Crois, Baduins de Balluel et autre chevalier de Flandres et de Hainau, et boenes gens asses, et prestres et clerch, et gens de religion pluseur. Et por cho que ce soit ferme cose et enstable, et à tous chiaus qui apriès nous venront memore perdurable, jo Margarite contesse devant dite, par le consel et par le louement de ces prudomes et de ces haus homes et desus només, et meement pour moi et por mes oirs jeter de péril, à cest escrit ai pendut me saiel, et voel qu'ensi soit maintenu cum il est deviset à tos jors fermement.

Ce fu fait en l'an del incarnation Nostre Signeur M.CC.XL et V, el mois de julii.

Le livre enchaîné du chapitre de Soignies, fol. 84.

Qualiter Henricus, dux Lotharingie et Brabantie, concessit hominibus suis de Herentout centena et sex bonaria wastine jacentia infra parochiam de Herentout. — Le duc Henri II, de Brabant, cède aux habitants de Herenthout cent et six bonniers de bruyères situés dans la paroisse de ce nom.

Avril 1247.

Henricus, Dei gracia dux Lotharingie et Brabantie, omnibus presentes litteras inspecturis salutem et cognoscere veritatem. Noveritis quod dilectis hominibus nostris de Herenthaut contulimus centum et sex bonuaria wastine jacentis infra parrochiam de Herenthaut, de nobis et

nostris successoribus jure hereditario imperpetuum possidenda, sub tali conditione quod dicti homines et eorum successores nobis et nostris successoribus persolvent annuatim in festo S. Remigii de quolibet bonuario wastine tres solidos Lovaniensis monete. In cujus rei testimonium et firmitudinem nos et Henricus filius noster primogenitus sigilla nostra presentibus duximus apponenda.

Actum et datum apud Lovanium, mense aprili, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo septimo.

Registre des chartes déposées en 1498 et 1500, fol. 19 v°.

Appointamentum inter religiosos (viros) abbatem et conventum sancti Petri juxta Gandavum ex una parte et Willelmum de Avelghem, super justiciis ville de Avelghem, etc. — Accord conclu entre l'abbaye de Saint-Pierre de Gand et Guillaume d'Avelghem, au sujet de leurs droits respectifs à Avelghem, et ratification de cet accord par Arnoul, seigneur de Cisoing, suzerain de Guillaume.

Avril 1247.

Arnoldus dominus de Cysonio omnibus presens scriptum inspecturis salutem in perpetuum. Noveritis nos inspexisse concordiam habitam et redactam scriptis inter viros religiosos, abbatem et conventum Sancti Petri Gandensis, ex una parte, et dilectum fidelem nostrum Willelmum de Avelghem militem, ex altera, super justiciis ville de Avelghem et ejus appendiciorum et pluribus aliis in presenti scripto contentis. Cujus scripti tenor talis est.

Universis Christi fidelibus presens scriptum inspecturis, Willelmus de Avelghem salutem in Domino sempiternam. Noverit universitas vestra quod cum inter viros religiosos, abbatem et conventum ecclesie Sancti Petri Gandensis, ex una parte, et me, Willelmum de Avelghem, ex altera, super justiciis ville de Avelghem et ejus appenditiorum et aliis quampluribus que in presenti scripto plenius continentur, questio verteretur; tandem, mediantibus bonis viris pax inter dictam ecclesiam Sancti Petri Gandensis et me Willelmum de Avelghem in hunc modum extitit reformata. Videlicet, quod de justiciis catallorum et de omnibus forefactis altis et bassis infra dominium ecclesie Sancti Petri Gandensis contingentibus, habebit ipsa ecclesia Sancti Petri Gandensis duas partes et ego Willelmus

terciam partem, et similiter de inventionibus. Item dicta ecclesia poterit pandiare pro redditibus suis et forefactis ipsam contingentibus absque me et nuncio meo, cum majore et scabinis ipsius ecclesie. Et similiter ego Willelmus pro portione me contingente, absque nuncio ecclesie predicte, Et de forefactis pandationis habebit dicta ecclesia duas partes et Willelmus terciam partem. Item ego Willelmus non possum facere aliquos scabinos in curia mei comitatus de hominibus vel hospitibus dicte ecclesie qui nichil habent vel tenent de me. Item ego Willelmus non possum aliquas exactiones vel tallias facere super homines ac hospites ecclesie antedicte qui nichil tenent de me. Et si contingeret aliquem hospitem dicte ecclesie terram tenere de me, et me aliquam exactionem seu talliam facere in meo comitatu, non possem ab eo aliquid exigere nisi pro rata terre quam de me teneret. Item ego Willelmus non possum aliqua pecora de cetero pascere, immittere seu agitare in pratis dicte ecclesie seu in pratis hominum vel hospitum ipsius ecclesie, que prata ab ecclesia tenentur. Et ecclesia, homines et hospites dicte ecclesie possunt includere prata sua si voluerint. Item in fossato quod dicitur Riet possunt dicta ecclesia et ego piscari indifferenter. Item ego Willelmus non possum habere plures garbatores quam duos, scilicet unum pratere et unum famulum de meo hospitio. Item quandocunque ecclesia voluerit placitare, hoc solemniter proclamabitur in ecclesia per majorem ecclesie Sancti Petri Gandensis et ego Willelmus potero venire ad placitum si voluero, vel nuncium meum mittere, et si ego non venero vel nuncius meus, tunc poterit dicta ecclesia placitare, salvo jure meo. Item placita super omnibus forefactis tam altis quam bassis contingentibus in dominio dicte ecclesie, semper tenebuntur in domo ecclesie Sancti Petri apud Avelghem. Item si venerit aliqua querela ad me de aliquo forefacto contingente infra dominium dicte ecclesie, ego Willelmus debeo hoc terminare, nuncio ecclesie antedicte reconverso, et tunc ecclesia predicta vel ejus nuncius et ego assignabimus communiter diem apud Avelghem, per scabinos dicte ecclesie in domo ecclesie memorate. Item de pascuis communibus, upstal et wastinis habebit ipsa ecclesia Sancti Petri et ego Willelmus equaliter denarios qui solent percipi in principio quando hujusmodi terre dantur excolende et earum redditus, sed solventur redditus in domo predicte ecclesie, et pars mea ipsorum reddituum debet ferri in domo mea apud Avelghem per hospites solventes redditus supradictos. Relevia et licencias vendendi terras habebit ecclesia Sancti Petri Gandensis integre sicut et in veteribus. Item strata jacens ante domum presbiteri non potest minui. Item ego Willelmus quitavi et quitas clamavi decimas novalium existentium infra personatum dicte

ecclesie, et eciam recognovi me nichil juris habere in eisdem. Item de terra tenementi habebit dicta ecclesia integre relevium, orlof et coop et medietatem forefactorum, et ego Willelmus aliam medietatem, et litigabitur per scabinos sepedicte ecclesie super omnibus forefactis, tam altis quam bassis et aliis contingentibus in dicta terra apud Avelghem, in domo ecclesie antedicte.

Item arma inspicientur bis in anno super terram ecclesie, nuncio dicte ecclesie et meo presentibus. Et si quis non habuerit arma competencia vel non venerit, condempnabitur per dictos nuncios in viginti solidis Flandrensibus, de quibus dicta ecclesia habebit medietatem et ego Willelmus aliam medietatem, et secundum quod prefati nuncii viderint expedire, poterunt ipsos compellere ad arma emenda. Item ego Willelmus de Avelghem miles solemniter corporale prestiti juramentum quod non ducam hospites prefate ecclesie in aliquos hostes nec exigam vel exigi faciam ab eis ut mecum vadant in hostes aliquos, justa, rationabili et legitima causa exigente, ad opus meum vel domini mei vel amicorum meorum. Item successores mei predictum prestare debent juramentum antequam dictos hospites ducere poterunt in hostes aliquos. Et quando ego Willelmus sive mei successores ipsos hospites in hostes aliquos ducere voluerimus, debemus hoc intimare nuncio prefate ecclesie, et tunc de mandato ipsius nuncii debent dicti hospites mecum ire cum hominibus mei comitatus. Et si quis hospitum, ad mandatum predicti nuncii, non iret cum hominibus mei comitatus, incurreret penam sexaginta solidorum Flandrensium, quorum medietas erit prenominate ecclesie. Reliqua vero medietas erit mea. Et si aliquis casus fortuitus ex improviso accideret, quod ego Willelmus dictos hospites ducere vellem cum hominibus mei comitatus, deberem intimare nuncio ecclesie antedicte quod faceret pulsare campanam cum nuntio meo. Et tunc de mandato dictorum nuntiorum debent predicti hospites ire cum hominibus mei comitatus sub pena predicta, et econverso cum abbate vel ejus nuncio quotienscunque quod apud Avelghem vel in ejus appendiciis eorum auxilio indigeret et hoc sub pena predicta.

Item in hominibus feodatis dicte ecclesie et in ipsorum bonis, que dicti homines tenent ab ipsa ecclesia in feodum, ego Willelmus nichil juris habeo vel habere debeo, excepto jure quod competerit michi in feodo quem teneo ab ecclesia predicta. Item de omnibus forefactis altis et bassis contingentibus infra dominium ecclesie Sancti Petri, judicabitur in domo ipsius ecclesie et per scabinos dicte ecclesie. Et si aliquis condempnatus fuerit ad mortem, vel si aliquid aliud contingat quod ad altam justiciam

pertineat, debet per nuncium ecclesie Sancti Petri et per meum nuncium post latum judicium justiciari. Et si contigeret aliquem capi seu arestari in dominio dicte ecclesie et in ipsius ecclesie prisonia detineri, custodietur per nuntium dicte ecclesie et per nuncium meum in domo ecclesie prenominate, et de expensis super hoc faciendis dabit ecclesia predicta duas partes, et ego Willelmus terciam partem, si captus detentus seu arrestatus expensas persolvere non poterit vel non debeat antedictas.

Item ego Willelmus non recipiam theloneum aliquod contingens infra dominium ecclesie memorate, sed ipsa ecclesia dictum theloneum integre percipiet et habebit.

Item de quatuordecim boneriis wastinarum, ego Willelmus satisfacere debeo ecclesie Sancti Petri Gandensis. Item si ego vel pater meus aliquam wastinam dedissemus excolendam, sine assensu ecclesie Sancti Petri Gandensis, existentem infra dominium ipsius ecclesie, ecclesia in recompensationem wastine sic tradite, retinebit ad opus suum tantumdem usque ad decem bonaria equivalentia, et residuum wastine, tam ecclesia quam ego Willelmus, dabimus communiter excolendam, nec alter sine altero ipsam wastinam vendere vel tradere poterit excolendam.

Item nonobstantibus istis conventionibus seu contractibus debent privilegia prefate ecclesie in omnibus esse salva. Et ad omnia premissa ego Willelmus me et successores meos obligo in posterum observanda. In cujus rei testimonium presens scriptum ego Willelmus dicte ecclesie sigillo mei contuli roboratum.

Nos autem Arnoldus, dominus de Cisonio, ad peticionem et ad preces fidelis nostris domini Willelmi de Avelghem militis, dictam pacem et ordinationem ratam habentes et firmam, prout superius est expressum, presenti scripto, in ratificationis nostre testimonio, sigillum nostrum unacum sigillo fidelis nostris dicti Willelmi, duximus apponendum, predicta omnia quantum in nobis est confirmantes, testibus qui interfuerunt inferius subnotatis. Signum domini Sigeri de Curtraco, signum domini Henrici de Mouden, S. domini Walteri de Hestrut, S. domini Walteri de Coyenghem, S. domini Balduini de Knesselare, hominis dicte ecclesie, S. Rayneri sculteti de Zwinaerde, S. Gerardi Marscalci, S. Meurini de Afsne, S. Theodorici de Meinil, hominum ecclesie prenominate, S. Sigeri de Sottenghem prepositi et Henrici custodis ecclesie antedicte, S. Eustacii presbiteri Beate Marie Gandensis et multorum aliorum. Nos vero dominus Raso de Gavere et Egidius dictus Brune, milites, qui predicte compositioni interfuerimus, in testimonium premissorum sigilla nostra ad preces dictarum parcium presenti scripto duximus apponenda.

Actum in ecclesia de Eka, anno Domini M.CC.XL septimo, mense aprili.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Pierre, de Gand, fol. 71 v°.

Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, déclare que c'est à Eenham, et non à Audenarde, que les habitants de cette ville doivent payer le tonlieu des vins qu'ils transportent par l'Escaut.

Mai 1247.

Margareta, Flandrensis et Haynensis comitissa, universis presentes litteras inspecturis salutem. Noverint universi quod cum contentio esset inter abbatem et conventum de Eiham nomine ecclesie sue, ex una parte, et scabinos et communitatem ville de Audenarde, ex altera, super eo quod dicti abbas et conventus petebant sibi solvi ab illis de Audenarde apud Eiham theloneum de vino ibidem transeunte versus Audenarde, et de quantitate thelonei similiter, scabinis et communitate predictis econtra dicentibus dictum theloneum solvi debere apud Audenarde. Tandem de concensu partium super hoc inquiri fecimus veritatem. Qua inquisita et propalata, declaratum fuit ab hominibus nostris, coram nobis, partibus presentibus, quod illi de Audenarde tenentur solvere apud Eiham theloneum vinorum suorum ibi transeuntium, cujus thelonii quantitas hoc est, scilicet quod dicti abbas et conventus accipere possunt ibidem ab illis de Audenarde de vinis suis ibi transeuntibus, de quolibet dolio, usque ad duos et dimidium lotos vini. In cujus testimonium presentes litteras scribi fecimus et sigilli nostri appensione munivi.

Actum anno Domini M.CC.XL. septimo, mense maio.

Cartulaire de l'abbaye d'Eenham, fol. 120.

Henri III, duc de Brabant, concède le marais appelé *Lare* aux habitants de Bergh et de Neder-Ockerzeel, et leur accorde une exemption complète de tailles et d'exactions, à la condition de payer par an 40 livres de Louvain, outre une redevance de deux poulets par foyer.

1248.

Henricus dux Lotharingiae et Brabantiae, praesentes litteras inspecturis

salutem et cognoscere veritatem. Noverint universi quod nos, ob dilecionem quam gerimus circa dilectos homines nostros parochianos de Berghe et de Hochensele, indulsimus et concessimus eisdem parochianis, ad usum pascualem et ad eorum communem combustionem, paludem illam quae vulgariter Lare nuncupatur, in nostro allodio, inter dictas villas jacentem, ita videlicet quod dicti parochiani solvent nobis annuatim, in festo omnium sanctorum, XL libras Lovanienses, et de quolibet igne duos pullos, inter Pascham et Penthecosten, et per hanc solutionem denariorum et pullorum ab omni exactione, tallia et servitio liberi erunt et absoluti, hoc tamen excluso quod nostram, cum aliis hominibus nostris, proficiscuntur expeditionem, et quod solvent cum aliis, dum filios nostros milites facimus, ipsos etiam filios et filias nuptui tradimus. Dictos etiam denarios inter se communiter et de communi consilio persolvent et si qui eorum malevoli et rebelles invenientur, per nostrum ibidem villicum ad solutionem compellantur. Et ut haec concessio jure hereditario dictis hominibus a nobis nostrisque heredibus sive successoribus imperpetuum inviolabiliter observatur, sigillum nostrum in testimonium et firmitudinem praesentibus duximus apponendum, adhibitis suscriptis testibus, scilicet dilectis nostris et fidelibus Godefrido, domino de Paruweys, consanguineo nostro; Leone, castellano Bruxellensi; Arnoldo dapifero, domino de Rochelair; Waltero Clutingo, Symone de Geldonia, Gosuino de Saventines, magistro Bartholomeo phisico nostro, Wilhelmo Nocuth et aliis.

Actum et datum apud Lovanium, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo octavo.

Registres aux chartes de la chambre des comptes, n° XII, fol. 75 v°. — Livres noirs, n° IV, fol. 128. — Alphonse Wauters, Histoire des environs de Bruxelles, t. II, p. 714.

Confirmation, par Jean d'Avesnes, des libertés accordées aux habitants de Hal par sa tante, la comtesse Jeanne (traduction flamande d'un ancien texte latin ?).

Mars 1248-1249.

Johan van Avesnis, zoene van Marguerite, gravinne van Vlaenderen ende van Henegouwe, allen menschen present ende toecomende zaluyt

int' universael. Zuldy weeten dat onse gheminde vrouw moye Joanna, gravinne van Vlaenderen ende Henegouwe, verleent heeft hair briefven den luden van Halle, knapen ende maerten in de stadt woenende ende den anderen daer woenende ende overcommende, in forme van dese woerden :

Ick Joanna (*Voir* plus haut, p. 95).

Ende wy houden dese gracie oft toelatenisse voer goet ende vast ende willen dat se eeuwelyck behoude cracht van vasticheyt. Ende om dat vast ende van weerden blyven zoude, hebben wy huerliede verleent onse besegelde brieven.

Gegeven int' jaer onses Heeren duysent twee hondert acht ende veertich, in de maent van meerte.

Plusieurs vieze privilèges donnés aux bourgois de Hal, fol. 10.

Des droetures que li glise a dedens le franchise de Songnies et defors, de quoi juret et enskevin jugent et quel droit li glise hawes et li avoes itout. — Charte de la comtesse Marguerite spécifiant, d'après le résultat d'une enquête, les droits que le chapitre de Soignies et son avoué possèdent à Soignies.

24 mars 1248-1249.

Margarite, contesse de Flandres et de Hainau, à tous chiaus qui ches letres veront salus. Nous faesons à savoer que l'an del incarnation Jhesu Crist mil deus cens et quarante wit, el moes jenvier, par no comant enquisent à Songnies maestres Amouris li doiens de le sale de Valenciennes et Symons d'Ogy, persone de Hal, les droetures que li glise de Songnies a dedens le franchise de Songnies et defors, de que juret et enskevin de Songnies jugent, et ques droes li glise devant dite li abbes et li avoes i ont, si cum illes nos ont raporté en tel manière cum chi desous est enscrit. Li set juret de le frankise de Songnies, com juret de le justice de le glise qui les doit soumoure, disent sor lor saerement, qu'il a troes plais gènèraus à Songnies, un à Noel, un à le Paske, un à le Saint Remi, et à chascun de ches plais doit li glise à l'avoet V sols, et il doit ce jor le plait warder, et le nuit monsigneur Saint Vincien emi fenal doit estre l'avoes à nuene à Songnies à le glise, et se doit mostrer par devant

II jurés, et doit warder le fieste deci à lendemain à solel asconsant, et li glise li doit poevre et sel pour se viande atorner et un stier d'orge à le petite mesure, et un fais d'erbe, et de candele tant qu'il en puet tenir entre ses deus mains et de longeche de le keuste jusqu'à la joenture del puing, et candelle suffisant à prudome. Et de toutes les loes de XXVIII deniers ki enscaent dedens le frankise et defors, de quoi eskevin et juret de Songnies jugent, a li avoes XII d., et en toutes les autres lois, là où justice prent, a li avoes la tierce part et ce doit il prendre par le main de le glise. Et puisque plaente est faete par awe de vile, li glise ne puet faere pais sans les parcheniers. Et a ces lois jugier li glise n'est mies tenue d'apeler l'avoet, ne autres perceniers. Mais quant ce vient à paner, li glise doit apeler l'avoet, à se masure, par tesmong des jurés se c'est dedens le franchise, et se c'est defors cho de quoi on se plaint, somonre doit on li voet par eskevins. Et se li avoes n'est apariliés, li glise puet paner et saver le droit l'avoe. Et se li glise panne sans lui apeler et li panés s'emplaint, on le doit remetre arière, et amender par le dit de jurés dedans le franchise, et defors par le dit des enskevins, et ensi le doent amender li autre parchenier s'il panent autrement qu'il ne doent et puis paner ausi condoit. Et li avoes ne puet paner se li glise ne le somont. Et se nus i meffait ki qu'il soet, et li glise n'est aparilié u le puet justicier, ne ele ne li abbés, li avoes le puet arester et metre en le main le glise, et le glise le doit son droit warder. Et nus ne puet paner dedens le poste de Songnies, de quoi juret et enskevin jugent, ne por servage, ne por avorie, ne por autre chose, que li glise ne soit avant requise, et se li glise en faloet, et li abbes paner puet li avoes. Et se nus debas vient entre le glise et ses parcheniers, departir le doent et déterminer li juret dedens le franchise et defors li enskevin et à chascun doner son droit. Et dient que toutes ches choses furent reçouneutes devant Wagon, qui adont ert balius de Hainau quant madame la contesse Jehanne aquist l'avoerie, et jura en l'arme madame que madame le warderoit, et de cho avoit il pooir par les letres pendans madame, si cum li juret devant dit virent et oirent, et furent present à ces choses cum juret, et tout ensi cum li juret ont reconeut ches droetures, ensi l'ont reconeut li enskevin, cum jurés sor lor saeremens. Et por oster les entrepresures que no gens poroit entreprendre envers les gens de le glise, et les gens de le glise envers les nos, et que che soit ferme chose, nous avons pendus nos saiaus à ces letres, et si volons que les droetures le signeur de Hainau soent sauves en toutes les choses devant dites, si cum de signeur souverain. Et sans les droes l'abbet de Songnies le parchenier de le glise en toutes ces choses

devant dites, ne por choses que nous en aiens fait ne volons qu'il soit arière de son droit.

Ce fut fait et donet a Valenchiennes, lan de le incarnation Jhesu Crist M.CC. et quarante wit, le merquedi devant paske florie.

Le livre enchaîné du chapitre de Soignies, fol. 76.

C'est li devise del pooer que li maeres a à Songnies en l'abie. — Les jurés et les échevins de Soignies déterminent les droits et les fonctions du maire du chapitre de cette ville.

1248-1249 environ.

Ce sachent tuit chi qui sunt et qui avenir sunt, ke par les jurés de Songnies, si lorst a savoer Thumas del Vivier, Peron le Petit, Adan le Fevre, Baduin le Begin, Adan del Vivier, Briction le Thaneur, Jehan le Prouvost le legat, et par les enskevins, Thumas del Vivier le legat, Pieron le Petit, Adan le Fevre, Remis en Fralteit, Watier le Cambier, Nicholon le Fevre, Gossuin le Potier, Gerart le Poutrain, Aubri de Gilbermont, Phelippon del Pinchelau, fu dese ureis li drois de maeur et le glise en tel manière. Que quant on doit metre les messiers, li preudome de Songnies et de l'abeie doent eslire les messiers et amener devant le glise les parcheniers et li maeres en doet prendre le sacrement. Et li ban doent estre fait par le glise et par les parcheniers et par les enskevins, et se li maeres est requis d'aboner, aboner doit par son droit et par les enskevins, sor le commune justice, et sor lendemene nient, ne sor les provendes qui sunt de le commune justice, et li maeres en doit prendre son droit, de l'aboner, par le dit des enskevins, et li eskevin i doent avoer lor droit, et se hons aforains vient à Horues et on s'emplaint à maieur, par devant les eskevins, de deste qu'il doeve, et il conoisse le deste, faire li puet avoer par les enskevins en tel manière. Et se chil ne le voet paier, paner ne le puet, ains le doit amener à le glise et livrer, et s'il a mestier de forche et il en requiert le glise, forche li doit livrer li glise et li parchenier. Et s'il le noe, ajorner le doit à Songnies devant le glise, et prendre boen crant de faire droit. Et s'on se plaint à Horues à maieur de deste del tenable devant les eskevins, faere li doit paier en tel manière, que chil le conoist et illewet paier, ou s'il le desconoist, ajorner le doit devant le glise à Songnies, et prendre boen crant de droit faere. Et li

maercs doit estre apariliés à Songnies, tous les demars de l'an, et à trois plais généraus, et les trois festes de l'an, à l'Ascention, emi fenal, et le jour de le dedicasse, pour faere droit ensi cum il doit, en tel manière que toutes les terres del comun, par l'assent de le glise et de l'abeit, li doit on reporter en se main, pour desireter et aireter. Et chil qui s'airite doit XVI deniers metre en le main le maieur, s'endoit li maeres avoer les deus, li eskevin VII, li prouvos VI, li abbes VII, sans des provendes de le commune justice. Et as jors qui sunt deviset, doit il faere droit les plangnans des kateus de chiaus qui sunt devant lui present de chi à dit des jurés, et s'en a nient en nule loc u k'ele eskiesche. Et s'on se plaint des kateus d'ome qui ne soit devant lui a voer, doit le cachepoul pour mander chelui dont on se plaint, et s'il ne voet venir, il n'en puet droit faere, se ches jors ja vient meslée, faere en doit à le semonse de le glise, et s'il a mestier de forche, livrer li doit li glise et si parchonier. Et les autres jors de toutes choses qui avienent sor le commune justice, se doit on placndre à maieur, et il les doit ajorner devant le glise et boen crant prendre de droet faere, et il doit estre apariliés, à Songnies, pour faere cho qu'il doit as plangnans, si que li glise ne le parchonier ni aent damage. Et toutes les autres jors fait li glise droit de toutes choses qui ne sunt de le commune justice, par le dit des jurés et des eskevins, et des provendes ausi qui sunt de le commune justice, et se doit li maeres avoer les wans des III deniers des vendages del Couture del Nuebourk, et s'en doit semonre les jurés, et se li maeres defaut de toutes les choses don on a chi parlet quil doit faere, demander l'empuet li glise l'amende, par ledit des enskevins et des jurés, ne paner ne puet le maeres de nule chose.

Le livre enchaîné du chapitre de Soignies, fol. 75.

L'élu de Liége, Henri, autorise la cité de Liége à prélever l'impôt dit la Fermeté pendant deux ans et déclare qu'à l'expiration de ce terme, ni lui, ni la cité, ne pourront continuer la perception de cette taxe.

25 Juin 1249.

Nos Henris, par la grasse de Deu esluis de Liége, à toz ceas ki ce lettres verront salus et amors en Jesu Crist. Nos vos faissons à savoir que nos otrions, par l'otroi de nostre mère glise de sain Lambert et des autres

èglises, à la citeit de Liége à prendre de Noelh ki vint en douz ans les fermetez que nos solins prendre à Liége à totes choses dont on les soloit prendre en non de fermetet, dont nos conissons bin que nos ni avons droit del prendre, et otrions à la citeit de Liége, que se estoit rebelles de pair les fermetez devant dites, elle le poroit destraindre à pair, en quel manière que mies lur semblera à faire, sen nos à forfaire de rien, et aler encontre nostre justice, et quant ci termines sera passés, totes le fermetez ki devant sunt dites, cesseront, ne jamais par nos, ne par euz prises ne demandées ne seront. Et por ce que ces chosez soent fermes et estables, nos avons ce lettres confermeez de nostre sael.

Ce fu fait l'an del incarnation nostre Sagnur M.CC. et XLIX ans, lendemain de la feste sain Johan batistre.

Original dans le chartrier du chapitre de Saint-Lambert, à Liége.

Le duc de Brabant Henri III déclare que ceux de ses tenanciers d'Ohain, qui feront moudre leurs grains à son moulin d'Ohain, seront libres de tonlieux et pourront prendre dans les forêts ducales du bois mort et du bois sec.

11 janvier 1249-1250.

Henricus, Dei gratia dux Lotharingie et Brabantie, omnibus presentes litteras inspecturis salutem. Universitatem vestram scire volumus quod nos hominibus nostris censualibus et mansionariis in Olhem, ad molendinum nostrum ibidem molentibus, concedimus presentium testimonio litterarum quod ubique per terram nostram liberi et quieti sint a theloneo, et quod de consilio forestariorum nostrorum et famulorum ad comburendum et deportandum de nemore nostra Sonhia habeant idem mansionarii nostri mortua et sicca ligna.

Datum apud Furam, mense januario, feria secunda post epiphaniam Domini, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo nono.

Registre des chartes déposées en 1498 et 1500, fol. 352 v°.

Le duc de Brabant, Henri III, érige Merchten en une ville franche, à laquelle il donne les lois et les priviléges de Louvain.

25 Juin 1251.

In nomine sanctae et individuae Trinitatis, amen. Henricus Dei gratiâ dux Lotharingiae et Brabantiae, universis praesentes litteras inspecturis, salutem et scire veritatem. Universitatem vestram scire volumus quod nos habitâ deliberatione sufficienti cum hominibus et consiliariis nostris villam nostram, quae Mergthen dicitur, liberam fecimus, conferentes eidem sub virtute praestiti juramenti, eamdem libertatem per omnia, quam contulerunt praedecessores nostri opido Lovaniensi, et ad majorem hujus rei evidenciam et expressionem praesenti cartae nostrae inseri fecimus transcriptum cartae concessae a praedecessoribus nostris praefato opido Lovaniensi, super suâ libertate, cujus forma talis est. (*Suit le texte des chartes accordées en mars* 1233-1234, *à la ville de Louvain, par le duc Henri Ier et son fils, le prince Henri, et la confirmation de ces chartes, par le duc Henri III, en* 1249.) Volumus insuper ut quotiescumque in opido de Merchten emerserit aliqua dubietas super sentenciis aliquibus ferendis vel similibus, recursum habeant illi de Merchten ad opidum Lovaniense, tanquam ad caput suum, ut secundum sentenciam et consilium scabinorum Lovaniensium senteneiae eorum ferantur, et dubietates omnes sive ambiguitates illorum sopiantur. Et ut haec omnia firmitudinem et stabilitatem in perpetuum sorciantur, virorum nobilium domini Godefridi de Lovanio, patrui mei; Godefridi de Perweys, domini Walteri Bertholdi de Mechlinia, domini Willelmi de Grymbergis, domini Leonii castellani Bruxellensis, Jacobi, domini de Walchem; Arnoldi dapiferi, domini de Rotselaer; Walteri Clutinck, Henrici de Yscha, dapiferi nostri; de Villari, de Hafflenghem, de Grymbergis, de Yeth, abbatum, sigilla una cum nostro praesentibus appendi procuravimus.

Actum et datum apud Mergthen, mense junio, feria quarta post Nativitatem beati Johannis Baptistae, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo primo.

Registre des chartres déposées en l'an 1500, fol. 165 v°. — Alphonse Wauters, Histoire des environs de Bruxelles, t. II, p. 64.

Les échevins, jurés et commune de Louvain, à la demande du duc de Brabant, envoyent aux habitants de Merchten une copie authentique de leur charte de commune et de leur charte de liberté.

1er juillet 1251.

Universis praesentes litteras inspecturis, scabini, jurati et universitas opidi Lovaniensis, salutem et scire veritatem. Noveritis quod nos ad mandatum illustris ducis Lotharingiae et Brabantiae, domini nostri praedilecti, opidanis de Merchten transcriptum cartarum et privilegiorum nostrorum, tam de communione quam de libertate nostrâ tradidimus, et ut veraciter credatur, quod idem transcriptum ex cartis nostris de verbo ad verbum sine inmutacione sit excerptum, praesens scriptum illi transfiximus in testimonium, sigilli nostri munimine confirmatum.

Datum anno Domini M.CC. quinquagesimo primo, mense julio, feria tercia post festum apostolorum Petri et Pauli.

Même registre, fol. 164. — Wauters, *loc. cit.*

L'élu de Liége, le chapitre et les magistrats de cette ville règlent, de commun accord, la police de la vente des denrées, et comminent des peines contre les contrevenants (d'après un vidimus, en date du 20 février 1251-1252).

7 janvier 1251-1252.

Universis presentes litteras inspecturis N. de Machlinia, canonicus Sancti Johannis in Leodio et officialis Leodiensis, noscere veritatem. Noveritis universi et singuli nos litteras inferius scriptas venerabilis patris ac domini H. Dei gratia Leodiensis electi, capituli majoris ecclesie Leodiensis, civitatis Leodiensis et viri religiosi abbatis Sancti Laurentii juxta Leodium sigillis sigillatas, non abolitas, non cancellatas, nec aliqua sui parte viciatas, vidisse in hec verba.

H. Dei gratia Leodiensis electus, J. prepositus, J. decanus, archidiaconi totumque capitulum majoris ecclesie in Leodio, villicus, magistri, scabini, jurati, ceterique cives Leodienses, universis presentes litteras inspecturis noscere veritatem. Noveritis universi et singuli quod pro utilitate communi, de nostro et omnium assensu, nos ad honorem Dei et

reverentiam gloriose virginis beate Marie et beati Lamberti, omnium in civitate Leodiensi manentium et aliorum per eam transeuntium et incedentium volentes commodo et saluti pie providere, ut eisdem in omnibus venalibus debito pondere et justa mensura respondeatur, a die hodierna imperpetuum statuimus et ordinamus quod infra bannum civitatis Leodiensis, bannos de Avroto, de Sancto Laurentio, de Ans, de Boveria et de Bernenkilhe, nullus braxare poterit in braxina aliqua facta vel facienda, sive fuerit nostra, scilicet H. Dei gratia Leodiensis electi, vel alicujus alterius persone, nec venalia aliqua vendere nisi secundum assisiam que fiet de communi assensu tam ecclesie majoris Leodiensis quam civitatis Leodiensis ad quos pertinet dicta assisia. Et assisia tam vini quam cervisie, panis et omnium aliorum venalium, bis debet fieri in anno, scilicet in festo beati Martini hyemalis et introitu maii, ita tamen quod si assisia rerum predictarum non fieret terminis preassignatis, predicti, scilicet ecclesia, villicus, magistri et scabini civitatis Leodiensis, quorum interest facere asisiam, eandem asisiam facere tenebuntur prout melius eisdem videbitur expedire, secundum suam ordinationem et voluntatem autem dicta asisia omnium predictorum quicumque eandem asisiam infringet quantum ad vinum, pro quolibet vase septem amas vini solvere tenebitur. Qui vero asisiam panis infringet, decem solidos Leodienses solvere tenebitur. Braxator quoque qui formam asisie cervisie infringet, pro qualibet cervisia viginti et unum solidos solvere tenebitur. Venditor etiam cervisie, pro infractione banni, de qualibet cervisia septem solidos solvere tenebitur. Est etiam adjectum quod quicumque dictum bannum infregerit de quibuscumque venalibus fuerit, monitione octo dierum sibi in domo sua facta, forefactum solvere tenebitur; quod si non faceret, villicus et scabini contra honorem suum procedere tenebuntur; et nichilominus per omnes ecclesias Leodienses auctoritate majoris ecclesie Leodiensis excommunicabitur. Si vero domum et familiam non habuerit, ad perronem Leodiensem proclamabitur quod de forefacto satisfaciat infra octo dies, alioquin per villicum et scabinos contra honorem suum procederetur. Et si aliquam mulierem dictum bannum infringere contigerit, emendam secundum forefactum solvere tenebitur. Quod si non faceret, extra banni leucam per unum annum banneтur; et si eam infra dictum terminum redire contigerit ad civitatem Leodiensem, civitas de ea tanquam de bannita suam faciet voluntatem, et nichilominus per omnes ecclesias Leodienses auctoritate majoris ecclesie Leodiensis excommunicabitur. Si autem panificem non legalem panem facere contigerit, in fossa que Copestu vocatur projicie-

tur, et nichilominus per omnes ecclesias Leodienses excommunicabitur auctoritate majoris ecclesie Leodiensis. Nos vero H. Leodiensis electus, necnon magistri civitatis, villicus et scabini, bona fide repromittimus quod secundum relationem forefactorum premissorum contra honorem eorumdem qui forefecerunt, prout superius est expressum, procedemus. Et si villicus scabinos non moneret ad procedendum contra honorem illorum qui forefactum fecerunt, ecclesia villicum excommunicare potest et tenetur. Nos quoque scabini sub nostra fidelitate repromisimus et promittimus quod si villicus non moneret nos ad judicandum contra eos qui forefecerunt contra asisias et propter hoc se excommunicari permitteret, nos scabini, ad monitionem ipsius villici, nullum judicium proferemus quousque judicium super forefactis predictis esset a nobis scabinis prolatum. Nos vero Leodiensis electus quod scabini nullam dicant sententiam ratum habemus, nec nos nec nostri successores ad dicendum sententiam eos compellere poterimus, nec eos ob hoc quod sententiam dicere recusant ex hac causa gravare poterimus aut molestare. Si vero, quod absit, nos scabini dictas conventiones non observaremus, ecclesia nos excommunicaret et excommunicatos denunciaret. Ad omnes conventiones supradictas nos H. electus Leodiensis, ecclesia, magistri civitatis, villicus, scabini et villa nullum jus recipiendi vel extorquendi aliquam pecuniam de omnibus supradictis habebimus, et si aliquod jus haberemus, renunciamus nisi secundum quod superius est expressum. Nos etiam Leodiensis electus justiciam levis panis nobis reservamus. Est etiam adjectum quod banniti occasione cujuscumque forefacti infra bannum Leodiense vel alios bannos superius nominatos redire non poterunt, et si redierint, nos scabini Leodienses contra honorem eorum judicabimus. Et si nos scabini Leodienses ad monitionem villici tardaremus vel recusaremus occasione conventionum supradictarum, nec dominus electus nec sui successores nos vel aliquem nostrum successorem gravare debebit aut molestare. Et si contingat quod villicus requisitus fuerit per capitulum et magistros civitatis Leodiensis quod panifices circumeat cum duobus scabinis ad videndum panem et dictus villicus ire contradicat, ecclesia ipsum debet et potest excommunicare. Nos quoque capitulum et civitas penas forefacientium prenotatas mitigare possumus et aggravare et alias instituere pro nostræ voluntatis arbitrio, secundum quod excessus forefacientium exigit et nobis videbitur expedire. Nos vero H. Leodiensis electus penas a capitulo, magistris civitatis, villico et scabinis taxatas et sententias a capitulo latas nec nos nec successores nostri poterimus revocare. De quolibet autem forefacto supradicto habebit

advocatus in banno, ubi advocatus est, septimam partem; villicus Leodiensis in Leodio septimam partem, scabini septimam partem, capitulum duas partes et civitas duas partes residuas. Ad hec omnia exequenda predictis terminis, scilicet in festo beati Martini hyemalis et introitu maii annis singulis, magistri, villicus et scabini Leodienses tenebuntur venire ad capitulum Leodiense et ibi, tam de consensu capituli quam magistrorum civitatis, villici et scabinorum, in quolibet vico duo viri fide digni ordinari debent et institui qui ómnia premissa fideliter jurati custodient, exquirent et referent in capitulo, coram capitulo, magistris civitatis, villico et scabinis. Et predicti capitulum, magistri, villicus et scabini juxta eorum relationem omnia et singula superius expressa facient inviolabiliter observari juxta penas in delinquentes statutas et statuendas. Ut autem premissa omnia firma maneant nos H. electus Leodiensis presentes litteras sigillo nostro proprio cum sigillis tam ecclesie quam civitatis Leodiensis et abbatis Sancti Laurentii contulimus roboratas.

Datum anno Domini millesimo CC. L. primo, in crastino Epiphanie.

In cujus rei testimonium presentes litteras sigillo officialis sedis Leodiensis duximus sigillandas. Datum anno Domini M. CC. L. primo, feria tertia ante dominicam Invocavit me.

Original aux Archives du chapitre de Saint-Lambert, à Liége.

— —

Guillaume, roi des Romains, ordonne aux magistrats et citoyens de Maestricht, de respecter les priviléges et les immunités du chapitre de Saint-Servais et de ses serviteurs.

22 mai 1252.

Wilhelmus, Dei gracia Romanorum rex et semper augustus, fidelibus suis advocatis, schultetis, scabinis et universis civibus Trajectensibus graciam suam et omne bonum. Quia tenemur, ex commisso nobis regni gubernaculo, quoslibet in suo jure et secundum quod privilegiati fuerint confovere, et specialius personas ecclesiasticas qui nobis et imperio dinoscuntur immediate pleniori justitia attinere, mandamus prudencie vestre, regia auctoritate firmiter precipientes, quatenus singula et universa jura et privilegia ac libertates preposito et capitulo Trajectensibus a predecessoribus nostris, divis imperatoribus et regibus indulta, circa

vasallos, ministeriales et beneficiatos prepositi, officiatos quoque capituli ac famulos canonicorum, inviolabiliter observetis, non attemptantes aliqua in prejudicium ecclesie memorate vel in dampnum aut gravamen dictorum prepositi vel confratrum suorum aut eciam officiatorum eorumdem vel famulorum subserviencium eisdem. Quod qui facere presumpserit, contra ipsum juxta sentenciam principum et magnatum imperii procedemus.

Datum apud Trajectum, undecimo kalendas junii, indictione decima.

Registre des chartes déposées en 1498 et 1500, fol. 147 v°.

De decima de Dormale et Vetinchoven. — Accord conclu entre le couvent de Sainte-Gertrude, de Louvain, et la commune de Dormael, au sujet d'une partie de la dîme de ce village.

9 novembre 1253.

Henricus, Dei gratia dux Lotharingie et Brabantie, universis presentes litteras visuris salutem. Noverit universitas vestra quod cum controversia verteretur inter personas religiosas prepositum et conventum Beate Gertrudis in Lovanio, ordinis beati Augustini, ex una parte, et communitatem ville de Dormale, ex altera, super tertia parte decime dicte de Vetechove in parrochia de Nederlanden, tandem dicte partes nobis et consiliariis nostris mediantibus super dicta controversia inter se composuerunt in hunc modum, quod dicta communitas omni juri, si quod habebat, in dicta decima renuntiavit ad opus dictorum prepositi et conventus, dictam decimam eisdem quitam clamando; iidem vero prepositus et conventus dicte communitati ad opus fabrice ecclesie ipsius annis singulis per quatuor annos proximos decem modios, mediatim siliginis, mediatim ordei, ad mensuram dicti loci, in festo nativitatis Domni dare tenentur, et super hoc ipsi communitati bonam dabunt securitatem. Fructus etiam anni presentis cedent fabrice supradicte. In cujus rei testimonium et firmitudinem sigillum nostrum presentibus apposuimus.

Datum apud Valebeke, in octavis omnium sanctorum, anno Domini millesimo CC. quinquagesimo tercio.

Original aux Archives du royaume. Fonds de Sainte-Gertrude.

Léon, châtelain de Bruxelles, et son fils Léon, à la demande de frère Henri, jadis maître (*magister*) de l'abbaye de la Cambre, autorisent ce monastère à disposer de quelques terrains sur lesquels les tenanciers du châtelain, à Ixelles, pouvaient faire paître leurs bestiaux.

11 novembre 1253.

Universis presens scriptum inspecturis Leonius castellanus Bruxellensis et ejus filius Leonius miles salutem et scire veritatem. Noveritis quod cum abbatissa et conventus cenobii de Camera, Cisterciensis ordinis, procurassent fieri Superius vivarium prope dictum cenobium suum situm, bone memorie frater Henricus, quondam magister dicti cenobii, ad nos accessit, dicens quod ipse licenciaverat nostris censuariis sive mansionariis propellere et agitare pecora sua, causa pascendi, super quinque jornalia parum plus vel minus jacentia in fine cujusdam silve dicti cenobii que dicitur Wolfsbosch, supra vivarium de Eckenvort, et super quamdam particulam terre site inter vineam quondam Walteri dicti Hofsche et stagnum de Eckenvort, juxta vivarium transeuntem, necnon super quamdam particulam terre, prout sita est inter vivarium de Elsele et Egidii mansionem. Nos igitur, de consensu Helewidis filie nostre castellani et etiam Maghtheldis filie mei Leonii militis, permittimus, consentimus et volumus quod dictum cenobium de Camera dictis terris et bonis sive locis dicto modo dictis mansionariis concessis, libere perfruatur, indeque suam faciat plenarie voluntatem, quibus et dicti mansionarii nostri suum consensum adhibuerunt. Ita tamen quod sepedictum cenobium dictas terras sive loca circumfodere et fossatis circumcludere et munire licite poterunt et expedite. In cujus rei testimonium tam pro nobis quam pro dictis domicellis, ad petitionem earum, cum sigilla non habeant, sigilla nostra presentibus fecimus apponi.

Datum anno Domini M° ducentesimo quinquagesimo tercio, in festo beati Martini.

Original dans le chartrier de l'abbaye de la Cambre.
Le sceau du châtelain manque.

Godescalc, sire de Montigny-sur-Sambre, en retour des maux que lui et ses ancêtres ont causés aux habitants de ce village, leur donne des franchises et des lois, et déclare que ses successeurs devront en jurer le maintien avant que le maire et les échevins puissent rendre la justice en leur nom.

1253.

Jou Godescaus, sires de Montegni sor Sambre, à tous chiaus ki sont et ki a venir sont, salut. Sachent tuit cil ki sont et ki a venir sont ke jou ai jurée le frankise de Montegni à tenir, et le doient jurer mi oir après moi en teil manière, ke kant li sires de Montegni muert, li sires ki après en doit estre en tenance doit faire somonre les hommes de Montegni devant lui et leur doit faire promiers fiautei si com bons sires, et li home lui. Et se li sires chou ne leur faisoit, li maires et li eskevin de Montegni ne doient rendere jugement en le tenance de Montegni, juskes à tant k'il leur aie fait, et s'il chou faisoient, il se parjurroient. Et se li maires les somonoit, il se parjurroit tot avant.

Li frankise de Montegni est teile ke il i doit avoir VII jureis, liqueil doient faire l'assise le signeur sor leur sairement à le saint Remi, et ne puent mettre le plus riche à plus de III souz de Namisois, ne le plus pouvre à mains de XII deniers Namisois. Et se li sires marie se fille ou il fait se fil chevalier, li assize double cel an, sauf chou se li boriois muert, k'il doit autreteile assize al signeur ke il doit à le saint Remi.

Liqueis ki ce soit ki en muire ou boriois ou borioise, cil ou cele ki demeure en vie demeure boriois ou borioise et si oir ausi, sauf chou se li feme euist estei de mainie, si oir ne demeurent mie bouriois, ne ne puent rentreir en son hostel cil ki demeure en vie, sens le lous de maieur, (s'il) est en Montegni, et s'il ni estoit, rentreir i puet par les jureis.

Ordeneit est en le frankise de Montegni, ke se sans ne burine i avenoit, li sans doit al signeur XX souz, li cous X souz, et li dementirs V sous, et tous Namisois. Et li frankise est teile, mort por mort, et menbre por menbre, et parmi cele amende ke li sires en prent, les doit ilh faire racorder, et tesmoignages de deuz bouriois suffie a teis drois, sauf chou s'aucuns fors forfait en le tenance de Montegni, li sires prendre le puet sens aler contre se sairement, sauf chou ke boriois suffissans le puet raplegier. Et se li sires en a tesmoignage bouriois ne masnier ne fil de bouriois ki à aige soit de forfait devers le vile II tesmains et de celui defors I, selonc le forfait en doit il avoir l'amende.

Se bouriois de Montegni vuet homme afforain arrester en Montegni por dette, recommander le doit à I autre bouriois tant k'il ait amenée le iustice, et c'il tenir le doit; se tenir ne le puet, il doit crier et s'il chou ne faisoit, il doit rendre le dette al bouriois.

Ordeneit est se li bouriois marie se fille en le vile u defors, marier le puet s'ele nest de mainie, et son fil ausi, sauf chou k'il n'amaint femme en Montegni ki soit d'autrui porsuite.

En après li eskevins warde sor se sairement kele orne li boriois doit avoir al molin et al four en Montegni.

Ordeneit est k'en le frankise de Montegni ne puet nus entreir ki soit de le mainie le signeur, ne autres ki ait porsuite d'autre signeur se par le signeur ni entre se gent sortrissent le signeur en Montegni, il doit avoir cuetes par enprunt as veves femes u as damoiseles, et si celes asseis n'en davoient, il en doit avoir eu maison de boriois, la u il en (a) deus l'une.

Li sires de Montegni puet sir ou plait et si varlet ausi.

Ordeneit est ke se li bouriois vuet aler manoir fors de le vile de Montegni, ke li sires le doit conduire fors de le banliwe, sauf chou k'il pait sen assize, sil en vuet mener ses maisons, mener les enpuet; se vendre les vuet, vendre les puet parmi quatre Namisois de chascune al signeur.

Après se li sires a mestier de peschier et tens soit kom peschier puist, li pescheur a piet ki ont les grandes troilles doient aler peschier à se comant. En après est ordeneit ke li bouriois puet peschier en l'iawe de le tenance de Montegni tote jour ajournée tant com il puet aler à piet, et par nuit ment, et se ne puet peschier plus kaoes se mangier, et s'il prent grant peischon, il le doit offrir al signeur. Après ordeneit est ke li uns bouriois puet (vendre) se terre a l'autre sens nul service. A l'escluse do molin de Montegni, doit li boriois aidier II jours au mois de gissereeh et s'il i avoit bouriois ki defalist de . . . . . ke de ces II jours, li maires puet leweir un ouvrier sor lui parmi VI deniers Namisois le jour, et li forestiers puet prendre le pan à se maison sens aler contre le frankise. Li pans pris ès coutures le signeur de Montegni sont à autreteis drois kom li pan ki sont pris ès terres de ses masuiers.

Li bous est le vile de Montegni al dit des eskevins, sauf chou ke li sires en doit avoir se rente, à chascun feu une geline a le paske florie, et s'en doit avoir chascun an V charrette de clousin, et li sires i doit mettre I varlet auuec le forestier de le vile par sairement. Li sires doit le forestier se rente au dit de l'eskevin. Ki taille le bous enbanneit, il est a V souz de Namisois. S'il a paischon au bous de Montegni, li pors ki sera en le paiscon

paiera III Namisois de painage al signeur, et li sires ne puet mettre pourchiaus se chiaus nom k'il norrist en son hostel, mais si nus n'en avoit, metre en I poroit juskes à X. En Spairemont, ki est de lende maine le signeur et en le Flincheuse haie puet aler li porchiaus de bouriois de Montegni, se paiscon i a, parmi le painage devant dit. Et s'il avenoit (ke) n'ewist paschon en le comoigne de Montegni, li porc de le vile ne devroient mies aler en lendemaine le signeur. Li bouriois de Montegni ki charrue (a), doit à signeur amener une charrée de leigne devant Noeil à Montegni, sauf chou ke li charruiers doit prendre cele leigne ou bous de Lendemaine le signeur, en le tenance de Montegni, et cil u cele cui li charrue est doit raler al bous et amener le meme leigne ki est demorée de le grosse ke il a le signeur amenée, et se doit estre siene propre.

Ordeneit est ke li maires de Montegni doit rendre se mairie le iour saint Jehan Baptistre par devant les eskevins, li forestier se foresterie, li forniers se four et li moniers se molin, et à tous ces mestiers doit li sires rassir homes, et doient faire sairement al dit de l'eskevin, sauf ke li eskevins warde ke li tepreires doit avoir al molin et k'il i doit faire. En après des coutures ke mesire Houstes de Moriaumeis tenoit en Montegni kant il vint à terre, li moniers en doit moure le bleit ki ensvenra sans molture, et de ces coutures sont XX bonier.

Ordeneit est en le frankise de Montegni ke son maine prison parmi le vile et il cri aiwe franke vile, aidier li doit li frankise. S'il a home afforain en Montegni et il requiert l'aiwe de le vile, aidier li doit li frankise de Montegni. Bouriois puet home afforain conduire en Montegni por dette un jor tote jour. Ordeneit est ke li boriois de Montegni ki les faus ont doient foier les preis ki sont entors le manoir le signeur de Montegni et li sires leur doit doner à maingier, et li vile les doit feneir, et cil ki foiës les ont nient. Li boriois doient al signeur à se comandise ost et chevauchie et doient avoir armes si com home de vile. Et s'il avenoit chouse ke li sires forfesist contre le frankise de Montegni, amender le puet devens XV jors sens aler contre se sairement.

Et jou li devant dis Godescaus, sires de Montegni, ai otroié ceste frankise à le vile de Montegni en restouerge de tos les maus ke mes pères et me mère et iou et tout nostre ancisseur fisent onkes à le vile de Montegni. Et pour chou ke ce soit ferme chouse seure et estable à tos jours, jou Godescaus devant dis ai ceste chartre saielée de me propre saial et (ai fait) metre le saial monsigneur Hoston de Rianwais et le saial monsigneur Michiel de Chastelignial en tesmoignage de totes ces chouses devant dites.

Ce fu fait et doneit en lan de l'incarnation Nostre Signeur M.CC. et cinquante trois, du mois de . . . . .

Original sur parchemin. Le sceau manque.

Jean d'Avesnes promet aux habitants de Valenciennes de les protéger et défendre contre qui que ce soit, dès qu'il sera devenu comte du Hainaut.

29 octobre 1256.

Jou Jehans d'Avesnes, fius Marguerite le contesse de Flandres et de Haynnau, fai savoir à tous ciaus ki ces lettres veront et oront que jou ai asseuret bien et loiaument les prouvos, les eskievins et tout le keumun de le vile de Valenciennes et lor ai proumis et juret sour sains comme jou les sauveray et warderai en boine sire enviers toutes gens et menrai de quele eure que li contes de Haynnau soit eskeue à mi, as us et as coustumes et à tel loi, comme mi aneisseur ont fait devant mi. Et pour cou que ce soit fermement tenut et wardet, si lor ai jou ces lettres données saielées de mon saiel.

Ce fut fait l'an del incarnation Jhesu Crist XII^cLVI, le diemence devant le jour de tous sains, el mois de octombre.

Recueil de Cocquéau déjà cité.

Les habitants de Jettefaulx reconnaissent qu'il n'ont pas le droit de faire pâturer leur bétail ou couper du bois dans les biens appartenant à l'abbaye d'Alne et à ses vassaux de Clermont.

Novembre 1257.

Universis presentes litteras inspecturis, magister Johannes decanus concilii Thudiniensis salutem in Domino. Universitati vestre notum facimus quod homines de Getefol in presentia nostra constituti, recognoverunt nullum jus habere pascendi animalia sua in nemoribus abbatis et conventus Alnensis seu hominum suorum de Clermont, vel in possessionibus ad eos pertinentibus vel eadem nemora succidendi.

Datum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo septimo, mense novembri.

Chartrier de l'abbaye d'Alne, aux Archives du royaume de Belgique.

La comtesse Marguerite ordonne au bailli de Hainaut et à ses subordonnés de respecter les franchises des vassaux de l'abbaye de Ghislenghien.

12 Juin 1258.

Marguerite, contesse de Flandre et Haynnau, au bailly de Haynnau et aux aultre baillys desoubs luy constitués en Haynnau, salut. Nous vous mandons et volons que les hommes affranchis lesquels appartiennent à le glise de le benoite Vierge mère, de Guillenghien, nullement vous ne efraindés de doubtement et ne presumés à icheux inférer aulcunes injures ou molestes contre justice, mais tenés les en tranquillité de pais en le manier comme vous les teniés et les léssiés en temps qu'ils estoient du vivant de nos anticesseurs et des vostres.

Donnet l'an de Nostre Segneur M.CC.LVIII, lendemain de Saint-Barnabé apostle.

Cartulaire de l'abbaye de Ghislenghien, fol. 72 v°.

Henri, élu de Liége, déclare que l'abbaye d'Alne a obtenu de Jean d'Avesnes et de l'avoué de Thuin leur renonciation au cens capital et au droit de mortemain qu'ils percevaient à Clermont, et qu'en retour, les habitants de ce village ont abandonné au monastère le bois d'Hubosart et promis de lui payer diverses taxes.

Août 1258.

Je Henris par la grasce de Deu esluis de Liége, fac savoir à tos chias ki ces lettres veront et ouront, com ensi fuist ke me sires Jehans d'Avesnes as persones de la ville de Clermont, par la raison de la conté de Hainau, à chias ki astoient del chevage saint Audegon de Mauboge ou d'autres glises, fors ka chias ki astoient del chevage saint Piere de Lobes ou saint Lambert de Surich, demandast et presist à l'ome sis deniers

blans et à la feme autretant cascun an et après la mort le mortemain, c'est à dire le milhor chatel de la maison, et tote autre tele demande Jehans, avoeis de Thuin, demandast et presist à chias ki astoient del chevage sain Piere de Lobes, li abbes et li couvens d'Aune ki signeur sunt de la devant dite ville, ont rachaté tele exaction et tele demande auS devans dis signeurs, parmi une somme d'avoir, et les en ont fait quitter ces meismes signors permanablement, ensi com ilh est apparant par les chartres ki en sunt faites, et li home de le devan ditte ville, par commun assens, por le travalh et por les despens ke chil d'Aune ont eu en acquerre cest délivrance, lor ont quitté un bos ke hom apelle Hubosart, de quoi ilh sunt V bonire ou là entors, awec un poi de tere ki joindoit à ces bos, ki astoit commune à chias d'Aune et as homes de Clermont devant nomeis et en ont ahireteit chias d'Aune. Et por ce ke nus ne puist jamais cele demande en la ville de Clermont, por le raison de chevages sainte Audegon et saint Piere, demander as homes devant diz, li abbes d'Aune et li couvens, por le VI deniers ki li home paieve chascun an et la feme autant, par commun assens des homes meismes de la dicte ville, en recogniscance de ceste delivrance, a mis à l'ome I denier blanc et à la feme une mailhe, cascun an le jor saint Andriu l'apostole, à paier permanablement à la glise d'Aune, et à la mort por le mortemain, por cascun home II deniers et por la feme un denier blanc. Après li home de Clermont sovent dit se sunt obligiet, de commun assens et por lor spagne volenté, envers l'abbet et le couvent d'Aune, ke tent ke li abbes et li covens ki segneur sunt d'aus, par la loi del pais ou par vérité les meniont, ne puent querre autre signeurs ne aus mettre desos signorie de nulle persone de sainte Glise ne seculer, ne en francise de ville ne de chastial sans le congiet especial de la glise d'Aune ne puent entrer. Et se ilh le faesoient, li abbes d'Aune et li covens poroient saisir tout ce ki lor seroit, sans contredit, en terres et en meubles, en la signorie la glise d'Aune, mais s'aucuns de Clermont ki ke ce fust, voloit aleir ou entrer en ville ou en frankise de borc ou de chastial ou alhors por son preut querre ou faire, bien li loist aleir, sauf ce ke le glise d'Aune ou li home de la ville de Clermont ne le sachent ke demander.

Et por ce ke ce soit ferme chose et estable, je Henris esluis de Liége deseure escris, à la proière de chias de Cleirmont et del abbeit d'Aune et del couvent, ai mis mon saiel awec le saial l'abbeit d'Aune à ces lettres, ki furent faites et donées l'an del incarnation Ihesu Crist mil et CC et cinquante wit, el mois d'aust.

Chartrier de l'abbaye d'Aune.

Mathilde, comtesse de Boulogne, confirme et ratifie la charte de commune que son père Renaud et sa mère Ide avaient accordée à la ville de Boulogne.

13 novembre 1258.

Matildis, comitissa Bolonie, universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverint universi quod nos litteras bone memorie Renaldi, patris nostri quondam comitis Bolonie, ac nobilis mulieris Yde, matris nostre, ejusdem Renaldi uxoris, quondam comitisse Bolonie, bonas et legitimas et non viciatas, inspeximus in hac verba.

Noverint universi (*Suit la charte de l'année* 1203, *publiée plus haut,* p. 58.)

Nos vero Matildis, comitissa Bolonie, eorumdem Renaldi et Yde filia et heres, premissa omnia contenta in litteris eorumdem suprascriptis, tanquam domina, laudamus, approbamus, concedimus, innovamus et confirmamus per presentes litteras nostras, et inviolabiliter et plenarie juravimus observatura, et precipimus ab omnibus ballivis et subditis nostris inviolabiliter observari et facere observari. In cujus rei testimonium presentes litteras nostras majori, scabinis et communie ville Bolonie tradimus, sigilli nostri munimine roboratas.

Actum anno Domini M.CC. quinquagesimo octavo, mense novembri, feria quarta post festum beati Martini hyemalis, apud Villam novam in Hechyo.

Original aux Archives départementales du Pas-de-Calais, à Arras.

Le prévôt, les archidiacres et le chapitre de Saint-Lambert, de concert avec le maire, les échevins, les maîtres, les jurés et les autres bourgeois de Liége, déclarent avoir acquis de l'élu de cette ville le droit de prélever une taxe sur la bière et le pain.

3 février 1258-1259.

Nos Jehans par la gresce de Deu prevotz, li archidyakene et tos li capitles monsaingnor saint Lambert, et nos Elyas li maires, li eskevin, li maistre, li jureit, et li citain de Liége, par commun assens avons fait

un enwart por paier une dette ki fu faite del achat ke nos fesimes a nostre saingnor, Henri par la grasce de Deu esliut de Liége, si cum des cervoises et del pain, laquele ditte malatott et trop damajorsement ke por chu ke cis achaz turne al utiliteit et a porfit de le citeit de Liége communement ke par la citeit si que li bans dure, a totes laies persones prendra om un escot par proudomes por ceste dette paier et anitir, salf chu ke li varlet des clers de Liége ki sunt resident dedens lur hosteis n'en paierunt mie, et salf chu ke les franchises ne les droitures de le glise monsaingnor saint Lambert ne des autres glises de Liége, ne les franchises ne les droitures de le citeit de Liége n'en serunt ne enmidrées ne empieiés.

Cesle lettres furent donées lendemaien de la purification nostre Dame l'an del incarnation nostre Saingnor M.CC.LVIIII.

Chartrier du chapitre de Saint-Lambert, de Liége.

De foro salis. — Les échevins de Bruxelles déclarent, d'après le témoignage des marchands de sel, que le marché de cette denrée a toujours existé à Anvers et nulle part ailleurs.

1er septembre 1259.

Universis presentes litteras inspecturis scabini Bruxellenses salutem et amorem. Noveritis quod seniores opidi nostri Bruxellensis, tam qui fuerunt quam adhuc sunt salis mercatores, notum nobis effecerunt forum salis semper in Antwerpia se vidisse et esse debere ibidem, et hoc sicut ab ipsis audivimus, conscribi fecimus et sigillo opidi nostri Bruxellensis sigillari.

Datum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono, mensis septembris prima die.

A-Thymo, *Historia Brabantiae diplomatica*, t. II, fol. 67.

Déclaration analogue, émanée des échevins de **la ville de Tirlemont.**

3 septembre 1259.

Universis presentes litteras inspecturis universi scabini opidi Thenensis salutem et scire veritatem. Noverint universi quid nos jugiter et seriose a veterioribus opidi nostri fidedignis et a venditoribus salis sumus universaliter perscrutati, qui dicunt veraciter affirmantes forum salis semper fuisse in Antwerpia et nunquam alibi extitisse, secundum quod ab avis et proavis est expertum, et hoc idem nos scabini antedicti memorialiter protestamur et hoc universis sub sigillo opidi nostri Thenensis significamus.

Datum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono, feria quarta post octavas Bartholomei.

Ibidem, loc. cit.

Déclaration analogue, émanée des échevins et commune d'Hérenthals.

4 septembre 1259.

Universis presentes litteras inspecturis scabini totaque communitas de Herentals, subscriptam cognoscere veritatem. Noveritis quod nos ab antiquioribus nostris fidedignis et a venditoribus salis diligenter et seriose investigavimus de foro salis in Antwerpia, qui nobis veraciter affirmantes dixerunt forum salis semper fuisse in Antwerpia et de jure, et nunquam alibi extitisse secundum quod ab avis et proavis est expertum et hoc in vita nostra vidimus sic fuisse. In cujus rei noticiam presentes litteras communitas sigilli nostri roboravimus munimento.

Datum in crastino beati Remacli anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono.

Ibidem, loc. cit.

Déclaration analogue, émanée des échevins et commune de Turnhout.

4 septembre 1259.

Universis ad quos presentes littere pervenerint, scabini totaque communitas de Turnout, subscriptam cognoscere veritatem. Noverit universitas vestra quod nos ab antiquioribus nostris fidedignis et a venditoribus salis in Antwerpia, qui nobis veraciter dixerunt quod forum salis semper et de jure fuit in Antwerpia et nunquam alibi extitit, secundum quod ab avis et proavis est expertum, et hoc etiam in vita nostra vidimus sic fuisse. In cujus rei testimonium presentibus litteris appendimus commune sigillum nostrum.

Datum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono, in crastino beati Remacli.

Ibidem, loc. cit.

Déclaration analogue, émanée des échevins et commune d'Aerschot.

4 septembre 1259.

Universis presentes litteras inspecturis scabini totaque communitas de Aerschot, subscriptam cognoscere veritatem. Universitati vestre presenti testimonio significamus quod nos ab antiquioribus nostris fidedignis et a venditoribus salis diligenter et seriose investigavimus de foro salis in Antwerpia, qui nobis responderunt veraciter affirmantes forum salis semper fuisse in Antwerpia et de jure et nunquam alibi extitisse, secundum quod ab avis et proavis est expertum et hoc in vita nostra vidimus sic fuisse. In cujus rei testimonium presentes litteras roboravimus communitas sigillo nostro.

Datum feria quinta ante nativitatem beate Virginis, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono.

Ibidem, loc. cit.

Déclaration analogue, émanée des échevins d'Oosterwyck.

5 septembre 1259.

Universis presentes litteras inspecturis, scabini opidi de Oesterwyck salutem et scire veritatem. Noverint universi quod nos jugiter et seriose ab antiquioribus opidi nostri fidedignis sumus universaliter perscrutati, qui dicunt veraciter affirmantes forum salis fuisse in Antwerpia et nunquam alibi extitisse, secundum quod ab eorum avis et proavis est expertum, et hoc idem nos scabini antedicti protestamur, et hoc universis sub sigillo opidi nostri de Oesterwyck significamus.

Datum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono, feria sexta ante nativitatem beate Marie virginis.

Ibidem, loc. cit.

Déclaration analogue, émanée des échevins de Bois-le-Duc.

6 septembre 1259.

Universis presens scriptum visuris, scabini de Buscoducis salutem et omne bonum. Noveritis quod seniores opidi nostri de Buscoducis viri fidedigni, tam salis mercatores quam alii, nobis notum effecerunt forum salis in Antwerpia semper se vidisse et esse debere ibidem, et hoc sicut ab ipsis audivimus conscribi fecimus et sigillo opidi predicti sigillari.

Datum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono, sabbatho ante nativitatem beate Marie.

Ibidem, loc. cit.

Déclaration analogue, émanée des échevins et habitants d'Hooghstraeten.

8 septembre 1259.

Universis presens scriptum visuris, scabini ac universi opidani de Hoestraten, salutem et cognoscere veritatem. Noverint universi quod nos

ab antiquioribus et fidedignis investigavimus de foro salis in Antwerpia, qui omnes unanimiter affirmaverunt semper ibidem vidisse. In cujus rei testimonium presentes litteras sigillo nostro roboravimus.

Datum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono, in nocte nativitatis Marie.

Ibidem, loc. cit.

Déclaration analogue, émanée des échevins et habitants de Bréda.

8 septembre 1259.

Universis presentes litteras visuris, scabini et universi opidani de Breda, salutem et cognoscere veritatem. Noverint universi quod nos ab antiquioribus nostris et fidedignis investigavimus de foro salis in Antwerpia, qui nobis responderunt veraciter affirmantes forum salis semper fuisse ibidem. In cujus rei testimonium super hoc presentes litteras dedimus, sigilli nostri munimine roboratas.

Datum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono, in nocte nativitatis Marie Virginis.

Ibidem, loc. cit.

Déclaration analogue, émanée des échevins de Lierre.

8 septembre 1259.

Universis presens scriptum visuris, scabini Lyerenses salutem et amorem. Noveritis quod seniores opidi nostri Lyerensis, tam qui fuerunt quam qui adhuc sunt salis mercatores, notum nobis effecerunt forum salis in Antwerpia se vidisse et esse debere ibidem, et hoc sicut ab ipsis audivimus conscribi fecimus et sigillo opidi nostri Lyerensis sigillari.

Datum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono, in nativitate beate Marie.

Ibidem, loc. cit.

Déclaration analogue, émanée des échevins et commune de Zierirczée.

14 septembre 1259.

Universis presentes paginam inspecturis, scabini totaque communitas de Zierixhee, salutem et cognoscere veritatem. Notum facimus universitati vestre presentium testimonio litterarum, nos a senioribus opidi nostri de Zierixhee mercatoribus salis, qui ibidem olim fuerunt et in presentiarum sunt negociatores, intellexisse et audivisse forum salis semper fuisse apud Antwerpiam generale, quiquidem mercatores salis dixerunt et dicunt se ibidem vidisse semper et exercuisse forum de sale et nunquam alibi generale. Nos autem attendentes quod gesta seu dicta hominum per scriptum in statu stabili perseverant et ad memoriam reducuntur futurorum, que non essent sine litteris valitura, premissa audita a mercatoribus et intellecta conscribi fecimus et sigilli opidi nostri de Zierixhee munimine roborari.

Datum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono, in festo exaltationis sancti crucis.

Ibidem, loc. cit.

Déclaration analogue, émanée des maire, échevins et commune de Louvain.

18 novembre 1259.

Universis presentes litteras inspecturis villicus, scabini et communitas opidi Lovaniensis, salutem in vero salutari. Tenore presentium protestamur, quod a longevo tempore, cujus non extat memoria, hucusque semper audivimus dici quod apud Antwerpiam forum salis de jure esse deberet, et quia sic dici audivimus, ideo urbi Antwerpiensi litteras presentes transmittimus, sigillo opidi nostri roboratas.

Datum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono, in octavis beati Martini.

Ibidem, loc. cit., où on lit à la suite : *Et sunt sic signate : collacio facta est cum originali per me,* GHEERBODE.

Aliud privilegium de Elverzele. — Charte de Thierri, seigneur de Beveren, constatant que Cunégonde de Lont s'est donnée, elle et sa postérité, à l'église d'Elverzeele.

Mai 1260.

Universis presentes literas inspecturis Th., dominus de Beveren et castellanus de Dixmude, salutem in Domino sempiternam. Noverit universitas vestra quod Cunigondis de Lont mulier, cum esset sui juris et de libera progenie, se omnemque secum posteritatem obtulit ad altare beatae Margarethae in Helverzele, sub annuo capitali censu duorum denariorum Flandriae, in matrimonio sex et in morte XII. Et in praemissis dominum de Beverna tunc temporis et ejusdem haeredem sive successorem legittimum sibi elegit advocatum ac tutorem. Dicta quoque Cunigundis filias habuit Heilam de Vuausvelde, Ghiselam de Zype et Iuetam de Exairde. Heyla genuit Iuetam, Avam et Heylam, et jamdicta Iueta Elizabeth et Margaretham. Dicta quoque Ava genuit Avezoetam. Praedicta autem Ghisela genuit Iuetam de Zype, et dicta Iueta genuit Catharinam, et ita deinceps. In cujus rei testimonium ut praemissa firma permaneant et inconcussa, nos praesentem paginam sigillo nostro duximus roborandam.

Renovata et refecta fuit haec cartula anno Domini M. CC. sexagesimo, mense mayo.

Recueil de pièces concernant le pays d'Alost, Termonde, etc., fol. 149. A la fin de la pièce on lit : *Sit sigillata in cera alba sive virginea.*

Quid debeant solvere hospites de Anetieres in venditione et pignoratione terrarum suarum. — L'abbé de Saint-Pierre, de Gand, détermine les droits de mutation que ses vassaux d'Ennetières devaient payer à son monastère ; cet acte est suivi d'un *vidimus* de l'official de Tournai, qui atteste l'acceptation de cette décision par les habitants d'Ennetières, dont les noms y sont énumérés.

18 mai 1261.

Universis presentes litteras visuris, officialis Tornacensis salutem in Domino. Noveritis nos anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo primo, sabbatho ante diem Trinitatis, litteras religiosi viri, Joannis

abbatis Sancti Petri Gandavensis, non abolitas, non cancellatas, nec in aliqua sui parte viciatas, vidisse et inspexisse in hec verba.

Universis presentes litteras inspecturis Joannes, divina permissione, abbas Sancti Petri Gandavensis, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod cum discordia esset et contentio inter prepositum ecclesie nostre et censuarium curtis nostre de Anetieres, ex una parte, et homines ac hospites nostros in dicta villa, ex altera, super releviis de terris venditis et vendendis, ac super releviis de formortura pertinentibus et aliis quampluribus articulis, tandem dicte partes, de proborum virorum consilio, supposuerunt se ordinationi nostre. Nos vero, auditis rationibus utriusque partis et testibus diligenter examinatis, quos utraque pars, ad probandum intentionem suam adducere volebat, de proborum consilio, dictam discordiam terminavimus in hunc modum.

Videlicet quod dicti homines ac hospites nostri de terra vendita a tempore dicte discordie inchoate, et eciam de terra in posterum vendenda, solvere tenebuntur preposito vel qui loco ejus erit pro tempore, de qualibet marca duos solidos Artesienses. De terra vero que a dictis hospitibus ac hominibus invadiabitur seu impignorabitur pro debito, solvent dicti hospites pro qualibet marcha duos solidos Artesienses. Si vero aliquis hospitum nostrorum habens filium vel filios, filie sue super terram in matrimonium aliquam pecuniam assignaverit, dabit de qualibet marcha duodecim denarios. Et si aliquis hospitum nostrorum mulieri quam ducet in uxorem, super terram aliquam summam pecunie assignaverit, dabit de qualibet marcha sex denarios. Preterea dicti hospites solvent de quolibet bonario quod eis ex formortura jure hereditario advenerit, duos solidos Flandrenses.

Et ne de cetero super dicta discordia questio inter dictas partes orietur, volentes paci ac tranquillitati dictorum hospitum providere, dictis hospitibus presentes litteras in testimonium ratihabitionis dedimus, sigilli nostri munimine roboratas. Datum anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo, feria quarta post conversionem Sancti Petri.

Ego vero Sygerus de Hamme, miles, qui dicte ordinationi interfui, presentibus litteris sigillum meum apposui, in testimonium dicte ratihabitionis et munimine. Datum ut supra.

Inde est quod vobis tenore presentium significamus, quod Nicolaus de Prato, Aelina relicta Roberti del Cavalerie, Symon de Cambri, Maria de Beaumont vidua, Machtildis relicta Willelmi de Monte, Henricus Magnus, Michael de Bosco, Balduinus de Camba, Hamardus de Wastina, Thomas frater ejus, Symon Lobiers, Lambertus Blake, Johannes de Monte,

Willermus de Quercu, Robertus de Ham, Walterus de Ham frater ejus, Robertus de Wastina, Beatrix de Prato, Yda Revel, Johannes de Forkietpiere, Obertus de Haya, Johannes dictus Clericus, Robertus Clericus, Johannes Blonduse, Petrus de Becca, Rogerus de Wastina, Johannes de Haya, Robertus de Prato, Henricus de Haya, Johannes filius Martine, Johannes de Forkietpire, Remsendis de Prato, Friscendis de Monte, Petrus de Cultura, Petrus Blancke, Walterus Maior, Egidius del Brisch, Robertus de Haya, Balduinus del Cuth, Johannes ejus filius, Nicolaus Cambarius, Alardus Renans, Ghilla del Cstee, Robertus Clericus, Hanotus de Basseya, Walterus ejus frater, Aelidis et Johanna sorores de Prato et Johannes de Becca, homines ac hospites dicti abbatis apud Aneticres in Weppes, ut dicebant, in presentia Hugonis de Sicheis, clerici nostri, ad hoc a nobis loco nostri specialis destinati, constituti personaliter, recognoverunt se omnino ordinationi dicti abbatis super premissis supposuisse et adhuc supponunt, et eandem ordinationem, prout est facta ab ipso abbate, secundum quod continetur in dictis litteris, laudaverunt et approbaverunt, nec non eidem liberaliter et benigne consenserunt, promittentes, fide et juramento interpositis, excepto dicto maiore qui bona fide promisit absque juramento, quod contra predictam ordinationem et contenta in eisdem litteris non venient, ymmo eandem et omnia et singula in dictis litteris contenta facient et observabunt in futurum, nec non ratum habeant quitquid est ordinatum ab abbate predicto de premissis, et ad hoc se et suos heredes et eorum bona obligant, concedentes si contra predicta venirent, quod nos ad desistendum et ad observandum et ad faciendum omnia et singula predicta, si opus fuerit, per censuram ecclesiasticam compellamus eosdem ubicunque commorentur. Et hec omnia et singula predicta acta fuerunt coram dicto Hugone, ut nobis retulit, et rata habemus eandem, ac si facta fuissent in jure coram nobis.

Datum et actum anno Domini M. CC. sexagesimo primo, sabbato supradicto.

Preterea Johannes Baccelers, Jacobus ejus frater et Johannes de Quercu se fide media obligaverunt ad hoc, sicuti predicti nominati, ut dictum est. Datum ut supra.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Pierre, fol. 170.

Guy, comte de Flandre, autorise les habitants de Hamme à acquérir le pâturage et l'usance des lieux appelés *Veerdyck*, à la seule condition de lui payer par an un cens de deux deniers.

20 août 1261.

Nos Guido, comes Flandriae, Bethuniae et Teneramundae dominus, universis praesentes literas inspecturis ac visuris salutem et noscere veritatem. Noverint universi, quod nos contulimus et concessimus indifferenter et communiter universis et singulis in parochia de Hamme de territorio Teneramundensi commorantibus et non aliis, omnem pascuam et usum quos acquirere poterunt in loco vel locis qui Veerdycke vulgariter teutonice nuncupantur, qui nostri sunt, infra limites parochie supradicte, vel in posterum inveniri poterunt per augmentum vel detrimentum usque in profunditatem rivi nostri, in hereditatem pro duobus denariis nobis ab ecclesia de Hamme pro universitate dicte parochie ad pascham Domini solvendis, salvo tamen in omnibus jure alieno quod cuique competit ante datam presentium litterarum. In cujus rei testimonium et munimen universitati dicte parochie dedimus presentes litteras sigilli nostri munimine roboratas.

Datum et actum anno Domini M. CC. LXI, feria quinta post Assumptionem beate Virginis.

Recueil de pièces concernant le pays de Waes, Termonde, etc., fol. 155.

Pax inter ecclesiam sancti Amandi et advocatum de Syn. — Accord conclu entre l'abbaye de Saint-Amand et Hellin de La Plaigne au sujet de leurs droits respectifs à *Syn*.

21 mars 1261-1262.

Sacent tout cil ki cest escrit veront et oront ke del debat et del content ki estoit et avoit estet de le justice de Syn et des appendances, de pluiseurs choses entre l'église Saint-Amand, d'une part, et Hellin de le Plaigne, leur homme et avowet del liu et de ses ancesseurs, d'autre part; ke haut houme et eskievin et autres bonnes gens les ont concordés de leur boin sens et de leur conseil se sunt il assentit et ont boine pais faite doucement et amiaulement, en tel manière ke Hellins counoist et a recouneut

ke li abbés et li glise devant dit i doivent avoir leur eskievins et faire les doivent. Et s'il avenoit ke il i euist eskievin ki ne fust mie souffissans ki fesist à oster, on le doit oster par les justices et par le conseil des eskievins et remettre I autre, et le desdit des eskievins et le lait dit doit avoir cascune des parties dedens ses plais, et si doit avoir li glise sen maieur. Et si doit avoir le truef des vaissiaux de es et le moitiet del estrayer et Hellins l'autre moitiet. Et si doit avoir li glise tous les bans con i fera, et faire les doit, si com on a fait darrier et s'il les voelent croistre, croistre les doivent par l'avowet et par les eskievins del liu. Et si doit avoir li glise le cierkemanage et le bousnage, et li avowés i doit avoir le sanc, le burine, le laron, le nuitantre, ses corouwés, ses tailles et trois plais génereus et les poursiutes es III plais. Et s'il avenoit qu'il i eskeist chose de quoi chis escris ne parole, si le droiture cil ki droiturer le doit et les bans de aoust facion si con siolt. Et s'il avenoit ke li justice Saint-Amant defausist de loi faire, faire le doit li avowes. Et si ne puet Hellins homme deswagier pour riens se eskevin ne l'ont assenet, fors de ses corowées se eles li demeurent par droit. Et se nus vient pour deplaindre au maieur Saint-Amant et il ne le troeve devens le justice, monstrer le doit à eskievins et puis en doit li avowès droit faire son en trait à lui. Et s'il avenoit ke eskievins i fausist, li eskievin ki remainnent l'eslisent et chis eskievins doit premiers faire sairement au maieur Saint-Amant et apriès au maieur l'avowet; et se eskievin i faloient par quoi li droit des justices demorassent, et li eskievin ne le vosissent eslire, eslire le doivent les deus justices. Et s'il avenoit ke li homme de le ville pescaissent es wareskais de le ville communs, li avowés ne les puet deswagier ne deffendre. Là furent com homme, li sire d'Anthoing, me sires Gilles de Ere, me sire Gilles de Lokeren, me sire Gossuins de le Hamede, me sire Gerars Delomott et Jehan de Foriest, et eskievin donrés Watiers Faukiere, Watiers del Lokeron, Bauduins Caperons, Evrars Trikes et Evrars Elus.

Ce fut fait l'an del incarnation Jehu Crist M. CC. LXI, le demars apriès le mi quaresme.

Cartulaire de Saint-Amand, t. II, fol. 149.

De indulgentia quadraginta dierum collata ab episcopo Cameracensi omnibus venientibus ad processionem beati Vincentii in crastino Pentecostes et per octo dies sequentes. — Diplôme de Nicolas, évêque de Cambrai, où il rappelle sommairement les principaux faits de la vie de saint Vincent et l'institution par le chapitre de Soignies d'une procession solennelle en son honneur; le prélat accorde quarante jours d'indulgences à ceux qui visiteront l'église de Soignies le jour de cette procession et pendant les huit jours suivants.

4 avril 1261-1262.

N., Dei gratia Cameracensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Gloriosus confessor Christi Vincentius, ecclesie Sonegiensis fundator pariter et patronus, sicut et gestorum ipsius scriptis perspicuis sciri potest, ex regali Francorum prosapia editus, et ab inclite recordationis Dagoberto rege Francorum illustrissimo cingulo militari precinctus, divina sibi favente gratia a Deo armis militaribus strenuus et universa mox extitit honestate preclarus, ut eum predictus rex militie sue constituisset principem, regnique sui strenuum defensorem, propter quod exigentibus sue probitatis meritis, ipsum qui dux Lotharingiarum, Francorum et Saxonum legitur extitisse, divitiis et honoribus ampliavit, insuper et tocius insulas Ybernie dedit ejus potestati et dominio subjacere, et licet in apice seculari diutius constitutus bonis multiplicibus et honoribus habundaret, religionis tamen et pietatis gratia coelestes divitias affectu et animo semper colens, divine tamen visionis et allocutionis gratia provocatus, solutum a conjugali vinculo, quo tum beate Waldetrudi, patrone Montensis ecclesie, tunc Hanonie comitisse diutius in Domino junctus fuit, relictis mundi possessionibus et honoribus sicut prius de visibilibus victor extitisse legitur, sic postmodum de invisibilibus hostibus religionem ingrediens in Altimontensi cenobio, quod propriis sumptibus angelica ammonitione in beati Petri principis apostolorum nomine et honore construxerat, multipliciter triumphavit; propter quod Vincentius a sanctis patribus illius temporis jure vocari meruit, cui prius Madelgarius nomen erat. Tantisque eum dominus post ejus decessum virtutibus et miraculis illustravit, ut plurimi et tyranni hactenus possessiones ecclesie predicte Sonegiensis, quam de bonis propriis fundavit pariter et dotavit, in qua postmodum abbatis fungens officio pretiosam extitit resolutus in mortem pervadere formidarent, propter manifestas vindictas in pervasores ipsarum meritis ipsius sancti diutius destinatas, ut ex hoc merito sicut in terris positus fuerat, sic existens in

celis rerum suarum terrestrium strenuus arbitraretur defensor. Et quicumque eum in suis precipue corporalibus seu aliis necessitatibus devote ac fideliter requisissent, petitionum suarum justarum a Domino ejusdem pii confessoris meritis, optatum celeriter consequerentur effectum. Sed quia refriguit caritas, nutat fides et tepescit devotio modernorum, deliberatione provida statuerunt dilecti filii prepositus, decanus et capitulum Sonegiensis ecclesie memorate, ut singulis annis in crastino Pentecostes, processionaliter cum fidelium turbis ibidem devote convenientibus lustrent villam Sonegiensem, circumferentes reverenter et devote feretrum in quo corpus ejusdem confessoris beatissimi requiescit, cum aliis ipsius ecclesie reliquiis, ad excitandam fidelium populos, ad implorandum devotissime patrocinium tanti patris. Et ut Deus ipsius interventu pie postulantibus postulata concedat, et flagella iracondie suaque juste pro peccatis suis multipliciter patitur populus christianus miseratus avertat. Nos igitur pium eorum in hac parte propositum et statutum in Domino commendantes et eandem ecclesiam quam sincera diligimus ut tenemur in Domino caritate, utpote qui in ea primitus et diutius in officio preposituro percepimus stipendia militie clericalis, prosequi cupientes gratia speciali, de .misericordia Christi genitricis et ejus et omnium sanctorum confisi, omnibus qui ad dictum locum dicta die, vel infra diei ipsius octavas personaliter accedentes in hujusmodi processione reverenter laboraverint et devote vel et in festis natalis ejusdem piissimi confessoris et dedicationis ipsius ecclesie vel infra octavas earundem festivitatum ad ecclesiam predictam personaliter accesserint, manumque ad fabricam ipsius ecclesie porrexerint adjutricem, quadraginta dies de injunctis sibi penitentiis misericorditer relaxamus.

Datum anno Domini M° CC° LX° primo, feria tercia post ramos palmarum.

Le livre enchaîné du chapitre de Soignies, fol. 72 v°.

Charte par laquelle la comtesse de Flandre, Marguerite, accorde de grandes libertés aux marchands de la Rochelle, de Saint-Jean d'Angely, de Niort et des villes voisines qui viendraient commercer à Gravelines.

Juin 1262.

Nous Marguerite, contesse de Flandres et de Haynnau, faisons à savoir à tous caus ki ces lettres verront et orront, ke nous, pour le pourfit et

pour l'accroissement de nostre ville de Gravelinghes et dou port de celui, luy avons donné et otroié franchises teles comme cy après sont escrites, à nos amez as mairs et as communs de la ville de la Rochele, de la ville de Saint Jehan d'Angeli et de la ville de Niort et à lor marcheans et à tous autres marcheans de Poitou, de Gascoingne et de aillors de ces parties delà, ki sunt ou seront de lor compaignie, et ki à ladite ville de Gravelinghes et au dit port vendront pour marchander et pour besoingnier de lor marcheandises tout au coumencement, les devant dis marcheans, lor vallés et lor sergans et les gardes de leur avoirs et de leur marchandises, nous recevons en nostre garde et en nostre deffense par toute nostre terre et par tout nostre pooir. Après nous volons et otroions ke li devant dict marchan et lor vallet et lor sergant puissent es lius devant dis venir et aler, amener u aporter lor marchandises et marchander franchement et deliurement lor droites coustumes paiant et puissent vendre et achater ou eschangier l'uns marcheans à l'aultre et à toutes autres manières de gens, à leur volenté, de toutes lor marcheandises queles ke eles soient, et mettre lor avoirs en commandise tout là u il lor semblera que bon soit, et qu'il puissent garder et tenir lor avoirs et lor marcheandises, tant longhement cum il voldront et faire compaignies de lor avoirs à ceaus de nostre terre et de nostre pooir u d'aillors se il voelent, par si ke cil ki sera compaignons de la marcheandise as devant dis marcheans puist exploiter l'avoir de son compaignon ou de ses compaignons, ensi ke il paie pour ses compaignons tels coustumes comme il deveront de lor parties et de la soe partie ce ke à lui en afferra.

Après nous voulons et otroions que se aucuns des devant dis marcheans ou de lor sergans ou des wardeurs de lor avoir convenoit plaidier à Gravelinghes ou aillors en nostre terre ou en nostre pooir, ke la justice dou liu li livre consel et amparlier en bonne foy, à toutes los fois ke on l'en requerra, au coust resuable de celui por cui il parleroit, et volons ke se il par aventure avenoit ke li marcheans u ses sergans ou li garderes de son avoir monstroit sa plainte u sa besoingne devant nostre justice, ke on ne li voist à nule souspreçure descouvenable ne à nul mal engien de sa parole.

Après nous volons et otroions ke li regars des vins ne puist estre fais par nous ne par nos baillius ne par eskevins, ne par nostre justice de Gravelinghes, ne par autrui de par nous, fors une fois en l'an, c'est à savoir après ce ke li moust nouvel seront premièrement venu à Gravelinghes. Ne pour la raison dou regart des vins ne des aultres avoir as marcheans, nostre baillius ne eskevin ne justice ne pueent ne ne doivent

clorre ne fermer les celiers ne les maisons où seront le vin et li autre avoir as marcheans devant dis, ains lor doit on laisser les clés ou à leur sergeans ou à lor commendement.

Et se on y trouvoit vin ki ne fust loial, il conviendroit ke li marcheans cui tels vins seroit ou ses coumandements l'en fesist porter ou mener fors de nostre terre dedens vingt jours après le regart fait ou ke il l'effondrast ou fesist effondrer par le seu dou bailliu ou de la justice et des eskevins dou liu ce partant seu puet passer et li remandra quites li fus dou tonil, et se li marcheans ou ses coumans ne le faisoit, nostre justice le feroit faire puis les vint jours devant dis, et seroit adont li fus dou tonnel nostres, et se il y avoit aucun vin dont on fust en doutance sil porroit revenir en point ou non, ou doit le tonnel sailler dou saiel d'eskevins, juskes à certain terme convenable, pour savoir comment li vins se prouvera, et s'il dedens ledict terme revenoit en bon point, faire en puet li marcheans son esploit à sa volenté, et se il ne revenoit en bon point, on en feroit comme de mauvais en la manière devant dite, mais pour foibleté de vin, ne pour ajoster blanc vin aveuc vermel, se dont ni avoit autre mauvaistie, on n'en puet faire justice, ne le tonnel effondrer. Et s'il avenoit par aventure ke devant ou après le terme du regart des vins devant dis, plainte venist à nostre justice ou à eskevins ke aucuns marcheans usast de mauvais vins ou les eust, regarder ou savoir le porroit on et amender en la manière ke devant est dite des mauvais vins.

Après nous volons et otroions ke se aucuns achate vins ou autres avoirs as devant dis marcheans ou à lor commandement, et aucuns de la ville de Gravelinghes y voloit avoir part ou compaignie, il convient ke cil ki part y voudroit avoir pait tantost sa partie au marcheant vendeor en deniers, ses contans se la marcheandise est vendue à paier deniers coutans, et se ele estoit vendue à créance ou à terme, nus ni porroit avoir ny clamer part aveeq l'acheteor.

Après nous volons et otrions que se aucuns achate vins ou aultres avoirs des marcheans devant dis ou de lor coumant, ki li marchiés soit estables puis ke li deus dui en sera baillus et que li achateres diluekes en avant ne s'en puist resortir ne aler arrière.

Après nous volons et otrions ke pour le meffait dou vallet ou dou sergant ou marcheant ou dou gardoer de son avoir ne puist li avoirs dou marcheant estre arrestés ne encombrés. Encore nous volons et otroions ke se aucuns aiornemens estoit fais sour marcheant ou sour son vallet ou sour son sergant ki ne fust présens en la ville de Gravelinghes, au jour et à lore ke li aiornemens seroit fais, ke al aiornemens ne li puist nuire

ne grever, et se on li mettoit seure ke il adont i eust esté présens, nous volons ke il s'en puist escondire et passer par son sairement, se il n'estoit prouvé par counissance d'eskevins ki eussent esté à faire l'aiornement à sa personne.

Après se aucuns des marcheans ou de lor gens voloient loer ou achater estens en la ville de Gravelinghes, faire le pucent et atraire aveuc aus tant de compaignons et d'autre gent com il voldront et porront.

Après nous volons et otroions ke les escutes ne puissent venir à la nef quant ele sera venue devant la havene de Gravelinghes pour alegier, fors tant seulement celes ke li marcheans ou ses commandemens ou li maistres de la nef atenera et comandera à venir, et chargera la première escute ki ensi seroit coumandée à venir tout arrouteement sa charge avant c'autres escutes puissent riens commancier à chargier, et ensi et en tel forme feront les autres après, tant comme li marcheans ou ses commandemens ou li maistres de la nef voldra.

Après nous volons et otroions ke nus eskutemans ne puist estre comprins à l'aultre, ne estre deschargiers des vins.

Encore nous volons et otroions ke li marcheans ou ses coumans puist faire arrester le cors et l'avoir de son detteur, selonc les coustumes dou liu où la dette et la connissance sera faite, et se aucuns des detteurs estoit fuitis, nous le devons faire arrester où ke il soit trouvés en nostre terre et en nostre povoir et son cors faire ramener en prison ou liu dont il se seroit defirs, à la requeste dou marcheant ou de son commandement, et doivent tout le bien et tous li avoirs dou detteur et de sa femme estre mis et bailliés en paiement au marcheant ou as marcheans à cui ou deveroit la dette.

Après nous volons et otroions ke li marcheans et lor comans puissent paier deliurement les frais as maistres des nes ou à leur commandement de lor avoirs et de lor marcheandises par si ke li maistre ou lor commant s'en tiegnent à paie.

Encore nous volons et otrions ke pour content ki soursist entre nous et cels de Gravelinghes, ne pour guerre, ne pour ost, ne por tans de messons, ne de harenghisons, ne remaigne mie ke on ne face tous tant droit et loi as marcheans et à lor gens et à lor commandement.

Après pour ce ke nous volons ke li marcheans devant dict et lor gens et lor comans soient certain des coustumes de Gravelinghes et dou port, combien li venderes et li achateres i paieront, nous faisons à savoir à tous ke li venderes i doit paier de chescun tonnel de vin ki vendus sera en li auwe doudit port quatre tornois, et de celui con vendera à terre

sèche ou en la ville de Gravelinghes, soit en celière ou defors, quatre deniers de la monnoie de Flandres de chascun tonel, et li achateres en paiera autretant se il n'en estoit franc ou cuites par promesse ou autrement, et des autres avoirs et des autres marcheandises paieront li venderes et li achateres selonc l'usage et les coustumes des devant dis lius.

Et si doit on savoir ke nule autre coustume ne establiment nous ne poont ne ne devons alever sour les marcheans devant dis, ne sour les gens, ne sour lor marcheandises especiaument, en lor aggrevance, et ces coustumes devant dit paiant et rendant pueent et porront li marcheant devant dict, lor sergeant, lor gent et lor commandement aporter au devant dit port et à la ville de Gravelinghes lor avoir et lor marcheandises et remporter et retraire fors alor volenté quune il voldront et là où il voldront sans nul encombrement de nous ne dautrui de par nous, sauf tant ke se il venoient au devant dit port à tout leur avoir, de ce ki la endroit ne seroit deschargié ou vendu, il paieroient tel coustume comme on a usé juskes à ore.

Après ont doit savoir ke li eskevin de Gravelinghes doivent oir les chartres, les cyrographes et les connissances des dettes des marcheans et à toutes les fois qu'il en seront requis des marcheans ou de lor comant, et doivent recevoir en lor garde les contreparties des cyrographes et des chartres devant dites à garder au proufit des marcheans sans riens coustant. Encore doit on savoir ke li bromant doivent deschargier arronteement les vins as marcheans ensi cum il vendront premier et mettre es celiers et es voltes, si ke par leur defaute ne par leur négligence li marcheant n'evaient dommaige, c'autel domage ke il ensi en averoient cil lor seroient tenu de rendre plainement. Après nous devons faire mettre fuer loial et couvenable sour les celiers et sour les voltes par nostre bailliu et par les eskevins dou liu, et se il ne le faisoient nous le ferions. Après nous volons et establissons ke li bromant deschargent chascun tonel de vin des alegemens et des escutes et le chargent sour le char et deschargent dou char et mettent et assieent es voltes et es celiers pour dis deniers de la monnoie de Flandres, et le tonel de vin ki sera gindés sour le char, il deschargeront et metteront et asserront es voltes et es celiers pour sis deniers, et trairont chascun tonnel fors des voltes et des celiers et chargeront sur le char et deschargeront et rechargeront es escutes pour dis deniers, et trairont encore fors des voltes et des celiers et chargeront sur le char chascun tonnel pour six deniers. Après nous voulons encore et establissons ke li char ke li marcheant voldront ki chargent outre

l'escluse porcent chascun tonel de vin à Gravelinghes, là où li marcheant voldront, pour dis deniers, et de par deçà l'escluse pl (?) dou fosse pour set deniers, et de devant la vile pour cincq deniers, tout de le monnoie de Flandres devant dict, et si volons et otrions ke se par le défaute des bromans ou de lor aydes ou de lor cordes ou de lor autres estrumens ou par le défaute des charretons, cui le char seroient ou ki les menroient, au pour la défaute des chars ou del tonniau loier, il avoit tonnel brisé et vin espandu, al d'eaus par cui défaute li damages seroit venus, renderoit et seroit tenu de rendre au marchant u à son commant le dommage fait plainement et entièrement. Après nous volons et otroions ke les celiers, les voltes et les maisons ke li marcheant loeront par semaines à Gravelinghes, ke il les puissent avoir et tenir an et jour se il vuelent par celui fuer, ou laissier quant il voldront, paiant dou tans ke il l'aroient tenu.

Encore doit on savoir ke li gaugiers doit gaugier et vergier les vins à la droicte verge de Bruges, et doit avoir de chascun tonnel que il gaugera deus deniers, et li corretiers des vins doit avoir douze deniers de chascun tonel de vin ke il fera vendre, et li ne puet demander corretage ne avoir se il n'avoit esté présens au marchié faire et au denier dui baillier, ou ke y fut venu par le comandement dou vendeur ou de l'achateur. Après doit on savoir ke corretiers ne puet estre compains li uns à l'autre de sa correterie, ne estre herbergieres des vendeurs ne d'achateors de vins, ne estre marcheans ne compains de marchandises, tant cum il maintendra la correterie, et li doivent estre corretier et gaugeur juré et sairmenté de faire loiaument lor offices, et se il en estoient repris et prouvé, oster les en doit on et autres remettre par autel forme et par autel condition.

Après nous volons et otroions as devant dict marchans, à lor sergeans et à lor vallés que se aucuns d'eaus, laquels chose ià n'aviegne, estoit par aventure tenus de la franche vérité à Gravelinghes, ke nostre baillius, ne nostre justice ne puet ne ne doit celui punir dou cors ne de l'avoir, ains le doit on amener en nostre présence ou de nos successeurs, contes ou contesses de Flandres, et nous devons regarder toute équité et toute droitur et tout barat delloiauté et fauseté mises arrière, nous devons celui traiter selonc raison comme bons sires.

Après nous volons et otroions as marcheans devant dis et à lor gens, ke toutes autres bones coustumes lor vaillent en nostre terre par tout et par nostre pooir, en autel manière comme elles font à autres marcheans estranges de lor cors et de lor avoirs, ki seront présent es lius de nostre terre, as us et as coustumes de chascun liu.

Et toutes ces franchises et ces choses devant devisées, avons nous proumis pour nos hoirs et pour nos successors à tenir et faire tenir et garder en bone foi liaument et garantir et faire plain gariment as marcheans devant dis et à lor gens perpétuellement. En tesmoignaige et en seurté de laquelle chose nous leur avons donné ces lettres saielés de nostre saiel. Et nous, Guis, cuens de Flandres, fils à madame la contesse devant nommée, toutes les choses devant dites et devisées, gréons et otroions et proumetons à tenir et faire tenir et garder perpétuellement léaument en bone foi et sans aler encontre, et à ce obligons nous, nous et nos hoirs et tous nos successors. Et en tesmoingnage et en perdurable fermeté de ceste chose, nous avons fait mettre à ces lettres nostre saiel, aveuc le saiel nostre chière dame et mère devant dite.

Ce fut fait en l'an de l'Incarnation Nostre Seigneur mil deus cens et sexante et deus, el mois de juin.

D'après une copie qui était suivie de cette indication : Collationné et trouvé accorder à certain escripts en parchemin de fort anchienne escripture reposant en la tour aux chartres en la chambre des comptes de Lille, par moi, greffier en icelle, TESIN. *Signé :* PULLEMAN, 1610.

Le roi des Romains, Richard, à la demande de l'abbesse de Nivelles, ordonne à l'évêque de Liége, Henri, de remettre cette abbesse en possession de la juridiction qu'elle possédait dans la ville de Nivelles et que les habitants de cette dernière lui contestaient.

5 juillet 1262.

Ricardus, Dei gracia, Romanorum rex semper augustus, venerabili Henrico, Leodiensi episcopo, karissimo principi suo, gratiam suam et omne bonum. Domina nobis venerabilis abbatissa Nivellensis, dilecta princeps nostra, conquestione monst(ravit) quod oppidani Nivellenses, sue qua et specialiter sunt astricti et astringi tenentur fidelitatis immemores, administracionem jurisdictionis ipsius in opido Nivellensi, quam a nobis et imperio tenet, impediunt et quamvis ipsam jurisdictionem, qua eadem abbatissa usa est hactenus et gavisa, exercere valeat, injuria et violentia se oppununt, quod in non modicam juris ipsius abbatisse et

sue ecclesie probatur cedere lesionem, unde cum nostra intersit et debeat interesse, illis qui in imperio passi sunt et patiuntur injuriam, juris remedio per manum justicie subvenire, sinceritati tue auctoritate presencium damus firmius in mandatis, quatenus partibus ad tuam presenciam convocatis, causam audias et secundum justiciam eam decidere non omittas, sic faciens ne propter defectum justicie videatur ipsius abbatisse et sue ecclesie jus perire, sic autem decisionem et terminationem ejusdem cause non intelligans tibi comittere, quod libere possimus eam, quando nobis placuerit, ad celsitudinis nostre audienciam revocare.

Datum Lovan., V die julii, indictione V, anno Domini M. ducentesimo LX. secundo, regni vero nostri sexto.

Cartulaire du chapitre de Nivelles, fol. 503, où il est marqué en marge : *Pauci valoris.*

Vidimus regardant huyt vingtz bonniers de pasturaiges donnez à ceulx dudit Hal. — *Vidimus* d'une charte par laquelle la comtesse Marguerite, de concert avec le chapitre de l'église Sainte-Waudru, de Mons, et le châtelain de Bruxelles, Léon, donne des pâturages aux habitants de Hal.

Mars 1263-1264.

A tous ceulx qui les présentes letres verront ou oront, nous eschevins de Hal savoir faisons à tous que le vingt-huytiesme jour de décembre l'an mil chincq cens et soixante-quinze, nous lysimes, veysimes et oyesmes lire, mot après autre, unes lettrés en parchemin, sauves et enthières, icelle scellée en chirre belanche et pendant à keuwe de soye vermeihl, du seel madamme Marguerite, contesse de Flandres et de Haynnau, lesquelles lettres contenoit de mot à mot le fourme et teneur que s'enssuyt.

Nous Marguerite, contesse de Flandres et de Haynnau, Willaume provos, Ermine, doiene, nous le chapitre de l'églize madame Sainete-Wauldrud de Mons, et Lyone, chevalier, chastellains de Bruxelles, faisons savoir à tous chiaulx quy ces lettres verront et orront, que nous a commun et chiaux de la poesté de Hal, advons octroyet que des huyt vingtz bonniers de pasturaiges qu'il tiennent ou pooir de Hal, à dix-huyt deniers brucellois de rente par an, à rendre à nous trois seigneurs et les tiennent en héritaige de nous, que le commun et cil de le poeste de Hal

devant dict en doibvent à rente perpétuelle soixante boniers de ces huyt vingtz bonniers devant dict. En telle manière que de chascun bonnier de terre de ces soixante bonniers devant dit que cil quy s'en adheritera paira d'entrée dyx-huyt deniers brucellois, et at quy en yssera autant payera à nous dits trois seigneurs communement, et de plus plus et de mains mains. Et c'est assavoir que chil quy ces dictes terres auroient acensset et en hèritaige ne ne payent au jour Sainct-Jehan-Baptiste chascun an telz cens que on doibt de chascun bonnier de sa terre ou à l'advenant d'un bonnier, ly esquevin ou ly mambour quartre de Hal ou messaige de par yaulx doibvent venir à nous ou à l'un de nous ou à nous sergants, lequel qu'il trouveront anchois, et monstrer doibvent que ceulx leur deffaute de tel bonnier de terre ou de plus ou de moins, at nous ou nostre sergant de celluy quy anchois en sera requis, leur debvons leur cens faire avoir sans délay et sans leur coust et domaige, parmy deux solz de Brucellois de chascun bonier, que chil quy en eu deffaute de payer son cens au jour de sainct Jehan-Baptiste paiera à nous trois seigneurs.

Et s'est encoire assavoir que chil deniers quy verront de le rente de ces soixante bonniers de terre doibvent estre tournet en la besoigne de le ville de Hal, par le conseilh des eschevins ou quatre maimbours de Hal. Et advons octroyet à ciaulx de Hal que si aucuns des hèritiers de ces soixante bonniers de terre doibvent trois ans, ne payent chou qu'il debveroit de chou de terre qu'il en tenoit, ly eschevin de Hal et ly mambour poevent traire à ladicte terre, dont s'il n'ara payet chou qu'il en debvera, et en polront faire leur exploict. Et c'est encoire assavoir que chil quattre mambours ly eschevin de Hal et ly commun esliront à leur volunté et osteront quant yaulx plaira et qu'il seront serviteur en leur mambournie doibvent jurer que des debvoirs des rentes quy venront de ces soixante bonniers de terre deseure dict, ne feront riens, ne mecteront, ne tenront en nulz usaiges, sans le lots des eschevins et des proudhons de Hal et pour le prouffyt de la villh de Hal.

Et advons octroyet encoire à ciaulx de Hal que nulle église, nul abbé en la mains de religion ne peuvent tenir, ne acquerre de ces terres dessus dictes, sans le lots de mes trois seigneurs, et as adhéritances de ces terres doibvent estre appellez noz sergents quy seront à Hal de par nous trois ensamble, et doibvent adhériter par les tenaubles de ces terres, et deshériter.

Et tout ces chozes dessus dictes advons enconvent à tenir et acomplir à chiaulx de Hal enthièrement. En tesmoing de ches présentes lettres que nous advons seellet de noz propres seaulx. Che fu fait l'an de l'incarnation

nostre Seigneur Jhesu Crist mil deux cens soixante trois, emmy le mois de mars.

R. ces lettres. En certiffication de laquelle lettre ainsy avoir lieute et veues que dit est à nous, les dis eschevins de Hal, en advons ces présentes lettres, en forme de *vidimus,* mis et appenduz nostre commun seel de l'eschevinage dudit Hal, ou propre jour, mois et an dessus premier escript. Soubsigné Du Coroy.

Plusieurs vieze privilèges donnés aux bourgeois de Hal, fol. 4.

Quod non sint nisi quatuordecim fratres et quod poterint due prebende vel tres ad vitam vendi. — Les échevins et les jurés de Bruxelles, voulant relever de sa détresse financière l'hôpital Saint-Nicolas, de cette ville, déclarent que les revenus de deux ou trois de ses prébendes pourront être temporairement aliénés.

Mars 1263-1264.

Universis presentes litteras visuris scabini jurati(que) opidi Bruxellensis salutem et cognoscere veritatem. Noverit universitas vestra quod nos, pro utilitate et magna necessitate domus hospitalis Sancti Nicolai Bruxellensis, Willelmo dicto Monetario, provisori dicti hospitalis, duas prebendas vel tres dicte domus ad vitam duarum personarum vel trium dictas prebendas ementium vendendi et pecunias in usus dicte domus necessariis convertendi, plenariam contulimus potestatem.

Insuper statuimus inter nos et ordinamus quod ante mortem vel decessum quinque personarum in dicta domo prebendas habencium, nulli prebenda dicte domus conferatur, nec ultra numerum quatuordecim personarum aliquis deinceps in eodem hospitali, propter ipsius paupertatem, non possint aliquatenus sustentari ultra numerum quatuordecim personarum predictarum, quousque plures persone dicte domus facultatibus poterint sustineri.

Et ne in posterum premissa infringantur, sigillum opidi nostri presentibus duximus apponendum. Datum anno Domini M. CC. LXIII, mense martio.

Cartulaire de l'hôpital Saint-Nicolas, de Bruxelles, aux Archives du royaume, fol. 8.

La comtesse Marguerite, à la demande de l'empereur de Constantinople, Baudouin II, consent à ce qu'il se tienne, à Harlebeke, un marché, le samedi de chaque semaine.

29 mai 1264.

Nos Margareta, Flandriae et Haynoniae comitissa, notum facimus universis quod nos, ad preces illustrissimi viri karissimi consanguinei nostri Balduini, Dei gratia, imperatoris Constantinopolitani, nostrum adhibemus assensum ad id quod in villa Eerlebecensi habeatur deinceps in sabbato singulis ebdomadis dies fori, testimonio praesentium litterarum.

Datum apud Felines, anno Domini 1264, in die ascencionis Domini.

Cartulaire de la ville d'Harlebeke, aux Archives du royaume, fol. 284 v°.

Walter Berthout, seigneur de Malines, cède aux habitants de cette ville le cours d'eau appelé la *Melane*, et leur permet de posséder une maison commune, moyennant un cens annuel d'un denier de Liége.

Août 1264.

Nos Walterus Berthaut, dominus Machliniensis, et Maria, ejus uxor, notum facimus universis presentes litteras visuris quod nos, de nostre ac proprie voluntatis arbitrio, dilectis ac fidelibus nostris scabinis, opidanis totalique comunitati opidi Machliniensis fluxum et refluxum aque, que Milana nuncupatur, in villa nostra de Machlinia decurrentis fluendo et refluendo, jure perpetuo liberaliter contulimus possidendum, ita quod nos navigium ac etiam introitum et exitum ipsius aque nullatenus poterimus impedire, immo scabini et opidani supradicti fluxum ex refluxum dicte aque et ejusdem ad hoc necessaria, quecumque sibi viderint expedire, ac etiam selusam facere si voluerint absque contradictione seu impedicione aliqua, suis propriis sumptibus poterunt conservare.

Preterea cum predicti dilecti nostri scabini et opidani Machlinienses, de nostra voluntate, consensu et auctoritate, quamdam domum ad utilitatem, profectum ac necessitatem totius ville, juxta domum cambii in

Machlinia, proponunt edificare, concessimus et adhuc eisdem tenore presentium concedimus, quod omnes census seu redditus quos in eadem domo facere poterunt, dummodo census nostri seu redditus in eadem villa peiorari non valeant, in utilitatem eorum ordinent et disponant, quam quidem domum, cum domistadis ejusdem, sub annuo censu unius denàrii Leodiensis nobis seu successoribus nostris in Natali Domini annuatim persolvendi a nobis et successoribus nostris hereditario jure perpetuo possidebunt.

Concessimus insuper eisdem quamdam terram prope Machliniam jacentem, que vulgariter Leemputten nuncupatur, prout eisdem alias concessimus, sub annuo censu quatuor denariorum Leodiensium dicto termino nobis sive successoribus nostris persolvendorum, a nobis et successoribus nostris usu communi absque clausura hereditario jure perpetuo possidendam. Que omnia et singula, ut robur obtineant firmitatis, presentes litteras sigillorum nostrorum munimine duximus roborandas.

Actum anno Domini M. CC. LX quarto, mense augusto.

Cartulaire de la ville de Malines, aux Archives de cette ville.

De statutis ville de Saffelaer. Datum per copiam sub signo et subscriptione mei notarii publici subscripti. — Jean, abbé, et les religieux de Saint-Pierre, de Gand, approuvent les statuts qu'observaient les habitants de Saffelaer et déclarent que ces statuts seront dorénavant considérés comme des lois. (D'après une copie authentiquée par le notaire Guillaume Zadeleere, le 18 juin 1410.)

Février 1264-1265.

In nomine sancte et individue Trinitatis, Johannes, divina permissione abbas Sancti Petri Gandensis totusque ejusdem loci conventus, universis presentem paginam inspecturis salutem et sinceram in Domino caritatem. Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris quod cum homines nostri commorantes in villa de Saffelaer, in qua obtinemus jurisdictionem omnimodam temporalem, quasdam consuetudines sive statuta, quibus ut uterentur pro legibus in villa predicta a predecessoribus nostris ac a nobis ad certum tempus sibi concessas aliquamdiu

observassent, tandem, elapso tempore sibi prefinito, volentes ac desiderantes hospites nostri predicti certis alligari statutis, ac eisdem statutis quasi legibus se posterosque suos perpetuo gubernari, nostram agressi presentiam nobis supplicando humiliter postularunt, ut, pro Dei omnipotentis amore, certa statuta ab habitatoribus ville predicte in eadem villa perpetuo observanda, ordinatione nostra benigna prehabita, traderemus eisdem, nos vero petitionem eorum justám ac necessariam adjudicantes, necnon advertentes quod obtentis petitis habitatores ville predicte tam presentes quam futuri in posterum tanto possent securius ac deberent gubernari facilius, eorumdem preces exaudivimus, atque hec infra scripta statuta, sufficienti deliberatione prehabita super eisdem, ad instanciam et petitionem dictorum hospitum nostrorum eis tradidimus, ac decrevimus ea pro legibus in villa nostra predicta ab eisdem hospitibus nostris perpetuo observanda.

Hoc est in primis. Quod si quis homicidium perpetraverit et super hoc fuerit convictus, in potestate domini erit de corpore et de omni potestate sua. Consanguinei illius qui bannitus est causa homicidii, reconcilientur consanguineis hominis occisi cum decem libris. Homicidia vero cum domino reconsiliari non debent, nisi prius facta pace cum amicis occisi. Sciendum autem quod cuilibet licet pro *nootweer* corpus suum defendere, absque omni forefacto, dummodo hoc faciat armis non interdictis, et invadens solvat emendam utriusque.

Cum alicujus uxor vel pueri, consanguinei vel familia ictu vel tractu boum propriorum curru vel alio instrumento usu fortuito vulnerantur vel interficiuntur, erga dominum ab omni forefacto debet remanere immunis, cum satis suo infortunio sit punitus. Similiter si aliquis alienus simili casu ledatur, possessor equorum vel boum non debet subjacere alicui forefacto, nisi ab heri *et nudius ter* (*sic*) ejus animal fuerit manifeste noxe, alioquin debet ex forefacto ejus juri stare, nisi illud a domo suo expellat et abneget. Item intelligendum est cum contingat aliquem ledi a molendino vel in elevatione domus.

Si quis aliquem vulneraverit canipulo vel clava torcoisa, manum amittet, nisi gratia Dei redimatur. Si autem emenda fuerit de gratia predictorum (remissa), satisfaciat vulnerato secundum quantitatem vulneris, per judicium scabinorum. Qui autem canipulum vel clavam torcoisam vel clavem clavis ferreis stipatam ferre probatus fuerit, dabit domino decem solidos. Qui canipulum super alium traxerit, licet ipsum non ledat, solvat domino quadraginta solidos. Qui super alium gladium totum extraxerit, licet ipsum cum eodem gladio non percusserit, solvat

domino viginti solidos. Si quis alicui membrum amputaverit, talis amittet manum pro manu, oculum pro oculo, aurem pro aure, pedem pro pede; de quatuor istis, nisi de gracia domini indulgentur, et tunc habeat lesus decem libras et dominus decem libras. Qui aliquem affolaverit, debet domino quinque libras et homini affoliato quinque libras. Si autem illa affoliatio nimis enormis fuerit, emendabit leso per consilium scabinorum. Qui autem aliquem in capite vulneraverit, ita quod os scindi oporteat, debet domino quinque libras et homini vulnerato quinque libras. Si autem vulnus fuerit penetrativum in corpore vel in capite, dabit domino sex libras et homini vulnerato sex libras. Qui aliquem capillis traxerit vel alapam dederit vel pugno percusserit sine sanguinis effusione vel sine casu, dabit decem solidos et leso decem solidos. Si baculo percusserit sine sanguine et percussus non ceciderit, dabit domino viginti solidos et percusso viginti solidos. Si ceciderit percussus, dabit domino percutiens quadraginta solidos et leso quadraginta solidos. Si sanguinem effuderit, percutiens dabit domino tres libras et leso tres libras.

Si quis convictus fuerit per scabinos quod per mensuram minorem quam Gandensem mensuratus fuerit servisiam, vinum vel alium potum vel eciam bladum vel avenam, dabit domino decem solidos.

Qui assultum domus per diem fecerit armis vel communicato consilio, et hoc scabinis constiterit, dabit ductor domino quinque libras et conquerenti tres libras, et quilibet de prestantibus consilium dabit domino quadraginta solidos et conquerenti viginti solidos. Qui assultum domus per noctem fecerit, dabit ductor domino quindecim libras et conquerenti quinque libras, et quilibet auxiliator dabit domino quinque libras et conquerenti viginti solidos. Licet illis qui infra domum sunt ubi assultus fit sive assultus fiat, per diem sive per noctem se defendere quibuslicet armis absque omni forefacto. Qui alterius domum vi intraverit de die, solvat domino viginti solidos. Qui vim aliquam aliam in alicujus domo fecerit, solvat domino viginti solidos.

Qui bannitum acceptaverit et super hoc per scabinos vel alios probos viros convictus fuerit, dabit domino tres libras.

Si quis aliquam hereditatem, parvam vel magnam, quiete possederit per annum et ultra, in quam hereditatem per scabinos legitime intraverit, et postea contingat illam hereditatem calumpniari ab aliquo, per totum annum predicte prescriptionis, in terra de Saffelaer vel locis vicinis commorante illo qui inclamatus erit, non tenebitur respondere inclamanti, sed suam hereditatem de cetero possidebit. Qui autem illam

hereditatem inclamaverit, dabit domino decem solidos. Ab hac lege excipiuntur infantes qui infra legittimam constituti sunt.

Si quis hereditatem vel terram suam vendere voluerit, tribus dominicis diebus notum faciet in ecclesia de Saffelaer. Si autem propinquus illius hereditatem illam emere voluerit, emat eam infra predictas tres dominicas. Expletis vero illis tribus dominicis diebus, hereditatem illam poterit extraneus comparare et habere et ad idem pagamentum. Et si aliqua discordia oriretur de propinquitate, stabitur judicio scabinorum.

Tabernarius vel alius non debet accipere vadium ab aliquo, nisi lumine diei et testimonio duorum virorum; quod si transgressus fuerit, erit in forefacto decem solidorum. Et ille qui dicta vadia receperit, debet ea facere proclamari per tres dominicas in ecclesia. Si interim redempta non fuerint, poterit ea vendere sub testimonio duorum vicinorum suorum. Et si quid residuum remanserit, debet reverti ad eum cujus vadium erat.

Orphanus, quamdiu vixerit sub protectione tutoris, hereditas et bona illius non poterunt minui, sed integra permanebunt quamdiu sub tutore erit, dum tamen hoc fieri sine pacto poterit. Et si dicti orphani debita deberent, ita quod ipsa commode solvere non poterint cum suis catallis, stabitur similiter judicio scabinorum.

Qui alicujus pecora scuttaverit, et aliquis dicta pecora vi abstulerit, erit in forefacto viginti solidorum et scuttatori decem solidorum.

Cum quis filium vel filiam nuptui tradiderit, et ille vel illa sine herede obierit, bona predictorum ad patrem et matrem, si vixerint, integre revertantur. Si autem alter parentum obierit, medietas ad illum qui supervixerit revertatur, altera vero medietas propinquis cedat. Ab hoc articulo excepitur *onghedeghen ave,* que domini erit. Si quis alicujus filiam deduxerit absque consensu parentum, dabit domino quinque libras et parentibus puelle quinque libras. Et illis qui ex hoc aliquod dampnum sustinuerunt, restituet in duplo.

Convictus de *vermenesse* ubi homo occiditur, dabit domino decem libras, conquerenti quinque libras. Qui convictus fuerit quod in auxilium homicide cum armis molutis fuerit ubi homo occiditur, erit in forefacto centum solidorum erga dominum et in centum solidos erga conquerentem, licet ad occisum manum non apposuerit.

Qui furtum commiserit ultra quinque solidos, in potestate domini erit in corpore, et de omni possessione sua medietatem possessionis retinebit. Si autem infra quinque solidos furtum fecerit, judicabitur secundum quod scabinis videbitur expedire. Si quis rem furtivam

emerit de die et sub testimonio duorum ejus vicinorum, et primo super hoc crimine non fuerit diffamatus, habebit precium suum quod dedit pro dicta re, si contingat dictam rem a vero domino postea evinci. Qui secundo rem furtivam emerit et super hoc convictus fuerit, personam suam reddet infamem. Si tertio rem furtivam emerit, pro fure teneatur. Evictio rei furtive debet fieri juramento principalis persone et juramento duorum suorum vicinorum.

Qui incendium perpetraverit et super hoc convictus fuerit, legittime in voluntate domini erit de corpore et de omni possessione sua, sed uxor sua medictatem possessionis retinebit, et omnes qui cum ipso fuerint ubi dictum incendium perpetratur, simili pena subjacebunt.

Cum quis citatus de catallo vel hereditate in placito comparuerit, si a justicia interrogatus confitetur in jure quid ei obicitur vel quod ab ipso petitur, pro convicto habeatur. Si vero negaverit, audientur testes a scabinis publice, quos actor produxerit legittimos et sufficientes. Si aliquos nominaverit quos pro se habere poterit, debet eos dominus facere citari ad perhibendum testimonium veritatis.

Si quis scabinis contradixerit, et scabini judicaverint quod verbum contradictionis ex malicia vel super via vel fraude processerit, debet domino centum solidos et scabinis omnibus centum solidos; alioquin si judicaverint dictum verbum ex simplicitate vel ignorancia processisse, nichil solvat.

Puella vel ancilla vel quecunque mulier que filiam alicujus, patrem vel matrem viventes habentem, ad hoc allexerint ut cum aliquo viro abeat, quod dicitur *ontscaken,* ipsa mulier banniatur.

Si aliquis aliquem citari faciat de hereditate et querimoniam suam non fuerit prosecutus, dabit domino decem solidos et citato decem solidos. Si autem eam prosecutus fuerit et ceciderit a causa, dabit domino viginti solidos et citato viginti solidos. Si quis aliquem traxerit in causam super debito pecunie et testes non habuerit, ille qui in causam tractus est, si negaverit debitum, juramento se purgabit et sic liber erit. Si vero testes se habere dixerit, perducat eos tempore statuto a scabinis et tunc publice vel divisim audiantur testes ab eisdem; quibus auditis, scabini secundum propriam discretionem et veritatem proferent judicium. Si autem ille qui tractus est in causam, dixerit se illud debitum quod exigitur persolvisse, debet per testes ydoneos ad dictum scabinorum predicti debiti probare solutionem, et sic poterit liberari, nisi ab initio negaverit debitum, quin (?) tunc non audiretur. Et si probare non poterit, dabit domino quinque solidos et conquerenti quinque solidos.

Si vero solutionem probaverit, condempnabitur conquerens in eadem pena. Si autem illud debitum testimonio proborum virorum scabinis constiterit, et reus solutionem, ut dictum est, non probaverit, et hoc coram duobus probis viris vel pluribus ab ipso debitore exegerit, et illud debitum solvere noluerit vel vadium inde dare contradixerit, ballivus debet illud debitum facere pandiari ad instanciam conquerentis cum precone et duobus scabinis. Et si quis tali modo pandiatus fuerit, dabit domino duodecim denarios et preconi sex denarios.

Qui mulierem aliquam vi occupaverit et super hoc convictus fuerit, in potestate domini erit de corpore et de omnibus bonis suis.

Si quis per noctem bestias aliquas in dampno suo invenerit et eas scuttaverit, illud scot solvat duodecim denarios. Scot vero per diem solvat sex denarios.

Qui juste submonitus fuerit veniendi ad placitum et non venerit, solvat domino duos solidos. Qui alium injuste fecerit submoneri, solvat domino tres solidos.

Qui pandiatus fuerit pro aliquo debito vel redditibus debet domino octodecim denarios. Si vero vadium extra domum attulerit, solvet duodecim denarios.

Qui terram emerit, debet de qualibet marcha duodecim denarios. Qui domum propriam extra villam deduxerit, solvat domino duos solidos. Qui domum emerit in villa de Saffelaer et eam de villa asportari fecerit, solvat de qualibet marcha duodecim denarios.

Heres qui de obitu sui antecessoris terram relevaverit, solvat simplicem censum.

Qui treugas fregerit, solvat domino viginti libras, conquerenti quinque libras.

Alnetum vel nemus trium annorum in predicta villa proveniens debent omnes liberi communiter participare. Quod vero est infra tres annos, sequitur hereditatem.

Ille qui hereditatem suam vendiderit vel aliquo modo dederit alicui militi seu filio vel filie vel uxori militis et inde convictus fuerit, omnia bona sua erunt in potestate et arbitrio abbatis Sancti Petri Gandensis.

Pro inquirendo judicium de quo certi non sunt, scabini debent ire et consulere scabinos Sancti Petri Gandensis, et de qualibet vice debet habere quilibet scabinus qui ierit, duodecim denarios, quos solvet qui causam amiserit.

In predicta villa debet dominus habere tria generalia placita in anno et ad illa debent omnes hospites convenire, et qui non venerit dabit

domino duodecim denarios, nisi competentem monstraverit necessitatem vel nisi eum dominus licenciaverit.

Qui treugas contradicit coram ballivo et scabinis, dabit domino viginti solidos, secundo quadraginta solidos, tercio eciam tres libras. Simili modo eciam quilibet homo habens hereditatem de Saffelaer, possit accipere treugas. Contradicens est in pena viginti solidorum.

Si quis duxerit uxorem habentem hereditatem et vendat illam hereditatem quam ipsa habuit ante matrimonium et econverso, et si aliam hereditatem acquisiverit cum eisdem denariis sive cum alia pecunia, adeo tantam hereditatem habebunt heredes mulieris, si moriatur, quam vendidit in illa hereditate de novo empta et econverso. Et si cum dicta pecunia de terra vendita alia hereditas non sit comparata, habebunt medietatem pecunie de catallo provenientis.

Legittimi fratres et sorores equaliter participabunt bona patris et matris mobilia et immobilia. Quicunque conjugati sunt et participare volunt in formorturis patris et matris post decessum ipsum, bona que ipsis collata fuerint, tam de mobilibus quam immobilibus, restituere debent, dum tamen in bona patris seu matris eorum voluerint participare.

Si quis intraverit ortum sive pomerium alicujus in die pro dampno faciendo et inde convictus fuerit, dabit domino tres solidos, et illi in cujus orto sive pomerio inventus fuerit, dabit tres solidos. Si vero de nocte fuerit, dabit domino quinque solidos. Quicunque salices vel ramos de salicibus truncaverit et sepes destruxerit et inde convictus fuerit, dabit domino tres solidos et conquerenti tres solidos. Quicunque cum curru sive cum navi inter ligna alicujus venerit et dampnum ibidem fecerit et inde convictus fuerit, dabit domino viginti solidos et conquerenti viginti solidos et dampnum restituet. Et qui in collo ligna ex lignis aliorum abstulerit, dabit domino decem solidos et conquerenti solidos decem et dampnum restituet. Et quociens convictus fuerit, tociens in forefacto erit.

Quicunque facit alteri aliquam discordiam facere, erit in tali forefacto in quali erit qui discordiam facit.

Quicunque cursum aquarum qui dicitur *waterganc* incluserit, dabit domino decem solidos si convictus fuerit.

Quilibet potest plantare arbores ante domum suam et ante hereditatem suam in vicis de Saffelaer et truncare et amputare easdem, dum tamen satis larga via permaneat.

Si quis fugam fecerit ex villa pro debito recognito seu pro plegiatione,

si fugitivus hereditatem habuerit in villa, illa hereditas proclamabitur per tres quindenas in ecclesia de Saffelaer et venditur, et satisfiet de eisdem denariis pro debito et plegiatione.

Si quis bona alicujus arrestaverit, ballivus debet in ecclesia denuntiare illa bona esse arrestata et illa arrestatio durabit per annum et renovare debet illam arrestationem usque ad annum alium.

Omnia placita debent denunciari in ecclesia, dominica die, et incipere placitare ante nonam. Scabini possunt habere duas inducias cum non sunt sapientes de placito et in tercia die placiti debent terminare causam, dum tamen super hoc requisiti fuerint, et si non sunt sapientes de causa, ad caput suum, videlicet apud Sanctum Petrum, requirent.

Si quis bona arrestata devastaverit sive abstulerit, debet domino viginti solidos, exceptis extraneis hominibus qui, sub juramento suo, se possunt excusare quod non sciverunt, et debent reportare abstracta.

Quilibet homo potest habere unum scabinum in consilio suo, actor unum et reus alium.

Quicumque vult habere debitum, debet illud exigere coram duobus probis viris antequam debitor pandiatur.

Ut autem premissa omnia et singula in perpetuam firma permaneant et inconvulsa, presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda. Actum et datum anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo quarto, mense februario.

Et ego Willelmus dictus Zadeleere, clericus Cameracensis dyocesis publicus apostolica et imperiali auctoritate episcopalisque curie Cameracensis juratus notarius, quia litteras suprascriptas non viciatas omnique suspitione carentes, veris sigillis dominorum quorum esse dicuntur, in cera viridi, caudisque duplicibus pergamineis pendentibus, sigillatas, non cancellatas vidi, tenui, palpavi et diligenter inspexi, perque collationem diligentem de presenti transsumpto vel copia ad easdem originales litteras, una cum dompno Johanne Zaghere, monacho monasterii Sancti Petri juxta Gandavum, in presentia domini Johannis Baers, presbiteri, curati ville de Saffelaer; Henrici Vanden Ackere, ballivi; Johannis De Buc, Egidii Vanden Damme, Sigeri Vanden Ackere, Johannis Vermarien et Sigeri Melis, scabinorum tunc temporis predicte ville de Saffelaer, nec non Petri Vranex, notarii publici; Petri Vanden Ackere, filii Henrici predicti, et Roberti Vander Haghe, testium ad hoc evocatorum, per me factum hujusmodi transcriptum sive copiam cum predictis litteris originalibus repperi concordare penitus et omnino, nil addito vel mutato. Idcirco huic publico transsumpto manu aliena, me

aliis prepedito negociis, scripto, signum meum solitum et consuetum, hic me propria manu subscribens, apposui in testimonium validius premissorum omnium et singulorum rogatus et requisitus, anno a nativitate Domini millesimo quadragesimo decimo, indictione tercii (*lisez* tercia), mensis junii die XVIII, sede apostolica, ut fertur, vacante.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Pierre, fol. 180.

Baudouin, empereur de Constantinople, établit à Harlebeke un marché se tenant le samedi de chaque semaine et accorde à cette ville d'autres priviléges.

Mai 1265.

Noz Baudins, par la grace de Dieu, empereur des Romains en tous tems acroisans, faisons à savoir à tous ceux qui ces présentes lettres verront et orront que nous avons donné et octroyé as eschevins et as bourgeois de notre ville d'Harlebeke que il aient marché à Harlebeke, au jour de samedy, en tel manière que tout cil qui menront leurs biens et leur avoir à che marché soient franc de toute saisine et de tout arrestement au jour du marchié, de debte, s'il ne messefissent de leur propre meffait ou jour du marchié meesmes, et octroyons et volons que tout ly bien et tous li avoirs que on menra au devant dit marchié, soyent francq de thonlieu, à trois ans, saulf le thonlieu du pont et de la chaucie que on devra prendre et recevoir si comme on a fait jusques à ore, et après ces trois ans doit estre assiz tels tonlieux, que on devra prendre et payer des denrées que l'on vendra à ce marchié par nous hommes et par les eschevins de la ville d'Harlebeke, et leur octroyons que en ce marchié nulz ne paye tonliu de denrées vendues desous trois souls, fors de bestes à quatre pies pasturales, et que cil qui bourgois seront de Harlebeke soyent quitte de tous tonlieu.

Et octroions encore et vollons que ly serf de quelques lieu qu'il soient qui venront manoir à Harlebeke endeans la bourgoisie, se il y mainent an et jour sans loyal calenge, demourent franc il et leur enfant tant comme il seront manant en le bourgoisie de Harlebeke, et voulons encoire et octroions qu'on ne puisse prouver nulle debte, encontre bourgois, ne encontre manans dedens la bourgoisie, se par bourgois, non de le ville meesmes, et voulons que usent des communes pastures en telle

manières comme ils ont usé et jouy au temps de noz ancesseurs, saulf ce que se nous faisons faire plainteez, il ne peult paturer tant quil soit bien repris et fermes, mesmement là où nous aurons fait closure, durant trois ans, et leur promectons que nous mectrons conseil en bonne foy tant comme nous perons sans tenre mettre que il auront au tel senc comme cil de Gand ont, ou cil de Bruges et nul autre, et volons et octroyons que la bourgoisie soit engraugié jusques au pond de pierre en la Gauerstraete ou li beke court, en si lonc environ la velle, sauf notre droict et de nos hostes et le droit de nos hommes et de leur hostes.

Après leur octroions et volons que nulz bourgois de Harlebeke puisse être pour trais de nul melfaict par aultre que par les bourgois d'Arlebeke, cou il soit chose que cil de la ville l'ayent tenu et usé jusques à ores sic comme il dient et si on mefleisist ou ferist bourgois de la ville, hors de la ville, que cil mefferoit ou feroient, fussent à aulteel amende comme se il le fourfessissent dedans la ville mesmes et dedans la bourgoisie mesmes.

Toutes ces choses leur octroions nous plainement et franchissons la ville de tous les articles deseure dis en telle manière que li échevin et bourgois doivent faire hales, boucheries et hestaux a leur coust et reprendre ce coust es yssues des mesmes halles, boucheries et hestaux communément par si que après ce que il auront entièrement repris leur coust il auront et prendront la moitié des yssues et des rentes et nous l'autre, et se il accroissent ne halles, ne hestaux, ne boucheries, en tel manière doivent il reprenre leur coustaige tout avant, après ce doibvent les rentes et les yssues estre divisés et departies entre nous et eulx, saulf le tonlieu, où qu'il ne doivent rien avoir, et doivent et li eschevin et li bourgeois soustenir les hales, les boucheries et les hestaulx à leur coustaige, fors tant que le feus les ardist ou tempest les abatist ou elles cheissent par viellece, nous en serons à la moitié du despens, si comme nous fumes de faire les nouvelles, et s'il advient que la ville ne peust tantost faire hales, hestaulz ne boucheries, et il convenist louer maisons pour vendre denrées tout ensi com la devant dicte coustange des hales et des autres choses est octroié à payer entre nous et la ville, ensi prendrons nous et la ville le loyer des maisons communément et prendrons communément les rentes et les yssues des devant dites maisons louées. Ces franchisses dessus dites promettons nous à tenir loyaulment en bonne foy tant comme nous pourrons, selon les usages et les coustumes des bonnes villes de Flandre.

Ce fut faict en l'an de l'incarnation de notre Seigneur mil deux cent et soixante cinq, ou mois de may, au XXVIe an de nostre empire.

Cartulaire de la ville d'Harlebeke, fol. 281, d'après un *vidimus* du conseil de Flandre, de l'an 1396.

Lex de Breillon. — Loi donnée au village de Breillon par le chevalier Gilles de Douai, avec le consentement de son suzerain, Amauri, sire de Landast et de Bouvegnies.

10 avril 1266-1267.

Jou Gilles de Douai, chevaliers, sire de Breillon, fach savoir à tous cheaus ki ces lettres veront et oront ke tele ordenance est faite pour bien et pour pais, par conseil de boines gens et pour le pourfit et l'avantage de mi et de mes hoirs et de mes homes et de mes tenans de Breillon ki a chou s'asentirent de leur requeste et de leur boine volenté, ensi com chi apriès est devisé.

S'est à savoir ke de cascun bonnier de tiere, con tient de mi ou tieroit de Breillon, que reliève de morte main de hoir en hoir, que on m'en doit X s. de relief et dou plus plus et dou mains mains. Et kiconques acateroit pervec k'il ne fust mes tenans tiere en me tiere de Breillon, il seroit de cascun bonnier k'il acateroit à X s. et dou plus plus et dou mains mains à l'avenant. Et ki del tout isteroit de se tiere pervec ke le fust el tieroit de Breillon, il seroit pour cascun bonnier dont il isteroit à X s. et dou plus plus et dou mains à l'avenant. Et se mi home et mi tenant vendent et acatent li uns al autre, bien le pueent faire, parmi XII d. d'entrée et XII d. d'issue. Et s'est à savoir ke hom ne puet vendre héritage pervec k'il ait feme, se se feme ne le loe; et se li hom est veves et il ait enfans desagiés, werpir le convient les enfans et par avowet, ne veve feme vendre sans avowet; et se elle a hoirs desagiés werpir le convient les enfans s'il n'ont eage et par avowet. Ne si ne puet nus doner héritage ne aumosner à home ne à feme ki ne justice le héritage par le loy de le ville; et s'on li donnoit le héritage, vendre li convient devens an et jour; et s'il ne l'avoit vendut devens an et jour, metre i puet li sire main comme à le sine. Et s'il estoit nus ki aumosnast ne donast héritage à clerc, ne à prestre, ne à gent de religion, metre leur convient huers de leur main devens an et jour, et s'il ne le faisoient metre, i puet li sires main comme à le sine.

Et s'est encore à savoir ke de cascun claim con fera en me justice de Breillon, ke on m'en doit XII d. et dou faus claim III s. Et kiconques desdiroit eskievins, il seroit à XX libvres dont jou et mes hoirs devons avoir XX libvres et mi eskievin les autres X libvres. Et de saisine faite par eskievins, ki le brise, il est à LX s.; et ki on porteroit les pourfis et les preus de tiere ki tierage doive, sans chou ke jou u mes hoirs ne leuissiemes tiergiet u amé de par nous, il seroit à LX s.; et amener le nous doivent en no grange à Breillon. Et s'est encore à savoir ke kiconques enporteroit bos heurs dou camp, quant il seroit caupés ki tierage doive pervec k'il ne fust tiergiés, il seroit à LX s.; et s'il le mettoit en oevre ens el camp ains ke jou u mes hoirs n'en eussiens eut no droiture des tierage des bos, il seroit à V s. et renderoit le damage. Et ki no bos cauperoit sour rue et sour kemin et u ke nous leuissiens, il seroit à V s. et renderoit no damage, sauf chou k'il pueent ronsses et espines cauper et sehus et sans salengrer sour leur tieres, et faire leur preut sans meffaire au seigneur pour amender leurs tieres. Et ki faus claim feroit de héritage, il seroit à LX s. Et ki l'autrui enporteroit à forche, il seroit à LX. s. Et ki n'aroit enclos au jour ke bans seroit fais par eskievins, il seroit à III s. Et s'on troeve biestes en damage, puis ke bans en seroit fais par eskievins, il seroit à III s. et rendre le damage à celui ki l'aroit eut. Et ki faus sentier iroit puis ke bans en seroit fais par eskievins, il seroit à III s.; et de lait dire, s'on s'en plaint, à V s. Et ki me rente ne paieroit au jour Saint-Piere entrant aoust à Viteri, si comme d'auwes, il seroit à III s., et par cascune quinsaine, puis le jour Saint-Piere ke jou trairoie as eskievins pour le défaute de me rente, chius u celle ki en defauroit, seroit à III s. Et ki mes camp ne me paieroit à me mote à Breillon, cil ki les doivent au Noël, il seroit à III s.

C'est à savoir ke cil et celles ki chi après seront nomet, me doivent me rente de mes camp à me mote à Breillon, au Noël, s'est à savoir : Pieres Givars, II capons de sen manoir k'il a as Frasnoues et dou manoir là u li perchouniers maint à le Lee Rue IIII capons; Jehan dou Pont, de sen manoir à Lee Rue IIII capons; Pieronne de le Lee Rue, de sen manoir à le Lee Rue V capons, Jehans de le Planke, de sen manoir à Breillon IV capons, et pour cascune quinsainne ke je trairoie as eskievins pour le défaute de me rente, chius u celle ki en défauroit, seroit à III s., se je n'avoie me rente. Et s'est à savoir, ke tous les capons qu'on me doit de me rente, ke on les me doit à Viteri sans chiaus et celles ki chi devant sunt nomet ki me doivent mes capons à me mote à Breillon si ke devant est dit. Et s'est à savoir ke toutte l'avainne et les deniers duisiens ke on

me doit de rente au Noël, con le me doit à me mote à Breillon, u monnoie au vaillant dou pais; et ki m'avainne ne mes deniers duisiens ne me paieroit à me mote à Breillon, u monnoie au vaillant dou pais au Noël si comme devant est dit, il seroit à III s. et pour cascune quinsainne ke je trairoie as eskievins pour le défaute de me rente, chius u celle ki en défauroit seroit à III s. se je n'avoie me rente. Et se aucuns acatoit tiere ne héritage ou thieroit de Breillon, pervec k'il ne justichat per eskievins, tout si acat et si markiet seroient nul.

Et ki as dès jueroit puis que bans en seroit fais par eskievins, il seroit à III s. Et estraigne home u estraigne feme herbegeroit plus de une nuit et d'un jour, puis que bans en seroit fais par eskievins, il seroit à III s. pour cascun jour k'il le herbegeroit apriès le premerain jour. Et ki loiaus denrées de pain ne feroit par le dit des eskievins, il seroit à III s. et si perderoit le pain. Et ke escondiroit wage à prendre souffissant ki denrées venderoit, il seroit à III s., sauf chou ke on le doit racater dedens quinsainne. Et ki fiert de palme, il est à V s., et se li ferus chiet de le keure, chius ki le fiert est à X s.; et del cop de baston à X s., et se li ferus chiet, chius ki le fiert est à XX s.; et s'il i a sanc, il est à LX s., dont li ferus a XX s. et jou les XL s. Et ki fiert de coutiel pervec ke sanc i ait, il est à LX s., dont li ferus a XX s. et jou les XL, et banis de le ville jusques au dit de mi et d'eskievins. Et ki d'arc trairait pervec ke sans en isse, il (est) à LX s. et banis de le ville jusques au dit de mi et d'eskievins, dont li ferus a XX s. et jou les XL s. Et de assaut de maison à LX s. et s'il le brise et il entre ens, à X libvres, et chius qui on briseroit se maison en aroit le tiere des X libvres et jou les deus pars; et cascuns de chiaus ki a le maison brisier seroit à X libvres. Et ki porteroit arc, ne saiete, ne coutiel à meure, ne hace, ne pafus, ne autres armures deffendues à porter, puis ke bans seroit fais par eskievins, il seroit à III s. et les armures perdues, pervec k'il ne soit estraignes et trepassans parmi la ville.

Et s'est encore à savoir con doit remuer cascun an eskievins de par le seigneur à cascune Candeler, et en doit le sire prendre II; et li doi eskievin doivent prendre les autres III, pour le mius k'il saront; et ni doit avoir par tout ke V eskievins; et doit encore li sires prendre le maieur par le conseil de lui et d'eskievins. Et si puet on bien plaidier de toutes choses ki avenroient ou tieroit de Breillon, devant le maieur et devant les eskievins, sans men héritage amenrir; et ki de men héritage volroit plaidier, il l'en convenroit plaidier par devant le seigneur de Breillon. Et est à savoir ke se eskievin enseignoient par loy au maieur k'il arriestast u home u feme, metre i doit li sires main; et se chius u

celle à cui li maires aroit mis main l'efforchoit et il en semonoit les homes ki entour lui seroient de lui aidier, chius ki ne li aideroit seroit à XX s.; et croire doit on le maieur sour sen sairement de le semonsse. Et s'est encore à savoir ke de toutes les enfraintures et de toutes les choses ki poroient avenir en aucun tans de quel chose ke ce fust en men pourpris de me maison de Breillon ke li eskievin ne s'en doivent meller ne amende ne droiture demander. Ains affiert del tout à amender à mi et à mes hoirs ensi ke nous veriens ke boin seroit.

Et s'est encore à savoir ke tout cist denier ki chi sunt devisés doivent estre parisis u le vaillant de parisis et sunt tout et doivent estre ensi k'il eskieront à mi et à mes hoirs, fors chiaus ki en sunt ostet là aucun doivent partir contre mi ensi comme chi deseure est deviset.

Et de tous les cas qui avenroient ou tieroit de Breillon, ki à justichier se feroient par eskievins de quoi ceste chartre ne parole, eskievins de Breillon en doivent aler à enqueste à Saint Amant, pervec k'il n'en soient sage; et li sire u ses maires les i doit mener et ramener au coust dou pierdant.

Et pour chou ke jou Gilles de Douay, chevaliers devant dis, voel ke toutes ces choses soient fermes et estaules et bien tenues héritaulement de mi et de mes hoirs, ai jou Gilles, chevalier devant dis, ces lettres saielées et confremées de men propre saiel, à le requeste et à le prière de mes homes et de mes tenans de Breillon devant dis. Et si fianchai et jurai comme loiaus chevaliers, à tenir bien et loiaument pour mi et pour mes hoirs héritaulement toutes les devises et les choses devant dites, à mes homes et à mes tenans de Breillon devant dis et à leurs hoirs tout ensi comme deseure est dit. Et si en renonchai en tant comme à chou à tous drois et à toutes lois, à toutes frankises, à tous warans de seignerages quel k'il fussent et à toutes les choses ke jou poroie dire u metre avant, encontre ceste chartre ki aidier me poroient et grever u nuire mes homes et mes tenans de Breillon devant dis ne leur hoirs, d'endroit ces convenences devant dites. Et pri et requier à mon très-chier seigneur, monseigneur Amourri de Landast, chevalier, k'il à cesti chose sasenche et voelle à ces lettres pendre sen saiel avoec le mien. Et jou Amolris, chevaliers, sire de Landast et de Bouveignies, fach à savoir à tous, ke jou ai toutes ces choses loées et graées et mi sui assentis pour bien et pour pais, parmi le conseil ke jou en euch de mes homes et ai à ces présentes lettres fait pendre mon saiel, à le pryere et à le requeste de Gillion, chevalier devant dit et de ses homes et ses tenans devant dis, avoec le saiel Gillion, chevalier devant dit.

Ce fu fait en l'an del incarnation Nostre Seigneur M.CC. et LXVI, el mois d'avril, le jour de Pasques flories.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Amand, fol. 65 v°.

Walter Berthout, seigneur de Malines, cède à la gilde de cette ville l'eau du fossé environnant Malines et les poissons qui s'y trouvaient, pour en user, mais sans pouvoir toutefois aliéner cette eau.

10 novembre 1268.

Nos Walterus Berthout, dominus Machliniensis, notum facimus universis tam presentibus quam futuris presentes litteras inspecturis, quod nos damus libere et absolute gulde Machlinie in perpetuum aquam fossati Machliniam circondantis ad munitionem ville spectantis, cum omnibus piscibus in eodem contentis et de cetero continendis, in utilitatem ville Machlinie, de consilio scabinorum Machliniensium et gulde ejusdem loci, convertendam, tali conditione apposita quod dictam aquam prescripti fossati nemini conferre possunt nec vendere nec etiam alienare seu aliquo modo obligare, immo tantummodo pisces in utilitatem ville prout dictum est, debent conduci. Et ut robur obtineat firmitatis, presentes litteras sigilli nostri munimine duximus roborandas.

Actum et datum sabbato ante festum beati Martini hyemalis, anno Domini M. CC. sexagesimo octavo.

Cartulaire de la ville de Malines, fol. 6.

Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, déclare que les habitants de Grammont doivent payer à l'abbaye d'Eenham un tonlieu pour ce qu'ils achètent et mettent en vente dans cette dernière localité, le jour de saint Laurent.

Juin 1273.

Nos Margareta, Flandrie et Haynonie comitissa, notum facimus universis quod cum contentio orta esset inter viros religiosos, abbatem et conventum de Eham nomine ecclesie sue, ex parte sua, scabinos et communitatem ville de Geraldimonte, ex altera, super eo quod dicti

abbas et conventus petebant sibi solvi a burgensibus de Geraldimonte in festo sancti Laurentii apud Eham theloneum ab omnibus mercaturis suis quas habebant in dicto festo, sicut usi fuerant a temporibus retroactis, scabini dicte ville de Geraldimonte contra dicentibus se dictum theloneum non debere. Tandem de consensu partium predictarun super hoc inquiri fecimus veritatem. Qua diligenter inquisita ac etiam propalata, declaratum extitit coram nobis per fideles nostros ac juris peritos, partibus presentibus et vocatis, secundum predictam veritatem inquisitam et nobis reportatam et secundum tenorem privilegiorum ipsi ecclesie diligenter inspectorum, quod illi de Geraldimonte predicti tenentur solvere annis singulis in festo beati Laurentii predicto apud Eham theloneum abbati et conventui predictis, tam de rebus suis quas ibidem comparaverunt quam de rebus quas venditioni duxerint exponendas. Quod ut ratum et stabile maneat in futurum, ipsis abbati et conventui presentes litteras contulimus nostri sigilli munimine roboratas.

Datum anno Domini M° CC° septuagesimo tercio, mense junio.

Cartulaire de l'abbaye d'Eenham, fol. 153.

L'abbaye de Neufmoustier, avec l'approbation de l'évêque de Liége et du chapitre de Saint-Lambert, vend à la ville de Huy, moyennant une rente annuelle de 12 ½ marcs de Liége ou une somme de 150 marcs, le droit de tenir la fête dite *la Neuve fête*.

16 août 1273.

A tous ceux qui ces présentes lettres veront et oront, nous Adam, par la grâce de Dieu, abbé, et tous le couvent de l'englise de Neufmostier deleiz Huy, delle ordre de Saint-Augustin, delle restit de Liége, salut en Nostre Seigneur, nous faisons sçavoir à tous et à chacun par ly, que comme il fut ainsi que il arrive chacun an à la dédicasse de nostre église une feste de touts venants en nostre encloistre et en nos champs deleis nostre église, que on appeloit neuf festre, laquelle commençoit la nuicte delle feste Saint-Mathieu apostre et évangéliste, et durient huict jours continuez après, en laquelle on faisoit mains, mains, mains deshonnêteté, péchez et vilainies, dont mains périlles pouvoient avenir et advenut en estoient, nous qui ne voulons, sy come nous ne debvons que tel mal, ne tel péché en viengnent, ne y soit maintenus, ains le volons selon nostre pouvoir aidier destruire et abbaisser, et les biens avancer,

par le conseil et par l'entortement d'homme honorable et discreit, maître François Delweige, archidiacre de Liége, vicaire et pourveur en spirituelles choeses, nostre honorable père en Nostre Seigneur, Henry, par la grâce de Dieu, évecque de Liége, avons vendus et octroyez nostre neuf festre devant ditte, touttes les franchieses, tout le droit et tout le maniment que nous y avons ou avoir ou réclamer povions ou devons, soit en cens, soit en rente, soit en seigneurie et en toutte autre manière, à homme sage et discret, aux maistres, aux eschevins, parjureis et à toutte la communauté delle ville de Huy, pour douzes marcks et demy de Lijois de rente par an, lesquels douzes marcks et demy ils nous ont assennez par les eschevins à lor rente delle pontenage et à la rente delle stier delle seil de Huy, et doivent tels deniers estre payez chacun an alle festre Saint-Mathieu, par tel couvent et par tel marcheit que de quelle heure que la ville de Huy nous donrat cent et cinquante marck de Lijois, elle doit estre quitte delle rente devant ditte, et promet la ville la moitié des deniers payer et la moitié abatre delle rente, et doit la ville, tant qu'elle vorat rendre ces deniers ou la moitié paroffrire à l'église devant ditte, chacun an, dedans la feste delle nativité Saint-Johan-Baptiste, et s'il avennoit chose que la ville nous paroffrit les deniers et volisse payer en telle manière que deviset est, nous ne pouvons, ne devons les deniers receppvoir, ne getteir de leurs mains, si nous ne sçavons prouver l'héritaige que nous avons achepteit pour ces deniers, en récompensation nom delle neuf festre, et se la ville estoit appareillée de payer ces deniers, ainsi comme deviseit est, et l'église ne trouvat rente à achepter si tost, la ville ne deveroit point payer de la rente à l'advenant qu'elle voroit payer d'argent, jusque à tant que nous aurions acheptez et assennez la rente.

Et s'il avenoit par aventure que aucunnes gens par leur volonteit, mercherie ou autre vénal nul métissent avant ou volissent vendre en nostre cimetière ou en nos champs entour nostre église, le jour de nostre dédication, ne après en nul temps, ly maistre delle ville de Huy ou leurs certains message peulent ces vénals et ces choses que on apporteroit là pour vendre, prendre, laisser et recoshir, sans rien mesfair envers la justice souveraine de Huy, qui est nostre seignor li évesque de Liége, ne envers nous, ne envers autruy ossy, et en tel crit, en tel droit et en tel franchiese et en tel maniment que nostre sire ly évesque de Liége faisoit crier, maintenoit et maintenire devoit, la festre doit elle estre ens la ville, et à la ville de Huy, par enseignement des eschevins de Huy, et tel droit que ly eschevins y avoient, doit el avoir al tenneir, et al majore de Huy, et de tant que à toutes ces convenances et ces ordonnances et ces

choses dessus dites, renonchons nous à totes exceptions de droits et de fait, à chu que nous ne puissions dire que nous sommes deschus outre la moitié delle valeur de la devant ditte feste, et que nous ne puissions demander bénéfice de restitution entière, et que nous ne puissions dire que ly douses marcs et demy de Lijois de rente par an ou ly cent cinquante marcs de Lijois dont ilz seroient rachepteit, fussent convertis elle proffit et en l'utillité de nostre église, et renonchons à toz priviléges et à totes grâces publiques et privées, empétreit et à impétrer, à totes franchises et à touts maniments, et à totes aides de loy mondaines et de sainte Église, et à totes autres exceptione de droit et de fait que nous puissions dire, aliger, ne mettre avant, par quoy les convenances devant dittes ou le présent instrument fussent encombreit ny astargeit, en tot ou en partye.

Et quand la ville de Huy aurat rachepter les douses marcs et demy de Lijois, sy comme deviseit est, nous lor devons donner nos lettres ouvertes de quittances, sailliées de nos saiaz, tels que à chu seront sufficables. Et nous, Henry, par la grâce de Dieu, évesque de Liége, alle vendage et az convenances desor nomées nous assentons et les offroions et confirmons, sy comme celle qui sont fait par notre authorité et par notre seute et par notre ottroye, et volons, donons et ottroyons à nos chers chils les maistres, les eschevins, les jureits et tote la communauté de la ville de Huy qu'il chacun an delle nuycte Saint-Henry, de cy à huic jours après ensuyvant prochainement, dedens le franchieses delle ville, ayent à icelle feste, et puissent jouir de tel droit, de tel crit, de tel franchieses et de tel maniment qu'il faisoit et faire pouvoit et devoit l'église delle Neufmostier devant dittes delle vigille Saint-Mathieu, dicy huict jours prochainement ensuivant après, et nos ly prévôt, ly doyen, ly archidiacre et tot ly chapitre delle église Saint-Lambert de Liége, totes les ordonnances et convenances et les grâces et les concessions dessor dittes gréons et confirmons et avons fermes et acceptables et volons qu'elles soyent tenues et remplies sans embriser.

En témoignage de totes ces choses avons nous, Henry, évesque, nos ly chapitre de Saint-Lambert de Liége et nos ly abbé et ly couvent devant nomeis mis nos propres saiaz à ces présentes lettres en témoignage de vériteit. Et fut fait l'an de l'incarnation Nostre Seigneur Jésus-Christ mille deux cents septantes trois, lendemain de l'Assomption Nostre Dame, el mois d'aoust.

Copie authentiquée par le notaire Nicolas Fosseus, aux archives de la ville de Huy.

La comtesse Marguerite, après une enquête générale sur les tonlieux de Flandre, confirme à l'abbaye d'Eenham le droit de percevoir un droit de deux lots et demi de vin, sur chaque tonneau passant à Eenham.

Janvier 1274-1275.

Nous Margherite, contesse de Flandres et de Haynau, faisons savoir à tous ke comme il soit chose ke nous aiens fait faire inquisition par nos gens, d'endroit les exactions ke on prétendait à tort ès rivières en nostre terre de Flandre, et nous aiens puis veues les cartres de nous ancisseurs contes de Flandre, et meement de le boene memorrie Phelippes, jadis conte de Flandre et de Vermandois, par lesquels il est esclairié pour contens et débas ki esmeu en furent, ke li tonlieus de vin en l'eauwe à Eham est à l'église de Eyham, et ke de cascun touniel de vin passant à Eham puissent prendre de lor droit deus los et demi de vin, nous volons ke li droiture de le église de Eham, selonc la teneur des cartres de nos ancisseurs, et meement du conte Phelippe devant dit, soit sauve, c'est à savoir, à prendre de cascun touniel de vin deus los et demi, ensi ke dit est, et ke pour l'enqueste ki faite fu par nos gens, ensi ke dit est, li dite église de Eham ne soit de riens arrière de se droiture devant dite.

En tesmoignage de laquel chose nous avons donné al abbei et au couvent de Eham devant dis ces présentes lettres saielées de nostre saiel, ki furent dounées l'an del Incarnation mil deus cens soissante et quatorze, ou mois de janvier.

Cartulaire de l'abbaye d'Eenham, fol. 34.

Copie de le carte de le treuwe de Vallenchienes. — Charte de la comtesse Marguerite, déterminant les règles que l'on devait suivre pour prendre et maintenir des trêves, à Valenciennes.

Juin 1275.

Nous Margherite, contesse de Flandres et de Haynau, par l'assens et par l'ottroy de me ville de Valenchienes, faisons savoir à tous ke li lois est telle en le ville de Valenchienes des descors et des mesescanches qui adviennent des bourgois de Valenchienes, de leur fieuls et des frans hommes de le pais dont on se doubte; prendre en doit-on le trieuw as

plus prochains d'iaulx et de tous les leurs, ne escondire ne le puet nuls qui soit manans devers le banlieuve de Valenchienes, ne frans homs de le pais, et s'il l'escondist, il est contre le dit des jureis, de cascune fie qu'il l'escondiroit, et s'il avient que li une des parties se doubte de aucun des forain, monstrer le doit le prevos et as jureis et envoyer doit li prevos II sergens, par le conseil de II jureis, à celuy qui chil li nommera, dont il est en doubtanche, pour monstrer que li trieuwe est prise entre ceus gens et pour savoir à celui coment il se voldra maintenir. S'il est ensi que che se obéisse à la triuwe, tenir le doit en otel point que dont qu'ille fust prise par amis. Et s'il ne vieut obéyr à le triuwe tenir ou il ne voelle respondre as sergens en l'eure qu'il luy diront, monstreront poir bien li sergent li doivent dire en tiesmoingnaige... de l'autre que nous chou me demeure mie qui li trieuwe qui prise est, ne soit boine et loiauls de lui à chou que tenir li convient, et que telle est li lois de Valenchiennes que chil qui ne se vieut obéir à le triuwe tenir est..... encontre le droit des jurés. Et puisqu'il ne vieut obéyr à la triuwe tenir, se advenoit que nuls bourgoix ne fieux de bourgeois, ne frans homes de le pais li fesist laidure en quelle manière que ce fust, il n'en seroit à point d'amende, et se li sergant ne pooient cheluy trouvier, il le doivent laier savoir à se maison ou au signeur à cui il seroit ou à le pouroffe là où il seroit repairans, et dire doivent que chil viengne devens un jours et un nuis as prouvos, et die s'il se vora tenir à le triuwe et se ne vient devens che, il sera dénonchiés à le bretesque, et kera en telle paynne que chi après est deviset, et si tost que li sergant sont revenut, dire doivent au prévost et as jurés che qu'il aront trouvet, et creut en doivent i estre li sergant. Et se chil n'obéyt à le triuwe, on doit nonchier à le bretesque que tels hom qui à le triuwe ne se vieut consentir, est à XXXIII lib., ne ne puet entrer devens le banlieuwe de Valenchiennes. Et s'il y entroit, de chascune fois qu'il y enteroit, il seroit à XXXIII lib., ne ne poroit meffaire bourghois ne fieux de bourghois, ne frans hom de le pais, de cose qu'il fesissent icheluy qui à le traiwe ne se volroit consentir. Et avoecq chou s'il y entroit et il fust pris, chil qui le prenderoit aroit le cheval et les armes s'il y est à cheval, et s'il estoit à piet les armes. Et tout chil qui le main y volroient mettre pour l'ariester, s'il ne l'aidoient à prendre et fesissent leur loyal pooir de l'ariester, cascun qui chou ne feroit, pierderoit LXV sous, et si seroit banis III ans de le ville. Et se chi denonchiés estoit détenus, ou li copperoit le poing, qui que il fust. Et se chil arriestés avoit truiwe brisié ou euwist estet en compaignie d'omme que truiwe eust brisié au brisier, on en feroit

comme de mourdre. Et se nuls bourgois ne masuwiers soustoitat teux gens ne de leur linage ne aultre aidoit conforteit, prestoit armez, chevaus ne deniers, il pierderoit XXXIII lib., de cascune fois qu'il seroit prouvet par tiesmoingnage. Et se nuls bourgois ne fiux de bourghois, ne masuwiers, ne frans homs de le pais veoit embattre deviens le banlieuwe, chil qui dénonchiés seroit (pruet) qu'il le congneust ou euwist oneques congneut, s'il ne crioit et disoit : *Ve chi l'anemit de le ville* et fesist se loial pooir de l'arriester, il pierderoit LXV sous. Et se nuls des proismez le denonchiet le voloit prendre ne ochire, aidier ne lui poroit. Et s'il li aidoit, on aroit de luy come le mourdreur. Et tout en tel manière qui seroit de chelui qui à le truiwe ne se volroit consentir, et denonchiés aroit estet seroit de XLIII sous de teils cas avenoit, et ensemble tous les cas qui en cest escript sont contenut.

Et se advenoit que gens defforain de poeste so mestassent li un envers les aultres, et chils euwissent parens manans devens Valenchiennes, prendre doit on le truiwe seulement de chiaus qui bourgois sont de le ville ou masuwier sans plus.

Encore est-il assavoir que chils qui sont en truiwes de par le pais, s'il advenroit que le linage se meslaissent li un enviers les aulcuns, pour autre ocquison que pour cel dont le truiwe aroit estet prise, cascuns qui le meslée feroit, pierderoit XXXIII lib. sans plus, sans frir d'arme esmolue, de baston a faitiet de faire plaie ouverte, ne de menbre brisier, mais qui nulle de ches coses y feroit, il seroit en le paynne de truiwe brisié, fors chieus qui le feroient sur leur corps deffendant, ou en deffendant, et chil ne pierderoient nient, et n'est mie à entendre que gens qui parollent ensemble en signe d'amour et qui tignent compaignie ensamble appertenient, soient en truiwes.

Et si est eswardet que se aucuns fais avient devens le banlieuwe de Valenchienes, que tout le linage d'une part et d'autre, ou qu'il soient, sont en respit le jour ou le nuit que li fais seroit fais et un jour et une nuit entire le plus prochain apriès le fait, fors chiaus qui aroient estet au fait, et qui entreprenderoit contre ce fait, il seroit à XXXIII libres. Et s'il y avoit mort, afolure ou plaie ouverte ou membre brisiet, chil qui che feroit seroit tenus pour mourdereur.

Et bien sachent tout que lois est telle que chil qui la truiwe briseroit ou arreroit, et che fust pour l'ocquison dou fait dont li truiwe aroit estet prise, on le tenroit pour mourdreur. Et chil qui la truiwe aroit fianchie, pierderoit XXXIII libres, s'il n'avoit esté au fait. Et s'il avoit esté au fait, il seroit tenus pour mourdreur.

Et de toutes ces coses doit on aler en boine véritet conscience des jurés de le pais. Et tout le sourplus de tous les cas qui eskeront et de tous les fourfais est à amender par le dit des jurés, sy avant que lois ensengne.

Chis esclairemens fu fais par nous et par le conseil de nostre ville de Vallenchienes. En tiesmoingnage et en seuretet de lequele cose, nous avons fait mettre nostre saiel à ches présentes letres, qui furent données l'an del Incarnation mil CC.LXXV, el mois de junet.

Cocquéau, *Mémoires de la ville de Valenciennes*, t. I, fol. 29, d'après le *Noir livre*.

Emancipatie van den heere van Denremonde van dienstlieden mids betaelende 't leste cathel. — Robert, fils aîné du comte de Flandre, affranchit plusieurs de ses serfs, en ne leur imposant d'autre charge que l'obligation de payer le droit de meilleur catel, à leur décès.

Février 1275-1276.

Nous Robers, ainsneis fius le conte de Flandres, cuens de Nevers, sires de Béthune et de Tenremonde, faisons scavoir à tous ke comme Boidins del Accre de Tenrebelle et Margarite sa femme, Henris, Arnoult, Ichans, Ysabel et Margriete, leur enfant, fuissent nostre serf, les quelles on appelle communement *dienslìede,* leur caus et leur hoirs ke il auront de leur corps ou ont ores mectons au melleur catel ke on appelle communement *cueremeden,* lequel meilleur catel il et leur hoir de leur corps du tout seront tenut de donner perpétuellement à leur dechés ou au dechés de chascun de caus et de leur hoirs à nous et à nous hoirs seigneurs de Tenremonde. En tesmoing de ceste chose nous avons ces letres faict saeler de nostre saiel.

Ce fut faict à Tenremonde, en l'an de l'incarnation nostre Seigneur mil deux cens et sissante quinze, ou mois de febvrier.

Recueil de pièces concernant le pays de Waes, Termonde, etc., fol. 114 v°. — Suivent la description du sceau et du contre-scel et ces mots : *Gecollationneert prima maii 1562 per me Joannem Nepotianum, Vuasiae senatorem.*

L'official de Cambrai cite les magistrats de Valenciennes à comparaître devant lui, pour répondre des actes de violence qu'ils ont commis, au préjudice de la juridiction ecclésiastique, dans une ferme de l'abbaye de Saint-Amand, située à Escaupont.

1276.

Fama referente ac denuntiante clamore et qui sine gravi scandalo pertransiri non potest, ad nos pervenit quod praepositus, scabini, jurati et laicalis justitia de Valenchenis totaque communitas dictae villae in unum congregati, armisque premuniti, etiam ad sonitum campanae cum magno impetu exeuntes et accedentes ad villam de Escaupons, in quandam curtem seu domum virorum religiosorum conventus Sancti Amandi in Pabula ibidem tunc existentem, violenter et injuriose intrarunt et dictam curtem combusserunt, et ornamenta altaris et imaginem Beatae Mariae ceperunt et apportaverunt, et venalia exposuerunt, sacrilegium committentes, sententiam excommunicationis propter hoc incurrendo in scandalum quam plurimorum et prejudicium jurisdictionis tocius cleri et id ad sententiam definitivam audiendam veniant.

Datum anno XII[c] LXXVI.

COCQUÉAU, *loc. cit.*

Statuts donnés à la gilde de Malines, à la demande des bourgeois de cette ville, par Walter Berthout.

28 août 1276.

Nos Walterus Berthaut, dominus Machliniae, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos ad petitionem burgensium nostrorum Machlinie tale jus eis dedimus in gulda Machlinie quam a nobis tenent et super hoc decanos ipsius gulde judices constituimus, quod quicumque burgensis Machliniensis vellet facere communionem ad detrimentum dicte gulde, si sit confrater dicte gulde et convictus fuerit per simplicem assertionem duorum burgensium, jus perdet predicte gulde, et si se voluerit excusare, non potest nisi cum quatuor burgensibus, factis sacrosanctis. Si vero extraneus fuerit, jus perdet et sustentationem

civitatis. Burgensis vero qui tali presumptori communicaverit, si confrater gulde fuerit, perdet eam et libram unam denariorum. Si vero confrater predicte gulde non fuerit, perdet libram tantum et sustentationem civitatis.

Dedimus etiam eidem gulde Machlinie talem libertatem in perpetuum, quod infra dominium nostrum et terram nostram et subditorum nostrorum nulla gulda seu confraria a nobis aut successoribus nostris vel ab aliquibus possit de novo constitui aut elevari, per quam dicta gulda Machlinie dampnum valeat incurrere vel gravamen.

Statuimus etiam si quis burgensis, non confrater dicte gulde, tamquam mercator ultra Mosam perrexerit, persolvat hansam, videlicet sex solidos et quatuor denarios Colonienses. Si vero fuerit de officio fullonum aut textor aut ceteri fullonis officio, solvat dupliciter hansam antedictam. Et qui ultra Scaldam perrexit tamquam mercator, solvet sex solidos et octo denarios sterlingorum, si non fuerit confrater sepedicte gulde. Si vero fuerit de officio textorum aut fullonum vel ceteri fullonis officio solvet similiter in duplo dictam hansam.

Statuimus insuper quod custodes, qui dicuntur *wardiers* prefate gulde, custodiant ac precaveant, quod dicitur *warderen,* omnibus stantes ad pressorium Mechliniensem.

Volumus etiam firmiter, precipientes judiciario nostro Mechliniensi quotiens a decanis prenominate gulde fuerit requisitus, quandocumque ipsi decani impotentes fuerint ad justiciam faciendam de presumptoribus dicte gulde, quod ipse justiciarius ex parte nostra concedat ipsis decanis potestatem judicandi de dictis presumptoribus et de omnibus que spectant ad guldam memoratam. De omnibus autem forefactis que inde provenient, excepta dicta hansa que specialiter spectat ad dictam guldam, nos desuper Walterus Berthaut et nostri successores habebimus medietatem et dicta gulda reliquam medietatem, supra Novam terram, et in Machlinia capiemus quartam partem , dominus episcopus Leodiensis quartam partem, dicta gulda quartam partem et dicti decani quartam partem.

In cujus rei testimonium et ne quis posset in posterum a nobis aut a nostris successoribus super permissis oriri materia questionis, presentes litteras sigilli nostri munimine, una cum sigillis dilecti filii nostri primogeniti et gulde Machliniensis contulimus supradicte gulde sigillatas. Actum et datum anno Domini M. CC. LXX sexto, quinto kalendas septembris.

Cartulaire de la ville de Malines, déjà cité.

Pour le fais d'Escaupont. — La comtesse Marguerite invite les magistrats de Valenciennes à jurer l'observation de la sentence de l'évêque de Cambrai, au sujet de l'affaire d'Escaupont, et déclare que cela ne leur causera aucun préjudice.

9 janvier 1276-1277.

Nos Margueritte, contesse de Flandre et de Haynnau, nous vous mandons que jurés seurement le commandement de Sainte Église en le main de le veske de Cambrai, pour le fais d'Escaupons, car bons en serés délivrés par mi chou qui fut parlé entre no conseil et vous.

Donné XII^c LXXVI, le samedi après le Tiephaine.

COCQUÉAU, *loc. cit.*

Condemnation contre ceste ville (Valenciennes) *pour excès commis par les bourgeois et manans en certain monastère soubs la juridiction de l'abbaye de Saint-Aman.* — Sentence prononcée par l'official de Cambrai contre les magistrats de Valenciennes; il déclare que ceux-ci ont accepté cette sentence et sont, en conséquence, relevés de l'excommunication qui avait été lancée contre eux.

Après le 21 février 1276-1277.

Universis presentes litteras... officialis Cameracensis salutem. Die assignata coram nobis prepositis, scabinis, juratis laicalis justitie de Valenchenis totique communitati contra procuratorem curie Tornacensis et e converso ad audiendum jus sive definitivam sententiam super contentis in cedula hic annexa, considerato processu, declaramus contenta in dicta cedula notorie perpetrasse, exceptis quod ornamenta et imaginem non exposuerunt venalia, sed pro perpetratis condemnamus eos ad summam et emendam XV^c librarum Turonensium, ipsosque similiter condemnamus ad hoc quod de quolibet ministerio villae Vallenchenensis, videlicet unus tinctorum, unus fullonum, unus pictorum, unus poissonariorum, unus fabrorum et eant a hala dictae villae insimul processionaliter in die dominica solempni, hora tertia vel circiter, nudis pedibus, ad ecclesiam Sancti Gaugerici, et ibi suae processionis causam palam et publice confiteant, et accipiant disciplinam a decano loco nostri. Dixitque procurator pro ipsis se velle parere nostre sententie et stare mandato de

emenda. Et nos, justis eorum supplicationibus inclinati, maxime cum in hoc dictus conventus Sancti Amandi consenserit, ipsos praepositos, scabinos et totam communiam absolvimus.

Datum XII^c LXXVI, post Reminiscere.

COCQUÉAU, *loc. cit.*

Walter Berthout, seigneur de Malines, arrête, de concert avec les juges, les échevins et les bourgeois de Malines, que l'on ne pourra plus, dans cette ville, couvrir les maisons que de briques ou d'ardoises.

1280 environ.

Nos Walterus Berthout, dominus Machliniensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod nos, de communi consilio judicum, scabinorum et burgensium Machliniensium, pro utilitate ville Machliniensis statuimus et ordinamus, ne quis de cetero infra fossatum Mechlinie domum edificet vel edificari faciat, nisi eamdem tegat vel tegi faciat aut lateribus vel cum lapidibus qui dicuntur *scaelgen* et non alio tegmine, nec stramina nec segetes vel fenum aut consimilia ponat vel accumulet in domo in qua ignis componitur, nisi primo habeat parietem inter dictum ignem et cumulum dictorum straminum, segetum vel feni.

Cartulaire de la ville de Malines déjà cité.

Littera ville super avantagio unius stalli in halla pannorum. — La commune de Tournai reconnaît que la cathédrale de cette ville doit prélever, tous les ans, le produit d'un des étaux de la halle aux draps, en indemnité de ce qu'une partie de cette halle a été démolie pour agrandir le marché.

2 octobre 1281.

Nos prouvost, juret et toute li communités de Tournai fasons asavoir à tous cheaus ki ces présentes veront et oront, ke li glise Nostre-Dame de Tournai a et doit avoir chascun an, en le hale de Tournai là où on vent les dras en le noe partie, les pourfis d'un estal davantage, en non de

restitution ou de compensation pour une partie de la hale, ki de nouviel fu recopée de le hale pour engrangier le markiet de Tournai.

En tiesmougnage de lequel chose nous avons ches présentes lettres saielées de no saiel et dounées à l'église, ki furunt faittes en l'an de grasce M. CC. quatre vins et un, lendemain de le Saint Remi par un dyoes.

Recueil manuscrit de pièces concernant l'église de Tournai.

Littera ville super quadam gratia facta per capitulum ad opus constructionis latrinarum super Scaldim confectarum. — Acte dépêché, au nom de la ville de Tournai, au sujet d'une concession faite par le chapitre de Notre-Dame pour la construction de latrines près de l'Escaut.

Octobre 1281.

Tous cheaus ki ces présentes lettres veront et oront, li prouvost, li jurez et tout li gouverneur de Tournai salut. Nous faisons savoir à tous ke nous n'entendons ne volons ke li honerable home, sage et discret, li dyens et li capitle nostre Dame de Tournai soient atrait ne à nulle redevance pour l'occoison dou don ke il ont fait de pure grasce, sans us et sans coustume, en aryne de faire les cambres nécessaires sour le Scaut, pour le netteté et l'onesté de le cité de Tornai.

El tiesmougnage de ces lettres ke nous en avons dounées saielées del seel de le commugne de Tournai au capitle devant dit, el an del incarnation Nostre Segneur M. CC. et quatre vins et un, el mois d'octembre.

Recueil précité.

Accord conclu entre Jean, duc de Lotharingie et de Brabant, et Guillaume, seigneur de Cranendonck, au sujet de leurs ministériels et censitaires respectifs.

14 novembre 1282.

Universis presentes litteras inspecturis, nos Johannes, Dei gracia, Lotharingie et Brabancie dux, nec non et nos Willelmus, dominus de

Cranendonc, notum facimus per presentes quod propter commodum et utilitatem hinc et inde supra re qua sequitur commutationem duraturam perpetuo facimus in hunc modum, videlicet quod omnes ministeriales et censuales homines ad ecclesias pertinentes, quod nos dux in districtu et judicio predicti fidelis nostri possidemus, ex tunc in antea sui erunt, censualibus hominibus ad Sanctum Petrum de Lovanio pertinentibus, si qui ibi sunt et in posterum inventi fuerint, dumtaxat exceptis, quibus renunciare non intendimus per id factum. E contra cuncti ministeriales et censuales homines ad ecclesias pertinentes quos nos Willelmus, dominus de Cranendonc, in terra domini nostri principis prenotati possidemus, ipsius domini nostri sunt et erunt. Preterea omnes ministeriales et censuales homines ad ecclesias pertinentes, quos vel quas nos Willelmus, dominus de Cranendonc, extra terram nostram et extra terram domini nostri ducis et districtus possidemus, ab eodem domino nostro duce recognoscimus in feodum nos tenere, et nos ipsi fideli nostro hoc concessimus in feodi sui augmentum, sed si de ministerialibus et censualibus hominibus ad ecclesias pertinentibus de nostri ducis terra vel districtu ad terram vel districtum predicti fidelis nostri ad manendum se transtulerunt, sui erunt. E contra hii qui de ministerialibus et censualibus hominibus ad ecclesias pertinentibus de terra et districtu predicti fidelis nostri ad terram nostram et districtum commorandum se transtulerunt, nobis cedent similiter et sunt nostri. In cujus rei robur et testimonium perpetuo valiturum nos dux sigillum nostrum, et nos Walterus, dominus de Cranendonc, sigillum nostrum appendimus hiis litteris duplicatis et habitis hinc et inde.

Actum et datum anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo secundo, sabbato post festum beati Martini hyemalis.

Cartulaire du duché de Brabant marqué B, fol. 94 v°.

Charta hominum de Herignies. — Charte par laquelle Hugues de Châtillon, fils aîné du comte de Saint-Pol, détermine les services militaires auxquels sont astreints les habitants d'Hergnies, et leur accorde différents privilèges.

1-7 novembre 1286.

Jou Hues de Casteillon, avowés de Hereignies, ainsnés fils à très haut et noble home Guion, conte de Saint-Pol, et nous Guis, ses freres,

faisons savoir à tous chiaus ki ceste carte veront et oront, ke nous, pour le proufit de nous et de nos hoirs, recounissons et avons recouneut de nos boines volentés, ke no home ki sunt et seront manant en le ville et ès appendances de Hereignies de leur droit ne doivent aler en ost ne en chevauchie hors de le conté de Haynau. Et s'il aloient en ost u en chevauchie en le conté de Haynau, il convient premiers aler chiaus de Condet, et cil de Valenciennes doivent mouvoir trois iours devant chiaus de Condet, ne devant chou ke cil de Condet et cil de Valenchiennes premiers seront meut, cil de le ville de Hereignies ne se doivent ne ne pueent mouvoir. Et doivent cil de Hereignies mouvoir à le semonsse dou maieur heritaule de Hereignies, par assens des eskevins de Hereignies. Et doivent li eskevin de Hereignies eslire les demorans en le ville et chiaus ki en iront faire atourner et armer ensi k'il veront par lor assens pour le miels. Et s'il avenoit ke cil de Valenchiennes vuidoient le conté de Haynau, revenir et repairier doivent cil de Hereignies en lor liu et de leur et sans reprise de seigneur; sauf chou ke se nous à no successeur aviens u euissent mestier et besongne d'iaus pour tort ke on fesist à nous u à no successeur, u vosist on faire en no propre tiere de Braibant, de le tenure de le conté de Haynau, aler i doivent cil de Hereignies et des appendances, à le semonsse dou maieur et al eswart des eskevins de Hereignies pour le miels. Et doivent cil de Condet devant aler et doivent revenir de leur droit s'il ne treuvent ke faire sans maise okison. Et tout chou ke devant est dit ont il de leur droit, ne aler ne poons encontre. Et encore nous recounissons et jurons et avons en convent chiaus de le ville et des appendances de Hereignies, à mener par loi et par jugement d'eskevins de Hereignies, ne ne poons ne ne devons ne no successeur apriès nous. nului metre hors ne hors dou jugement des eskevins de Hereignies, ne prendre ne arriester ki ne soit tantost remis par deviers le maieur héritaule de Hereignies, pour faire l'assens des eskevins de Hereignies et loi tele k'il i afferra. Et se nuls faisoit tort à chiaus de le ville et des appendances de Hereignies, ki ki ce fust, u hors u ens, nous le devons requerre comme boins sires et avowet, et faire amener à loi, ou liu là u on li feroit tort. Et s'il avenoit ke nous envoissiens seriant par nos lettres en le ville de Hereignies, ki en no liu fust, il doit iurer le dite ville à mener par loi et par le jugement de eskevin de Hereignies, tant seulement k'il sera en ce service. Toutes ces choses tout ensi ke elles sunt dites et devisées en ceste carte par deseure, nous avons en convent et juret faire et à tenir pour nous et pour nos successeurs apriès nous, à tousjours perpetuelement, sans aler encontre, et prions et requerons à tous

seigneurs terriens de qui nous tenons u poriens tenir, u no successeur apriès nous, k'il constrengne nous et nos hoirs et nos successeurs apriès nous, à tenir ferme et estaule tout chou ke nous avons recouneut à le vile dite de Hereignies et ès appendances. En tiesmoignage des queles choses, nous Hues de Casteillon, ainsnés fils à Guion, conte de Saint-Pol devant dit, et nous Guis, ses frères, avons ceste carte faite saieler de nos propres saiaus.

Ce fu fait en l'an del incarnation Jehu Crist mil deus cens quatre vins et sis, le première semainne de novembre.

Cartulaire de Saint-Amand, *l. c.*, fol. 147 v°.

Touchant le fiestage de Neufmostier. — L'abbé et les religieux de Neufmoutier, de Huy, déclarent avoir donné à cens à cette ville, moyennant 16 marcs de Liégeois et une demi-aime de vin, par an, la fête qui se tenait à la Saint-Matthieu; ils autorisent en outre la commune à établir dans leur couvent une halle aux draps.

1286.

A tous ceux qui ces présentes lettres veront et oront, nous abbé et ly couvent delle Neufmostier delez Huy, delle ordre Saint-Augustin, salut en nostre Seigneur, avec cognoissance de vérité, sçachent tous ensemble et chacun de nous par luy que nous avons donnée et accensée à jamais et héritaublement à hommes saiges et porveux, aux maistres bourgeois, aux eschevins, aux jurés et à toute la communauté de Huy, nostre nove feste que nous aviens et tenens aux Neufmostier chacun an le jour de Saint-Mathieu, cant il est le dicasse de nostre esgliese VIII jour durant la ditte feste, trois jours devant, trois jours après, avec toutes les droitures, les franchieses, les appartenances et les usaiges que nous y avions lieu et perchu et maniet en nous champs, en nostre encloistre, en nostre chapitre, en nostre réfectoire et en nous autres aizemences en le lieu desseur dit et parmy seize mars de Liégois et demeis ayme de vin delle commun de Huy, desquelles mars et vin de nous doivent payer chacun an alle feste saint Remy et lesquels seizes mars de rente par an, ils puellent rachepter toutes les fois que ils les voront enthièrement V p..... pièces le denier pour douze deniers, sauffe ce que ils ne puellent moins rachapter à une fois que le moitiez des devant dittes seizes mars, et toutes les fois que ils voront rachepter tous les devant dits cens ou la moitiez,

ils doivent denoncher à nous demy an devant le Saint-Remy que ils le veuillent rachepter, pourquoy nous soyons mieux pourveus de rachepter autre rente pour nous, et doit à l'advenant diseresse ly cens selon que il en sera rachapté, soit achaptée la rente de parte nous ou non, et nous doivent payer à jamais héritaublement le devant de ayme de vin sy remenbranche du marchiet et des couvenanches devant dittes, et s'il advenoit que durant le devant dittes festes on nous brissasses mures, griles ou fenestres de nos engliese, mostier, encloistre ou de le chambre de nostre abbé, ils le nous devoient faire refaire à leurs costes, et cy on y faisoit immoute, pour coy il convient nostre mostier ou une lieu reconsellcer, nous devons faire et pourchasser à nos costes pourquoy il soit reconseilliet, et en ayde de ce ils nous doivent donner X livres de commun, ne plus avant ne les porons nous presser ne demander pour chacun feste que on y fera ymmoute, et quand ils auront rachepté les XVI mars de rente devant dittes en partie ou en toute, selon ce que dit est, nous leur devons donner lettres de quittances de tant que rachepté en serat, scellée de nos seaulx et du sceau nostre révérend père et seigneur monseigneur Jehan, par le grâce de Dieu évesque de Liége, et puellent par convent fait entre nous et en faire staux, selon nos mures de nostre acchaintre, entre le porte devers le puits de chy à Tilheux que tient on vingt pieds de larges par dedens, et se il leur plaist à faire une halle, ainsy comme elle fuit jadit en nostre acchainte, faire le poront, et ils le doivent detenir à leurs coustaiges, et nous le devons warder en bonne manière, et ne doivent contraindre ny faire contraindre que on vende dedans nostre fontaine, dedans nostre chapitre, ny dedans nostre encloistre, autres marchandises que draps de Huy, ainsi que on les y scei vendre chaz en anier, mais ne pullent droit usaiges de maniment en nostre dortoir, en nostre encloitre, en nostre grange, en nostre jardin, ne en nostre précent quy siette entre le scallie et le croit de mostier, ne nous ne payons nuls de ces lieu lower si ce n'est par l'ottroye delle ville, et que le lowier ne soit lon, ne ne puet on dedans nostre acchaintes de mures vendre venal que ou loine. Et de ces couvenances à tenir et acconplir no ont il obligeit leur rente des pasturaiges, si ils en étoient de rien défailliant. Cest assense et ces couvenances desseur escrittes avons nous fait por l'utilité de nostre engliese pour le soulte pour l'ottroye delle égliezе Saint-Lambert, en tesmoignage desquels choses nous avons à la ville de Huy donné ces présentes lettres scellées de nos scalz, et nous Jehan, par la grâce de Dieu évesques de Liége, qui à ces choses avons mis nostre authorité et nostre ottroye, pour l'utilité et le profit delle

égliese de Neufmostier devant dite et de nostre ville de Huy, avons fait mettre et appendre à ces présentes lettres nostre seel.

Che fust donné l'an de grâce mille deux cents quatre vingts et six, le vendredy après l'octave delle fourt.

Archives de la ville de Huy.

Réclamation, non datée, par laquelle les bourgeois de Soignies remontrent à un comte de Hainaut (sans doute Jean d'Avesnes), par des exemples dont le moins ancien est emprunté à l'époque de l'alliance de Marguerite de Constantinople et du comte d'Anjou, qu'ils ne doivent pas payer d'aides aux comtes de Hainaut.

1290 environ.

Ce sunt les raisons par quoi li bourgois de Songnies dient, sire, qu'il ne sont mies tenut par droit à paier taille pour vostre chevalerie, par plusieurs raisons. Primes que chou que li bourgois et li manant desous l'église par le cartre ki donée leur est et fu par le conte Baduin jadis et puis confremée par autres contes de Haynau, especiament par le conte Baduin, peir jadis à madame Jehannain et Margaritain, contesse de Haynau, ne sont tenut à paier nule exaction ne ruef. Li autre raisons pour chou qu'il ne sont mies manant desous vous sans moien et awec, si est chou pour chou qu'il ne tienent riens de vous en fief ni en iretage. Li autre raisons si est, sire, pour chou que il ne vous doient nule exaction ne ruef par coustume ne par usage, car il ne paièrent onques à vous ne à vos ancisseurs tel manière de coses en tels cas et en plus grans, si qu'il apert, ens en cas de mariage nostre dame Jehannain, contesse de Haynau, ki prist à mari le comte Ferrant et en apriès le conte Thumas, et ausi dou racat le conte Ferrant envers le roi de France, et en apriès dou racat les enfans me dame Margaritain, contesse devant dite, pour le prise de Holandres, et encore pour le pais ki fu en tous ches cas, il ne paièrent riens. Li autres raison, si est car par leur cartre devant dite il soufi, sire, à vos anciestres ki leur donna qu'il fuissent à aidier le conte de Hayunau quant on la sauroit ou en forceroit se conté de Haynau, par que il apert par le dite cartre jurée par vos ancisseurs qu'il ne sont à autre chose tenut. Avec li autre raisons, si est, sire, pour ce qui li glise chou quielle tiene el tient en franc aluet, et encore dient li bourgois devant dit qu'il avoit comme dame Margarite devant dite le requist qu'il alaissent

à Namur awec li et li fesisent aiwe, il se défendirent par leur cartre et quite furent par leur cartre. Et se dient avoec tout che que quant li tere de Haynau fu také pour le pais que me dame fist a conte d'Anjo, li tere monsigneur sain Vincin en fu quite et delivere.

Le *Livre enchaîné* du chapitre de Soignies, fol. 38.

Jean d'Avesnes, comte de Hainaut, abolit, sous certaines conditions, le servage à Bray et aux Estinnes et abandonne des pâturages aux habitants de ces localités. A cette pièce en est jointe une autre, émanée d'hommes de fief du comté de Hainaut et datée du mois d'avril 1292.

Mars 1291.

Nous Jehan Bourgois, Jehan de Hasnon et Godeffrin de Courieres, hommes de fief à nostre très-redoubté et souverain seigneur monseigneur le duc de Bourgoingne et de Brabant, conte de Haynnau et de Hollande, à cause de sa dite conté de Haynnau. Sçavoir faisons à tous que le jour du datte de cestes nous avons veu, leu et tenu unes lettres en parchemin, saines et onchienes d'escripture et de seel, scellées en chire verd en las de soye du seel de Jehan d'Avesnes, cuens de Haynnau, dont la teneur mot après autre s'ensuit :

Nous Jehans d'Avesnes, cuens de Haynnau, faisons savoir à tous que comme li homme et les femmes habitant et demorant en nos villes de Bray, de Lestines ou val et de Lestines ou mont et des pourchaintes de ces lieux et de ces poestes fussent anchiennement partaule à le mort à nos predicesseurs, contes de Haynnau, et soient à nous par ces raisons, si comme nous disons, partaule à le mort, nous pour Dieu et pour le salut de nos âmes et des âmes de nos anchisseurs et successeurs, pour l'acroissement et l'amendement des villes devant dittes, à le requeste du commun desdittes poestes, avons relaissiet et otroiet as habitans desdictes villes et des pourchaintes devant dictes, et relaissons et quittons le dict parchon de leurs biens à le mort, et le servaige à chiaus ki le sont, parmi ce que cascuns homme et femme qui ara esté mariez ou hors de mainburnie en ces lieus demorans paiera et est tenus à nous et à nos hoirs perpetuelment à le mort au meilleur cattel, et se dechi en avant aucuns de nos sers ou de nos anchelles ou aubains ou bastars, venoient de dehors manoir ou demorer dedens les lius devant nommez, pour ce ne

demorroit mies qu'il ne fussent à nous paiant tel debite et à tel condicion il et chil qui d'iaus ysteront comme il estoient premiers quant il y vinrent.

Encores avons nous donet et donnons as poestes desdites villes pour leur commun usage Houduintries les pastures entour atenans et aioignans l'iauwe et les aaisemens desdites poestes absolutement à tenir de nous et de nos hoirs, contes de Haynnau, perpetuelment parmy six deniers blans de cens à paier à nous chascun an à le nativitei Saint-Jehan-Baptiste, hors mis le bos con dist de le Buscaille, les prés de Bray, ensi comme il s'estendent d'une part l'iauwe et d'autre, le quarriere de Rouk et les terres entour le tries con apelle le Jonkiere qui demeurent absolutement à nous et à nos hoirs devant diz, et qu'il ne puissent faire sur le rivière qui keurt parmy les villes tordoirs, moloirs ne autres huisinnes, se ce n'est de no congiet et parmy le relaissement de ces parchons et le don et l'otroy, si comme dit est. De ces communes aaisemens et pasturages les poestes desdites villes doient paier à nous et à nos hoirs, contes de Haynnau, perpetuelment chascun an au jour Saint-Remy six vings livres blans de taille, et à ce jour nous devons envoier no sergant à Lestines ou val pour recepvoir ces deniers. Et s'il adont ne les avoit, nous poons prendre ou faire prendre par no dit sergant ou par autre, tant des biens desdites villes que nous soions paiet de le ditte taille et des cous et des frais qui seroient fait ou cache. Et doit ceste taille estre assise loiaulment par les eskevins, par no maieur de Lestines et par les preudomes des villes devant dictes que li diz maire et eskevin i apelleront, sour les habitans des lius et des poestes devant diz et sur les hiretaiges qui par les dits eskevins se jugent et qui taille donnent par droit ou qui autrefies ont esté tailliet en ce cas.

Et à ce paier li eskevin des lieux devant dis et tous li communs des dictes poestes se sont accordés et assenti et ont communaument, expressement, especialment à ce obligiet et kerkiet, obligent et kerkent yaus et leur hoirs et leur héritaiges en quelconques main il eskiechent ou puissent escair de chi en avant, soit en main de persone de sainte Église, soit en autre, soit par recevoir en fief, avisé sera sour les habitans taillauwes de ces lieus et sour les héritaiges qui par esquevinage se jugent et qui ont esté tailliez autreffoiz par les eskevins et par les preudommes si com dit est, quiconques les tiegne chi en avant, soient aforain ou autre, nous devons aidier les dictes poestes à faire avoir et venir ens l'assise comme sires, sauf chou que nous ottroions et gréons que Jehan de Biauffort, nos receveurs de Haynnau, puist aquester vingt bonniers de tiere ou terroit

desdictes poestes, quel part qu'il li plaira, sans taille et sans debitte nulle paier. Et ces vingt bonniers de terre tenra il et prendera de nous en fief et en hommage. Et s'il y a aucun rebelle de paier ce que avisé sera pour yaus et sour leur héritaiges, il ne gorront de la relaxacion ni de le quitance devant dictes de le parchon, ne des aisemens, ne des pasturages devant dis, et porra on traire à leur héritaige pour avoir l'assise qui seroit faite sour yaux.

Encore est-il assavoir que avec les relaxacions, les otrois que faiz avons et les retenances à nous devant dites et parmi le taille, les obligemens des habitans en dites villes faittes à nous et deseure escriptes, nous leur ottroions qu'il puissent leur héritaiges vendre et acatter, et yaus aidier as us et as coustumes qu'il ont fait jusques aujourd'huy et qu'il puissent aller et venir à leur volenté fors des dittes villes marier et demorer, clerc devenir, yaus ordonner et bénéfices recepvoir, saulf tousjours en cascun d'iaus et de tous les hoirs qui d'iaux sont yssu et ysteront, le meilleur cattel à nous et à nos hoirs quel part qu'il voisent et en quel estat qu'il soient, ne franquise, usaige, coustumes, previlèges donés ou à donner, de lieu, de chiteis, de castiaus, ne de pais, ne les empuet oster, quitter, ne enfranquir. Et s'il aloient manoir en aucunnes de nos villes où il fuissent partaule par le condicion du lieu où il manroient, on ne prenderoit mie meilleur cathel, ains les maintenroit on al usaige du liu, et se aucuns des dittes villes de prochain tans ou de lontain sunt fors elle pour marier ou demorer, nous leur ottroions pooir de revenir manoir ou démorer en nos dittes villes à la condicion de chiaux qui ore y demeurent, sauf ce que à nous ne soient serf de nascenche, car chiaus qui hors sont mariez et demorent et chiaulx qui d'iceux sont issu et à nous sunt serf de nascenche retenons nous à nous et à nos hoirs, quel part qu'il voisent ou demeurent. Et pour chou nous ottroions à chiaus qui en dittes villes demorant sunt, qui ne sunt à sainteur ou de franke orine, qu'il puissent prendre Nostre Dame de Pérone deles Binch à sainteur, sauves nos droitures en yaus qui deseure sunt escriptes.

Et pour chou que touttes ces choses soient fermes et estables, nous obligons nous, nos hoirs et nos sucisseurs fermement et loiaulment de tenir perpetuelment et maintenir les habitans des dittes villes, yaus, leurs hoirs et leurs hiretaiges, selon le teneur de ces présentes lettres, toutes ces choses tenir fermement et perpetuelment. Li eskevins et li communiteis des dittes villes ont prommis à emplir par leur sairemens sour chou fais sollempnelment, et ont renonchiet et renonchent, pour yaux et pour leurs hoirs, à toutte ayuwe de droit, de loi, d'usage et de

coustume du païs, qui leur porroit aidier, et nous ou nos successeurs grever, et que ceste généraus renontiations vaille autant, comme s'elle estoit faitte expressèment. Et ces choses et chascune d'elles les poestez desdittes villes pour yaus et pour leurs hoirs doivent et ont en couvent à reconnaistre et reconnaissent ensi com dit est ci deseure devant qui que nous vourons et le proumetteront et proumetent à tenir loiaulment, entièrement et perpetuelment, et que de chou requerront et requèrent que enstrumens publiques et lettres en soient faites et donées, et nous et nos hoirs, si comme nous verrons que pourfitaulle nous soit, selon les condicions ci-deseure devisées. Et chou ont il fait, juret, promis et reconnut par devant nos homme de fief, si comme il appert par leurs lettres, lesquelles sont enfichiés avec les nostres présentes.

En seurtet et en tesmoingnage desquelz choses nous avons ces présentes lettres seellées de no proppre saial. Ce fut fait et donet l'an del incarnacion Nostre Seigneur Jhesu Crist mil deus cens quatre vins et dis, ou mois de march.

Et en oultre certiffions nous aussi avoir veu le dit jour unes autres lettres anexées dedens ycelles premières lettres, seellées des seaux de plusieurs hommes de fief de la dicte conté de Haynnau, en chire verd et en las de soie vermeil, contenant ce qu'il s'ensuit :

Nous Bauduins, castelains de Biaumont, sires de Sorre, Jehans, sires de Ressay, chevalier, Gossuins de Carnières, Willaumes de Ressay, Phelippres de Bray, Gilles Moriaus, de Lestines, et Jehans de Buignies, escuier, faisons savoir à tous chiaus qui ces présentes lettres veront et oront que nous, ou commandement le noble homme, no chier seigneur, Jehans d'Avesnes, conte de Haynnau, fumes présens comme si homme de fief et pour chou appiellet à Lestines en val, devant le moustier, en mois de march qui fut l'an de grâce mil deus cens quattre vins et dix, là où li concordance des débas que les poestes de Bray et de Lestines ou val et de Lestines ou mont avoient enviers no chier seigneur, conte de Haynnau deseure dit, furent reconneutes, concordées et assenties, tout ensi comme il est contenu dedens les lettres que nos chiers sires devant nomez en a donnet as poestez et as bonnes gens des villes devant dittes, dedens lesquelles lettres les nostres présentes sont enfikiés, hors mis medame Juliane de le Val, feme jadis mouseigneur Gillon, chevalier, mayeur de Lestines, Gillion Morel, sen fils, Jehan Raonniel, sen fil Adam, Mehaut et Ysabiel, ses filles, liquele medame Juliane devant ditte dist que oncques elle, ne si anchisseur, ne paièrent mortemain, ne consentir ne si vorent elle ne si enfant. Et hors mis en autel manière

Jean de Bugnies, qui consentir ne si veut, car il dient que yaus n'en montoit riens. En seurtet et en cougnissance de veritet, nous Bauduins, castelains de Biaumont, Jehan de Ressay, Gossuins de Carnières, Willaumes de Ressay, Phelippres de Bray, Gilles Moriaus, de Lestines, et Jehans de Bugnies devant nommet avons ces présentes lettres saielées de nos propres saiaus, lesquelles furent faictes et dounées l'an de grâce mil deus cens quatre vins et douze, ou mois de avril.

En tesmoing desquelles lettres ainsi avoir veues, teneues et leues, et que elles contenoient mot après autre ce que dessus est dit, nous en avons les présentes lettres faittes en forme de vidimus, scellées de nos seaulx l'an mille quattre cens soissante dix, le cinqysme jour du mois de jullet.

Archives de l'État, à Mons.



SUPPLÉMENT.

Énumération des droits que le comte de Namur, comme représentant du roi, possède à Dinant, particulièrement sur certaines églises de cette ville, sur la monnaie, sur les tonlieux; des taxes diverses imposées aux habitants; des amendes qu'ils encourent pour certains crimes et délits.

1060 environ.

Quoniam omnia hominum opera vel dicta tenui vacillant memoria, nisi scripti eternitate retineantur per quam iterum renoventur in noticia, quas comes in Dinant justicias annotamus, ut singulis sua justicia observetur et malivolis occasio nocendi auferatur.

Sex si quidem in Dinant habet ecclesias : ecclesiam Sancte Marie que est in Leflia, ecclesiam Sancti Ylarii, Sancti Georgii ecclesiam, ecclesiam Sancti Petri, Sancti Andree ecclesiam, ecclesiam Sancti Memmii. Via regia que vulgo dicitur Pirgus et wariscapii, extra aquam et in aqua, omnes ad suam justiciam pertinent et omnes sui sunt. Nec licet alicui in eis aliquid occupare nisi per suam licentiam, vel si occupatum forte fuerit, exoccupari debet ad suam voluntatem sicut ei placuerit, secundum eam quam tenet a rege potestatem et justiciam.

Et ut hec ei justicia servetur, semel in anno vel prout ei jussum fuerit, super equum altum facit unum de familia suam quem voluerit ferre

lanceam ab inicio ville usque ad summum. Cui si aliquid obstiterit in altitudine vel in latitudine, autoritate regia deicitur vel satisfactione ad misericordiam comitis redimitur.

Malleus et inc^{us}(?), moneta et monetarius et percussura et inscriptio numismatis ad comitem pertinent et delicta eorum et falsitas ad suam pertinent justiciam. Quamdiu voluerit, stabit; quamdiu voluerit, mutabitur.

Teloneum omne pertinet ad ipsum, ubicunque fiat forum, vel in domo, vel extra domum. Justicia telonei fideliter respondebit ei. Quicumque in villa fornacem super quam cervisia parare velit fecerit, antequam mittat in fornaco ignem, dabit ministeriali comitis V solidos. Quos si solvere neglexerit et absque licentia ignem imposuerit, sequenti die dabit X solidos pro temeritate presumptionis sue. Polenta cervisie que vulgo *maire,* in omni villa sua est. Unusquisque de eis qui cervisiam parant et vendunt, tres solidos et dimidium singulis annis solvit. Quicumque super bonum advocatiarum suarum tale exercet officium, si fuerit de ipsius advocatia vel familia, dat ministeriali suo sexterium cervisie; si de familia episcopi, modius episcopo datur et comitis (*sic*) dimidius. Omnium potuum mensure vini, medonis et cervisie ipsius sunt. Omnia genera ponderum eris, cupri, stagni, plumbi et omnium metallorum que ponderantur venalia sua sunt. De centenario ei quatuor denarii solvuntur; de pensa uncti vel sepi vel cere dantur II denarii; de unoquoque modio cujus segetis hyemalis vel estive vel farine que venditur in villa dat quantum haurire potest utraque manu sine malo ingenio; unaqueque navis que sal ducit, solvit II denarios pro stabilitate littoris, et si vendere vel emere voluerit quod ad mensuram pertinet, solvet pro mensura de sale quarterium. — Quecumque honera lignorum fert Mosa in loco illo ad edificium pertinentia, pro honere solvit II denarios; si ad ignem, dat duo de majoribus lignis ad officinam comitis. — Et quia super fenestras solent panem vendere, de fenestragio solvunt ei suam justiciam. Quicumque in villa, sive de villa sit, sive extra moretur, et tamen panem vendat in foro, tribus sabbatis in maio dat unusquisque panem unum ministeriali. — Si quis vinum vel alium potum vendere voluerit, ministerialis sui licentia vas perforabitur, et de perforatione, secundum quod jus suum est, ei respondebitur.

Quicumque extraneus in ville voluerit transire coloniam et ibi morari voluerit, cujuscumque antea fuerit, ad comitem pertinebit, ministeriali suo de omni forisfacto respondebit, nisi forte fuerit Sancte Marie aut Sancti Lamberti aut Sancti Hugberti.

Quicumque assultum fecerit, per aliquam commi(na)tionem in alium, per ministerialem comitis corrigetur; que forisfacta omnium assultuum per comitem emendantur. Justicia latronis sua (est).

Mercenarius cujuscumque generis, si in die stallum in forum posuerit, nocte pro stallo obolum solvit.

Si aliquis homo comitis inbannitus fuerit in villa pro aliquo delicto, non licet episcopo vel advocato eum compedire, sed si defecerit quod non possit fiduciam dare, commendabitur ministeriali comitis, pro reverentia regie dignitatis.

Ab hora nona singulis ebdomadibus in VI feria usque ad nonam horam sequentis sabbati non licet placitum alicui poni, dum justicie comitis audiri debent et recipi. De bono Sancti Martini in Somnia legius est comes advocatus, de bono Sancti Remacli, de bono Sancti Petri Laubiensis, de bono Sancte Marie Walciodori et Hasterie legius est comes advocatus, de bono Sancti Albani de Lengion, de Liesonge legius est advocatus. Super bona hec omnia, nec episcopus, nec advocatus ullam habet potestatem, nec capiendi hominem, nec hostium claudendi. Omnis villa communiter debet tria per annum centenarie complacita, in quibus monetarii comitis tantum judices debent esse delictorum. Tributum solvunt comiti per annum, X solidos et V libras piperis, dimidium in festo Sancti Johannis et in festo Sancti Remigii dimidium.... Nam(uco) si affuerit vel camerario suo datur si abfuerit pro absolutione viarum.

Manuscrit de la bibliothèque royale de Paris, coté n° 12710 du fonds latin, fol. 90 v°.

Copie de le chartre et des ordenanches de la Frarie de le halle des draps. — Charte et ordonnances de la confrérie de la Charité, formée à Valenciennes par les marchands, avec l'approbation du comte Baudouin et de sa femme Richilde.

1070 environ.

En non de le sainte et individue Trinitet, de saint Marie, saint Nicolas, et de tous les sains, nous très amet frère avons voet à Nostre Signeur emsamble a warder le loyen [1] de dilecion, pour ci besoing seroit que quelconques cose que nous faisons encontre les estraingniers, entre

[1] Loyen, lien.

nous au mains ne ne estinchielle de discorde aieche vigueurt. Car, dist le psalmiste, voés et rentes à Nostre Signeur ou Dieu, car mieux vaut metre voer que après le veu metre rendre cascuns dougnes pensece quel cose il puist à Dieu mieux voer apparellece soi cascuns et voeche, mais que il rendecheu, car nostre sires dist en l'évangille : « Donnes ausmosne, » et ailleurs : « L'imiage de ce sauve soit rendue à César et le ymage de Dieu soit rendue à Dieu. » Et nous frères sommes ymage de Dieu, luy tiesmoingnant en Genèse : « Faisons l'ome à l'image et saulanche nostre. » Et pour chou, nous très chiers appillons nous, voons et se rendons, lequel bon Dieu ottroyant, nous porons bien acomplir, se dilection fraternelle est en nous espandue, lequelle nous avons voié à Dieu ; car par le dilection de sen proisme, on monte à la dilection de Dieu ; dont frères ensy que dit est discorde par nulle manière ne regneche entre nous, car dist nostre sires en l'évangille : « Je vous donne nouvel mandement que vous vos entre amés ensamble, ensi que je vous ai amet ; en chou tout cougnistront que vous estes my disciple, mais que vous ayés ensamble dilection, dont se par dilection fraternelle nous poons devenir li disciples de Dieu. » Coyé bien affueant est mi frère que ensi que nous avons voet à Dieu entre nous à mains tenons dilection; lequelle dilection ad chou qu'elle soit wardée entre nous sans violence, no frère ont imposet aucunes lois, car juste cose est que chils soit corrigiés de lois umaines quy ne se voet obtempérez as lois divines.

Et pour chou ordennet est par commun conseil des frères que nous mettrons à le fieste Sainte Piere, d'entre sen autel VI charons et candeliers, et lendemain que li messe sera célébrée, nous les mettrons sur l'autel et les raccatterons de XII deniers. Et icelli offisce meisme de caritet nous ferons à le fieste Sainte Nicolay.

Apriès ordennet est que se aucuns des frères muert, tous serons présent toute le nuit à le vigille, ... nous soyemes amonestet dou menistre, et quy présent ni pora iestre, envoieche I varlet ou I ..., qui pour luy vellechc et quy fache le non dechel pour cui il vellera escrire ou briefvet, et se chou ne fait, on prendra lendemain de luy wage de IIII deniers. Li charon et li candelier demoront toute nuit et toute jour entour le cors dou mort jusques adont que on l'ensevelira ; lendemain uns cascuns soit à l'obsecque d'un frère mort à tout I. d. et se fache estre ou brievete et se chou ne fait, il l'amendera de IIII deniers. Quant aucuns frères des frères sera mors, nous le conduirons par III nuis en quel lieu lui il ara volut que et viel li ara samblet. Se I vilains muert, il pora avoir les candeliers et les furons et se il voelt et se il voet gire à

Saint Sauve, l'avons nous tous. Et se non nous li ferons chi choy que nous li feriemes où il seroyt ensevelis. Chou que nous ferons as hommes mors, nous le ferons à leur femes, mais que elles muerchent d'entre leurs maris. Chou que ferons li hommes aiant femes, chou que nous ferons as hommes aians femes, chou ferons nous à hommes nient aians femes.

En quel jour li frère ensamble viveront, on donra as povres le disime à sestier de quelconques voir li frère buvront. En quel jour li frère buvront ou plaideront ensamble, nus n'aporche avoecq li, fust fors tant seullement une vergille en se main, nus n'amaineche avoecq li enfans ou varlet ad fin que li frère puissent iestre ensamble em pais et en sainte religion sans noise.

Ordenet est ossi que se li frères fierche l'autre frère et face viergongne et honte approche entre le freant et li ferut et li batus aiche II frère qui par leur sairement le vece fiechant, ou il satisfera au frère et à le caritet, ou il pierdera le caritet et se li ferus n'ait nus frères, il en jura d'entre par celle manière que li acusés donra se foy par avant que il jura. Apriès chou que chis ara juré et se li acusés criemeche ou il ne voelleche donner se foy anchois que li batus jureche, ou il li satisfera et à le caritet, ou il ne sera plus nos caritaules.

Discernet est ossi que se uns frères vilenneche tant par corage courchiet et li vilinés ait II frères qui chou confermechent par leur sairement, li vilenant en non d'amende donra au villenet IIII sols et XII deniers à le caritet, ou il pierdra le caritet, et s'il n'a nies frères ensy que deseure est ordenet ou firsaut et dou ferut, ensi se fera-t-il dou villenant et dou villenet.

Se aucuns frères parjeus I des frères et chieus s'en claime, ou li freans jureche que il le fist par jeu et chis jureche que il a vray clamé, ou il fache tant à li que il li souffisce.

Quiconques ira au markiet sans armures, chest assavoir sans cotte de fier ou sans arch à XII saiettes et piles, li autre prenderont de li le valeur de XII deniers.

Quy va sans armures, s'il rent XII deniers par loy, li carites ara le loy et chil qui seront qui seront (*sic*) en le voy aront les XII deniers.

Après che que li frère seront issut enssamble de cheste ville, li demeureche avoecq l'autre tout partout où besoins sera et aidies li uns admonesteche l'autre en non de caritet et par autre prometteche se foy qu'il a besoing de li.

Uns cascuns frères donra I denier d'ausmone à le Pentecouste, en quel jour il aront esté amonestet, ou il l'amendera de IIII deniers et de chou

nos ferons le serviche à le fieste Saint Piere et à le fieste Saint Nicolay d'entre leur autel en le église Saint Jehan.

XII boin frère seront esleu en le caritet et chou que chil jugeront de toutes coses sera fait et nus ne les contrediechent, et se aucuns les contredisoit, ou il diche mieulx, ou il l'amendeche de IIII deniers, et chil XII prenderont aucunes fois avoecq iaus XII autres boins confrères sairementés par leur fois, quelconques cose que jugeront, li jugemens sera fermes et stables.

Dist net est ossy que nus ne soit prouvos, s'il n'est marchans.

Après ordenet est que se aucuns frères à aucun office soit esluis par élection des autres frères, il ne le contrediche mie, et s'il le contredist, il l'amendera de V sols ou il sera privés de le caritet, et chil quy seront esluit, proumetteront leur foy qu'il seront fiaule à le caritet.

Et se aucuns contre justiche ait estet rebelles en tant que il ne voelleche nient amender le fourfait que li sera amis jusques adont que li cartre ait esté luite, il l'amendera de double wage et se le cartre luite le wage contrediche par loy de requief, il l'amendera de IIII deniers ou il sera privés de le caritet.

Ordonnet est apriés que uns cascuns frères ou se varle rechoipveche cascun jour se boire al heure ordennée, chest anchois que viespres sonnechent et se chou ne fait il pierdra se buvrage.

Ottryet est ossi que nus homs ne soit rechus en nostre carytet que aucuns de nos frères ait en haiste, s'il ne fait tant que à li souffisce. Et se li frères acui il aroit haisne n'estoit présens quant chis entrois en le caritet, ottelle satisfacion li doibt il faire comme se il fust présens. Quiconques se avora en II frères, se chil li deffaillent, il l'amendera en IIII deniers.

Quiconques fera clameur et il ne le poursuiche, il l'amendera de IIII deniers.

Li prouvos fera justiche et se li prouvos n'est en le ville, li maire le feront pour luy car chil le doient secourir de son ofisce.

Li prouvos rechepvra les candellers et les chirons.

Tous chiaus quy sont en ceste caritet, Dieus tout poissans les deffendeche et wardeche de tout péril en mer, en auwes et en terre, et wardeche de tout damage chou que aiaus appertient et leur linage en parmenauletet. Et ait mierchit de iaus et leur pardonist tous leurs péchiés présens et à venir, et les delivreche de tout mal, conserveche et confineche en rente, boyne oevre, et les parmaineche à le vie éternelle; amen.

Ordennet est ossi que li prouvos, maieurs, doyiens, cancelliers,

huissiers et li ministres commune vyengnechent premiers as plais, ou il l'amenderont de IIII deniers.

Quiconques nient voellans est justifyet en le caritet se sera partis dou plet par ire, se en che meisme jour de plait viengne ainchit as frères, donneche I aym de vin et rehait se caritet, et se chou ne fait il pierdra de tout en tout le caritet se ne le racatte de autant que ly frère ont faiet.

Se aucuns des frères ait estes amonestés de no menistre à plais de le caritet, et chils ni ait volu venir, il l'amendera de IIII deniers ou il jura que il n'a nient esté amonestés. Et se chis en apriès admonestés par II frères ni ait volut venir, privés sera de le caritet se il ne le racatte ou il jubra (¹) que n'a nient estés admonestés ou que il a estet occupés de aucune aucupation.

Se aucuns levans de se siége ou venans de dehors parolleche des termers (*sic*) à aultruy, il l'amendera de IIII deniers.

Se aucuns de nos frères estans par dehors peche (parolleche?) no huissier que il fache venir à li aucuns des frères dedens séans se li huissiers, il l'amendera à no prouvost de IIII deniers.

Nuls ne vindeche dou plait sans le commandement dou prouvost.

Cascuns frères pelle (parelle) seulement au frère séant dalés li, quant li frère buvront ensamble ou plaideront, et s'il parelle au tierche, il l'amendera de IIII deniers.

Cascuns qui entra en nostre caritet donra XV deniers au pourfit dou prévost, dou cancellier, del aumosnier, dou doien, des priestres, et dou maieur.

Nuls n'aporche devens pain ne char, et se chou fait, il l'amendera de XII deniers.

Nus en cautant issce ne entre che, car che n'est nient cose affréant.

Se aucuns frères ait haisne contre l'autre, il claimeche ou il le baiseche. Et se che ne fait-il sera privés de le caritet.

Nuls estans haittes en le ville n'a se buvrage s'il n'est occuppés de aucune occupation, exceptés chiaus as quels ottryet est. Et s'aucuns frères apriés chou qu'il ara rechut sen buvrage vingne boire ou seoir de requief avoecq les frères, il donra pour l'amende IIII muy de vin.

Quiconques séans as plais amonestés d'aler au conseil, s'il ni va, il l'amendra de IIII deniers.

S'aucuns acompaignié avoecq hauseurs ou voelle faire hausseur entrer en nostre caritet, il l'amendera au prouvost de V sols.

(¹) Jurera.

Nous ne ferons à nulluy constraint en povretet ou détenut en prison pitanche de le pécune de le caritet.

S'aucuns rendeche par loy, le pécune de le caritet, ou il le paieche che meisme jour et li lois sera de XII deniers, ou il pierdra le caritet.

S'aucuns se claimeche d'aultruy, et il apriès chou que li prouvos l'ara amonestet ou tiesmoing des frères deles lui seant ne vingneche à l'audienche, il pierdera le caritet se il n'est malades ni empêchés au serviche dou conte ou au damage de ses biens.

S'aucuns prenge autruy ou sacqueche par les keviaus ou par aucun des membres par irre, il l'amendera à la volonté de cheli.

Chil qui porteront le buvrage par le maison donront ossi le buvrage à chiaus qui seront dehors et prenderont leur vaissiaus à l'huis.

En quelconques jour li prouvos vora tenir audienche, tout viengnent à l'audienche ou il l'amenderont.

Et à chou que nus ne cuideche chou que fait est estre follement ordonnet, nous volons que tout li confrères sachent que chest fait et ottroyet dou consentement dou conte Bauduin et de le contesse Richeldis, et de Anselin et de tous les signeurs de ceste ville, c'est assavoir que nous prenderons tous les marchands de ceste ville et de le pourcainte de ceste ville qui point ne sont en nostre caritet et se boin nous samble nous buvrons quelconques cose il aront sur iaus.

Chil que li prouvos commendera à siervir, aront dedens leur maison chou que appartient dedens maisons.

Li huissiers et li ministres de l'ostel et li autres varlet qui le vin aportent et ceurent auioint et autre burire chà et là et se aront leur boire en leur maison.

Estaulit est ossi puis que no confrère seront vuidiet ensauble de ceste ville, à cause de marcandise, li uns demeure avoecq l'autre III jours cascun à tout se pain se il est empêchiés d'aucun clain.

Et se aucuns n'ait encore fait se marchandise, li autres demeureche avoecq li I jour, mais que il en soit requis. Et se chou ne fait, ou il l'amendra à cheli qui l'ara requis et à chiaus qui avoecq ycheli demoront de IIII sols et XII deniers à le caritet, ou il jura que il n'ara point esté requis de li. Et chis qui l'ara admoniestet, jura que il a vrai clamet, mais qu'il ni ait eut autres frères présens.

Se li cars ou li .... d'aucun briseche ou li kevaus soit lassés, li uns aideche et awarde l'autre, se chou faire puet sans mort et sans prise de se corps, et se chou ne fait il l'amendera de V sols, enssi que dessus dit est.

Jentisserus, cancelliers esluis par le commun conseil des frères, ferai tout men encor chest sierviche à le caritet. Et li frère ne me poront oster toute me vie celi offisce. Et pour iceli offisce, je arai cascun an VIII sols à II fois, c'est assavoir au Noël IIII sols et à le Pentecouste IIII sols.

Cascune nuit, si longuement que li frère buvront ensanble, j'arai demy sestier de quelconques buvrage li frère buvront. Et le jour que je liray d'entre iaus le briefvet, j'arai plain sestier.

Le premier jour de la Nativitet nous devons à Urson XII deniers pour le cense de le maison de nostre caritet; le premier jour dou dimenche dou Noël Evrais pestes doit VI deniers à nostre caritet, pour le censse qu'il tient de le pré des frères de le caritet.

Se li prouvos de le caritet admonestent aucun frère dou viespre ou en audienche que paieche s'en wage en le audienche est me le paiera. Et se chou ne fait le prochain jour apriès, il donra demy muy de vin ou il sera privés de le caritet.

S'aucuns qui fache boulengiers, cabbareteurs, couseres, foullons ou au vitupere de autre offisce soit inposet, voelleche entrer en nostre caritet, il donra XXII muis de vin ou il fourjura se mestier.

S'aucuns apporche nouvelle en le halle que on donneche à aucun ou à aucune église aucune cose dou catel de le caritet, il l'amendra de demy muy de vin. Et se li prouvos la portoit, il l'amendroit de I muy de vin.

Se aucuns des frères fierche l'autre frère ou se courouche à li, si que haisne en naiseche, se li prouvos amonestece en non de caritet luy et l'autre que il donnechent ensamble triuwes, refuser ne le poront. Et chis que le refuseroit seroit privés de le caritet.

Item ordennet est que en l'autre jour apriès chou que li frère aront commenchiet à boire, tout che paieront le vin qui le doint. Et qui chou ne fera au tierch jour, rendra par loi XII deniers ou il pierdra le caritet.

Jou Otbers, aumosniers esluis dou coumun conseil des frères, feray tout mon vivant che sierviche à le caritet et li frère ne le me poront roster toute me vie. Et pour chest sierviche je aray cascun an II sols à II fois : c'est au Noël XII deniers et à li Pentecouste XII deniers. Cascune nuit, si longuement que li frère buvront ensamble, je arai un pot de quelconques buvrage li frère buvront; je arai ossi de cascun mort VI deniers et de cascun entrant en le caritet II deniers. Ordennet est ossi que quiconques ne paiera l'ausmosne le jour qu'il le debvra paier, il l'amendera de XII deniers et se pierdra le vin.

Sacent tout présent et advenir que toute li masure de Goumere tainte-

nier, après le décès de III hommes, c'est assavoir Gelioefe, Oulard et Clarenbaut, est baillié et confremée doudit Goumer par droit hiretaule, à l'hostelerie scituée au castiel à Vallenchiennes.

Ordennet est ossy par commun conseil des frères que en un cascun jour, si longuement que li frère buvront ensamble, li moine del église Saint Sauve aront I septier de quelconques buvrages li frères buvront tant que moine i ara, et s'il avenoyt que là ne fuissent nul moine, li vins demorit à nostre caritet, s'aucuns des frères soit deffalans quant nos rechevrons l'ausmone.

Ordennet est ossy dou commun conseil des frères que II paielles pareilles soient adies en le halle, une dont on aymera le vin en le taverne, l'autre dont on rechevra icheli vin en le halle.

Ordennet est ossi dou commun conseil des frères que quant il ara I frère mort, on donra XX deniers del aumosne à X clercs qui toute nuit veilleront et canteront le sautier pour les trespassés, et seront priant entour le cors dou mort jusques dont que on l'ensevelira; avoecq ches d'entre dis X clers seront saunaublement présens Paiens et Fredris priestres et Ocbers li clers.

Ordennet est que s'aucuns soit admonestés dou menistre de le caritet à ensevelir aucun frère, se ils ou se femme ni soit, il l'amendra de IIII deniers; otel sierviche fera on as femmes qui morront devant leur maris.

S'aucuns des frères amameche avoecq li boire aucun marchant, s'il n'est loiaus, il l'amendra de demy muy de vin.

S'aucuns des frères de dehors aucun marchant qui ait demoret longuement en ceste ville amameche boire avoecq li ou se varlet ou ses enfans, il l'amendra de demy muy de bon vin, exceptés chiaus qui à warder leur conduit ou qui quéront leur voiture ou qui seront empeschiés de debte ou de plais.

Se li prouvos ou li maires donneche à aucun dou vin de le caritet ou de sen propre vin ou dou vin accattet, exceptet le conte, le contesse, les castelains, et on le puist monstrer par II frères, il l'amendra I muy de vin. Et se on le puet monstrer par II frères, et clameur en soit faitte, il se purgera de se main ou il l'amendra ensi que dessus est dit.

Ordennet est ossi que nuls des frères ou leur varlet n'aporte avoecque li armures devers le porte ou le maison de vo caritet. C'est assavoir espées, lanche ne autres armures faites de fer, et se chou fait, il l'amendra de I mui de vin ou il pierdra le caritet. Et se li frères oseche jurer que ses varlés ne de se commandement ne de se volentet ait aportet deus les dessus dittes armures coula pora il jurer, se li prouvos ou li frères

qui les armures aroit trouvet ne a II frères, et apriès donra demy mui de vin à nostre caritet ou il pierdra le caritet.

Se li prouvos voet accater vin au pourfit des frères et aucuns des frères sur le deffense dou prouvost akache celi vin, il l'amendra de V sols, et li prouvos rehara le vin se il voet ou li frères pierdra le caritet, se on le puet monstrer par II frères.

S'aucuns des frères haseche aucun hauseur au markiet mains que de V sols.

Se apriés chou que li frères ara rechut son boire par se varlet soit veue en cheli jour de II frères ou admonestés, il jura lendemain en audienche que estoit malades ou qu'il n'estoit nient en le ville quant ses boires fu rechus ne que il ne quéroit occation d'avoir se boire, ou il l'amendra de XII deniers.

Se li prouvos quitoit aucun cose dou pris dou vin que li frère doient, il l'amendra de une carette de vin.

Sachet tout li confrère de nostre caritet que li premiers hoirs de Rainier, fil de Alemant, qui fu fis de Urson, hora de droit hiretaule le caritet parmi I ferton d'argent et I muy d'avaine qu'il donra ; et pareillement har ses secons hoirs et ses tiers et ses quars et adont cessera ceste hoirie.

Ordennet est ossi par le commun conseil des frères, que se li frères voisent ou soient ou reviengnent ensamble de marcandise et aucuns de iaus ou li avoirs d'aucun de iaus soit par aucune cause, mais que che ne soit par se propre fourfait, empechiés ou saisis ou ariestés, et on viengne pour le raccater, cascun des frères là présens donra se part pour le raccater, seloncq le valeur de l'avoir qu'il ara avoecque li, mais qu'il en soit admonestés ; et qui chou ne fera, mais que on le puist monstrer par II frères que chou par leur sairement vérifieront, il l'amendra de V sols, mais que clameur en soit faitte ; desquels V sols li caritet ara les IIII, et chis qui clamera les XII deniers, et se paiera se part dou damage de se confrère, mais que li monstranche soyt bien faytte.

Ja en bas.

Chest transecrit ont fiaulement maistre Hues Cabes et M. Alixandra de Pons translatet de mot à mot dou latin en romanche, rien cangiet ou muet qui le sentense puise en aucune cose variez ne muez.

Cocquéau, *Mémoires de la ville de Valenciennes*, t. I.

Littera episcopi Atrebatensis et castellani Insulensis ad regem pro ecclesia contra cives Tornacenses. — **Lettres adressées au roi de France par l'évêque d'Arras Pierre, et le châtelain de Lille, pour se plaindre de la commune de Tournai, qui, au lieu de les accepter pour arbitres, avait adressé un appel au roi lui-même.**

1195 environ.

Excellentissimo domino suo atque karissimo Philippo, Dei gratia regi, P. divina pacientia Atrebatensis ecclesie minister humilis, et J., castellanus Insule, fideles sui, salutem et Regem regum semper habere propicium. Super querelis et contentionibus que erant inter venerabilem virum Stephanum episcopum et capitulum, prepositos, scabinos, juratos et totam communiam Tornacensem, excellentie vestre mandatum jam semel recepimus et secundo. Prima siquidem vice nobis mandastis ut predictas controversias finaliter terminaremus, et nos tunc accedentes Tornacum, causam illam terminassemus, si burgenses cum predicto episcopo et clericis ipsis componere vel nostro judicio vel consilio acquiescere noluissent, quod quidem predictus episcopus et clerici voluerunt facere, sed burgenses neutrum facere voluerunt. Sic igitur tunc recessimus a Tornaco, negocio non deciso. Porro alia vice nostrum mandatum recepimus et preceptum ut iterum Tornacum accederemus, et causam ipsam compositione vel judicio terminaremus. Insuper burgensibus mandavistis et precipistis, ut cum predicto episcopo et clericis componerent, vel audirent nostrum judicium, et sine contradictione quod judicaremus facerent et servarent. De precepto itaque nostro iterum accedentes Tornacum, cum burgenses nollent cum episcopo et clericis componere, qui hoc facere parati erant, auditis hinc inde diligenter allegationibus et rationibus, cartam communie nobis postulavimus a burgensibus exhiberi, ne si forte judicium faceremus, cartam vestram, quod utique nollemus, in aliquo lederemus, quam predictus episcopus et clerici parati erant in omnibus observare. Burgenses vero nullo modo volentes cartam suam nobis exhibere, vel judicium nostrum audire, totum negotium per appellationem ad vestram audientiam transtulerunt, dominicam proximam post mediam quadragesimam appellationi sue terminum prefigentes, licet autem predictus episcopus et clerici parati essent nostrum adire judicium et servare, et id cum instantia postularent. Nos tamen, ob reverentiam vestre Regie celsitudinis, appellationi ad vos facte dignum duximus deferandum, nec ultra volumus in negotio procedere pretaxato.

Recueil de chartes concernant la cathédrale de Tournai.

Item littere dictorum episcopi et castellani de eodem. — Autres lettres des mêmes adressées au roi sur le même sujet, et dans lesquelles sont détaillés les griefs des deux parties. L'évêque et le châtelain terminent en déclarant que les bourgeois avaient refusé de se déclarer prêts à accepter leur sentence.

1195 environ.

Excellentissimo domino suo atque karissimo Ph., Dei gratia Francorum regi, P. divina paciencia Atrebatensis ecclesie minister humilis, et J., castellanus Insule, fideles sui, cum vera salute Regem regum semper habere propitium. Cum de mandato vestre Serenitatis venissemus Tornacum et tam venerabili viro et episcopo et canonicis Tornacensibus, ex una parte, quam burgensibus, ex alia parte, audientiam prebuissemus, predictus episcopus suas prius exponens querelas, contra Walterum sine Terra proposuit quod predecessor suus bone memorie Evrardus terras quasdam, quas ecclesie acquisierat et que regalibus vestre accesserant, postea in infirmitate positus eidem Galtero, nepoti suo, pignore obligavit, quas idem episcopus minus rationabiliter obligatas dicebat, cum aliquis episcopus res, ex quo semel ecclesie sue acquisite fuerint, alienare non possit vel pignori obligare, et maxime res regalium, nisi auctoritate domini regis eadem alienatio vel obligatio fuerit concessa.

Item contra Nicholaum Pance de hoc proposuit idem episcopus quod prenominatus predecessor suus Evrardus eidem Nicholao duo molendina, que de regalibus erant et ad mensam suam pertinebant, que eciam idem episcopus a quodam qui ea in feodo habebat redemerat, et vendidisse dicebatur, modico censu retento, duorum scilicet solidorum, unde eadem molendina tamquam contra jus alienata, idem episcopus repetebat cum conditione, et ecclesie domini regis, sine gracia domini regis, predictus predecessor suus deteriorem facere non valent.

Conquestus est etiam predictus episcopus quod burgenses volebant homines suos novis talliis et exactionibus aggravare.

Preterea canonici proponebant contra burgenses quod dicti burgenses protecta cujusdam domus ecclesie, que protecta vulgo appellantur *auvant,* injuste demolire volebant, cum canonici se ea sic circiter LX annos vel amplius pacifice proponerent possedisse; similiter et quoddam molendinum ultra Scaldam demolire volebant, quod iidem canonici, in eodem statu in quo nunc est, a centum annis retroactis constitisse asserebant.

Item proposuerunt iidem canonici contra burgenses quod omnia que in civitate sibi pondere venduntur, statera eorum ponderari deberent, sicut ex elemosina predecessorum vestrorum regum Francie eis olim concessum est, ipsi burgenses propria et privata habentes pondera, eis in hoc jus suum detrahunt, et hoc quidem burgenses de jure canonicorum esse coram nobis confessi sunt. Canonici tamen conquerebantur quod redditum sibi super hoc debitum in integrum non habebant, immo pro parte maxime fraudabantur.

Preterea conquesti sunt nobis idem episcopus et canonici, quod cum in civitate scabini soleant et debeant institui tantum de hominibus beate Marie et de consensu episcopi et capituli, iidem burgenses, pro voluntate sua, quoscunque scabinos, irrequisito episcopo et capituli assensu, modo constituunt.

Preterea episcopus et canonici conquesti sunt quod cum eorum servientes soleant et debeant ab antiquis retro temporibus sibi eis conveniri in omnibus causis pecuniariis, et de injuriis et levioribus que sunt citra mortis periculum, burgenses tamen eos contra hoc de novo nituntur ad suam retrahere juridictionem, sive predicti servientes alios conveniant, sive ab aliis conveniantur.

Ex adverso burgenses contra episcopum proponebant quod cum hereditates in civitate rerum immobilium ad ipsos canonicos vel clericos vel quoslibet viros vel domos religiosas, ex elemosina, vel successione, vel venditione devolvebantur, clerici volunt easdem hereditates ab omnibus talliis et exactionibus extraordinariis burgentium quitas esse, quod iidem burgenses asserebant esse injustum, et quod eas pro voluntate sua, sicut alias possessiones, talliis et aliis exactionibus onerare. Hanc tamen controversiam dicebant canonici coram vobis per barones vestros, scilicet comitem Theobaldum et comitem Stephanum aliquando fuisse decisam, sed burgenses dixerunt quod de hoc nichil sciverunt, sed constanter asserebant quod vere (?) erat quod vos eis dixeratis ut de hereditatibus clericorum, que in civitate erant, sicut et de aliis, tallias acciperent; sed dixerunt clerici quod de hoc nichil sciebant.

In omnibus autem querelis istis episcopus et canonici predicti et burgenses, quisque pro sua parte, rationes multipliciter allegabant. Nos vero auditis ipsorum allegationibus et inquisita publice et private rei diligentius veritate, prepositas querelas ad honorem Dei et vestrum et partium utilitate diffinire et inter ipsos juxta mandatum vestrum pacem reformare parabamus. Et cum jam quid super hoc prolaturi essemus conceptum haberemus, requisimus a partibus utrum id quod de mandato

vestro et auctoritate vestra dicere volebamus, vellent recipere et servare; ad hoc episcopus et canonici responderunt se id omnino observaturos, quod quidem burgenses facere recusarunt. Nos igitur frustra laborare nolumus, attendentes quod honor regie majestatis non cederet, si de auctoritate vestra aliquid diceremus, et ipsi temeritate aliqua contrairent. His itaque supersedentes totum negotium ad vestram audientiam duximus committendum, utrique parti vestra auctoritate districtius inhibentes, ne super predictis querelis vel aliis capitulis aliquid presumerent innovare, sed omnia remanerent in eo statu in quo erant quum hoc eis precipimus, donec vestrum super hoc denuo haberetur mandatum.

Ibidem.

Record par lequel les échevins de l'évêque de Liége, à Maestricht, déterminent les droits respectifs du prélat et de l'Empire dans cette ville.

1er Juillet 1243.

Anno domini M. CC. XLIII, in octava sancti Joannis-Baptistae, requisiti nos scabini Trajectenses, ad dominum episcopum Leodii pertinentes, de juribus ipsius episcopi secundum Deum et bonam conscientiam prout est observatum apud nos a temporibus domini Hugonis et domini Johannis episcoporum Leodii, ita diffinimus et dicimus. Thelonium in Trajecto tam de tribus nundinis in anno quam de aliis diebus de quo thelonio milites sunt infeodati, ipsius thelonii due partes pertinent ad dominum episcopum et tercia pars pertinet ad imperium. Item aqua Mose ab utraque parte ab armis pontis qui theutonice vocantur *bughe* ascendendo, videlicet ipsam aquam, pertinet ad jurisdictionem domini episcopi. Item si contingat venire Trajectum aliquem extraneum et ille pro suo forefacto deducatur ad judicium seculare, debet inquiri ab illo in fide quam debet Deo et anime sue ad cujus pertineat jurisdictionem; ille vero sic adjuratus, si dicat se esse de jurisdictione domini episcopi, hoc est pertinere ad Sanctum Lambertum, villicus et scabini domini episcopi de illo forefacto sententiant et judicant. Idem per omnia faciunt villicus et scabini imperii, si dicat se ad imperium pertinere. Item si afforensis venerit ad manendum in oppido Trajectensi et concivis Trajectensis esse voluerit, debet inquiri ab ipso in fide quam debet Deo et anime sue, ad cujus pertineat jurisdictionem, et sic

adjuratus illi domino ad quem se dicit pertinere faciet fidelitatem et hoc sufficiet. Item in oppido Trajectensi sunt duo tortores, unus domini episcopi et alter imperii; isti duo possunt indifferenter arrestare quemlibet pro justicia facienda, nec est questio utrum tortor episcopi hominem ad jurisdictionem imperii pertinentem arrestet, vel e converso; ita tamen cum perventum fuerit ad discussionem, si ille sic arrestatus inventus fuerit de jurisdictione episcopi, villicus et scabini sui cognoscant; si vero de jurisdictione imperii, villicus et scabini sui idem faciant. Item quilibet civis Trajectensis potest habere mensuram bladi et alie mercis, dum tamen sit signata signo oppidi Trajectensis. Item si aliquis civis Trajectensis per aliquot tempus manserit in Trajecto, forte sub jurisdictione domini episcopi constitutus, et tandem ductus penitencia instructus sit a suo sacerdote et recognoscat se non pertinere ad episcopum sub cujus jurisdictione vixit hucusque, non creditur juramento illius, nisi hoc ostendat per originem suorum natalium, et sic omissa jurisdictione domini episcopi, transit ad imperium de cujus jurisdictione se esse per suam originem probavit. Vero potest ab illo requiri aliqua pena a domino sub quo usque ad tempora ista militavit. Item domus communitatis in Trajecto est edificata de pecunia tam hominum episcopi quam imperii, unde idem jus quod habent in illa homines imperii, habent per omnia homines episcopi. Item mensura annone, mensura vini, mensura pannorum et virga de qua mensuratur terra, sunt apud Sanctam Mariam in Trajecto.

Original aux Archives de l'État, à Liége.

Le maire, les échevins, les jurés et les autres bourgeois de Saint-Trond attestent qu'ils se sont réconciliés avec l'évêque de Liége, Robert, et qu'ils accompliront les conditions de paix qui ont été arrêtées par des arbitres.

1240-1246.

Reverendo Patri ac domino suo karissimo R., Dei gratia venerabili Leodiensi episcopo, universisque presentes litteras visuris, villici, scabini, jurati totumque oppidum sancti Trudonis salutem et recognoscere veritatem. Noveritis quod venerabilis vir B., Dei gratia quondam episcopus de Losanna, et abbas sancti Trudonis Th., ac dominus C., advocatus ejusdem oppidi, pro bono pacis super causa que jamdiu

versa est inter dominum episcopum Leodii, ex una parte, et nos ex altera, se intromiserunt et tali compositione interposita convenerunt, videlicet quod venerabilis pater episcopus Leodiensis omnem offensam suam quam in nos direxit, penitus nobis remisit, ac etiam illa jura et eamdem libertatem quam venerabilis pater quondam Hugo, Dei gratia Leodii episcopus, nobis pie contulit et litteris sigillo suo roboratis confirmavit, nec non et capitulum majoris ecclesie in Leodio et comes de Los roboraverunt sigillorum suorum appensione, paterne confirmavit et pacifice nos in illa perpetuo conservabit. Preterea cum trecentis viris jurabimus quod non in prejudicium domini episcopi neque dedecus edificii Leodiensis, imo pro jure et christianitate ac nostra libertate conservanda, ad ecclesiam Coloniensem appellavimus. Deinde cum domino episcopo Leodii ad Sanctum Trudonem accedere placuerit, ei obviam extra muros ville Sancti Trudonis illi trecenti viri discalciati et lineas vestes exuti exibunt, similiter ad honorem suum cum trecentis viris discalciatis et lineis vestibusque exutis, quandocumque ei placuerit, una die dominica ad processionem cleri ecclesiam ambiemus. Dominus B. autem, quondam episcopus de Losanna, de celebratione sacerdotis Colonii et de altaribus in quibus apud nos celebravit ac de vestimentis et ornamentis sacerdotalibus, recepit super se et in Deo et veritate sua, quod ipse supra hiis ordinabit et pertractabit, ita quod nec ad dampna, neque ad pudorem nobis, nec ad dedecus ecclesie Coloniensis cedet. Hiis autem omnibus factis, scabini Sancti Trudonis, cum moniti fuerint de fidelitate facienda, quicquid tenebuntur facere domino episcopo Leodiensi libenter facient.

Original aux Archives de l'État, à Liége.

De gulda oppidi Lewensis. — Ordonnance du maire, des échevins, des doyens et des autres frères de la gilde de Léau, déterminant le salaire que les maîtres et les valets du métier des foulons pourraient réclamer pour la préparation des diverses sortes de draps, et leur défendant, sous des peines sévères, de réclamer la convocation, à Léau, d'un conseil commun.

Avril 1248.

Universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis villicus, scabini, decani ceterique fratres gulde de Lewis cognoscere veritatem. Sciant tam presentes quam posteri quod nos, communi consensu et

consilio, de pannis nostris preparandis et de mercede magistrorum ac fullonum talem statuimus ordinationem.

Panni flavi, nigri, parcetrici sive regulati, breves et unius rasure, XX[ti] denarios Lovanienses solvent; cum duabus rasuris duos solidos, de quibus famuli XVII denarios habebunt; alii vero magistris remanebunt, et de hiis pannis semper addetur famulis unus denarius bonitatis. Panni vero qui dicuntur *scapvaer,* et albi remanentes, grisei et magis colorati quam flavi, breves et unius rasure, II solidos solvent; cum duabus rasuris XXVIII[to] denarios, de quibus famuli XX[ti] I denarios habebunt; alios vero magistri obtinebunt, et de hiis similiter pannis unus denarius superaddetur famulis. Panni vero flavi et electi meliores XX[ti] solidos breves, et panni capparum tenues et breves, et omnes panni breves, quibus rubra lana admixta fuerit cum duabus rasuris, XXXIIII[or] denarios solvent, de quibus famuli II solidos habebunt; reliqui vero magistrorum erunt, et de hiis pannis addentur famulis duos denarios bonitatis. Longi vero flavi, unius rasure, XXVIII[to] denarios solvent, cum duabus rasuris XXXIIII[or] denarios, de quibus famuli II solidos habebunt, alii vero magistris remanebunt, et II denarii addentur famulis. Longi etiam panni capparum et quibus rubra lana admixta fuerit cum duabus rasuris XLIIII[or] denarios solvent, de quibus famuli XXX[ta] denarios habebunt, reliquos magistri, et de hiis pannis addentur etiam famulis II denarii bonitatis. Quilibet autem cappa spissa II solidos solvet, et unus denarius addetur famulis. Panni vero virides et brunettici breves ultra Mosam ducendi III solidos solvent. Ad vestimenta autem preparanda ejusdem coloris, quatuor solidos, de quibus famuli II solidos habebunt, alios vero magistri, et de hiis pannis etiam addentur famulis II denarii bonitatis. Longi vero virides et brunettici ultra Mosam ducendi IIII solidos solvent, de quibus famuli XXXII denarios habebunt, reliquos vero magistri habebunt, et de hiis etiam pannis addentur famulis II denarii bonitatis.

Omnis etiam pannus longior XX[ti] ulnis mercedem panni integri solvet. De hiis et qui breviores sunt volumus ut adeo modeste et honeste sumatur, ne coram decanis in posterum querimonia moveatur, et alia de eis ordinatio gravior statuatur. Si quis autem magister sive mercator hec infregerit, in V solidos condempnatus erit, ex quibus dominus dux jus suum, ut de aliis emendis gulde, recipiet; residuum vero gulde cedet.

Famuli vero, quia coram villico et scabinis burgensibus nostris fideliter servire et de cetero nullum consilium commune in oppido Lewensi sive extra convocare aut habere juraverunt, si hec infregerunt, secun-

dum modum juramenti, tam corpora eorum quam bona, sub potestate domini ducis permanebunt.

Actum anno domini millesimo ducentesimo quadragesimo octavo, mense aprili.

Original provenant des archives communales de Léau, aux Archives du royaume.

Hospitio de Dam magistro, fratribus et sororibus ponendis in eo per ipsum (episcopum) et Brug. (lisez *burgenses*). — Les échevins et la commune de Damme déterminent le nombre de frères et de sœurs qui seront dorénavant entretenus dans l'hôpital Notre-Dame, de cette ville.

Juillet 1249.

Nos scabini et tota communitas ville de Dam notum facimus universis Christi fidelibus presens scriptum inspecturis quod nos pariter congregati pro statu domus beate Marie meliorando, attendentes bona domus satis modica, et respectu illorum expensas illius graves et supramodum intolerabiles, precipue propter multitudinem sanorum, qui cotidie de bonis domus sustentantur; volentes providere domui ne supramodum gravarentur, immo ne succumberet in posterum, pro utilitate ipsius domus et totius ville, de communi consilio ville et consensu, ordinavimus et statuimus ac eidem domui firmiter promisimus, quod nullus verecundus vel verecunda, auctoritate nostra imponetur de cetero in dicta domo, nullus etiam frater vel soror, auctoritate nostra, recipietur, donec numerus verecundorum et verecundarum usque ad quatuor, numerus vero fratrum et sororum usque ad quinque redigatur. Predictis vero verecundis ad quatuor, fratribus vero et sororibus ad quinque redactis, si postea contingat aliquem de predictis verecundis decedere, loco illius aliam personam quam eligemus de nostro communi consilio ad illam prebendam admittemus, nec illa vacans prebenda alicui persone conferetur, nisi prius in illam personam octo scabini vel plures in unum congregati concorditer consenserunt. Fratre vero vel sorore decedente, alter vel altera loco illius que expediat dicte domui, auctoritate episcopi Tornacensis qui pro tempore fuerit, vel ejus cui vices suas commiserit in hac parte, et non de nostro auctoritate, substituetur, ita tamen quod numerus verecundorum et verecundarum quaternarium, numerus vero

fratrum et sororum quinarium numerum non excedat, nisi excrescentibus redditibus et bonis ultra ea que necessaria erunt debilibus et infirmis ibidem decumbentibus, pluribus sanis de ipsis bonis commode poterit provideri, et tunc dictum numerum verecundorum, fratrum et sororum, de communi episcopi et scabinorum consilio poterunt ampliare, secundum quod eis visum fuerit expedire. Infirmis vero non ponitur numerus, eo quod veniunt et recedunt, sed secundum necessitatem ipsorum et possibilitatem domus, prout videbitur procuratori ad hoc specialiter a domino Tornacensi vel ejus vices in hoc gerente deputato, benigne et amicabile colligentur. Ad hec ad singulas curtes domus a magistro et fratribus ponetur frater fidelis et sollicitus procurator, qui fideliter procurabit bona illius curtis, dum dictam domum curtem vel curtes habere contingat, et singulis annis in mense maio, vel pluries si expediat, super datis et receptis illius anni diligenter, coram episcopo Tornacensi vel vices suis gerente in hac parte, et consilio ville et fratribus et sororibus domus, in ipsa domo beate Marie recollet rationem sue amministrationis; simili modo faciet magister domus de proventibus illius anni, vel alius qui loco magistri, bona domus specialiter procurabit. In hujus rei testimonium et munimen presentes litteras communi sigillo ville nostre fecimus roborari.

Actum anno Domini M. CC. XL nono, mense julio.

Cartulaire de l'évêché de Tournai, aux Archives du royaume, fol. 34.

Een ordinancie gemaect op te volderen te Bruessel. — Ordonnance des échevins, des doyens et des huit de la gilde et de tout le conseil de la ville de Bruxelles, déterminant les conditions de travail pour le métier des foulons.

Juin 1282.

Dat sy cont al den ghenen di dese letteren selen sien ende hoeren, dat di scepenen, di guldekene, di achte van der gulden ende gemeinlike di raet van der stat van Bruessel, om gemeinen orboer der voergenoemder stat, ende met wilcore der volders, beide der meisters ende der knapen, ende oic om twist di vormails geschiet es ende namails gevallen mochte, te verhuedene, hebben gemaict ende geordineert dese poenten di in desen brief beschreven syn.

In derre manieren dat es te verstane di meisters selen de lakene di hen thues te maken comen, doen eerden ende maken den ghenen din sy willen.

Men sal geven te huren van enen scarlaken ende scarlakens lingde X s., dies selen hebben di meisters IIII s., ende de knapen VI s.; van desen lakenen en sal men geven nemmeer dan II s. t'eerdene ende III s. doechgelts.

Di lange lakene van XLII ellen di al gegreint syn in di wolle en dair VI vierendeel gegreinder wollen toe es ocht meer, selen geven te huren VII s. ende VI d., des selen hebben di meisters XXX d. ende di knapen V s.; van dese en sal men nemmeer geven dan XVI d. t'eerdene ende XXX d. doechgelts.

Di lange gemingde lakene van XLII ellen, dair men dan VI vierendeel gegreinder wollen toe es, selen geven te huren VI s., des selen hebben di meisters XXII d. ende di knapen IIII s. ende II d.; van desen en sal men nemmeer geven dan XII d. terdene ende II s. doechgelts.

Di lange lakene van XLII ellen blauwe ende witte selen geven te huren VI s., des selen hebben de meisters II s. ende die knapen IIII s.; van desen en sal men nemmeer geven dan XII d. t'erden en II s. doechgelts.

De corte lakene blauwe ende witte selen geven te huren IIII s. en VIII d., des selen hebben di meisters XX d. ende die knapen III s.

Van alrehanden corten gemingden lakene sonder greine sal men geven te huren V s., des sal hebben de meisters XVIII d. ende di knapen III s. ende VI d.

Van enen corten engelschen lakenen en sal men nemmeer geven dan X d. t'erdene ende XVIII d. doechgelts, ende van den corten hierlantschen lakenen en sal men nemmeer geven dan VIII d. t'erdene ende XVIII d. doechgelts.

En cort laken of een stuck dat al gegreint ware in di wolle of dair greine toewaere sal geven te huren, t'eerden ende te doechgelde ellen gelyc den genen di hier voere genoemt syn; men sal geven den meister d'eerdgelt en doechgelt, ende niman el, ende si selent voert geven den genen dyt verdinen; men sal oic den meisters noch ten knapen engeen strycgelt noch egenrehande voerlyf geven no(c)h doen.

Di meisters selen elc laken di d'erde stare carden of doen carden vore ende achter ende al sceren, di gene en verboet hem dys dlaken waere, so wie dat rude, en ware bescoren ocht en waere hem verboden van den genen dys dlaken waere, di meisters dyt niet en score oft en dade sceren, hi waers om V s., ende de knapen diet ruden, warens oic om V s.

Di meisters moeten en selen die gerecte lakene bereiden met sconen dage ende al sceren de gene en verboet hen, dys dlaken waere, so wie dys niet en dade, hi waer om V s. van elken lakenen.

Soe welc meister oft knape di meer ysche oft name dan hyr voer gesproken es in enigerand manieren, hi waers om V s. als dicke als hiet dade. Ende so wie dat meer gave, hi waers om XX s. als dicke als hiet dade. Ware oic dat sake dat enech laken int smeisters hues worde mesmaect of meshandelt, soe dats hem di gene beclaechde dyst laken waere, ende syn laken bracht ende tonet voer di gulde, dat moeste di meister gelden.

Di voldersen mogen niet werven noch ontzeggen te comme te dragen een cort laken tote XXXVII ellen ende I halve, ende dat moeten se oic over cort maken, een lanc laken tote XLII ellen ende I scarlaken tote XLVIII ellen.

Engeen meister en sal enen anderen meister verbieden noch doen verbieden een laken te maken, dat hi selve niet en heet geert ocht doen erden, ende engeen meister en mach ontseggen een laken te maken om den loen die hyr voer op di lakene geset en gesproken is. Soe wat meister di hyr segen (¹) iet seide of dade, hi waers om XL s. als dicke alse hyt dade.

Di meisters selen oic di lakene di in hare hues gemaiet syn setten ende slechten met carden aen di Rame binnen den selven dage dat di lakene aen syn gedaen, en dade sys niet, si warens om V s.

So ware dat enich deire gebode brake of gebroken worde, diit voerebracht ende wysde hi soude hebben tderdendeel van der misdaet ende di gulde di tweedeel.

Voert soe en sal d'ambacht van den volders, di meisters noch di knapen, engene sameninge noch gaderinge doen te gader, sonder der gulden knape, noch egeen gelt int' ambacht heffen sonder der gulden knape. Ware oic dat sake dat si enige sameninge of gaderinge daden ocht gelt hynen onder d'ambacht, sonder der gulden orlof ende sonder der gulden knape, of dat si enigherhande nuwe dingen maecten ende opbrachten, dat segen die stat ware, ende dat oic in desen brief niet bescreven ware, ende ware met orlove der gulden, soe waren sys om di hoechste boete der gulden.

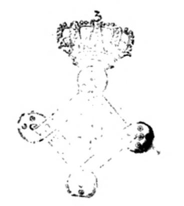
Ende om dat dese dinge suelen vast ende gestade syn ende bliven, soe es der stat segele van Brucele in orcontscapen van waerheiden

(¹) Pour *tegen*, contre.

gehangen an dese letteren, di waren gemaict ende gegeven in den jaren ons Heeren dusentech twe hondert twee en tachentech, in braecmaent, ten gemeinen stoele der gulden.

Het *Root statuet boeck metten tatsen*, fol. 1 v°, aux Archives de la ville de Bruxelles.





Digitized by Google

TABLE

DES DOCUMENTS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

OBSERVATIONS ET RECTIFICATIONS.

P. 3, ligne 10. Il a été impossible, malgré toutes les peines qu'on s'est données, de retrouver le texte complet de cet acte important, la première charte de liberté que l'on connaisse pour les villes du nord de l'Europe. Les chroniqueurs liégeois Gilles d'Orval et Jean de Brusthem ne nous ont transmis que le texte ou plutôt l'analyse de deux des dispositions qui y étaient contenues : de celle qui autorisait les Hutois à garder le château de Huy, lorsque l'évêché de Liége était vacant, et de celle qui leur permettait de ne partir pour l'armée, en cas de guerre, que huit jours après les Liégeois. Mais on pourrait peut-être rechercher les autres articles de la charte dans le diplôme par lequel Gérard, comte de Looz, attribua aux habitants de Brusthem près de Saint-Trond, en 1175, les lois municipales de Liége (*legem, jus et libertatem Leodiensem*). Le chroniqueur Brusthem, après avoir parlé de la charte octroyée aux Hutois, dit qu'il y est fait mention des serfs, des débiteurs, de ceux qui doivent faire serment ou ne pas le faire, et des différentes espèces de gens de cette sorte. (Chapeauville, *Gesta pontificum Leodiensium*, t. II, p. 4.) Or, la charte du bourg de Brusthem, dont un vieux texte français a été édité dans le *Bulletin de l'Institut archéologique Liégeois*, t. VII, pp. 495 et suiv., et dont le texte latin paraîtra dans le *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Trond*, de M. Piot, t. Ier, pp. 124 à 128, contient en effet de longues prescriptions qui se rapportent à ces paroles de l'écrivain liégeois. Après un préambule explicatif, on y déclare : que tout serf d'une église sera, s'il se fixe à Brusthem, entièrement exempt de toute exaction injuste, mais à la condition de payer le cens par tête auquel il était assujetti. L'art. 3 est relatif aux serfs qui épousent des femmes appartenant à une seigneurie autre que celle de leur mari et détermine la part de leur avoir que leurs veuves étaient tenues de remettre à leurs maîtres. Les art. 6, 7 et 10 s'occupent des débiteurs, et l'art. 11 des objets mis en gage. Aucune disposition ne traite spécialement et exclusivement des serments, mais il en est souvent question, et l'on voit qu'on se justifiait, tantôt par son serment seulement, tantôt en produisant deux conjurateurs, tantôt, notamment lorsqu'on était accusé d'attaque violente ou à main armée, avec six conjurateurs.

On saurait difficilement se refuser à admettre qu'il y a une grande affinité entre le contexte principal de la charte de Brusthem et le passage du chroniqueur déjà cité; il n'y a qu'un moyen, me semble-t-il, d'expliquer cette affinité : c'est de

supposer que l'un et l'autre document ont puisé à une source commune, aux anciennes coutumes de la cité de Liége. Les bourgeois de cette ville, qui rédigèrent et réglèrent les libertés de Brusthem (*probi et honesti viri cives Leodienses, hujus legis et libertatis dictatores et ordinatores*), y ont eu recours; cela est évident. Quant aux Hutois, il est très-probable qu'ils en firent de même, lorsqu'ils achetèrent de l'évêque Théoduin leurs premiers priviléges. A moins de s'adresser à une ville où l'on parlait une autre langue, comme Cologne, Trèves ou Aix-la-Chapelle, ou à une métropole dépendant d'une autre monarchie, comme Reims, quelle cité pouvait attirer leur attention plus que la vieille résidence de Saint-Lambert et de Notger, déjà renommée par ses nombreux et opulents édifices et par ses écoles? Il y a, au surplus, dans les coutumes de Liége reproduites dans celles de Brusthem, une donnée qui permet de leur attribuer une ancienneté assez reculée, c'est que la plus forte amende n'y est que de sept sous. Au XIe siècle, les peines pécuniaires ne s'élevaient pas à plus de dix sous à Dinant, ni à plus de cinq sous à Valenciennes, tandis que cent ans plus tard, le taux des amendes fut, en général, porté partout beaucoup plus haut.

L'art. 12 et dernier règle le mode d'acquérir des immeubles, de les posséder pendant et après le mariage, de les transmettre à ses enfants, sans s'écarter des coutumes suivies d'ordinaire par les bourgeois. Il n'y a que peu de prescriptions se rapportant au droit criminel; aucune n'accorde aux bourgeois des droits politiques. La charte de Brusthem s'occupe de préférence de la condition des personnes et des biens assujettis à la nouvelle loi.

P. 10, l. 25. Dans cette ville, *lisez :* à Audenarde.

P. 33, l. 5. Le texte que je donne ici m'a été obligeamment fourni par M. Guesnon, alors professeur au collége d'Arras, et qui avait commencé, il y a quelques années, la publication des chartes de la capitale de l'Artois, revues sur les originaux.

P. 40, l. 20. Les coutumes du Quesnoy, quoique reproduites d'après des confirmations appartenant au XIVe et au XVe siècle, remontent cependant, sinon en totalité, du moins en grande partie, à l'époque où cette ville fut fondée par le comte Baudouin, dans l'alleu de Noufluz, dont le comte avait fait l'acquisition de l'évêque de Cambrai, Nicolas, en 1142. Voyez Duvivier, *Recherches sur le Hainaut ancien*, p. 189.

P. 44, l. 18. *Anno Domini M. CC. LXXX. III, lisez : M. C. LXXX. III.*

P. 52, l. 24. Rainaud ou Renaud (de Dammartin), comte de Gueldre, *lisez:* comte de Boulogne.

P. 75, l. 11. *Domini B, lisez : domni W;* et l. 13 : Baudouin, avoué, *lisez :* Walter, avoué.

P. 93, l. 21. On lit dans le *Cartulaire :* Marguerite, comtesse de Flandres, etc.; c'est une erreur, il faut lire : Jeanne, comtesse de Flandres, etc., comme le prouve le texte même de la charte.

P. 98, l. dernière. M. Van Lokeren, dans *les Chartes et documents de l'abbaye de Saint-Pierre, de Gand*, t. I, p. 249, a également publié cette charte, mais d'après une copie traduite en français.

P. 213, l. 28. Cette charte se trouve déjà dans Diericx (*het Gendsche charterboekje*, p. 143), qui en a aussi édité un vieux texte flamand. Cet auteur a lu en cet endroit : *vel nudius tertius animal*, ce qui est inintelligible; le texte flamand porte : *en ware of de beeste van gisteren ofte van eergisteren openbaerlick pynelick*

hadde geweest, « à moins que l'animal n'ait été, au su et au vu de tous, malade « depuis la veille ou l'avant-veille. »

P. 216, l. avant-dernière : Diericx a lu : *quia.*

P. 251, l. 24. Ce texte, de la plus haute importance, m'a été signalé par M. Léopold Delisle, membre de l'Institut de France, qui l'avait trouvé dans un manuscrit du xiie siècle. C'est une espèce de record ou d'enquête, où l'on voit qu'à l'époque où on le mit par écrit, l'autorité des rois de Germanie ou d'Allemagne était encore la seule reconnue à Dinant et s'y exerçait par les soins et au profit des comtes de Namur. Or, il existe une charte du 25 juin 1070, dans laquelle le roi Henri IV concède à l'évêque de Liége Théoduin le droit de battre monnaie à Dinant, d'y percevoir le tonlieu, d'y tenir un marché, d'y exercer en un mot tous les droits de souveraineté, droits qui, dans le document dont nous présentons ici le texte, sont attribués au comte de Namur, à l'exclusion de l'évêque de Liége. (Chapeauville, *Gesta pontificum Leodiensium,* t. II, p. 13.) Théoduin ne laissa pas ce diplôme à l'état de lettre morte : il ne subsistait plus que quelques pans de mur du château que Wason, son prédécesseur, avait fait réparer ; il en ordonna la reconstruction totale (*Ibidem,* t. I, p. 280), et depuis lors, l'autorité des évêques de Liége s'exerça à Dinant sans rencontrer d'opposition.

M. Chalon a prouvé que les comtes de Namur frappaient monnaie à Dinant au xie siècle et y usèrent encore de cette prérogative pendant le cours du xiie siècle ; ils conservèrent aussi dans cette ville des biens, et notamment l'église de Leffe, où Henri l'Aveugle installa, en l'année 1152, une communauté de chanoines, de l'ordre des Prémontrés ; mais les autres droits qu'ils exerçaient anciennement paraissent leur avoir échappé. Des faits se rattachant à l'histoire de Dinant qui nous sont connus on doit conclure que les liens qui existaient entre cette ville et ses anciens seigneurs se rompirent, et, tandis que ceux-ci fondaient à Bouvignes une cité nouvelle, hostile à la première, la bourgeoisie dinantaise se rattacha de plus en plus à l'épiscopat liégeois, celui-ci la favorisa d'autant plus volontiers, qu'elle donnait de l'importance au domaine de l'église Saint-Lambert, assez restreint de ce côté, avant qu'Obert eût acquis Bouillon du duc Godefroid, et Couvin, avec sa châtellenie, du comte de Hainaut Baudouin, fils de Richilde.

Notre charte appartient donc, selon toute vraisemblance, aux deux premiers tiers du xie siècle. L'influence et la juridiction s'y montrent partagées entre l'évêque, l'avoué et le comte. L'évêque n'est que le seigneur d'une partie de la ville, principalement des biens du chapitre de Saint-Lambert, de Liége, et du chapitre de Notre-Dame, de Dinant. Il a pour représentant un avoué, qui dès lors appartenait, à ce qu'il semble, à la lignée des seigneurs de Rochefort ; mais le véritable dominateur, le délégué du roi, c'était un comte, le comte de Namur. A lui appartenait une partie de la ville, la collation de plusieurs églises, ainsi que la connaissance et la punition des crimes et des délits, la fabrication et le contrôle de la monnaie. Deux données importantes ressortent de notre texte : la première, c'est cette circonstance qu'au xie siècle l'Ardenne conservait de nombreux vestiges de l'antique droit franc, et qu'il s'y tenait encore, trois fois par an, des *plaids de centaine,* c'est-à-dire des plaids dont le ressort s'étendait à une de ces subdivisions de *pagus* ou comté que l'on appelait *centaines,* parce qu'elles étaient administrées ou dirigées par un centenier. Dinant était le centre d'une de ces centaines, comme l'était aussi Anseremme. (*Cantatorium Sancti Huberti,* dans les *Documents*

pour servir à l'histoire des provinces de Namur, etc., t. VII, p. 255). L'autre particularité sur laquelle nous appellerons spécialement l'attention du lecteur, c'est l'importance qu'avait alors le corps des monnayeurs, qui jouèrent, au moyen âge, un rôle si considérable dans plusieurs villes d'Allemagne. C'étaient eux et non les échevins qui rendaient la justice à Dinant, pendant la tenue des plaids.

P. 259, l. dernière. Les statuts de la confrérie de Valenciennes, véritable gilde germanique, association à la fois politique, d'assistance mutuelle et de plaisir, mériteraient un commentaire spécial. Il est à regretter que l'on n'en connaisse pas le texte primitif, en latin. D'Outreman (pp. 109 et 332) se borne à citer un fragment de celui que nous publions et ajoute que la charte même se trouvait dans le *Livre de Simon d'Ere*, conservé à l'hôtel de ville. Mais ce n'en était sans doute que la traduction en vieux français, opérée par les soins de maître Hugues Cabes et de maître Alexandre de Pons, et qui présente en plus d'un endroit des phrases incorrectes ou inintelligibles.

P. 260 et suivantes. Ces deux lettres de l'évêque d'Arras, Pierre, et du châtelain de Lille, se rapportent aux longs débats de l'évêque de Tournai, Étienne, contre la commune de cette ville. L'autorité royale était à peine reconnue dans Tournai, que l'épiscopat y entama contre le pouvoir municipal une lutte dont les résultats restèrent douteux, et qui ne profita qu'au pouvoir monarchique. L'évêque Étienne, né dans le centre de la France, habitué aux usages et aux tendances de la cour de Paris, où il avait figuré pendant de longues années comme abbé de Sainte-Geneviève, n'éprouvait que de l'aversion pour les institutions communales, comme en témoigne sa correspondance, qui a déjà été éditée plusieurs fois. Nos deux lettres précisent quelques-uns des points sur lesquels il était en désaccord avec les citoyens de Tournai; elles montrent en outre l'énergie que ceux-ci déployèrent pour la défense de leurs droits, et leur peu de confiance dans les deux dignitaires, l'un ecclésiastique, l'autre noble, que Philippe-Auguste avait choisis pour être les arbitres du différend.

FIN.

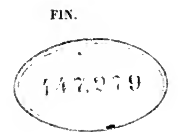

147.279

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES.

MAG 647279



Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

